

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
EXPOSITIONS INTERNATIONALES
UNIVERSELLES

OU SPÉCIALES
AU POINT DE VUE DU DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Félix LACOINTA

AVOCAT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1896

THÈSE
DE
DOCTORAT

La Faculté n'entend donner ni approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
EXPOSITIONS INTERNATIONALES
UNIVERSELLES
OU SPÉCIALES

AU POINT DE VUE DU DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 24 Mars 1896, à 10 heures

PAR

Félix LACOINTA

AVOCAT

Président : M. L. RENAULT.

Suffragants : { MM. CH. LYON-CAEN, } *professeurs.*
 PLANIOL, }

PARIS

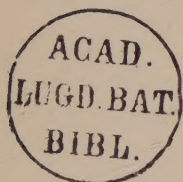
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1896



A MON PÈRE

A MA MÈRE

AVANT-PROPOS

En accroissant les relations entre les peuples, les *Expositions internationales* ont eu et continuent à exercer sur la société contemporaine une influence marquée. Ce sujet est fécond en études de tout genre, aux points de vue industriel, commercial, artistique, économique, social. A côté de résultats dignes d'être applaudis, il en est de fâcheux, à certains égards. Notre dessein n'est d'aborder aucun de ces ordres d'idées ; des appréciateurs compétents ont présenté ou développeront encore les considérations et les observations qu'ils suggèrent. Nous nous proposons un autre but.

Si de nombreux écrits ont déjà paru sur les *Expositions internationales*, relativement aux difficultés d'organisation, à l'économie politique, aux progrès de l'industrie, il en est peu qui se soient préoccupés du côté juridique de ce sujet.

Quelques opuscules et articles, justement estimés, ont insisté sur plusieurs questions de droit ; mais nul travail juridique d'ensemble n'a été, jusqu'à ce jour, publié, soit chez nous, soit dans les pays étrangers. Sans avoir certes la présomption d'espérer que notre étude comblera cette lacune, nous avons essayé de revendiquer pour le droit la place qui lui appartient dans l'examen des multiples problèmes que les *Expositions internationales* font surgir.

La nouveauté de cette tâche, l'étendue et la diversité des recherches qui ont été nécessaires, l'insuccès presque inévitable d'une partie de nos investigations au dehors, le caractère, aussi ardu que complexe, de plusieurs des questions débattues, militeront, — nous le souhaitons, — en faveur d'une bienveillante appréciation de ce travail.

Après avoir résumé, dans une *Introduction historique*, les notions relatives aux Expositions, en général, nous précisons, surtout quant aux *Expositions universelles*, — d'abord, les *principales règles d'organisation et d'administration* (chapitre I^{er}), — puis les principes qui s'appliquent *aux personnes, aux locaux et aux choses* (chapitre II). — Nous relatons ensuite les *immunités fiscales et les facilités de transport*, concédées, d'ordinaire, dans l'intérêt de ces exhibitions (chapitre III).

Les questions les plus importantes, les plus discutées, touchent à *la sauvegarde de la propriété industrielle et artistique* ; nous en faisons l'objet de deux chapitres (IV et V), dans lesquels nous étudions la protection des *inventions*, des *noms commerciaux*, des *marques de fabrique et de commerce*, des *dessins et modèles industriels* et des *œuvres artistiques*.

Les droits lésés doivent pouvoir être protégés par les voies légales. Nous nous efforçons de déterminer dans quelles limites on peut spécialement les défendre, en recourant à la *saisie* (chapitre VI).

Nous nous sommes, enfin, nécessairement préoccupé des dispositions légales, destinées à garantir la valeur des *récompenses* décernées, à réprimer les fraudes préjudiciables, à la fois, aux lauréats et au public (chapitre VII).

Les *Expositions internationales* n'ayant encore donné lieu à un accord entre les Etats qu'en ce qui touche la

protection de la propriété industrielle, nous nous demandons, dans notre *conclusion*, quelle réglementation il serait désirable de voir intervenir, et dans quelle mesure il convient de la souhaiter.

L'ensemble des principales questions juridiques, relatives aux Expositions, nous paraît renfermé dans ce cadre, forcément très vaste. Le restreindre eût été singulièrement amoindrir le résultat de l'effort que nous avons tenté. Sans mutiler le sujet, en le présentant, au contraire, tout entier, nous nous sommes attaché à énoncer nettement l'objet des difficultés, à signaler les éléments d'appréciation et à formuler les solutions auxquelles nous croyons devoir adhérer.

INTRODUCTION HISTORIQUE

Un siècle seulement nous sépare de la première exposition nationale, un demi-siècle à peine de la première exposition *internationale*. L'histoire de l'institution est donc relativement courte; mais elle est particulièrement attachante, à cause du lien étroit qui l'unit à l'évolution sociale et économique des cent dernières années.

1. La proclamation des principes de la liberté du travail et de la propriété industrielle, puis l'entrée en scène de la vapeur et de l'électricité, en émancipant et en rapprochant les travailleurs de tous les pays, ont provoqué un phénomène nouveau, caractéristique de notre époque, l'*internationalisme*. Après avoir consacré la fraternité des citoyens d'une même nation, les Expositions tendent à affirmer la fraternité des peuples.

Les *Expositions universelles* sont des manifestations éclatantes de ce sentiment de solidarité, qui pousse les peuples à se pénétrer réciproquement, en dépit des influences contraires qui les porteraient à s'isoler (1).

Avant de retracer les diverses phases du développement des Expositions, solennités avant tout industrielles, il

(1) *L'Internationalisme dans les questions sociales*, par M. CHEYSSON, Inspecteur général des ponts et chaussées. (*Réforme sociale*, 4^{or} et 16 octobre 1894).

convient de jeter un rapide coup d'œil sur l'évolution commerciale des siècles passés (1).

2. Si haut que l'on remonte dans l'antiquité, on trouve les traces de coutumes, d'institutions mettant en contact les producteurs et les consommateurs. Il est souvent fait mention de marchés publics, de lieux qu'on appelait *emporía*, où l'on rassemblait, des contrées les plus éloignées, des marchandises de toute espèce. *Le Périple de la mer Rouge*, d'Arrien, renferme, à ce sujet, des détails curieux. Les anciens ne connaissaient guère que cette manifestation, qui est de tous les temps, parce qu'elle est la plus simple et la plus naturelle, le marché, dont le lucre est l'unique objet, par la mise en jeu de l'offre et de la demande.

On pourrait cependant signaler, même dans les temps reculés, des exemples, tout à fait rudimentaires il est vrai, d'expositions, c'est-à-dire d'exhibitions destinées à satisfaire l'amour-propre des commerçants et la curiosité du public. C'est ainsi qu'au Pirée, on exposait des échantillons de marchandises apportées par mer. Calixène de Rhodes, cité par Athénée de Naucratis, dans son *Banquet*, fait mention d'une exposition de meubles précieux, de vases et d'étoffes splendides, que Ptolémée Philometor organisa, 200 ans avant J.-C., à l'occasion d'une fête célébrée à Alexandrie (2).

(1) V. notamment l'ouvrage intitulé : *Diritto commerciale espoto d'all'avv. Francesco Zuccoli*, Modène, 1869, spécialement le chapitre consacré à l'histoire et traduit dans le *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, année 1870, t. XIX, pp. 140 et s. — V. aussi *Revue bleue*, 1889, 2^e semestre, p. 238 : *Les expositions nationales et universelles*, par M. A. GERVAIS.

(2) V. *Grande Encyclopédie*, V^o *Exposition*.

Il est difficile de discerner dans ces faits lointains et accidentels, l'origine, même embryonnaire, des gigantesques concentrations modernes. C'est qu'en effet, à une époque où le monde civilisé ne dépassait guère les rivages de la mer Méditerranée, où chaque industrie était localisée dans telle ou telle contrée, dans telle ou telle ville, où les expéditions maritimes, et même les voyages par voie de terre, étaient entourés de difficultés et de périls sans nombre, l'idée des expositions, — entreprises que seuls rendent possibles l'esprit de concurrence et la rapidité des transports, — ne pouvait se faire jour.

3. Au Moyen Age et dans les temps modernes, les principales manifestations de la vie industrielle et commerciale furent les grandes foires européennes. Celles de Troyes, de Beaucaire, de Leipzig, de Nijni-Novgorod, longtemps demeurées des rendez-vous très recherchés, attestaient la vitalité commerciale de notre continent.

Mais c'est toujours le seul intérêt mercantile qui provoquait et animait ces concentrations. Les foires n'étaient que de grands marchés périodiques. On n'y découvre pas le caractère essentiel de nos expositions modernes, l'idée didactique, qui ne pouvait éclore que dans notre siècle, mûri et discipliné par ses victoires scientifiques.

Il est intéressant, toutefois, de signaler, chez certains peuples du Nord, l'usage d'exiger des commerçants qui traversaient leurs villes, qu'ils ouvrissent leurs balles, afin d'offrir leurs marchandises au choix des acheteurs. Cet usage se transforma, dans la suite, en une taxe connue sous le nom de *droit d'étape*. Citons encore les étalages de *merceries* de Venise, grandes solennités commerciales et industrielles, qui avaient lieu, dans certaines circonstances importantes, telles que l'institution du Doge.

Mais l'idée moderne des Expositions ne s'est réellement révélée pour la première fois que lors d'une tentative particulièrement intéressante, dont l'honneur revient à Louis XI, et que les évènements d'une époque troublée firent malheureusement avorter. En 1470, ce prince, afin d'ouvrir des débouchés au commerce français, avait profité d'une interruption de la guerre des Deux-Roses pour engager des négociations avec le régent Warwick, en vue de la conclusion d'un traité, qui aurait permis à l'Angleterre et à la France d'échanger librement leurs marchandises, sans acquitter ni droits de douane, ni droits de port ou de quai. A cette occasion, il avait chargé deux riches banquiers de Tours, les frères Briçonnet, investis du titre de commissaires royaux, de réunir et d'exposer, à Londres, des spécimens de nos produits naturels ou manufacturés ; ces produits devaient être introduits en franchise, et la vente en être interdite. Préparée avec beaucoup de soin, la collection venait d'arriver à destination, quand Warwick s'en fit livrer la plus grande partie et en réalisa la valeur, sous prétexte de constituer les ressources nécessaires à un envoi de troupes qu'il devait mettre à la disposition de Louis XI, et que, d'ailleurs, il ne fit point partir. Le surplus des objets fut réembarqué par suite de la guerre civile, et tomba entre les mains de pirates. Ce fut donc un échec complet. Mais l'initiative de Louis XI ne méritait pas moins d'être mentionnée (1).

4. Les grandes foires périodiques étaient nécessaires

(1) Le souvenir en a été conservé dans des lettres patentes de 1471, datées d'Amboise et réglant l'indemnité due aux deux banquiers de Tours. — Cet intéressant épisode de notre histoire a été relaté par M. Picard, dans son *Rapport général sur l'Exposition universelle de 1889*, p. 4.

en un temps où les communications étaient lentes et difficiles. Aussi tendirent-elles à perdre de leur importance, à mesure que les moyens de pénétration et les procédés d'échange s'amélioraient, et, d'un autre côté, se firent sentir, tous les jours davantage, les nombreux inconvénients qui en résultaient : perte de temps, grands frais de déplacement, intervalles trop éloignés, installations défectueuses. En même temps que la population augmentait, que les déplacements devenaient plus faciles, les routes plus sûres, les transports moins coûteux et plus commodes, comme conséquence, des marchés permanents se crèrent dans tous les pays, et de grands centres commerciaux se constituèrent, que l'accumulation des produits transforma en foires perpétuelles (1). D'autre part, l'industrie progressait et se décentralisait, pour ainsi dire, faisant affluer ses produits sur tous les points du globe. En un mot, les commerçants et les producteurs allaient, dans tous les centres importants, au-devant des consommateurs, qui trouvaient sur place presque tous les objets nécessaires à leur usage. Les marchés se multiplièrent, et les foires, sauf quelques exceptions, ne subsistèrent que dans les agglomérations rurales (2).

Dès lors, à côté de l'impulsion de l'intérêt mercantile, un nouveau courant se produit, déterminé par le mouvement ascensionnel de l'industrie. Plus sûre d'elle-même, fière de ses conquêtes, elle éprouve le besoin de les offrir à l'appréciation du public ; celui-ci examine et compare les objets présentés à ses regards, et, en s'éclairant sur leurs mérites respectifs, fait affluer, par ses préférences, les pro-

(1) V. M. A. GÉRAIS, *op. cit.*

(2) V. *L'Hospitalité et les pérégrinations des hommes*, par M. Raymond BOYER, Toulouse, 1895, pp. 135 et s.

duits les meilleurs et les moins coûteux sur le marché d'où s'éliminent, par contre, les produits d'ordre inférieur. Cette provocation directe à la comparaison est un stimulant pour la concurrence, qui est l'âme du commerce et de l'industrie.

Telle est la raison des Expositions. Le désir de vendre en est bien toujours le mobile ; mais le but direct est la divulgation des progrès industriels. L'institution de jurys en a, dès l'origine, accentué le caractère didactique.

5. C'est en France, en 1798 (an VI), que s'ouvrit l'ère des expositions industrielles. Relativement aux beaux-arts, l'inauguration remonte au XVII^e siècle (1).

La Révolution française, qui fut, à la fois, sociale et économique, provoqua une application générale, absolue, de ses principes. Dans le domaine industriel, cette application fut féconde ; elle eut pour résultat la proclamation de la liberté du travail et de la propriété industrielle, lois fondamentales du droit naturel, en vertu desquelles chacun doit avoir, d'une part, le libre choix et le libre exercice de sa profession, et, de l'autre, la pleine jouissance des produits de son travail.

Depuis de longs siècles, l'industrie et le commerce de la France étaient, en quelque sorte, paralysés par une réglementation excessive, qui contraignait souvent les inventeurs (2) à demander asile aux nations rivales, surtout à

(1) C'est en 1648 qu'il fut décidé que l'Académie de peinture et de sculpture, qui venait d'être fondée, organiserait, chaque année, une exposition des œuvres sortant des ateliers de ses membres. Mais ce n'est qu'en 1699 que cette institution fonctionna régulièrement. En 1793, tous les artistes français furent admis à exposer, d'où la nécessité d'un jury d'admission.

(2) Il suffit de rappeler les noms de Nicolas Briot, l'inventeur du

l'Angleterre, dotée, bien avant notre pays, de lois protectrices de la propriété industrielle. Colbert, Turgot, Necker avaient certes accompli de nobles efforts pour accroître la prospérité nationale ; mais le régime des corporations et des douanes intérieures entravait le libre essor du génie français et, notamment, était incompatible avec l'institution des expositions, qui implique une pleine liberté d'initiative professionnelle, de concurrence et de circulation. — Il est juste cependant de signaler une tentative intéressante, due à l'initiative privée, une exposition de « machines et forces mouvantes », qui fut ouverte, à Paris, rue de la Harpe, en 1683 ; le catalogue en a été conservé. Ce ne fut là qu'un essai isolé.

Quand la tourmente révolutionnaire prit fin, le besoin se fit sentir de donner à l'industrie nationale, désormais libre de toute entrave, une impulsion nouvelle et un solennel encouragement. Sous l'inspiration de François de Neuchâteau, ministre de l'Intérieur, le Directoire promulgua, le 9 fructidor an VI, une loi qui conviait à un concours public ingénieurs et fabricants. Aux termes de cette loi, une exposition devait avoir lieu chaque année ; la qualité de Français était exigée pour y participer, et chacun ne pouvait exposer que des produits de son industrie propre : il s'agissait de fêter exclusivement le travail national.

L'Exposition de l'an VI, installée au Champ-de-Mars et inaugurée, avec beaucoup d'éclat, le 3^e jour complémen-

balancier à frapper les médailles, — de Lenoir, qui porta à un si haut degré de perfectionnement la fabrication des instruments de précision, — de Réveillon, le fondateur de la première manufacture de papiers peints, — de Decharme, l'inventeur des tôles embouties et vernissées, — d'Argand, l'inventeur de la lampe à double courant d'air,

taire, dura onze jours (18-28 Septembre 1798). Cent-dix maisons, toutes de Paris ou de la région environnante, y prirent part. Malgré des proportions restreintes, le succès fut très vif. Trente-et-une récompenses furent décernées par un jury composé de savants et de fabricants distingués. Ces honneurs, rendus aux arts industriels, coïncidèrent heureusement avec l'institution du Conservatoire des Arts et Métiers.

En dépit des prescriptions de la loi du 9 fructidor an VI, la seconde exposition ne put s'ouvrir qu'en 1801 (an IX). Bien que très sommaire encore, elle marqua un réel progrès : plus de 200 exposants se réunirent dans la cour du Louvre, où elle fut installée ; une centaine de récompenses furent distribuées. Cette seconde exposition eut surtout pour résultat de frapper davantage l'esprit du public, qui comprit, par le renouvellement de ces concours industriels, qu'il y avait là plus qu'une fête, plus qu'un plaisir des yeux.

Il convient de signaler, en 1802, un fait important, la fondation, due à Chaptal, de la « Société pour l'encouragement de l'industrie nationale », organisée sur le modèle d'une société analogue, créée en Angleterre, par Shipley, dès 1756. Indépendante du Gouvernement, mais s'unissant à lui pour coopérer au développement de l'industrie et de l'agriculture, elle contribua, dans une large mesure, aux progrès réalisés dans ces deux branches de l'activité nationale, et exerça une influence marquée sur l'épanouissement des expositions.

Cette même année (an X), eut lieu, conformément à un arrêté des Consuls, la troisième exposition nationale, à laquelle participèrent 540 industriels, dont 250 furent récompensés.

Avec le XIX^e siècle, le mouvement ascensionnel de ces manifestations s'accroît rapidement. Le cadre s'élargit de plus en plus : la quatrième exposition, retardée jusqu'en 1806, fut installée dans un palais édifié sur l'Esplanade des Invalides. Elle dura vingt-quatre jours et provoqua l'inscription de 1422 industriels, venus de 104 départements, — chiffres qui donnent la mesure des progrès accomplis en huit années.

Les guerres du premier Empire ne permirent pas d'ouvrir, comme cela avait été décidé, une exposition nationale, tous les trois ans. Absorbée par sa politique conquérante, la France se laissa même considérablement distancer, sur le terrain industriel, par l'Angleterre, qui perfectionnait rapidement son outillage, substituant partout la machine à la main d'œuvre, et décuplant sa production ; quand M. le baron Dupin poussa le cri d'alarme, il n'était que temps pour la France de lutter contre une concurrence qui menaçait son industrie nationale d'une désastreuse infériorité.

En 1819, fut reprise la tradition interrompue. C'est à partir de cette date qu'on vit le mouvement gagner les pays étrangers : des expositions eurent lieu, à Gand, en 1820 ; à Tournay, en 1824 ; à Harlem, en 1825 ; la Russie entra dans cette voie en 1829 ; l'Allemagne, en 1834 ; l'Autriche, en 1835.

En France, après deux expositions (1823 et 1827), qui ne se distinguèrent de celle de 1819 que par une plus longue durée et par un plus grand nombre de récompenses (1), l'institution prit un nouvel essor et tendit à revêtir un caractère démocratique. C'est ce qui ressort de la

(1) V. la note 2 de la page 14.

circulaire que M. Thiers, alors ministre du Commerce, adressa aux préfets, à l'occasion de l'Exposition de 1834, et dans laquelle il exprimait le désir de voir les départements se signaler encore plus par l'envoi de produits destinés aux classes laborieuses que par l'étalage d'articles de luxe (1).

Trois autres expositions se succédèrent à Paris, avec un succès toujours croissant, de cinq en cinq ans, en 1839, 1844 et 1849, en exécution de l'ordonnance du 4 octobre 1833. Celle de 1849, qui resta ouverte pendant six mois, fut caractérisée par la création d'une section agricole et d'une section coloniale ; ce fut la dernière exposition universelle nationale de la France (2).

6. La Révolution de 1848 marque une nouvelle phase

(1) Le Gouvernement examina, en 1834, le projet de construire un palais permanent de l'Industrie, en raison du nombre toujours croissant des exposants et de la fréquence des expositions.

(2) Nous empruntons au rapport très intéressant et très documenté de M. Picard, sur l'*Exposition de 1889*, le tableau suivant, qui rend plus frappants les progrès réalisés par les onze expositions nationales de la France.

ANNÉES	DURÉE PRÉVUE	EMPLACEMENT	EXPOSANTS	RÉCOMPENSES
1798 (an VI)	3 jours	Champ-de-Mars	110	31
1801 (an IX)	6 jours	Cour du Louvre	220	110
1802 (an X)	7 jours	id.	540	251
1806	24 jours	Esplan. des Invalides	1.422	610
1819	35 jours	Palais du Louvre	1.662	869
1823	50 jours	id.	1.642	1.091
1827	62 jours	id.	1.695	1.254
1834	60 jours	Place de la Concorde	2.447	1.785
1839	id.	Champs-Élysées	3.381	2.305
1844	id.	id.	3.960	3.253
1849	6 mois	id.	4.532	3.738

de l'évolution sociale et économique. La doctrine du libre-échange gagne tous les jours du terrain ; la vapeur et l'électricité révolutionnent le monde industriel et commercial, en décuplant la rapidité et la facilité des moyens de transport et de communication ; la pénétration, de *nationale*, est devenue *internationale*. Les Expositions devaient refléter ce nouveau progrès.

Dès 1833, M. Boucher de Perthes, président de la Société d'émulation d'Abbeville, avait exprimé, dans un noble langage, le désir de voir la France, en organisant une exposition *internationale*, proclamer, la première, que l'amour de la patrie n'est nullement incompatible avec le souci du bien général de l'humanité. Mais l'heure n'était pas encore venue.

En 1849, le terrain était mieux préparé. Touret, ministre du Commerce, organisateur de l'Exposition, désirait la rendre internationale. Le Gouvernement français conçut même le projet de se concerter avec les puissances étrangères pour ouvrir alternativement, tous les cinq ans, dans les différentes capitales, une exposition de l'industrie des deux mondes. Cette généreuse tentative échoua devant les protestations des industriels français, qui appréhendaient l'avènement du libre-échange et les dangers de la concurrence des nations rivales.

Ces craintes exagérées privèrent la France de l'honneur d'organiser la première exposition internationale. La conception en fut reprise par l'Angleterre, alors en excellente situation pour la réaliser. En 1849, la ville de Birmingham convia les nations à une exposition qu'elle préparait ; mais son appel resta sans écho. Pour faire réussir une pareille entreprise, il fallait l'attrait d'une capitale : le Gouvernement britannique donna rendez-vous aux

puissances, à Londres, en 1851, et, cette fois, elles l'acceptèrent (1).

L'Exposition fut organisée par la *Société royale des arts, des manufactures et du commerce*. Cette société constitua une compagnie, qui réunit tout d'abord, avec le concours de la Banque d'Angleterre, un capital de garantie. Une ordonnance royale, du 3 janvier 1850, donna la sanction officielle. Le succès fut très grand : la France, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, les États-Unis, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Turquie, la Grèce, la Hollande, les États barbaresques, la Chine, la plupart des États de l'Amérique du Sud y furent représentés par des exposants, dont le nombre, joint à celui des industriels anglais, s'éleva à plus de 17.000, dont 1.756 Français. Six millions de visiteurs affluèrent à Londres. Un jury de 314 membres, dont la moitié étaient étrangers, prépara la distribution des récompenses. Les résultats financiers furent des plus rémunérateurs. — La cause des Expositions universelles internationales était gagnée (2).

7. La France ne pouvait tarder longtemps à suivre cet exemple. Elle voulut, comme l'Angleterre, donner aux locaux destinés à abriter les produits du monde, des proportions monumentales. Le Palais de l'Industrie s'ache-

(1) Nous ne mentionnons que pour mémoire deux expositions, tenues, l'une à Mayence, en 1842, l'autre à Berlin, en 1844, et auxquelles participèrent tous les États allemands. On ne saurait les qualifier d'*internationales*.

(2) V. PROTONOTARI, *Le Esposizioni considerate in se stesse e nelle loro relazioni*, Florence, 1861 ; — BOCCARDO, *Dizionario di economia politica*, Milan, 1875 ; — LUZZATI, *Le Esposizioni* (volume formé d'articles publiés dans la *Nuova Antologia*) ; — W. F. EXNER, *Les Exposants et les Expositions*, 2^e édit., Weimar, 1873, etc., etc.

vait à peine quand, en vertu du décret du 8 mars 1853, fut inaugurée, le 1^{er} mai 1855, la première *Exposition universelle* de Paris. Le succès du *Cristal Palace* fut dépassé : 11.968 étrangers répondirent à l'appel du Gouvernement français et se joignirent à plus de 12.000 représentants de notre industrie nationale. Comme à Londres, un jury international fut organisé : il compta 333 membres ; les jurés étrangers furent choisis par les comités respectifs de chaque pays, proportionnellement au nombre de leurs nationaux exposants. — Un trait caractéristique de l'Exposition de 1855 fut l'adjonction d'une section spéciale aux beaux-arts.

L'*Exposition universelle* de Londres, en 1862, organisée, comme celle de 1851, par la Société des Arts, attira un concours encore plus notable (27.500 exposants). Elle donna lieu à une innovation, due à l'initiative du Gouvernement français : un millier de contre-maîtres et ouvriers furent délégués à Londres, aux frais de la Commission impériale de la section française et du Conseil municipal de Paris, pour étudier, sur place, les perfectionnements réalisés dans leurs industries respectives (1). Cette pratique a, depuis, été suivie par la plupart des gouvernements.

Fidèle à l'esprit de noble émulation qui anime les deux grandes métropoles de la vieille Europe, Paris ne resta pas longtemps en arrière. L'*Exposition de 1867* (2), affranchie des difficultés économiques qu'avait eu à vaincre sa devancière, organisée par F. Le Play sur un plan

(1) A l'envoi de cette délégation d'ouvriers français à l'Exposition de 1862, se rattache un fait qui a eu de graves conséquences, la formation de l'*Association internationale des travailleurs*.

(2) V. DD. 22 juin 1863 et 1^{er} février 1863.

d'une scientifique harmonie et avec le concours, très heureusement provoqué, de collaborateurs intéressés à la réussite de l'œuvre, fut un véritable triomphe, qui consacra la nouvelle forme de l'institution (1). Elle suscita l'inscription de 52.200 exposants, dont 15.969 Français.

Sur l'initiative de F. Le Play, qui réalisait, en cela, l'une de ses plus chères conceptions d'économie sociale, un nouveau groupe, le groupe X, avait été créé, comprenant « les objets destinés à l'amélioration de la situation matérielle et morale des travailleurs », et un nouvel ordre de récompenses avait été réservé « aux personnes, aux établissements ou aux localités qui, par une organisation ou des institutions spéciales, avaient développé la bonne harmonie entre tous ceux qui coopèrent aux mêmes travaux, et avaient assuré aux ouvriers le bien-être matériel, moral et intellectuel ». Une enquête, devenue l'un des monuments de la sociologie moderne, s'accomplit, à cette occasion, dans plus de six cents manufactures et usines, classées parmi les principaux établissements industriels du monde entier. Un reflet moral fut ainsi projeté sur les médailles dévolues aux chefs-d'œuvre de la richesse matérielle (2).

(1) « La Commission impériale chargea du soin de diriger les installations de chaque classe un certain nombre de délégués, désignés par les exposants eux-mêmes. Ce système, substitué à celui des installations isolées, autrefois en usage, permettait de laisser aux intéressés la liberté d'action compatible avec les convenances générales ; il affranchissait la Commission de l'obligation d'examiner directement chaque détail et réservait son contrôle pour les installations d'ensemble ». (Extrait du *Rapport général sur l'Exposition de 1867*, Imprimé nat^{le}, 1869, pp. 10 et s.).

(2) V. le rapport présenté, lors de l'Exposition de 1867, sur les *ateliers qui conservent la paix sociale*. — V. aussi la notice biogra-

Dans l'ordre chronologique, viennent ensuite les expositions internationales, qui se succédèrent annuellement, à Londres, de 1871 à 1874, avec cette particularité qu'elles présentèrent toutes des éléments communs (beaux-arts, inventions scientifiques récentes et nouvelles découvertes en tous genres), et que chacune se spécialisa par des catégories déterminées de produits. La France, malgré ses récents désastres, y prit une large part.

S'ouvrirent ensuite les Expositions de Vienne, en 1873, et de Philadelphie, en 1876, toutes deux très remarquables. Celle de Vienne, à laquelle participèrent 42,000 exposants, se caractérisa par la place importante qu'y occupèrent l'enseignement et l'éducation. Mais, par suite d'une installation très coûteuse, elle aboutit à un échec financier. — L'Exposition de Philadelphie, entreprise privée, patronnée officiellement et subventionnée par le Gouvernement fédéral, quoique très brillante, fut signalée par les charges considérables (frais d'installation et de droits de douane) imposés aux 27,000 industriels qui vinrent y participer.

En 1878, la France convia, de nouveau, le monde à Paris, tant pour tenir l'engagement pris en 1867, que pour attester solennellement, après de terribles épreuves, son énergique vitalité. Plus colossale encore que les précédentes, l'Exposition de 1878, décrétée le 14 avril 1876, réunit 53,000 exposants ; elle se distingua par une installation somptueuse, dont le Palais du Trocadéro perpétue le souvenir, et que rehaussa particulièrement l'éclat des sections étrangères (1). Mais alors apparut un défaut inhé-

phique sur F. LE PLAY, publiée dans le *Correspondant* (livraison du 23 avril 1882).

(1) Trente-six États y furent conviés ; un seul, l'Allemagne, crut

rent au développement même de ces immenses exhibitions, une tendance fâcheuse à dégénérer en de fastueuses kermesses.

Dès lors, le branle étant donné, la plupart des grandes cités industrielles et commerçantes tinrent à honneur d'organiser des expositions internationales universelles. C'est ainsi que se succédèrent les Expositions de Sydney, en 1879, — de Melbourne, en 1880, — d'Amsterdam, en 1883 (1), — d'Anvers, en 1885 (2), — de Barcelone, en 1888 (3).

En 1889, pour célébrer le centenaire de la Révolution française, Paris offrit une fois de plus le spectacle grandiose d'une concentration universelle des produits du labeur humain. Plus de 25,000 industriels étrangers vinrent se joindre à 30,000 de nos compatriotes ; en outre, la section des beaux-arts, particulièrement brillante, réunit les œuvres de 5,110 artistes, dont 2,155 étrangers. La section d'*Economie sociale* reçut une ample et très heureuse extension (4). Bien que la plupart des puissances monarchiques se soient abstenues d'une participation officielle, le succès a été éclatant, mais, faut-il l'avouer ? grâce surtout

devoir décliner l'invitation du Gouvernement français, mais autorisa ses nationaux à envoyer individuellement leurs produits à Paris.

(1) Cette exposition, dénommée officiellement *Exposition coloniale et d'exportation coloniale*, fut une entreprise privée, patronnée et subventionnée par le Gouvernement néerlandais.

(2) Entreprise privée, placée sous le patronage de l'État.

(3) Dirigée par l'autorité municipale, sous les auspices du Gouvernement espagnol.

(4) V. le Rapport présenté par M. E. CHEYSSON, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, au nom du jury de la section d'Economie sociale (Institutions patronales).

aux attractions semées à profusion et à la magnifique ordonnance de l'installation (1).

La dernière, en date, des grandes expositions universelles s'est ouverte, à Chicago, en 1893, sous la dénomination de *Foire du Monde* (*Fair of World*), en l'honneur du quatrième centenaire de la découverte du Nouveau-Monde. Elle a témoigné de la munificence américaine, mais a été marquée par de graves défauts d'organisation.

D'autres expositions, également internationales et universelles, mais de proportions plus restreintes, ont été entreprises, avec ou sans l'intervention gouvernementale; soit par des compagnies privées, soit par des villes indus-

(1) En 1855, les dépenses engagées par l'Etat furent de 11,500,000 francs, dont 3,000,000 seulement furent couverts par des recettes, notamment par des répétitions exercées contre la Compagnie du *Palais de l'Industrie*.

En 1867, les recettes, en y comprenant les subventions, s'élevèrent à 26,236,805 fr., tandis que les dépenses n'atteignirent que 23,490,805 fr. : l'excédent, ou bénéfice net, fut réparti par tiers entre l'Etat, la Ville de Paris et les souscripteurs du capital de garantie. Dans le chiffre total des dépenses, les frais d'administration et de surveillance ne figurent que pour 957,431 fr.

En 1878, les dépenses furent de 53,775,000 fr. (y compris 14,305,017 fr., affectés aux travaux du *Trocadéro*) et entraînèrent, à la charge de l'Etat, qui avait seul assumé les risques de l'entreprise, un déficit de 37,849,159 fr., réduit à 31,649,159 fr., grâce à une subvention de 6.200.000 fr., allouée par la Ville de Paris (V. la notice biographique, précitée, sur F. LE PLAY).

En 1889, les recettes furent de 50 millions, dépassant de 7 millions l'évaluation primitive; — les dépenses s'élevèrent à 39,990,000 fr., chiffre inférieur de 6 millions et demi aux crédits alloués (46,500,000 fr.). Mais les 40 millions de dépenses se sont accrus de 9,100,000 fr., représentant le rachat des matériaux, en location, des palais conservés, et la subvention payée à la Ville de Paris pour la création d'un champ de manœuvre, destiné à remplacer le Champ de Mars.

trielles ou commerçantes. Il convient, notamment, de mentionner, dans cette catégorie, les Expositions de Nice, de Louisville, en 1883, — de Calcutta, de la Nouvelle-Orléans, en 1884, — de Saragosse, en 1885, — de Liverpool, d'Edimbourg, de Stockholm, en 1886, — de Bombay, d'Adélaïde, en 1887, — de Bruxelles, en 1888 (1), — d'Edimbourg, en 1890, — de Kingstown, de Lyon, de San-Francisco, d'Anvers, en 1894, — de Bordeaux, en 1895 (2).

8. Enfin, sans parler des expositions purement nationales, devenues, il est vrai, moins fréquentes, il importe de signaler une dernière catégorie d'expositions internationales, dont le nombre s'accroît d'année en année, celles qui sont limitées à une ou plusieurs spécialités de produits ; certaines expositions nationales rentrent dans cette catégorie pour une de leurs sections. Quelques-unes ont eu une grande importance ; toutes ont présenté de l'intérêt. La plupart des pays d'Europe et d'Amérique rivalisent de zèle pour organiser ces concours d'un caractère moins solennel, moins fastueux, mais plus féconds en véritables progrès. En France, ils se sont particulièrement multipliés ; mentionnons notamment les expositions maritimes du Havre, en 1868, et de Marseille, en 1883, — à Paris, les expositions d'électricité (1881), de lithographie (1891 et 1895), de photographie (1892), du livre et des industries du papier (1894), les expositions ouvrières de 1885, 1889

(1) Dénommée *Grand concours international des sciences et de l'industrie* ; la France n'y a pas participé, du moins officiellement.

(2) Cette exposition, organisée par la Société philomatique de Bordeaux, présente cette particularité qu'elle n'était complètement internationale que pour trois de ses sections (sciences sociales, vins et spiritueux, électricité) ; dans les autres, n'avaient été admis que les envois de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et de la Suisse.

et 1891 (1) et l'exposition d'hygiène, en 1893. — L'Angleterre (2), l'Allemagne (3), l'Autriche-Hongrie (4), l'Italie (5), l'Espagne (6), la Belgique (7), la Hollande (8),

(1) Les sociétés coopératives de production ont pris part à l'Exposition ouvrière de 1891, secondées par des subventions de l'État. (V. L. 24-25 mars 1891, *Exposé des motifs, Journ. off.*, Doc. parlem., 1891. p. 673).

(2) Expositions d'Edimbourg (sylviculture), de Londres (hygiène et éducation), en 1884, — de Londres (inventions industrielles et agricoles), en 1885, — de Manchester (arts et manufactures, la section des beaux-arts exclusivement nationale), en 1887, — etc.

(3) Expositions de Nuremberg (orfèvrerie, joaillerie, bronzes d'art et ameublements), de Königsberg (machines des petites industries), en 1885, — de Cologne (horticulture), en 1888, — de Königsberg (machines, hygiène industrielle, etc.), en 1893, — etc.

(4) Expositions de Vienne (produits pharmaceutiques), de Vienne (électricité), en 1883, — de Vienne (industries du tour), de Buda-Pesth (universelle, mais les sections des machines et outils seules internationales), en 1883, — de Vienne (alimentation populaire, entretien de l'armée, appareils de sauvetage, etc.), de Buda-Pesth, organisée par le musée hongrois du commerce (machines-outils mues par l'électricité), en 1894, — etc.

(5) Expositions de Venise (géographie), en 1881, — de Cagliari (mécanismes et appareils des eaux), en 1883, — de Turin (universelle, mais la section d'électricité seule internationale), en 1884, — de Conegliano (appareils anti-cryptogamiques et insecticides), en 1886, — de Ferrare (instruments et machines pour la culture du chanvre), de Milan (meunerie et boulangerie), en 1887, — de Foggia (semoirs), en 1890, — de Rome (médecine et hygiène), en 1893, — de Milan (section des machines et outils pour la vinification et l'huilerie, à l'exposition nationale de vins et d'huiles d'olive), en 1894, — etc.

(6) Exposition de Madrid (universelle, mais la section des machines seule internationale), en 1885.

(7) Expositions de Bruxelles (hygiène et sauvetage), en 1876, — de Liège (pomologie), en 1883, — d'Anvers (industries du livre), en 1890, — etc.

(8) Expositions de Middelburg (appareils à gaz), en 1883, — d'Ams-

la Russie (1), la Suisse (2), la Roumanie (3), la Grèce (4), les Etats-Unis (5), l'Uruguay (6), l'Egypte (7), le Chili (8), le Canada (9) ont particulièrement participé à ce mouvement.

Nous ne saurions ne pas mentionner spécialement l'Exposition française de Moscou, en 1891; administrée et dirigée par une Commission supérieure du contrôle et des finances, elle a obtenu un éclatant succès.

9. A la différence, notamment, de l'Angleterre, qui,

terdam (agriculture), en 1884, — de Delft (céramique et vitraux), en 1885, — d'Amsterdam (meunerie et boulangerie), en 1886, — de La Haye-Scheveningue (sport), en 1892. — d'Amsterdam (de l'hôtel et du voyageur), en 1895, — etc.

(1) Expositions des beaux-arts, en 1885, et pomologique, en 1894, à Saint-Petersbourg, etc.

(2) Expositions d'horlogerie (les étrangers exclus de la section des leviers de boîte), en 1889, et de photographie, en 1893, à Genève.

(3) Exposition des sociétés coopératives Roumaines, à Bukarest (1894), comprenant une section internationale pour les arts, les sciences, l'industrie, l'agriculture, les forêts et les mines.

(4) Exposition nationale d'Olympie, internationale pour la section des machines agricoles et industrielles (1888).

(5) Expositions de Boston (exclusivement étrangère : culture et industrie du coton), en 1883; — de Philadelphie (électricité), en 1884; — de New-York (marine), en 1889; — etc.

(6) Exposition nationale de Montevideo, internationale pour la section d'agriculture, en 1885.

(7) Exposition du Caire (culture et industrie du coton), en 1884.

(8) Exposition de Santiago (machines pour la préparation du lin), en 1887.

(9) Exposition de Québec (agricole et industrielle), en 1887.

Mentionnons encore les Expositions d'agriculture de Buenos-Ayres, en 1886 et 1890, — de Port-Elisabeth (le Cap), en 1885 (universelle, mais la section des machines et outils seule internationale), — etc., etc.

peut-être mieux avisée, n'a pas organisé, depuis 1862, d'exposition universelle, et se contente d'occuper brillamment sa place dans les expositions étrangères, la France tient à honneur de convier, tous les onze ou douze ans, l'univers à Paris.

L'Exposition de 1900, préparée en conformité du décret des 13-14 juillet 1892, marquera un nouveau stade de ce mouvement sans cesse grandissant, qui entraîne notre pays à des exhibitions de plus en plus gigantesques (1).

En dépit de nombreux inconvénients, sur lesquels nous n'avons pas à insister ici (2), le prestige de notre pays est accru et l'amour-propre national y trouve la satisfaction recherchée. Il faut, d'ailleurs, reconnaître que ces joûtes pacifiques, où les nations rivalisent dans la voie du progrès, « où vainqueurs et vaincus retrempent leur activité et puisent un nouvel élan pour les progrès futurs », sont un facteur puissant de paix et de civilisation.

Nous avons esquissé, à grands traits, les diverses phases par lesquelles est passé le rapide développement des Expositions : le modeste concours entre une centaine d'industriels parisiens est devenu, en moins d'un siècle, comme la synthèse de toutes les conquêtes de l'humanité. De simplement industrielles, ces solennités sont devenues *sociales*, caractère qui sera, espérons-le, de plus en plus affirmé, pendant que l'on s'efforcera de contenir, s'il est possible, l'envahissement des éléments parasites qui tendent à en altérer la haute portée.

(1) La superficie occupée, qui avait été de 99.000 mètres carrés, en 1855, — de 166.000, en 1867, — de 250.000, en 1878, atteignait 461.000 mètres carrés en 1889.

(2) Lire, dans le Rapport général sur l'Exposition de 1867, le livre II, intitulé *Avenir des Expositions*, pp. 265 et ss.

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPALES RÈGLES D'ORGANISATION ET D'ADMINISTRATION.

Considérées dans leur ensemble, les Expositions internationales se subdivisent en expositions *universelles* et en expositions *spéciales*. Les premières embrassent tous les produits de l'activité humaine, tandis que les secondes n'admettent que des catégories déterminées (1).

Les Expositions universelles sont précédées de lois, votées sur la proposition du Gouvernement, et motivent des invitations adressées, par la voie diplomatique, aux puissances étrangères.

Dans les explications qui vont suivre, nous aurons principalement en vue les Expositions universelles, qui, en raison de leur importance et de leur caractère le plus souvent gouvernemental, nécessitent une organisation et une administration particulières.

Dans des paragraphes distincts, nous énoncerons brièvement les principales règles relatives : 1^o aux différents modes d'exploitation ; 2^o à l'organisation générale ; 3^o à la

(1) Cette classification s'applique, d'ailleurs, également aux Expositions nationales : les onze premières Expositions françaises ont été *universelles*. — Une autre subdivision, fondée sur la durée, est particulière aux Expositions nationales, qui peuvent être *temporaires* ou *permanentes*.

participation des étrangers ; 4° à l'admission, à la réception et au retrait des produits ; 5° à la répartition des emplacements et à l'installation ; 6° aux concessions, adjudications, permissions de bâtir ; 7° à l'administration proprement dite.

§ I. — Différents modes d'exploitation.

10. Une exposition internationale peut être organisée et exploitée, soit par l'État, soit par une municipalité, soit par une société privée. Ces diverses personnes morales peuvent agir isolément, ou bien s'associer deux à deux, ou bien enfin participer, toutes trois réunies, à la conduite de l'entreprise.

Lorsqu'il n'en prend pas lui-même la direction, l'État intervient le plus souvent pour la patronner ou la subventionner. Cette intervention est de règle lorsqu'il s'agit d'une Exposition universelle.

Ces différents modes d'organisation et d'exploitation peuvent se ramener à trois principaux.

Le premier de ces systèmes est celui dans lequel l'État se charge, seul et intégralement, de l'entreprise, et l'exploite à ses risques et périls. C'est le mode qu'ont adopté le Gouvernement autrichien, en 1873, et le Gouvernement français, en 1878 (1).

(1) « Dans notre pensée, — disait le rapporteur de la loi du 29 juillet 1876, — l'exploitation de l'Exposition internationale doit appartenir à l'État seul. Nous sommes unanimes sur ce point. C'est l'État qui doit seul, et par ses seuls agents, avoir la conduite et la direction de l'affaire. Tout autre système serait dangereux : il risquerait

11. Une deuxième combinaison consiste à laisser à l'initiative privée le soin de diriger l'Exposition ; la société organisatrice fonctionne seule, sous le patronage de l'État et suivant des conditions officiellement déterminées : ce fut le cas des *Expositions universelles de Londres*, en 1851 et 1862, de *Philadelphie*, en 1876 ; en France, ce système n'a été adopté que pour des expositions internationales spéciales, entre autres l'Exposition d'électricité de 1881 (1), l'Exposition maritime de 1886 et les Expositions ouvrières de 1885 et de 1891, auxquelles les sociétés coopératives de production ont pris part, secondées par des subventions de l'État (2).

12. Enfin, l'Exposition peut faire l'objet d'une entente entre l'État et une société privée. C'est la combinaison qui tend à devenir traditionnelle, du moins en France, pour les expositions internationales universelles. L'expérience a démontré, en effet, que ces gigantesques entreprises sont condamnées à un échec financier, si le Trésor public en supporte seul la charge : les Expositions de Vienne (1873) et de Paris (1878) se sont soldées par un déficit de plusieurs millions (3).

« de compromettre le caractère de l'Exposition internationale, en y « introduisant la spéculation. Il faut que l'hospitalité française soit « exercée par la France même, pour être digne, tout à la fois, de la « France et ses hôtes. » — V. L. 29 juillet 4^{er} août 1876, D. P., 76. 4. 118 ; — D. 18 octobre 1876, — 15 février 1877, D. P., 77. 4. 2 ; — D. 13 octobre 1877, — 12 janvier 1878, D. P. 78. 4. 6.

(1) D. 23-26 octobre 1880, D. P. 81. 4. 112.

(2) L. 24-25 mars 1891, exposé des motifs, *Journal Officiel*, doc. parlem., 1891, p. 675.

(3) Rappelons que ce déficit a été, en 1878, de plus de 37 millions, réduit, il est vrai, de 6.200.000 fr., grâce à une subvention de la Ville de Paris.

L'intervention d'une association de garantie a produit, au contraire, de bons résultats, aux Expositions françaises de 1867 et de 1889 (1). C'est sur les mêmes

(1) Pour l'Exposition de 1867, une convention (approuvée par une loi du 8 juillet 1865) intervint, le 19 mars 1865, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, agissant au nom de l'Etat, le Préfet de la Seine, représentant la Ville de Paris, et les membres de la Commission impériale fondateurs de l'Association de garantie. Cette Convention assurait à l'Exposition une subvention de 12 millions à fournir, pour portions égales, par l'Etat et par la Ville, contre l'engagement pris par l'association de réaliser le capital de garantie. Cette subvention devait être entièrement employée, avant qu'il pût être fait aucun appel de fonds aux associés; en outre, il était stipulé que, dans le cas où le produit des recettes, ajouté aux subventions, excéderait le montant des dépenses, la différence serait considérée comme bénéfice et partagée entre l'Etat, la Ville et l'association de garantie. Le boni fut de 2.800.000 francs.

En 1889, la constitution de l'association de garantie se fit sur les mêmes bases, avec cette différence que le capital à souscrire était illimité et de 18 millions au minimum. L'association était placée sous la présidence du Ministre et devait être consultée par lui sur toutes les questions relatives à la gestion financière. Au cas où les dépenses dépasseraient 43 millions, l'Etat devait seul les supporter, mais pouvait s'en rembourser, avant tout prélèvement au profit de la Ville et de la Société, sur la partie des recettes qui excéderait 18 millions. Une loi des 6-7 juillet 1886 (D. P., 86, 4, 83) approuva la convention intervenue, à ce sujet, entre l'Etat, la Ville de Paris et le Crédit foncier. (V. l'exposé des motifs de cette loi, *ibid.*). — Pour augmenter les ressources, le Gouverneur de cet établissement financier offrit de verser dans les caisses publiques, à des échéances échelonnées du 1^{er} mai au 31 août 1889, une somme totale de 21,500,000 fr., excédant, de 3 millions et demi, le chiffre pour lequel s'était engagée la société de garantie; en échange, le syndicat de banquiers qui la constituait, demandait l'autorisation d'émettre, à ses risques et périls, 1,200,000 bons de 25 fr., munis de 25 tickets d'entrée, bons qui devaient participer à 81 tirages à lots, répartis sur l'année 1889 et les 75 années suivantes; ceux qui resteraient dans la circulation, en 1964, seraient intégralement remboursés au prix d'émission de 25 fr. Cette combi-

bases qu'a fonctionné l'Exposition universelle de Chicago (1).

§ II. — Organisation générale.

13. L'ouverture et la durée de l'Exposition sont fixées par une loi. Des décrets déterminent ensuite les conditions essentielles de l'entreprise, le régime sous lequel seront placées les marchandises exposées et les diverses exhibitions spéciales qui sont annexées à l'Exposition principale (Beaux-arts, Économie sociale, etc...). — Lorsque l'Exposition relève de l'État, une loi règle sa participation financière (2).

Quand il s'agit d'expositions internationales organisées par des villes, sous le patronage de l'État, l'autorisation

naison fut approuvée par une loi des 4-5 août 1889 et eut le plus grand succès. — L'exposé des motifs du projet de loi, relatif à l'Exposition universelle de 1900, prévoit une combinaison analogue, avec ces seules modifications, d'une part, que les bons porteraient 20 coupons, au lieu de 25, et ne vaudraient plus que 20 francs, au lieu de 25, et, d'autre part, qu'on renoncerait au remboursement des bons (les tirages des lots restant maintenus).

(1) Exposition ouverte, sous les auspices du Gouvernement des États-Unis, de l'État d'Illinois et de la Cité de Chicago, qui ont ensemble contribué aux frais. Les affaires communes ont été gérées par une société anonyme, créée conformément aux lois de l'Illinois, dénommée « *The Colombian Exposition Company* », et soumise au contrôle d'une commission instituée par le Gouvernement des États-Unis (V. *Journal du Droit international privé*, 1892, p. 352).

(2) V. DALLOZ, Rép^{re}, Vis *Organisation économique*, nos 413 et ss.; — DALLOZ, Supplément, n° 435.

nécessaire, ainsi que l'intervention du Gouvernement, font l'objet de décrets.

En cas de participation officielle de l'Etat à une exposition internationale étrangère, une loi spéciale affecte la somme nécessaire aux dépenses de la section française (1).

14. En France, pour les expositions universelles dirigées par l'Etat, c'est le ministre du Commerce qui, en se concertant avec les chefs des autres départements ministériels intéressés à l'entreprise, en assure, au nom de l'Etat, l'organisation. Placé à la tête de l'ensemble des divers services de l'Exposition, il est secondé par une Commission supérieure, qu'il peut diriger lui-même, comme il l'a fait en 1889 (2), mais dont il délègue le plus souvent la présidence à un Commissaire général.

Le Commissaire général a des auxiliaires nombreux, en fonctions sous son autorité et répartis dans les divers services.

15. Un règlement général, élaboré par le Commissariat général et approuvé par un décret ou un arrêté ministériel, pose les bases de l'organisation, détermine les rapports des exposants et autres participants avec l'Administration. Les plus importantes des dispositions qu'il contient sont complétées par des règlements spéciaux, qui font également l'objet d'arrêtés ministériels.

Ces règlements sont relatifs, notamment, à l'organisation des comités d'admission, au cahier des charges

(1) V. notamment LL. 2 juillet 1861 et 18 avril 1863; — 12-13 août 1892.

(2) En 1889, le ministre du Commerce reçut lui-même le titre de Commissaire général; il était assisté de trois directeurs : des travaux, de l'exploitation et des finances. — V. D. 28 juillet 1886.

et conditions imposées aux concessionnaires et entrepreneurs, aux entrées, aux récompenses, au transport, à l'enlèvement des produits, etc...

§ III. — Participation des étrangers.

16. Le gouvernement qui a décidé l'ouverture d'une exposition universelle, y convie par voie diplomatique les États étrangers. Chaque État déclare s'il a l'intention d'y participer, et, dans ce cas, forme, le moment venu, une commission chargée de diriger la participation de ses ressortissants. Cette commission prépare l'organisation de sa section, pourvoit au transport en commun des envois, à l'installation générale de la section, à la répartition, entre les divers exposants, de l'emplacement qui lui est concédé, en un mot, représente et défend leurs intérêts. Sans avoir un caractère diplomatique, elle constitue une délégation officielle du gouvernement qui l'a formée.

17. Parfois l'initiative privée se substitue à l'action du Gouvernement pour constituer des comités, qui demandent à la Commission directrice de les reconnaître officiellement. C'est ce qui se produit, d'ordinaire, de la part des exposants d'un Etat qui s'abstient d'une participation officielle. Ces comités remplissent la tâche dévolue aux commissions étrangères.

18. Chaque commission ou comité désigne un délégué, qui est seul en rapports avec l'administration de l'Exposition. Cette dernière n'a aucune communication individuelle

avec les exposants étrangers (1); c'est donc avec le délégué seul qu'elle traite toutes les questions qui les intéressent, notamment celles relatives à la répartition des emplacements, aux travaux d'installation. Le délégué est l'intermédiaire unique et responsable de la commission, dont il est l'organe auprès du gouvernement qui préside à l'organisation.

Son intervention facilite la tâche du Commissaire général, les exposants étrangers acceptant plus aisément, par l'entremise de leur commissaire national, les prescriptions réglementaires.

S'il est des exposants qui ne relèvent d'aucune commission ou comité, l'Administration entre nécessairement en relations directes avec eux et leur assigne, notamment, les emplacements qui leur sont affectés.

§ IV. — Admission, réception, retrait des produits.

19. Pour préparer et faciliter les opérations que comporte l'admission des produits, il est constitué, en France, à l'approche d'une exposition universelle, des comités départementaux, chargés de provoquer et de recueillir les demandes et de signaler à l'administration centrale les artistes, industriels, contre-maitres et ouvriers les plus méritants. En 1889, on forma même un comité d'arrondissement dans chaque sous-préfecture (2). De semblables

(1) V. v. g. *Règl. gén.* de 1889, art. 12 et 13.

(2) V. Arrêté ministériel du 3 novembre 1886.

comités sont constitués, avec les mêmes attributions, dans les colonies.

20. Auprès du Commissariat général (Direction générale de l'exploitation, en 1889), fonctionnent les comités d'admission, dont le nombre est à peu près égal au nombre des classes (84, en 1889). Ces comités sont chargés des délicates opérations de la sélection définitive. En 1889, pour faciliter leur tâche, on établit une hiérarchie, comprenant, au-dessus des *comités de classes*, des *comités de groupes*, composés des présidents des comités de classes et appelés à connaître des contestations survenues dans ces derniers comités ou entre eux, — et un *comité supérieur de revision*, composé des présidents des comités de groupes, statuant, en dernier ressort, et chargé du soin de dresser la liste générale et définitive des exposants français (1).

21. L'admission des exposants étrangers est réglée par leurs gouvernements respectifs, suivant des principes différents : les uns font un choix parmi les producteurs qui se présentent ; les autres accueillent indistinctement toutes les demandes. Ce dernier système ne saurait être généralisé, sans se heurter à de véritables impossibilités pratiques, à cause du nombre toujours croissant d'exposants.

22. Nationaux et étrangers doivent, d'ailleurs, se conformer à la disposition par laquelle tout règlement général exclut les produits dangereux (inflammables, explosibles, etc.). L'Administration se réserve aussi le droit de refuser l'entrée de l'Exposition, en cas d'encombrement, d'arrivée

(1) V. Arrêté minist. du 14 mars 1887.

tardive, de manque de convenance, et, s'il y a lieu, la faculté même d'ordonner l'enlèvement.

23. Les objets destinés à l'Exposition sont adressés, par les exposants nationaux, au Commissaire général, — par les exposants étrangers, à leur délégué.

Il est ordinairement interdit de retirer aucun objet exposé avant la clôture de l'Exposition, sans une autorisation spéciale de l'Administration (1).

Le Règlement général fixe les délais d'arrivée et d'enlèvement.

§ V. — Répartition des emplacements, installation.

24. La répartition des espaces est une des tâches les plus difficiles du Commissariat général. Pour chaque État, il faut faire entrer en ligne de compte bien des considérations diverses : l'espace occupé dans les expositions précédentes, le nombre des demandes, la population, les forces productives, l'importance du pays, etc. Les sections étrangères occupent, d'ordinaire, plus de la moitié de la surface totale.

C'est avec les délégués des comités nationaux et des sections étrangères que le Commissariat général traite, entre autres questions, avons-nous dit, celles qui sont relatives à la répartition des espaces.

25. C'est presque toujours *gratuitement* que l'Admi-

(1) V. notamment les Règlements généraux des *Expositions universelles* de 1878 (art. 13), — de 1889 (art. 18 et 38).

nistration concède les emplacements aux exposants, tant nationaux qu'étrangers. Le Gouvernement français s'est conformé à cette libérale pratique, lors des quatre expositions universelles de Paris (1). — Il est quelquefois réclamé à chaque exposant une allocation fixe et modique. — La concession des emplacements peut même être faite moyennant le paiement d'un véritable loyer, proportionnel à la superficie occupée : il en a été ainsi à Vienne, en 1873. Cette pratique concerne surtout les entrepreneurs d'expositions spéciales.

Les espaces couverts sont habituellement livrés planchés ou dallés, les espaces découverts, nivelés.

26. Il est d'usage de fournir gratuitement aux exposants qui en font la demande la force motrice et l'eau qui leur sont nécessaires, du moins dans une mesure déterminée.

Mais les branchements sur l'arbre de couche de la galerie des machines, les poulies et courroies sont, même dans ce cas, à la charge des exposants.

27. Les frais d'installation et de décoration sont toujours supportés par eux. Ils ont, à cet égard, toute latitude (2), à la condition, néanmoins, de se conformer à l'ordonnance générale prescrite par l'Administration, et aussi aux décisions de leur commission, dans les sections étrangères, du syndicat d'installation dans les classes françaises.

(1) Le Règlement général pour l'Exposition de 1900, approuvé par le décret du 4 août 1894, contient une disposition semblable.

(2) Quelquefois, l'Administration se réserve le droit de diriger elle-même l'installation et la décoration. Il en a été ainsi aux Expositions internationales de Londres, en 1871-1874 ; cette mesure fut, avec raison, l'objet de critiques.

Les comités d'admission, après avoir assigné à chacune d'elles l'espace qui lui est attribué, provoquent, en effet, l'élection d'un ou de plusieurs délégués, organisés en syndicat et chargés d'exécuter les travaux d'installation. Ces délégués opèrent avec l'assentiment de leurs mandants, sous la surveillance du comité d'admission et quelquefois aussi d'un service spécial. L'institution de ces syndicats, inaugurés lors de l'Exposition de 1867, produit d'heureux résultats, car elle facilite l'entente, diminue les frais et assure l'harmonie dans l'aménagement général (1).

§ VI. — Concessionnaires, entrepreneurs, permissionnaires.

28. Un soin particulier doit être apporté à la rédaction des cahiers des charges et conditions imposées à ces diverses catégories de participants. Ces cahiers des charges font l'objet d'arrêtés ministériels.

C'est le plus souvent par voie d'adjudication que s'opère la concession des diverses entreprises de travaux.

(1) Voici les charges auxquelles il est ainsi, d'ordinaire, pourvu en commun : frais de construction et de décoration des vitrines, casiers, étagères, tables, etc., en un mot, de tous les accessoires de l'installation, cloisons et charpentes, des fondations nécessaires pour les produits lourds et les machines, de réception des colis et de l'acquittement des frais qu'elle peut comporter, de la mise en place des produits, du service de surveillance et d'entretien : renseignements à donner aux visiteurs, nettoyage, balayage, renouvellement des produits altérables, constatation des bris et dégâts, indemnité aux surveillants, prime d'assurances, enlèvement, conservation et retour des caisses, réemballage et réexpédition, frais d'administration et de gestion du syndicat. (V. notamment *Rapport général de 1867*, p. 73).

Les clauses essentielles des adjudications sont ordinairement les suivantes : production d'un certificat de capacité délivré par des hommes de l'art ; versement d'un cautionnement en numéraire ou en rentes sur l'Etat ; élection de domicile à Paris ; défense de sous-traiter sans autorisation ; vérification et acceptation des matériaux ; aucune allocation d'indemnité pour perte, avarie, sauf au cas de force majeure signalé dans un délai déterminé ; droit à indemnité en cas de modifications importantes ; droit pour l'Administration de résilier *ad nutum*, sauf indemnité s'il y a lieu ; établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur, en cas de résistance aux ordres de service (1).

29. Les expositions universelles donnent lieu à de nombreuses concessions au profit de restaurateurs, cafetiers, directeurs de théâtres, concerts, etc... Ces concessions peuvent se faire, soit à l'amiable, soit par contrat, soit par adjudication. La concession de gré à gré a l'avantage d'assurer un meilleur choix des concessionnaires et, par suite, d'éviter bien des procès. En revanche, l'adjudication publique restreint la responsabilité de l'Administration.

Un arrêté ministériel détermine les conditions générales imposées aux divers concessionnaires : approbation des plans ; exécution conforme aux plans une fois approuvés ; obligation de supporter tous les frais de construction, de décoration, de branchements pour l'eau, le gaz, l'électricité ; d'observer les prescriptions de l'Administration relativement à l'usage de ces divers modes de chauffage et d'éclairage, à la publicité intérieure et extérieure, de termi-

(1) V. notamment Arr. minis. du 23 août 1886.

ner, puis de démolir les travaux dans les délais fixés (1).

Il importe de spécifier avec soin, dans chaque traité particulier, l'objet et l'étendue de la concession, afin d'éviter les empiètements, sources d'innombrables difficultés (2).

Les exposants, admis à construire dans les parcs et jardins, sont assujettis aux mêmes clauses et conditions générales que les autres concessionnaires.

§ VII. — Administration.

30. L'Administration doit surtout pourvoir à la surveillance des installations, à l'entretien des bâtiments et parcs, à la sûreté générale, au régime des entrées, enfin à certains services accessoires ; les principaux sont ceux des postes et télégraphes.

Un nombreux personnel de police est chargé de la surveillance générale ; le service d'incendie est organisé avec un soin particulier. L'Administration s'en remet aux exposants du soin de veiller aussi sur leurs produits. Les syndicats d'installation et les commissions étrangères

(1) V. notamment : Arr. minis. du 13 février 1888.

(2) Ces difficultés furent nombreuses, notamment en 1867, la Commission impériale ne s'étant pas suffisamment préoccupée de la revision des marchés. — Le *procès des chaises* est celui qui a le plus excité l'attention. La Commission avait concédé, pour 35.000 francs, à un fermier le droit de placer 6.000 chaises dans le Champ de Mars. Les restaurateurs, s'y croyant autorisés par un usage général à Paris, avaient placé des tables et des chaises sur le promenoir extérieur. La Commission, qui pensait s'être réservé par un traité le droit absolu de répartir les chaises dans l'enceinte de l'Exposition, toléra cet empiètement. — Le fermier des *chaises* se déclara lésé par cette

sont tenus de pourvoir au gardiennage de leurs classes et sections respectives. Les agents chargés de ce soin doivent être agréés par l'Administration (1). Des facilités sont, d'ordinaire, accordées en vue de l'assurance des produits exposés.

Dans tous ses règlements, l'Administration stipule expressément qu'elle entend n'être, en aucune manière, responsable des vols, avaries, pertes, dommages de toute espèce qui pourraient survenir. Nous verrons dans quelle mesure une pareille clause est efficace.

31. Les entrées sont, en principe, payantes. En faveur de la gratuité, on fait valoir cette idée que les expositions universelles ont pour objet l'enseignement mutuel des producteurs entre eux, des producteurs et des consommateurs et des nations elles-mêmes ; que, pour atteindre ce but, il faut supprimer tout obstacle à l'entrée. Il ne faut pas cependant perdre de vue que ces grandes concentrations entraînent des frais énormes et qu'il est plus juste de les faire retomber sur les visiteurs que sur la masse des contribuables ; en outre, fait-on observer, on prête plus d'attention aux choses que l'on voit en payant (2).

tolérance et un arrêt, du 13 août 1867, obligea la Commission à faire disparaître les chaises des restaurateurs. Actionnée par ce fermier en dommages-intérêts, elle fut condamnée, aux termes d'un jugement du Tribunal civil de la Seine, à payer à celui-ci une somme de 229.071 francs, qui fut réduite à 120.000 francs par un arrêt de la Cour de Paris, du 5 janvier 1869. — Les restaurateurs, de leur côté, agirent contre la Commission impériale et l'assignèrent en justice. V. Rapport général de l'*Exposition universelle de 1867*, p. 236.

(1) V. notamment *Règlement général de 1889*, art. 39 et 40.

(2) V. la discussion engagée sur ce sujet, dans la séance, du 5 juillet 1855, de la Société d'Économie politique (*Annales de la Société d'Économie politique*, t. II, p. 187.)

Le prix d'entrée est, d'ailleurs, modique (1 ou 2 francs, d'ordinaire) (1).

L'entrée libre et gratuite est, bien entendu, accordée aux exposants, à leur personnel et aux agents ou employés de l'Exposition, sur la présentation d'une carte personnelle ou de jetons de service.

(1) Des cartes d'abonnement sont mises à la disposition du public.

En 1889, les bons à lots, émis par l'Association de garantie, étaient, nous l'avons déjà dit, munis de 25 tickets d'entrée.

CHAPITRE II

CONDITION DES PERSONNES, DES LOCAUX ET DES OBJETS.

SECTION I^{re}

CONDITION DES LOCAUX.

32. Les terrains, sur lesquels est installée une exposition internationale, peuvent appartenir, soit à l'État, soit à une ville, soit à des particuliers. Le second cas est le plus fréquent.

La ville propriétaire met, d'ordinaire, gratuitement, son terrain à la disposition de l'État ou de la Société organisatrice (1) ; c'est elle, d'ailleurs, qui bénéficie le plus de l'entreprise : les recettes de l'octroi, en particulier, augmentent dans une énorme proportion, à cause de l'immense concours des visiteurs venus du dehors, que fait affluer l'attrait de l'exposition.

L'État, en fait, n'est donc pas un locataire, quand le sol de l'exposition ne lui appartient pas. Il prend possession des terrains, lorsque le moment est venu de commencer l'amé-

(1) C'est le cas le plus fréquent. Mais il peut arriver, du moins pour une exposition spéciale, que les terrains ou les locaux soient véritablement loués à l'Administration,

nagement, et s'engage à les restituer à la ville, dans leur état primitif, après un délai déterminé.

Dans ce cas, l'Administration est, à l'égard des bâtiments qu'elle a fait elle-même construire, un propriétaire de « constructions élevées sur le terrain d'autrui ». Mais la jurisprudence, après des incertitudes assez longues, est aujourd'hui définitivement fixée en ce sens, que ce propriétaire spécial est un propriétaire d'immeuble, lorsque le propriétaire du sol a renoncé à son droit d'accession (1). Telle est bien l'hypothèse qui nous occupe.

Il arrive parfois que les principaux édifices affectés à l'Exposition sont conservés après la clôture. Le fait s'est produit en 1889, pour les palais des Beaux-Arts et des Arts libéraux, la galerie des Machines et la galerie de 30 mètres (2). Dans ce cas, lorsque le terrain appartient à un tiers, l'Administration doit, soit l'indemniser, s'il ne s'agit que d'une prolongation temporaire d'occupation, soit l'acquérir, si la dépossession est définitive. En 1889, l'État français a remboursé à la Ville de Paris le montant de la subvention, payée par elle à l'Administration de la Guerre, pour la création d'un nouveau champ de manœuvres (3).

(1) V. Cass. civ., 7 avril 1862, — S. 62. 4. 450. — Il en serait autrement s'il y avait louage et si le propriétaire du terrain avait stipulé qu'à la fin du bail, les constructions élevées par le preneur feraient retour au bailleur sans indemnité : le preneur n'aurait alors sur ces constructions qu'un simple droit de jouissance et non un droit immobilier. — Cass. req., 27 mai 1873, — S. 73. 4. 454. — V. M. ED. CLUNET : *Questions de droit relatives à l'Exposition universelle internationale de 1878*. — Paris, Marchal, Billard et C^{ie}, 1878, p. 78.

(2) Le Palais du Trocadero, en 1878, a été construit à titre définitif. Quant à la tour de 300 mètres, elle a fait l'objet d'un traité spécial, qui en laisse l'exploitation, pendant vingt ans, à la compagnie concessionnaire.

(3) V. L. du 31 juillet 1890.

33. Il est une catégorie spéciale de constructions dont la situation légale est délicate à préciser : ce sont les constructions édifiées par des exposants dans les parcs et jardins de l'Exposition, avec l'autorisation de l'Administration. Quel est le caractère juridique de ces constructions ?

La situation des exposants qui les ont édifiées est, à l'égard de l'Administration, la même que celle de cette dernière vis-à-vis du propriétaire du sol, car, envers les exposants, l'Administration se comporte comme si elle en était elle-même propriétaire. Dans un cas, comme dans l'autre, le propriétaire concède gratuitement, et pour un temps, son terrain, et renonce à son droit d'accession. Cette renonciation est formelle de la part de l'Administration, puisqu'à la fin de l'Exposition, les constructions édifiées avec sa permission doivent être enlevées par les exposants, qui disposent à leur gré des matériaux.

Cependant le Tribunal de la Seine, après des hésitations, a déclaré, à l'occasion de la demande en validation d'une saisie-gagerie, que l'exposant, propriétaire d'une construction élevée à l'Exposition, n'est pas un propriétaire d'*immeuble* (1). Sur ce point, le Tribunal est en complète contradiction avec la Cour de cassation (2) ; car il soutient que le caractère mobilier du droit de l'exposant résulte, notamment, de la renonciation de l'État à un droit d'accession. La doctrine de la Cour de cassation est plus juridique.

L'argument qui semble avoir été le motif déterminant

(1) Trib. civ. Seine, 6 août 1878, — M. CLUNET, *Op. cit.*, p. 76, note 1.

(2) V. p. 44.

de la décision du Tribunal, est tiré du caractère accessoire, chez l'exposant permissionnaire, de la qualité de constructeur d'un édifice : « Les installations, décorations et constructions dont s'agit, simples accessoires du droit d'exposer, porte le jugement, participent de la nature mobilière de ce droit. »

Nous ne saurions partager cette manière de voir. Le caractère accessoire de la qualité de constructeur, chez l'exposant, ne peut avoir aucune influence sur la nature de son droit de propriété ; le seul *criterium* légal qui puisse révéler le caractère de ce droit, c'est la nature de l'objet auquel il s'applique : cet objet est-il un immeuble, le droit du propriétaire est immobilier ; est-ce un bien mobilier, ce droit est également mobilier. Aux termes de l'article 526 du Code civil, est immeuble, par l'objet auquel il s'applique, l'usufruit des choses immobilières. Est-il admissible que la propriété de ces mêmes choses puisse constituer un droit mobilier ? Or, il s'agit ici d'un véritable immeuble : le droit de propriété de l'exposant constructeur est donc immobilier. Peu importe que le droit, sur lequel se greffe ce droit de construire, soit un droit simplement mobilier ; la maxime *accessorium sequitur principale* ne saurait s'appliquer ici que par une extension non justifiée. « Vitrine mobile ou édifice tenant au sol, dit M. Clunet, qui approuve le système du tribunal, le caractère de l'installation ne varie pas ; ce n'est toujours qu'un simple agencement, un cadre qui n'a d'autre destination que de présenter le tableau aux amateurs (1) ». Sans doute ; mais comment ce caractère de pur agencement, commun à toutes les installations, pourrait-il

(1) *Op. cit.*, p. 81.

modifier la nature immobilière d'une construction édiflée par un exposant, puisque cette nature immobilière résulte, par la définition même de la loi, de l'incorporation au sol ?

La doctrine de la Cour de cassation, fondée d'une façon très juridique sur le droit d'option de l'article 555 C. civ., nous semble donc devoir s'appliquer à la situation de l'exposant constructeur : son droit de propriété est immobilier, et, dès lors, on doit lui reconnaître, en principe, tous les droits que comporte une pareille propriété, droit de constituer hypothèque, droit de saisir-gager, etc. Nous aurons à revenir sur ce dernier droit (1).

34. L'Exposition universelle de 1855 a inauguré une pratique qui est devenue traditionnelle : c'est la constitution de l'enceinte en entrepôt réel des douanes (2). Cette mesure a été reproduite par les règlements généraux des expositions qui ont eu lieu depuis cette époque (3).

Un *entrepôt réel* est un magasin spécial où les marchandises étrangères restent en dépôt sans acquitter les droits

(1) La question, que nous venons de discuter, ne s'est pas posée à l'Exposition de Chicago : la société organisatrice s'était réservée la propriété des constructions édiflées par les exposants, à l'exception de celles érigées par des Etats de la Confédération ou des puissances étrangères.

(2) V. Règlement général de l'Exposition universelle de 1855, art. 21.

(3) V. Règlement de l'Exposition universelle de Londres, de 1862, art. 104 ; — Règlement général de l'Exposition universelle de Paris, de 1867 (décret du 12 juillet 1865), art. 44 ; — Règlement général de l'Exposition universelle de Vienne, de 1873, art. 12 ; — *Consultations pour les exposants étrangers de Philadelphie*, en 1876, *Journal de dr. intern. priv.*, 1876, p. 94 ; — Décret du 4 septembre 1876 ; — Règlement général de 1878, art. 37 ; — Décret du 25 août 1886. — A l'Exposition de Chicago, chaque bâtiment fut constitué isolément en entrepôt réel, d'où de fâcheuses entraves pour la manutention des produits.

de douane, pendant un temps, et à des conditions déterminées (1).

Le but de cette institution est simplement de tenir en suspens la perception de la taxe douanière relative aux objets à propos desquels leur propriétaire n'a pas encore pris de parti. Les livre-t-il à la consommation intérieure ? Il acquitte les droits, à la sortie de l'entrepôt. Au contraire, les réexporte-t-il ? Il procède librement à leur enlèvement, en accomplissant certaines formalités.

Jusqu'à sa décision, l'administration des douanes considère ces marchandises comme continuant à se trouver à l'étranger. Mais cette fiction lui est personnelle. Comme toute fiction, elle ne saurait produire d'autre effet que celui en vue duquel elle est créée : l'état légal des marchandises n'en est point affecté ; elles ne sont point soustraites aux applications du droit commun.

La jurisprudence a toujours formulé cette distinction juridique, en ce qui concerne les marchandises voyageant à l'état de *transit*, fiction qui n'est que le complément, la continuation de la fiction d'entrepôt réel (2).

Or, les Expositions universelles ne constituent pas des entrepôts réels d'une nature exceptionnelle. Les décrets qui les établissent ne sauraient, d'ailleurs, en modifier le caractère ; « car, si la loi du 27 février 1832 permet au pouvoir exécutif de créer des entrepôts réels dans certaines villes, elle ne lui a pas laissé la faculté de modifier l'éco-

(1) Cette matière est régie par les lois des 8 floréal an II et 26 février 1832.

(2) V. notamment : Rouen, 12 février 1874, — S. 74. 2. 281 ; — Cass. crim. 7 décembre 1854, *Annales de la propriété littéraire*, de M. Pataille, 1856, p. 444.

nomie de l'institution (1) ». Une loi seule pourrait attacher à l'entrepôt réel d'une exposition universelle des privilèges particuliers.

Par conséquent, les produits exposés ne bénéficient d'aucune faveur autre que l'immunité douanière. Nous signalerons une importante conséquence de ce principe, au point de vue de la saisie.

Ce point n'aurait pas été contesté sans la prétention émise de se prévaloir de la fiction d'exterritorialité. Sous prétexte, en effet, d'expliquer un privilège particulier, cette fiction tend à justifier toutes les immunités, puisqu'elle fait considérer comme n'ayant pas quitté son pays d'origine la personne ou l'objet que l'on veut soustraire au droit commun découlant de la souveraineté territoriale. Une fiction est l'image de la réalité qu'elle suppose : si l'on répute tel emplacement rattaché à un territoire autre que celui dont il fait partie, on devrait traiter, à tous les points de vue, comme étant à l'étranger, les personnes et les choses qui s'y trouvent : une situation géographique est une chose essentiellement indivisible. C'est l'évidente logique de cette conclusion qui devrait faire écarter du droit international la fiction d'exterritorialité. Cette dangereuse fiction est, d'ailleurs, inutile ; car les immunités qu'elle prétend expliquer se justifient parfaitement d'elles-mêmes (2).

35. Cette observation générale trouve une seconde application, en ce qui concerne les emplacements et les locaux occupés par les sections étrangères. Sur ce point, la con-

(1) M. CLUNET, *Questions de droit relatives à l'Exposition universelle de 1878*. — Paris, 1878, p. 18.

(2) M. F. PIETRI, *Etude critique sur la fiction d'exterritorialité*, — Paris, A. Rousseau, 1895, pp. 386 et ss.

troverse est plus vive encore. Il a été soutenu qu'en vertu de la fiction d'exterritorialité, ces locaux étaient soustraits à l'autorité des lois intérieures de l'Etat organisateur, pour rester soumis à la législation des pays respectifs, dont ils ne seraient qu'une prolongation.

L'argumentation ne semble point fondée. Il n'existe, en effet, entre les Etats, aucune convention internationale qui affranchisse les locaux occupés par les commissions étrangères de l'autorité des lois intérieures ; car, ainsi que nous le verrons plus loin, les membres de ces Commissions n'ont aucun caractère diplomatique (1).

L'emplacement, sur lequel l'Exposition est installée, ne cesse pas, qu'il soit attribué à des nationaux ou à des étrangers, de faire partie intégrante du territoire soumis à l'Etat qui l'a organisée ou en a autorisé l'ouverture.

Il ne saurait être, d'ailleurs, question de rendre neutre, d'après les règles du droit international, tel ou tel lieu déterminé, pour la durée de l'Exposition. Un projet de ce genre avait été conçu chez nous, en 1877 (2) ; mais, dépourvu de base juridique, ce dessein est forcément demeuré sans suite, la *neutralisation* n'étant prévue, dans le droit des gens, qu'en vue de soustraire une contrée, une portion de

(1) « Les Expositions universelles, » énonce une décision de notre ministre des Finances, du 27 juillet 1877, « n'ont jamais été l'objet « d'une convention diplomatique ; il n'y a eu qu'échange de correspondance avec les gouvernements étrangers ». (Décision relative aux contrats passés en France pour réassurer des objets placés dans les sections étrangères du Palais de l'*Exposition universelle de 1878*, et assurés à des compagnies étrangères, contrats qui sont passibles de la taxe d'enregistrement établie par la loi du 23 août 1871 sur tous les contrats d'assurances. — S. 78. 3, 187).

(2) Par M. OZENNE, ministre du Commerce.

territoire aux conséquences de l'état de guerre ; hors la prévision du cas d'hostilités, l'idée de *neutralisation* ne saurait être admise (1). Du reste, l'emplacement de l'Exposition pourrait-il être neutralisé, que l'action des lois concernant les intérêts privés n'en serait en rien modifiée, la *neutralisation*, telle que la conçoit le droit international, n'ayant d'autre conséquence que de placer à l'abri des faits de guerre le lieu qui jouit de ce privilège.

Enfin, proclamer la neutralisation d'un territoire par mesure administrative, sous forme d'arrêté ministériel, ou par disposition exécutive, sous forme de décret, alors qu'une loi même serait impuissante à créer un tel état, ce serait commettre une infraction, tant à la Constitution qu'aux principes les plus certains du droit des gens (2).

La question qui nous occupe a fait l'objet d'un débat judiciaire.

Un Français, éditeur de gravures et propriétaire exclusif de certains dessins, prétendit qu'un Autrichien avait contrefait, sur des vases de porcelaine, plusieurs de ces dessins et donné place, à l'Exposition universelle de 1867, aux dessins contrefaits. A la requête de l'éditeur français, différentes saisies furent pratiquées dans le palais de l'Exposition. Devant le Tribunal de la Seine, l'exposant autrichien se prévalut de ce que les saisies n'avaient pu être légalement opérées dans le local de la section autrichienne, parce que ce local était « la prolongation même du territoire

(1) V. des exemples de *neutralisation générale* ou *particulière* dans les traités de Vienne, du 20 mars 1815, — de Paris, du 20 novembre 1815 et du 28 avril 1856, — et autres, qui renferment, à cet égard, des stipulations spéciales.

(2) V. M. CHUNET, *op. cit.*, p. 7, note 2.

de l'Autriche ». Par jugement du 19 août 1868 (1), le Tribunal, à juste titre, rejeta la fin de non-recevoir, en déclarant « que les différentes parties du palais de l'Exposition, affectées aux produits étrangers, n'avaient jamais cessé d'être soumises aux lois françaises et que toute constatation, relative à un fait considéré en France comme délictueux, y était valable (1) ».

Ainsi, les marchandises exposées dans les sections étrangères sont soumises au régime de droit commun des biens des étrangers en France.

36. En l'absence d'une dérogation expresse, et, d'une manière générale, toutes les lois, tous les décrets, arrêtés et règlements s'appliquent dans toutes les parties de l'enceinte de l'Exposition. Nous rencontrerons quelques prescriptions exceptionnelles dans le cours de cette étude, notamment en ce qui touche le mode de saisie.

Nul ne peut, notamment, se soustraire, à l'intérieur de l'Exposition, à l'exécution, soit des lois pénales, soit des règlements de police (2). Les mandats de justice peuvent y atteindre toute personne, sans qu'aucune règle se rattachant au fait même de l'Exposition puisse y faire échec.

En particulier, les prescriptions édictées par les règlements de l'Exposition obligent exposants et visiteurs. Les exposants sont, d'ailleurs, personnellement liés envers l'Administration, en vertu de la disposition finale du règlement général, qui stipule que, par le seul fait de leur participation, il sont réputés souscrire à toutes les autres dis-

(1) Trib. cass. Seine, 7^e ch., 19 août 1868, — *Ann. de la prop. ind.*, 1868, p. 401. — V. M. CH. CALVO, *Le droit international théorique et pratique*, Paris, 1880, 3^e éd., t. I, § 626, p. 618; M. ED. CLUNET, *op. cit.*, p. 27, etc.

(2) Code civil français, art. 3.

positions, notamment à celle qui leur interdit de retirer leurs produits avant la clôture.

Ces règlements ont la forme de décrets ou d'arrêtés ministériels. On ne peut donc les enfreindre sans commettre une contravention, sans encourir l'application de l'article 471, § 15, du Code pénal (1).

Mais là s'arrête leur portée. Ni le règlement général, ni les règlements spéciaux ne peuvent, bien entendu, suspendre l'effet d'aucune loi, l'application d'aucun principe de droit commun. Une loi seule peut y déroger. Nous rencontrerons d'importantes conséquences de cette règle.

SECTION II

CONDITION DES PERSONNES ET DES OBJETS.

§ I. — Caractère des différentes commissions organisatrices et de leurs membres.

37. Il y a lieu, tout d'abord, de rechercher si les agents rétribués, attachés aux services administratifs d'une exposition universelle, sont revêtus d'un caractère public. Cette question, dont l'intérêt est à la fois doctrinal et pratique, a été soumise à la Cour de cassation dans les circonstances suivantes.

Au cours d'une lutte électorale, un ancien chef de ser-

(1) V. FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instr. crim.*, nos 2416 à 2480, et *Pratiqu. crim.* (*Code pénal*, 1878, n° 1001).

vice, rétribué, de l'Exposition universelle de 1867 fut violemment pris à partie, dans un journal local, au sujet d'un traité passé avec un libraire-éditeur. Les imputations auxquelles il fut en butte furent considérées par lui comme diffamatoires. Après avoir intenté une action civile, qui aboutit à un arrêt de la Chambre des requêtes, déclarant incompétente la juridiction saisie (1), le plaignant recourut au Tribunal correctionnel de la Seine. La Chambre des requêtes avait affirmé que la Commission de l'Exposition universelle de 1867 constituait une autorité publique, et que, par suite, les personnes auxquelles elle avait temporairement délégué une partie de ses attributions, avaient agi, comme elle, avec un caractère public. Dès lors, sur un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris, confirmatif du jugement du Tribunal correctionnel, qui avait condamné le prévenu comme auteur et complice du délit de diffamation, la Chambre criminelle, dans un arrêt du 13 décembre 1877 (2), reconnut au plaignant la qualité de fonctionnaire public et déclara que la preuve des faits diffamatoires, allégués contre lui, avait été régulièrement admise.

Il nous paraît, d'ailleurs, que les agents, même non rétribués, placés sous l'autorité du Commissaire général, doivent être considérés comme étant, dans l'exercice de leurs fonctions, revêtus d'un caractère public. Ces fonctions en effet, pour être temporaires, n'en sont pas moins des fonctions publiques, puisqu'elles coopèrent à une œuvre organisée par l'Etat.

38. Le Commissaire général représente, notamment en

(1) Cass. Req., 31 janvier 1877, S. 78. 1. 171.

(2) S. 78. 1. 186.

justice, la Commission organisatrice, c'est-à-dire l'État lui-même, lorsque c'est l'État qui préside à l'organisation.

Les commissions étrangères, revêtues d'un caractère officiel, ont aussi qualité pour ester en justice (1).

39. En est-il de même des commissions formées, sur l'initiative privée, sans consécration officielle? La question s'est posée devant la Cour de Paris.

En 1888, un certain nombre de commerçants et d'industriels français se groupèrent, à Paris, pour constituer une commission privée, chargée de veiller à l'organisation et à l'installation de la section française, au *Grand concours international* de Bruxelles. L'un d'eux (la dame Herz, facteur de pianos), après avoir obtenu un emplacement du Commissaire général, refusa de participer à l'Exposition et de payer à la Commission le premier terme de la concession. La Commission, en la personne de son président, l'assigna devant le Tribunal de commerce de la Seine, qui, par jugement en date du 2 août 1888, rejeta la fin de non-recevoir tirée par la défenderesse de l'incapacité absolue de la Commission d'ester en justice. Sur appel, la Cour de Paris, par un arrêt du 12 novembre 1889 (2), réformant le jugement précité, déclara l'action introduite par la Commission non recevable, pour des motifs qui nous paraissent fondés.

La Cour rappelle, tout d'abord, que la maxime *Nul en France ne plaide par procureur*, est toujours en vigueur, et que, par conséquent, il faut se trouver dans un des cas exceptionnels, expressément déterminés par la loi, pour pouvoir ester valablement en justice par mandataire. Elle

(1) Trib. civ. Seine, 29 janvier 1868.

(2) S. 90, 2, 243.

précise ensuite que, pour qu'une société civile bénéficie de cette faveur, il faut qu'elle soit instituée dans un but d'intérêt général, distinct de l'intérêt de ses membres, et surtout que son institution et son organisation soient réglementées par un arrêté ministériel. Cette dernière condition faisant défaut à la Commission demanderesse, l'arrêt prononce avec raison la non-recevabilité de son action.

40. Une exposition internationale ne saurait être, en principe du moins, assimilée à une entreprise commerciale. Il en a été décidé ainsi, même au sujet d'une exposition ouverte par des commerçants, en dehors de toute idée de spéculation, dans un but d'intérêt public et de bienfaisance (1).

Les organisateurs ne sont donc pas justiciables des tribunaux consulaires pour les dépenses qu'ils ont faites en cette qualité. Exceptionnellement, leur juridiction serait compétente, si l'entreprise avait un but exclusivement commercial.

La voie administrative est seule ouverte, s'il s'agit d'une exposition dirigée par l'État ; les contestations relatives à une dette contractée par l'État, en raison d'un service public, doivent être portées devant le Ministre du Commerce, sauf recours au Conseil d'État, qui l'a ainsi jugé, le 4 juillet 1884, au sujet de la réclamation d'un restaurateur admis à l'Exposition universelle de 1878 : celui-ci demandait une indemnité en réparation du préjudice que lui avaient causé, en masquant son établissement, des constructions nouvelles. Cette décision est

(1) Trib. comm. Seine, 2 février 1883, *Journ. des Trib. de comm.*, 1884, p. 23. — V. aussi M. RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de Droit commercial*, t. I, p. 56, n° 40 ; — PARDESSUS, t. I, n° 12.

fondée sur ce que la convention intervenue entre le requérant et le Ministre, pour la concession d'un restaurant dans l'enceinte de l'Exposition, n'avait pas le caractère d'un marché de travaux publics, dans le sens de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, mais d'un marché passé par un ministre pour le service de son département, suivant l'article 14 du décret du 28 juin 1806 (1).

Pour les difficultés relatives à un marché de travaux publics, c'est le Conseil de préfecture qui est compétent (2).

En ce qui concerne la responsabilité encourue par l'État par suite de la perte ou des détériorations d'objets exposés, c'est encore à la juridiction administrative qu'il appartient de statuer (3).

Quant aux exposants, ils sont justiciables des tribunaux de commerce pour les frais relatifs à leur installation particulière (4). Cette solution a été consacrée par la jurisprudence, même à l'égard des non-commerçants (5).

(1) V. S. 85. 3. 24.

(2) Les art. 51 et 52 du Cahier des charges général imposé aux entrepreneurs, pour l'Exposition de 1889, disposent qu'en cas de contestation, le Directeur général des travaux devra intervenir et statuer, et que, si l'entrepreneur n'accepte pas sa décision, il devra lui adresser un mémoire ; ce n'est qu'après un délai de trois mois, écoulés sans réponse, qu'il pourra saisir la juridiction contentieuse.

(3) Nous devons signaler une exception à ce principe, résultant de l'article 3 de la loi du 4 juin 1859, qui dispose qu'au cas spécial où des valeurs ont été insérées dans une lettre et déclarées conformément aux articles 1 et 2 de la même loi, l'action en responsabilité, en cas de contestation, est portée devant les tribunaux civils. Cette disposition, tout exceptionnelle, ne saurait s'étendre à d'autres cas, par analogie. V. Cons. d'État, 6 août 1861. — V. *Revue d'administration*, 1885, t. II, p. 305, et 1891, t. III, p. 309.

(4) V. Trib. comm. Seine, 2 février 1885, précité.

(5) V. Trib. comm. Seine, 11 septembre 1856, *Journal des trib. de comm.*, 1857, t. VI, 95.

41. Nous avons réfuté la prétention, émise par certains exposants étrangers, d'étendre aux emplacements, occupés par leurs sections respectives, l'application de la fiction d'exterritorialité. Une autre question se rattache à ce sujet : les membres des commissions étrangères peuvent-ils, en cette qualité, invoquer le bénéfice des immunités diplomatiques ?

Cette question a été soumise au Tribunal civil de la Seine, qui leur a dénié ce droit par un jugement du 29 janvier 1868 (1).

Des changeurs français, qui avaient acquis de la Commission impériale de 1867 le droit d'exploiter un office de change dans l'intérieur de l'Exposition, se plaignirent de la concurrence qui leur était faite par un changeur anglais installé, avec l'autorisation de la commission britannique, dans la section dirigée par celle-ci. Les changeurs français assignèrent le Commissaire général, qui intenta une action récursoire contre la commission anglaise. La commission opposa à cette action une exception d'incompétence, fondée sur ce qu'elle constituait une autorité déléguée temporairement en France par son propre gouvernement, pour y remplir des fonctions officielles. On faisait valoir, en son nom, qu'elle avait été formée sur l'invitation adressée à l'Angleterre par le Gouvernement français, que la *Gazette de Londres* avait publié les noms des membres qui la composaient et qu'à leur tête se trouvait le Prince de Galles. Les commissions étrangères représentant leur gouvernement respectif, les membres qui les composent,

(1) V. *Le Droit*, du 31 janvier 1868 ; — *La Gazette des Tribunaux*, du 4^{er} février 1868 ; — M. ED. CLUNET, *Questions de droit...*, pp. 25 et s. ; — M. CH. CALVO, *op. cit.*, t. I, §§ 627-629, pp. 618 et 619 ; — M. FR. PIETRI, *op. cit.*, Appendice, §§ 148 et 149, pp. 386-389 ; — etc...

concluait-on, en étaient les mandataires et devaient être, par suite, traités comme les États mandants ; l'inviolabilité diplomatique pouvait être invoquée par ces commissions, notamment au sujet de l'emplacement concédé, où elles se regardaient comme chez elles.

Cette argumentation n'était pas fondée. Les commissions étrangères ne constituent, aux Expositions universelles, que des rouages destinés à faciliter le fonctionnement de l'œuvre administrative et disciplinaire. Leurs membres ne représentant pas les souverains, n'ont pas la qualité d'agents diplomatiques ; ils ne sont chargés que de veiller à la sauvegarde d'intérêts privés. Lorsque ces commissions comptent dans leurs rangs, comme cela avait lieu en 1867, pour la commission anglaise (1), des membres ayant personnellement droit à des privilèges ou à des immunités, ces prérogatives ne sauraient, bien entendu, être contestées à ces derniers ; mais ils en bénéficient *ratione personæ*, et nullement en leur qualité de membres de l'une de ces commissions.

Tels sont les motifs pour lesquels l'exception d'incompétence fut, avec raison, repoussée par le Tribunal civil de la Seine, qui se fonda, notamment, sur ce que la Commission britannique ne pouvait « être considérée comme faisant partie du Gouvernement anglais ».

(1) Les privilèges accordés aux souverains, et dont jouissent généralement, soit en droit, soit par un procédé de courtoisie internationale, les héritiers du trône, n'étaient nullement méconnus vis-à-vis du Prince de Galles ; car, dans le procès soumis au Tribunal de la Seine, il n'était point assigné, en son nom personnel.

§ II. — Rapports de l'Administration avec les exposants.

42. La question que nous abordons présente une particulière importance, à cause des graves intérêts qu'elle met en jeu.

Il est, tout d'abord, hors de discussion que l'exposant n'est pas chez lui, à l'Exposition : qu'il ait, en effet, installé ses produits dans un local appartenant à l'Administration, — ce qui est le cas le plus fréquent, — ou dans une construction édifiée par lui-même, il est, dans tous les cas, l'hôte de l'Administration, c'est-à-dire de l'Etat, si c'est l'Etat qui est l'organisateur. S'il était tenté de l'oublier, fait observer M. Clunet, à chaque mouvement d'indépendance, il se heurterait à un texte administratif, à une prescription réglementaire, qui le lui rappellerait.

L'Administration est donc un tiers vis-à-vis de l'exposant. Il s'est formé entre eux un contrat, dont l'*instrumentum* est l'Avis même d'admission.

43. Quel est ce contrat ?

Le criterium qui doit en révéler la nature est fourni par la réponse à la question suivante : l'emplacement est-il concédé gratuitement, ou moyennant le paiement d'une redevance ? Dans le premier cas, on est en présence d'un dépôt d'une espèce particulière ; dans le second cas, d'un contrat de louage.

Le paiement d'une redevance, avons-nous dit, est un fait assez rare. Rappelons, cependant, qu'une allocation a été réclamée, lors de l'Exposition universelle de Vienne, aux propriétaires d'objets autres que des œuvres d'art. Ces exposants étaient donc les locataires de l'Etat autrichien.

M. Ch. Lyon-Caen (1) estime pourtant que le paiement d'une redevance ne saurait faire obstacle à la formation d'un contrat de dépôt : « Le dépôt, dit M. Lyon-Caen, est, en principe, gratuit ; mais la gratuité est de sa nature, non de son essence (art. 1928 C. civ. français) ; le dépositaire peut stipuler un salaire. » C'est là, en effet, une disposition formelle. Aussi croyons-nous qu'il faudrait considérer comme un simple salaire l'allocation fixe, fût-elle même élevée, qui est parfois exigée de chaque exposant. Mais il nous semble difficile de ne pas voir un véritable loyer dans une redevance proportionnelle au métrage de l'emplacement concédé, comme celle qui a été réclamée aux exposants de Vienne, en 1873. En présence d'un élément si caractéristique du contrat de louage, il faudrait, croyons-nous, de part de l'Administration et de l'exposant, l'intention formellement exprimée de ne pas se considérer comme bailleur et locataire, pour qu'on pût leur dénier ces qualités. La Cour suprême autrichienne s'est prononcée dans ce sens (2).

44. Il convient surtout d'envisager la situation la plus fréquente, celle d'un exposant qui occupe gratuitement l'emplacement à lui concédé par l'Administration. Tel a été, en particulier, le cas de tous les Français et étrangers qui ont participé aux Expositions universelles de Paris (3).

(1) V. *Journal de dr. int. privé*, 1878, p. 446 : *De la saisie arrêt des objets figurant à une exposition internationale, d'après la jurisprudence autrichienne* (à la fin de l'article).

(2) V. notamment l'arrêt du 16 décembre 1873, rapporté dans l'article précité de M. CH. LYON-CAEN. Nous aurons l'occasion de le rappeler, en parlant de la saisie des objets exposés.

(3) La taxe que prélève le syndicat d'installation, et qui est, d'ordinaire, proportionnelle au nombre de mètres carrés occupés par chaque exposant, représente la part que chacun doit supporter dans les frais

Le contrat qui intervient alors se rapproche trop du dépôt pour pouvoir être rangé parmi les contrats innommés. On y rencontre, en effet, les principaux caractères du dépôt volontaire : le consentement réciproque, la gratuité, la tradition réelle et effectuée par le propriétaire de la chose déposée (art. 1921 et 1922 C. civ.).

Les obligations respectives de l'Administration et de l'exposant sont à peu près les mêmes que celles d'un dépositaire et d'un déposant.

Du côté de l'Administration, nous trouvons, tout d'abord, l'obligation de l'article 1937, qui interdit au dépositaire de restituer la chose déposée à tout autre « qu'à celui qui « la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a « été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir. » Le Règlement général stipule ordinairement que l'Administration, pour dégager sa responsabilité, exigera des personnes qui viendront procéder à l'enlèvement des objets exposés, la justification de leur qualité de propriétaires ou de mandataires de l'exposant.

Les dispositions des articles 1927, 1928-1^o, 1929, 1930, 1932, 1933, relatives à l'état dans lequel la chose doit être restituée, s'appliquent également à l'Administration.

Elle « doit apporter, dans la garde de la chose déposée, « les mêmes soins qu'elle apporte dans la garde des choses « qui lui appartiennent ». Tout règlement général contient un article qui dispose que l'Administration prendra des mesures pour protéger contre toute avarie les produits exposés (1). Ces mesures consistent, avons-nous

généraux énumérés plus haut (V. p. 38, note 1) et ne saurait, par conséquent, avoir le caractère d'un loyer, même à l'égard du syndicat, qui n'est qu'une délégation des exposants d'une même classe.

(1) V. v. g. *Règlement général de l'Exp. univ. de 1889*, art. 39.

dit, dans l'organisation de plusieurs services de sûreté (gardiens de la paix, sapeurs-pompiers, etc.), dont les agents sont chargés de la surveillance, tant des locaux et objets appartenant à l'Administration que des produits exposés. — Aux termes de l'article 1928-1^o, l'obligation de l'article 1927 lui incombe d'autant plus qu'elle « s'est offerte elle-même pour recevoir le dépôt ». — Ajoutons qu'en invitant les exposants à veiller, de leur côté, sur leurs marchandises, l'Administration ne saurait couvrir sa propre responsabilité ; elle ne peut que l'atténuer, dans certains cas.

C'est en vain que les règlements déclarent expressément que l'Administration ne prend à sa charge la réparation d'aucune espèce de dommages, accidents, incendies, vols, pertes, etc..., dont les exposants auraient à souffrir. C'est le cas de rappeler qu'un simple règlement ne peut, même au profit de l'Etat, déroger à aucun principe de droit commun. Cette clause ne saurait donc soustraire l'Etat à l'application de la règle, spéciale au dépositaire, de l'article 1932, et de la disposition générale de l'article 1302. En d'autres termes, malgré les clauses les plus expresses, l'Administration, c'est-à-dire l'Etat, s'il s'agit d'une exposition universelle, est tenue de restituer « identiquement » et dans les conditions où elle les a reçus, les objets admis et, si elle allègue un accident fortuit ou un cas de force majeure, c'est à elle à en faire la preuve.

Le Conseil d'Etat a affirmé ces principes dans les circonstances suivantes.

Une institutrice avait envoyé à l'Exposition universelle de 1878 un important ouvrage de broderie, exécuté par elle-même. Cet objet avait été adressé, après une demande d'admission régulière, au Commissariat général.

Le comité d'admission décida que cet ouvrage, non susceptible d'être exposé dans la classe prévue, serait envoyé au Palais de l'Industrie, où siégeait la commission chargée d'organiser l'exposition collective du ministère de l'Instruction publique ; mais il fut égaré et on ne put le retrouver nulle part.

L'expéditrice réclama à l'Etat une indemnité de 3,000 francs, dont 1,000 pour la valeur de l'objet et 2,000 à titre de dommages-intérêts. Cette demande, rejetée par le Ministre du Commerce, fut jugée, au contraire, fondée par le Conseil d'Etat, qui écarta l'application du Règlement général et décida que la situation des exposants, vis-à-vis de l'Etat, était celle d'un déposant vis-à-vis d'un dépositaire ; or, dit en substance le Conseil, le dépositaire doit apporter à la garde de la chose déposée le même soin qu'à la garde de sa propre chose (art. 1925 C. civ.), et s'il allègue qu'elle a péri par cas fortuit, c'est à lui à le prouver (art. 1302 C. civ.). Dans l'espèce, il y avait eu négligence de la part des agents de l'administration (4).

(4) V. *Revue générale d'administration*, 1885, t. II, p. 305. — Il est à noter que, dans cette affaire, il s'agissait d'un objet destiné à figurer dans une exposition collective, organisée par le ministère de l'Instruction publique (exposition des ouvrages des instituteurs et élèves des écoles primaires), et que, l'expédition et la réexpédition devant se faire par les soins des inspecteurs d'Académie, l'exposante s'était trouvée dessaisie et l'Etat saisi de l'objet égaré, dès la remise aux agents chargés du transport. Dans un cas semblable, l'Etat a même la qualité d'entrepreneur de transport, avant d'avoir celle de dépositaire. — La décision que nous venons d'analyser, est d'autant plus remarquable que les rapports de l'Etat et des particuliers, à raison de la responsabilité encourue par le fait de ses agents, ne sont pas réglés par les principes du Code civil qui régissent les rapports des particuliers entre eux (V. Arr. trib. des Conflits, 20 décembre 1884).

En cas de dommage occasionné par un vice de construction, l'État condamné à le réparer, peut former un recours contre l'entrepreneur ; car ce dernier, responsable, aux termes du cahier des charges, de tous les dégâts qui surviendraient par le fait de ses travaux, doit garantir le Ministre des conséquences de toute action dirigée contre lui.

C'est, d'ailleurs, du seul préjudice matériel qu'il est ici dû réparation ; il n'est point alloué de dommages-intérêts pour le préjudice moral (1).

Ainsi la disposition réglementaire, par laquelle l'État déclare dégager sa responsabilité quant à tous dommages subis par les exposants, ne modifie en rien, à son égard, l'application du principe général de l'art. 1382, confirmé, relativement au dépôt, par l'art. 1933, car c'est là une règle d'ordre public, à laquelle aucune convention particulière ne saurait déroger. L'État et les administrations publiques y sont soumis aussi bien que les simples particuliers (2).

En dehors du cas d'un contrat de louage, la situation de l'Administration vis-à-vis de l'exposant ne se distingue donc pas de celle d'un dépositaire proprement dit.

Quant à l'exposant, il a exactement les mêmes obligations que tout déposant volontaire : rembourser, s'il y a lieu, à l'Administration, par l'intermédiaire du syndicat d'installation, les dépenses faites par elle pour la conservation des produits, et l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées (art. 1947).

(1) Arr. Cons. d'État, 17 juin 1891, *Revue générale d'administration*, 1891, t. III, p. 200.

(2) V. notamment, Cass., 16 avril 1883, — S. 85. 4. 487 ; — D. 84. 1. 301.

Enfin l'Administration peut retenir les objets exposés jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû par l'exposant (art. 1948).

Il convient, en terminant cet examen comparatif, de faire une remarque. L'article 1944 dispose que « *le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution* » ; il n'en est pas de même pour l'exposant, puisqu'il est lié par la clause qui lui interdit de retirer ses produits avant la clôture de l'Exposition. Bien plus, il est tenu d'effectuer l'enlèvement dans un certain délai ; car le Règlement général dispose ordinairement que les objets, non emballés au jour fixé, le seront par l'Administration, aux frais de l'exposant, ou même seront vendus au profit du Trésor.

C'est à ce seul point de vue que le contrat d'exposition se distingue d'un contrat ordinaire de dépôt volontaire. Cette différence, au détriment de l'exposant, se justifie par l'avantage que ce dernier retire du dépôt, et ne suffit pas, à notre avis, pour qu'on puisse se refuser à les assimiler l'un à l'autre (1).

La jurisprudence française n'admet pas cette manière de voir. A l'occasion de nombreuses saisies-arrêts, pratiquées par des créanciers des exposants, sur les objets de ceux-ci, le Tribunal de la Seine a ordonné la main-levée, en déclarant que l'Administration d'une exposition n'était ni

(1) A l'Exposition universelle de Chicago, il y eut simple « bailment » au profit de la société organisatrice : « *That company will be only bailee* », énonce la loi qui la constitua. Le *bailee* est un simple détenteur. V. *Journal du dr. intern. pr.*, 1892, pp. 352 et s.

détentricer, ni *débitrice* (1) des objets appartenant aux exposants. Il est regrettable qu'il n'ait pas cru devoir mieux motiver sa décision.

SECTION III

QUESTIONS SPÉCIALES.

§ I. — Aérostats s'élevant de l'enceinte d'une exposition internationale.

45. Des aérostats, soit captifs, soit libres, s'élèvent parfois de l'enceinte des expositions internationales.

Relativement à ceux qui sont captifs, aucune difficulté de compétence, soit civile, soit criminelle, ne saurait surgir.

Si les progrès de la science de l'aérostation se développent davantage, si la navigation aérienne devient un jour une réalité, les aérostats libres ne seront-ils pas juridiquement assimilés aux navires ? Les règles relatives à la mer territoriale et à la pleine mer ne recevront-elles pas, de ce côté, une extension ? Au-delà d'une certaine limite dans l'espace, les aérostats, dirigés par des personnes étran-

(1) V. notamment, Trib. civ. Seine, 30 août 1867, — M. ED. CLUNET, *Questions de droit*, etc., p. 48. Nous aurons occasion de nous référer à ce jugement, au chapitre VI.

gères au pays d'où s'effectue le départ, ne cesseront-ils pas d'être assujettis à la législation de ce pays, pour être exclusivement soumis aux lois et aux juridictions nationales de ces personnes ? La maxime « *qui dominus est soli, dominus est cæli et inferorum* » n'a-t-elle pas été l'objet de notables dérogations ?

Si la navigation aérienne devenait sûre, la solution de ce problème exercerait, comme toutes les grandes découvertes, une profonde répercussion sur l'organisation sociale, notamment sur le droit international ; car, dans les ballons, comme dans les navires, peuvent se produire de nombreux faits nécessitant ou justifiant l'intervention de la justice criminelle ou civile.

En l'état actuel de l'art aérostatique, on se demande quelle est la juridiction compétente pour instruire et juger des méfaits commis dans un ballon libre. Est-ce, dans tous les cas, la juridiction du point de départ, ou parfois celle d'un État étranger, ou bien encore celle du lieu où l'aérostat atterrit, ou enfin, simultanément, ces diverses juridictions, la première saisie devant retenir la connaissance de la cause ?

Différentes opinions ont trouvé des défenseurs en MM. Norien, Gatteschi, Manduca. Les principes du droit n'autorisant nullement aujourd'hui l'extension à l'espace aérien des règles juridiques, afférentes à la mer territoriale et à la pleine mer, il nous paraît que la juridiction compétente, à défaut, d'ailleurs, d'indications précises sur le point de l'espace où le méfait aurait été commis, doit être la juridiction du point de départ. Mais la science de l'aérostation est « *ancora bambina* », comme le dit, dans sa très intéressante étude, M. Ph. Manduca, et ses progrès

pourront nécessiter, dans l'avenir, de nouvelles règles juridiques (1).

§ II. — Situation des ouvriers étrangers aux expositions internationales des États-Unis.

46. Il existe, aux États-Unis, une législation spéciale, destinée à protéger les travailleurs nationaux. Elle résulte d'une loi du Congrès, approuvée le 26 février 1885 et amendée par les lois du 23 février 1887 et du 19 octobre 1889.

Cette législation a été élaborée pour empêcher les patrons américains ou leurs agents d'organiser, dans leur pays, une concurrence entre le travail national et la main-d'œuvre étrangère, en engageant, dans leurs voyages, des ouvriers habiles (*skilled*).

Cette législation ne saurait, bien entendu, fermer les États-Unis aux ouvriers désireux d'y trouver un emploi ; elle s'oppose seulement à leur débarquement, lorsqu'ils sont liés par un contrat passé dans leur pays natal.

Lors de l'Exposition universelle de Chicago, en 1893, quelques gouvernements étrangers se préoccupèrent de la situation qui aurait pu être faite, en vertu de ces lois, aux ouvriers expérimentés, aux employés et surveillants ame-

(1) *La responsabilité pénale des méfaits commis dans l'espace aérien*, par PHILIPPE MANDUCA, substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Naples. (*Il Foro penale*, Rome, ann. I, 30 novembre 1891, fasc. X, pp. 453 et s.).

nés à Chicago par les exposants pour monter, faire fonctionner leurs machines, et, d'une manière générale, pour coopérer à l'installation et à la conservation de leurs produits. De l'envoi de ces personnes en Amérique, devait-il résulter une violation de ces lois ?

La question fut examinée par le secrétaire d'Etat au département de la Justice. Dans deux communications, en date des 5 mai et 17 juin 1891, l'Attorney général exprima l'avis que les préposés expérimentés des exposants étrangers qui viendraient, de bonne foi, à Chicago, pour installer et mettre en œuvre les produits et machines de ces derniers, n'étaient pas soumis à l'application des lois sur le contrat de travail. Cet avis fut transmis aux agents diplomatiques et consulaires des Etats-Unis par une circulaire du secrétaire d'Etat, en date du 16 juillet 1891 (1).

Cette interprétation, évidemment conforme à l'esprit des lois précitées, était de nature à rassurer pleinement les gouvernements étrangers, puisqu'aux États-Unis, l'avis de l'Attorney général a la même force qu'une décision d'une cour statuant en dernier ressort.

Cette solution a été consacrée, en prévision des Expositions internationales de San-Francisco et de New-York, par les lois des 1^{er} septembre et 3 novembre 1893.

Il convient de rapprocher des documents précédents une résolution émise, le 1^{er} août 1890, par la Chambre des représentants et par le Sénat de l'État d'Illinois. Aux termes de cette résolution, les autorités placées à la tête de

(1) V. ces divers documents dans le *Journal du dr. int. privé*, 1892, pp. 352 et s., 358 et s. ; — V. aussi *Journal des Arts* (Paris), 12 avril 1892.

l'Exposition universelle de Chicago furent invitées à observer la loi des huit heures dans tous les engagements qu'elles devaient contracter, et, dans la mesure du possible, à n'employer que des citoyens américains ou des personnes qui auraient manifesté l'intention de le devenir (1).

(1) V. *Archives diplomatiques*, 2^e série, t. 41, pp. 37 et s.

CHAPITRE III

IMMUNITÉS FISCALES ET FACILITÉS DE TRANSPORT.

47. Les marchandises, les objets divers destinés aux expositions internationales ou qui en reviennent, bénéficient généralement, dans les pays où elles ont lieu, d'immunités fiscales qui les affranchissent des impôts, des droits de douane, de statistique, d'octroi, etc. De ces faveurs, commandées par les devoirs de l'hospitalité et l'intérêt même de ces solennités industrielles, résultent, pour les producteurs, les inventeurs, les fabricants, de sérieux encouragements.

Ces objets circulent *en transit* et à *destination d'entrepôt réel*. En France, avons-nous vu (1), une loi ou un décret du chef de l'État (2) constitue en entrepôts réels de douane les locaux affectés aux expositions universelles, c'est-à-dire crée un dépôt temporaire, où est tenue en suspens la perception des taxes applicables aux mar-

(1) V. *suprà*, n° 34.

(2) L'intervention du pouvoir législatif n'est pas nécessaire dans ce but, la loi du 27 février 1832 énonçant, dans son article 1^{er}, qu'il peut être établi par ordonnance du Roi des entrepôts réels de douane dans toutes les villes qui le demanderont. — Cependant, relativement du moins aux expositions universelles, la constitution de l'entrepôt réel fait l'objet d'une loi. V. v. g. L. du 25 août 1886 (D. P. 87. 4. 61).

chandises étrangères, jusqu'à ce que le propriétaire de ces marchandises ait pris parti à leur égard. S'il les livre à la consommation intérieure, il est tenu d'acquitter, à la sortie de l'entrepôt, les droits qu'il eût dû payer, à l'entrée en France. S'il les réexporte, il procède librement à l'enlèvement et au transport, à la condition d'observer les formalités prescrites. Importante faveur, puisque, jusqu'à la décision du propriétaire, les marchandises (uniquement, toutefois, vis à vis de l'administration des douanes) sont considérées comme se trouvant à l'étranger.

L'envoi a lieu « sous les conditions du *transit international* ou du *transit ordinaire*, au choix des intéressés, « par tous les bureaux ouverts au transit (1) ».

L'expédition en transit international est affranchie de toute visite ; l'expédition en transit ordinaire ne donne lieu qu'à une visite sommaire, et les plombs de la douane sont apposés gratuitement. — Les caisses doivent être marquées d'un signe distinctif, des lettres E. U. par exemple (2).

Elles sont dirigées en droite ligne et sans délai sur le lieu de l'Exposition, et c'est à pied d'œuvre que la douane, une fois les colis ouverts, vérifie l'exactitude des déclarations.

La constitution en entrepôt réel de l'enceinte de l'Exposition emporte aussi affranchissement des droits d'octroi et de statistique.

(1) V. *Règl. gén. français* de 1855, art. 41 ; — *Règl. gén.* de 1867, art. 44 ; — Décret du 4 septembre 1876 ; — *Règl.* du 7 septembre 1876, art. 37 ; — *Règl. gén. de l'Exp. univ. de Londres*, en 1862, art. 104 ; — *Règl. gén. de l'Exp. univ. de Vienne*, en 1873, art. 12 ; — *Règl. gén. de douane, en Espagne*, approuvé par décret royal du 13 octobre 1894, art. 144, 145 et 156 ; — *Règl. gén. de l'Exp. univ. de 1889*, art. 20 ; — D. 25 août 1886, etc.

(2) V. *v. g.*, arr. minist. du 21 mai 1888, art. 6,

La circulation en transit (1) se rattache directement au système des entrepôts réels de douane et le complète; soit transitée, soit entreposée, la marchandise se trouve dans une situation analogue. Par le transit, « on emprunte « temporairement le territoire étranger pour faire parve-
« nir des marchandises dans un autre Etat étranger, dont
« on est séparé par le pays auquel on demande passage.
« Le négociant qui veut transiter signe un engagement,
« cautionné, de faire sortir, par telle frontière désignée,
« les marchandises que ce document mentionne; cet en-
« gagement s'appelle un *acquit-à-caution de transit* (2) ».

48. Les objets vendus et ceux qui sont saisis, soit dans les locaux de l'Exposition, soit en cours de route (à l'aller ou au retour), sont assujettis au paiement des droits. Le saisissant est tenu d'acquitter les droits de douane, avant d'entrer en possession des marchandises (3). Mais on s'accorde à reconnaître qu'il doit être admis à bénéficier des tarifs de la nation la plus favorisée, si une disposition spéciale accorde ce traitement aux envois des exposants (4). Toutefois une distinction s'impose : une pareille clause n'est édictée qu'en faveur des marchandises *admisses*; cette juste restriction a pour conséquence de limiter l'application de cette disposition aux marchandises saisies, soit dans les locaux de l'Administration, après leur admission, soit en cours de voyage après

(1) V. L. L. des 8 floréal an XI et 26 février 1832.

(2) V. M. Ed. CLUNET, *Questions de droit, op. cit.*, p. 42.

(3) Ce point ne saurait être contesté : il en est ainsi en matière pénale : les marchandises saisies, en vertu d'un mandat ou d'une sentence judiciaire, ne peuvent être retirées du greffe qu'après l'acquiescement des droits, à moins qu'elles ne soient détruites par ordre de justice.

(4) Cette clause est devenue de style.

la clôture : le saisissant se trouve alors, en quelque sorte, subrogé aux droits du propriétaire.

Les objets saisis en cours de route doivent, au contraire, acquitter les droits auxquels sont soumises les provenances du pays d'où ces objets sont expédiés ; car une marchandise *adressée* à l'Exposition n'est pas nécessairement une marchandise *admise* (1). Il importe, toutefois, de remarquer qu'en fait, les marchandises, expédiées de l'étranger, doivent être considérées comme admises, puisque leur admission a été préalablement prononcée par les commissions organisatrices. La distinction précédente s'applique donc rarement. Bien entendu, si, exceptionnellement, l'Administration se refuse à recevoir un objet expédié de l'étranger, les droits doivent être acquittés.

Quand il y a lieu, pour une cause quelconque, au paiement des droits tenus en suspens, il faut tenir compte, dans l'évaluation de la taxe, « de la dépréciation qui a pu « résulter du séjour des produits à l'Exposition ». C'est là une règle de droit commun, qui doit s'appliquer, les règlements seraient-ils muets sur ce point (2).

Les marchandises prohibées elles-mêmes, s'il en existe, sont, d'ordinaire, exceptionnellement admises à la consommation intérieure (3).

49 Les produits envoyés à l'Exposition sont exonérés aussi des contributions indirectes proprement dites.

(1) V. p. 44.

(2) Ce droit à une réduction dans l'évaluation était affirmé dans le Règlement général de 1855, art. 47 ; les Règlements de 1867 et de 1878 n'en parlent point. — La taxe était, dans le règlement de 1855, limitée, au maximum, à 20 p. 100 de la valeur réelle.

(3) V. v. g. D. 29 mars 1856 ; — D. R. V*, *Organisation économique*, nos 113-120.

« Des acquits-à-caution sont délivrés pour régulariser
 « le transport des boissons envoyées comme spécimens à
 « une Exposition universelle, et doivent indiquer pour
 « destination le palais de l'Exposition. Aux entrées des
 « villes, où ont lieu les expositions, ces boissons ne doi-
 « vent être l'objet d'aucune vérification ; le service de
 « l'octroi ne doit exiger ni la consignation, ni le caution-
 « nement des taxes ; il délivre un bulletin pour la quan-
 « tité énoncée dans l'acquit-à-caution ; puis il escorte gra-
 « tuitement les boissons jusqu'au lieu de l'Exposition.
 « Alors, l'acquit-à-caution et le bulletin sont retirés par le
 « service, qui en fait l'inscription sur un registre spécial.
 « L'apurement de ces expéditions demeure suspendu jus-
 « qu'après l'Exposition. — Aucune taxe n'est perçue sur
 « les quantités qui ont été absorbées en dégustation. A l'é-
 « gard des quantités restantes, les droits sont garantis ou
 « perçus selon la destination qu'ils reçoivent (1). »

La préoccupation des législateurs est, d'une manière générale, d'affranchir de tout impôt les objets destinés aux expositions universelles. Par exemple, une loi française, du 3 avril 1878, exemptait du droit de 5 pour 100, établi par la loi du 13 mars 1874, le transport des marchandises, quelle qu'en fût l'origine ou la provenance, expédiées directement, en petite vitesse, à destination du palais de l'Exposition.

(1) V. Lettre commune de la Direction générale des Contributions indirectes, n° 57, du 22 février 1867, 3^e Don, 4^{er} Beau, lettre qui se termine ainsi : « Il n'est rien changé aux dispositions de la lettre commune n° 7,700, du 7 juillet 1860, concernant les boissons envoyées aux concours et aux expositions ordinaires ». (OLIBO, *Supplément aux Codes des Contributions indirectes*, 3^e vol. des Codes, n° 122, p. 114).

Diverses autres immunités fiscales seraient encore à signaler. C'est ainsi que, d'ordinaire, les règlements généraux exemptent de toute taxe postale les communications relatives à l'Exposition et adressées au Commissaire général. — Au même ordre d'idées se rattache la décision de l'autorité supérieure, en vertu de laquelle les bons-tickets à lots, émis à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889, ont été dispensés de tout impôt, à l'exception de la taxe de 3 pour 100 établie sur les lots par la loi du 21 juin 1875 (1).

Il convient encore de rappeler ici que le caractère même de l'œuvre que constitue une exposition internationale universelle ou spéciale, est, en France, exclusif du prélèvement du *droit des pauvres* sur le montant des redevances perçues même par une compagnie concessionnaire, à l'entrée du palais de l'Exposition. Il a même été décidé par le Conseil d'Etat que ce droit ne pouvait pas être perçu sur le produit de l'exploitation d'un ascenseur établi, en vertu d'un traité passé avec l'Etat, et ayant pour but de transporter le public au sommet de l'un des édifices affectés à l'Exposition (2).

50. Les expositions universelles organisées à l'étranger ont provoqué de semblables mesures de faveur. Le Gouvernement des États-Unis, notamment, s'est montré très libéral, à l'occasion de l'Exposition de Chicago. Une loi du Congrès, approuvée le 25 avril 1890, affranchit de tous

(1) V. Circulaire de la Direction générale de l'enregistrement et du timbre, du 4 avril 1889.

(2) V. Arr. du C. d'État, du 15 mai 1857 (*Cie du Palais de l'Industrie*), — et 25 janvier 1884 (Edoux) ; — LL. des 7 frimaire an VI, 8 thermidor an VI, — Arr. du 10 thermidor an XI, — D. D. des 8 fructidor an XIII et 9 décembre 1809. — Cf. *Des secours à domicile en droit français*, par M. Louis CORNILLE, Paris, Pedone, 1895, p. 118.

droits d'entrée les produits destinés à être exposés, sauf à les acquitter ensuite, s'ils devaient être livrés à la consommation intérieure (1).

51. Des réductions de tarif sont parfois aussi accordées ou obtenues, sur les chemins de fer, par l'État qui organise une exposition internationale, pour le transport tant des exposants ou congressistes que des marchandises (2). La réduction est ordinairement de 50 pour cent.

52. Les étrangers qui viennent participer à des expositions intérieures ne sont pas les seuls qui méritent la sollici-

(1) En vertu de cette loi, le secrétaire du Trésor a édicté des règlements très libéraux. L'une de ces dispositions porte : « Les produits importés aux États-Unis, par les ports de Portland (Maine), Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore, Campa, Nouvelle-Orléans, San-Francisco, Wilmington, Portland (Orégon), Port Tomasend, Scattle, Tacoma et Chicago ou par tout autre port d'importation, destinés à figurer à l'Exposition internationale, pourront pénétrer jusqu'aux bâtiments de l'Exposition, sous la surveillance des fonctionnaires des douanes, sans qu'on procède, dans ces ports, à leur inspection. » Les duplicata jouissaient des mêmes privilèges que les collections elles-mêmes, à la différence de ce qui s'était passé lors de l'Exposition universelle de Philadelphie. Aucun visa consulaire, aucune expertise au port d'arrivée, n'étaient exigés ; les colis devaient simplement être accompagnés de factures ou déclarations dressées par l'expéditeur, donnant le détail et la valeur des objets expédiés. — V. *Journal du dr. int. privé*, 1892, pp. 352 et s., 358 et s.

(2) Une semblable réduction fut consentie par les compagnies autrichiennes, sur la demande de la Commission, pour le transport des produits étrangers destinés à l'Exposition internationale de Vienne, en 1873. — Lors de l'Exposition internationale pomologique de Saint-Pétersbourg, en 1894, le Gouvernement russe a déclaré que les envois expédiés à cette destination, jouiraient, sur les voies ferrées de l'Empire, d'une réduction de 50 0/0 du tarif général, tant à l'aller qu'au retour ; les objets qui avaient supporté intégralement, à l'aller, les frais de transport, bénéficieraient, au retour, d'une locomotion gratuite. Les exposants et les délégués au Congrès pomologique furent admis à circuler gratuitement sur tous les chemins de fer russes, au retour de l'Exposition et du Congrès.

tude des gouvernements ; les mêmes encouragements sont bien dûs aux nationaux qui vont représenter leur pays dans les expositions de l'extérieur.

La France, à leur égard, se montre des plus larges. Lorsqu'une exposition internationale s'organise à l'étranger, une loi ou un décret accorde le retour en franchise douanière aux envois des exposants français, sous la seule condition de l'accomplissement de formalités déterminées (1).

Des instructions spéciales ont déclaré applicables (2) aux boissons envoyées aux expositions étrangères les dispositions suivantes d'une décision du ministre des finances, en date du 9 juin 1860 :

« Les boissons envoyées aux concours, aux expositions, sont accompagnées d'un acquit-à-caution, désignant comme destinataire de ces boissons le Commissaire général du concours ou de l'exposition.

« L'Exposition terminée, le Commissaire général délivre à chaque déposant un certificat constatant que les quantités manquantes ont été absorbées en dégustation. « Aucun droit n'est perçu sur ces quantités.

« Si les quantités restantes doivent être réintégrées dans les caves, dans les magasins d'origine, un nouvel ac-

(1) La jurisprudence fait de l'observation de ces formalités une condition *sine quâ non*. Ainsi le Tribunal de Commerce de la Seine, par un jugement du 12 mai 1887, a décidé que le retour de chevaux, ayant figuré à l'Exposition d'Anvers, n'avait pu s'effectuer en franchise, faute par leur propriétaire de les avoir fait accompagner d'un passavant descriptif, visé à la douane, lors de leur sortie de France, formalité prescrite par l'administration (V. *Journal des Trib. de Commerce*, t. 38, n° 11455, p. 28).

(2) Lettre commune, n° 15650, du 10 décembre 1831 (OLIBO, *op. cit.*, vol. 1, 12^e solution, pp. 30 et 31).

« quit-à-caution est délivré pour régulariser le transport,
« et, à la suite de la décharge de cet acquit-à-caution, les-
« dites quantités se trouvent replacées dans les conditions
« et sous le régime où elles étaient primitivement.

« Si, au contraire, les quantités restantes reçoivent une
« autre destination, s'il y a vente, abandon ou donation,
« les droits généraux doivent être payés ou garan-
« tis (1). »

Lors de l'Exposition française de Moscou, l'Administration décida que les ouvrages d'or et d'argent, expédiés à cette destination, ne seraient soumis, à leur sortie de France, ni à l'oblitération des marques légales antérieures, ni à l'apposition du poinçon d'exportation (2).

Enfin de grandes facilités sont le plus souvent accordées ou consenties, en faveur des exposants, pour le transport de leurs produits, sur les voies ferrées ou sur les paquebots de leur pays. — Parfois même, l'expédition de tous les envois d'une section étrangère est faite, intégralement ou partiellement, aux frais de son gouvernement. C'est presque toujours ainsi que les choses se passent, en France, lorsqu'il s'agit d'une exposition universelle (3).

Ces mesures, ces dispositions diverses, auxquelles pourrait être ajoutée l'indication de beaucoup d'autres,

(1) L'administration a donné, pour l'exécution de cette décision, des indications détaillées (V. Lettre commune de la Direction générale des Contributions indirectes n° 7.700, du 7 juillet 1860. — OLIBO, *Op. cit.*, vol. I, 41^e solution, pp. 29 et 30).

(2) Circulaire de la *Direction générale des Contributions indirectes*, du 28 mars 1891.

(3) C'est à la charge du Trésor que s'effectuèrent, notamment, les expéditions des sections françaises, aux expositions de Londres, en 1851 et 1862, — de Sydney, en 1879 (pour le transport par mer seulement), — de Chicago, etc...

témoignent de la ferme volonté, de la part des gouvernements, d'abaisser, en vue du plein succès des expositions universelles, toutes les barrières, de faire disparaître tous les obstacles qui pourraient nuire à l'entier développement de ces solennités internationales.

CHAPITRE IV

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET ARTISTIQUE

PREMIÈRE PARTIE. — INVENTIONS

SECTION PREMIÈRE

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

53. Le but essentiel des expositions internationales est de mettre en lumière les derniers progrès accomplis dans le monde entier, en réunissant, sous les yeux du public, les procédés les plus nouveaux, les produits manufacturés les plus perfectionnés, en un mot, les inventions les plus récentes et les plus remarquables. La large publicité, que ces universelles concentrations fournissent aux industriels de toutes nationalités, constitue pour eux un puissant encouragement, rendu plus efficace encore par l'attrait de récompenses très enviées.

Mais, à côté de l'avantage, il y a le danger. Cette publicité même est grosse de périls : précieuse, en tant qu'elle excite la curiosité et l'admiration des visiteurs, elle est, par contre, menaçante, en ce qu'elle est particulièrement propice aux entreprises de la concurrence déloyale. La contrefaçon, voilà l'ennemi qui guette tout exposant.

Contre cet ennemi, il faut qu'il soit armé : il y va du succès de l'exposition elle-même, aussi bien que de son propre intérêt ; car la crainte du danger, auquel il serait livré sans défense, l'emporterait, dans son esprit, sur l'attrait des avantages qui lui sont offerts.

Il faut donc que son invention soit protégée à l'Exposition.

Or, pour atteindre ce but, il faut qu'elle soit protégée dans le pays même où a lieu cette solennité industrielle. C'est là une nécessité ; car il est un principe commun à toutes les législations protectrices des inventions, principe en vertu duquel un brevet ne sauvegarde les droits de son titulaire que sur le territoire de l'Etat qui l'a octroyé ; le droit à la protection est, en effet, attaché, non à l'invention elle-même, mais au brevet, c'est-à-dire à un acte de l'administration.

54. Si, dans tous les Etats, les inventions étaient soumises à un régime uniforme, ils pourraient, de concert, assurer, dans tous, des effets légaux à un brevet délivré, une fois pour toutes, dans l'un d'entre eux. Cet accord serait particulièrement heureux, au point de vue des expositions internationales, puisque tout exposant étranger, breveté dans sa patrie (ou dans tout autre Etat), se trouverait, par là-même, protégé dans le pays où a lieu l'Exposition.

Mais on ne saurait prévoir, dans un avenir prochain, la réalisation de cette entente parfaite ; la législation internationale des brevets d'invention, dont la convention du 20 mars 1883 a posé les premiers jalons, est encore à l'état embryonnaire.

La condition essentielle et primordiale de cette unification est l'accord sur les principes mêmes qui doivent servir

de base à la protection des inventions. A cet égard, les plus graves divergences subsistent encore (1).

Il est, tout d'abord, un État, la Hollande, qui, après avoir été, l'un des premiers, doté d'une législation protectrice des inventions, en est aujourd'hui dépourvu ; sous l'influence du système, un moment en faveur, du *laissez faire*, et sous prétexte que les brevets sont une entrave à la liberté de l'industrie, le décret royal du 25 janvier 1817, qui tenait lieu de législation industrielle, a été abrogé le 1^{er} août 1869.

Aucun pays n'a suivi la Hollande dans cette voie : les inventions sont partout protégées. Les différentes lois intérieures se répartissent en deux groupes, qui sont guidés par des principes diamétralement opposés.

Les unes, fondées sur le droit naturel, reconnaissent que l'inventeur, d'une part, la Société, de l'autre, ont des droits sur toute découverte nouvelle, — le premier, parce que c'est son intelligence qui l'a mise au jour, — la seconde, parce que toute découverte ou invention utile (2) est une parcelle de la vérité, et que la vérité est le patrimoine commun de tous les hommes. Traitant, dès lors, avec raison, l'inventeur comme la personne qui découvre un trésor dans le fonds d'autrui, et la société comme le propriétaire de ce fonds, ces législations partagent entre eux le bénéfice de l'invention, attribuant à l'un une jouis-

(1) V. *Revue de droit international*, t. I, pp. 600 et s. M. H. GEOFROY, *Des brevets d'invention en droit international*, Paris, ROUSSEAU, éditeur, 1888, p. 6.

(2) L'idée d'*invention* (application nouvelle de vérités connues) est, il est vrai, distincte de l'idée de *découverte* (mise au jour d'une vérité inconnue) ; mais l'une et l'autre impliquent, en dernière analyse, un élément commun, une divulgation.

sance exclusive, mais temporaire, à l'autre une jouissance différée, mais qui sera perpétuelle. L'inventeur a sur son œuvre un droit de propriété *sui generis*, dont le brevet constitue le titre. Tel est le fondement, éminemment rationnel, des lois française (1), belge (2), italienne (3), espagnole (4).

Purement utilitaire est le point de vue des lois anglaise (5), américaine (6), allemande (7), autrichienne (8). « Dédaignant de rechercher le fondement du droit, et niant que ce droit soit primordial et conforme à la loi naturelle, elles ne s'inspirent que des nécessités du moment et s'efforcent de concilier les intérêts variables de l'industrie et du commerce avec les prérogatives qu'elles accordent à l'auteur d'une invention (9) ». Considérant que l'inventeur ne peut exploiter sa découverte sans la protection de la société, et que la Société ne peut en jouir sans la volonté de l'inventeur, elles ne lui confèrent, par l'octroi d'un brevet ou d'une patente, que le droit d'exploiter son invention, pendant un temps déterminé, à titre de rémunération pécuniaire du service rendu à la Société. Déduisant de ce principe une conséquence extrême, les lois alle-

(1) L. 5 juillet 1844.

(2) L. 14 mai 1834.

(3) L. 31 janvier 1864.

(4) L. 30 juillet 1878.

(5) L. 23 août 1883.

(6) L. 22 juin 1874. — DD. 1^{er} décembre 1879 et 1^{er} Mars 1886.

(7) L. 7 avril 1891, modifiant, sur quelques points seulement, la loi du 25 mai 1877 (V. la traduction et l'étude de cette loi, par M. LYON-CAEN, dans l'*Annuaire et le Bulletin de la Société de Législation comparée*, de 1878).

(8) L. 15 août 1852.

(9) M. H. GEOFFROY, *op. cit.*, p. 198.

mande et anglaise vont jusqu'à permettre à toute personne, au nom de l'intérêt général, d'exiger du breveté ou patenté, moyennant un prix convenable, la cession de son droit d'exploitation ; c'est le système des *licences obligatoires*.

De cette profonde divergence, quant au fondement même de la protection, découlent des différences importantes de réglementation, qui portent, notamment, sur le caractère de nouveauté exigé pour que l'invention soit brevetable, sur l'opportunité d'un examen préalable, sur la durée du privilège.

La conséquence pratique de ce défaut d'harmonie est la nécessité, pour l'inventeur, de remplir les conditions et d'observer les formalités spécifiées par la législation intérieure de chacun des Etats dans lesquels il veut se faire breveter.

Si sa situation est régulière, il a les mêmes droits qu'un national. C'est là un principe commun à toutes les législations, et, pour la première fois, expressément formulé par la loi française (art. 27) (1). L'obtention du brevet par un étranger n'est soumise à aucune restriction, à aucune condition de réciprocité ou de résidence.

55. La *Convention internationale* signée à Paris, le

(1) « La France, disait le rapporteur, s'est toujours montrée hospitalière et généreuse envers les autres nations. La première, elle a aboli le droit d'aubaine et admis les étrangers à jouir du bénéfice de ses lois. A plus forte raison, devait-elle ouvrir ses portes à celui qui vient lui apporter un tribut de découvertes nouvelles. Il était digne d'elle de donner l'exemple du respect pour le droit des inventeurs, sans distinction de nationalité, et d'élever la garantie pour les œuvres du génie à la hauteur d'un principe de droit public international. L'exercice du commerce et de l'industrie n'appartient-il pas, en effet, essentiellement au droit des gens ? »

20 mars 1883 (1), a confirmé les principes que nous venons de rappeler, en disposant, dans son article 2 : « Les citoyens ou les sujets de chacun des Etats contractants jouiront, dans tous les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention...., des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont, par la suite, aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal, sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque Etat. »

La Convention assimile aux citoyens des Etats contractants les personnes appartenant, par leur nationalité, à des pays non adhérents, qui ont leur domicile ou des établissements industriels et commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union (art. 3).

Cette disposition de l'article 2 a une double utilité : en premier lieu, elle impose aux Etats adhérents l'obligation de faire bénéficier les étrangers des avantages qu'ils accorderont, par la suite, à leurs nationaux (ce qui revient à dire, en particulier, que ceux qui, comme la Hollande, n'ont pas encore de législation protectrice des inventions, ne seront tenus, malgré leur adhésion, de délivrer des brevets aux étrangers, que du jour où ils auront comblé cette lacune) ; en second lieu, l'article 2 aura pour conséquence de faire disparaître certains désavantages qui

(1) Entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse. Depuis cette époque, la Turquie, la Grande-Bretagne, la Suède et la Norvège, la République de Saint-Domingue, la Tunisie sont entrées dans l'Union ; la République de l'Équateur, qui avait également notifié son adhésion, l'a retirée, quelques mois plus tard.

subsistent, dans quelques pays non adhérents, au détriment des étrangers, lorsque ces Etats entreront dans l'Union (1).

Tel est donc le principe fondamental : les inventeurs peuvent obtenir des brevets dans tous les pays qui en délivrent. Mais le défaut de nouveauté, — caractère dont la plupart des législations font une condition essentielle de la brevetabilité, — fait souvent échec à l'application de ce principe : si la découverte a été publiée, elle ne peut plus être brevetée (2).

Tel est, par exemple, le cas d'une invention déjà brevetée ou même d'une invention pour laquelle il a été simplement déposé une demande de brevet, si cette demande, comme c'est le cas le plus fréquent, contient la description de l'invention et a été rendue publique.

Mais cette circonstance d'un fait de publicité, spécialement d'un brevet antérieur ou d'une demande de brevet, n'a pas, dans tous les pays, la même portée ; les diverses

(1) Aux États-Unis, notamment, seuls les citoyens et les étrangers ayant un an de résidence et déclarant leur intention de se faire naturaliser, peuvent demander une *protection provisoire*, en déposant un *caveat*, ou description sommaire de l'invention, qui reste secret et assure un droit de priorité à l'inventeur jusqu'au jour de la *spécification définitive*, qui doit avoir lieu dans les deux années qui suivent.

En Allemagne, l'étranger, qui veut obtenir un brevet, doit avoir un représentant dans le pays.

La loi autrichienne fait de la réciprocité une condition de l'obtention d'un brevet par un étranger. (V. *Revue de droit international* 1883, p. 273, article de M. LYON-CAEN ; — H. GEOFFROY, *op. cit.*, pp. 93 et 94).

(2) Aux États-Unis, il existe, à cet égard, une disposition tout-à-fait originale : la nouveauté subsiste, si l'usage n'a pas commencé plus de deux ans avant le dépôt de la demande, et encore, dans ces deux années, ne doit-on pas compter la période des essais.

législations n'entendent pas, en effet, d'une manière uniforme les conditions de la nouveauté : les unes exigent que l'invention, pour laquelle un brevet est sollicité, n'ait été, dans aucun pays, l'objet d'une divulgation : telles sont les lois française, italienne, espagnole, belge ; — les autres se contentent d'une nouveauté relative, c'est-à-dire réputent nouvelle toute invention qui n'a pas été publiée ou exploitée dans les pays respectifs : à ce second groupe appartiennent les lois allemande, anglaise, autrichienne, suisse, c'est-à-dire, en général, celles qui sont inspirées d'une conception purement utilitaire.

Le système de la nouveauté relative a pour conséquence de faire du brevet, qui peut être obtenu pour une invention déjà publiée à l'étranger, une sorte de brevet d'importation qui sera le prix de la course.

Les fâcheuses conséquences de ce grave défaut d'harmonie varient donc suivant les pays où l'inventeur d'une découverte, déjà publiée à l'étranger, voudrait obtenir un brevet. Dans ceux où une nouveauté absolue est exigée, il est déchu de son droit à la protection légale, et, si un brevet lui est délivré, ce brevet est entaché de nullité. — Dans les Etats qui se contentent d'une nouveauté relative, cet inventeur conserve, sans doute, son droit au brevet ; mais il risque d'être devancé par un concurrent déloyal, qui s'empressera d'exploiter pour son compte la découverte qu'il aura pu copier à l'étranger ; l'inventeur sera déchu de son droit de priorité.

Par conséquent, l'inventeur qui voudrait, par exemple, obtenir un brevet, en France et en Allemagne, serait obligé de faire sa demande dans ces deux pays, simultanément, ou, tout au moins, dans un délai très court, pour éviter d'être déchu, en France, de son droit au brevet, ou, en Allema-

gne, de son droit de priorité, résultat, en définitive, identique, dans l'un et l'autre cas.

La Convention internationale a notablement atténué ce grave inconvénient, en disposant, dans son article 4, comme suit : « Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention..., dans un des Etats contractants, jouira, pour effectuer le dépôt, dans les autres Etats, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité, pendant les délais déterminés ci-après. En conséquence, le dépôt, ultérieurement opéré dans l'un des autres Etats de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit notamment par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation par un tiers... Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de six mois pour les brevets d'invention... Ils seront augmentés d'un mois pour les pays d'outre-mer (1) ».

On pourrait se demander si cet article est obligatoire même pour les États qui font de la nouveauté absolue une condition de la brevetabilité, en d'autres termes, si le dépôt d'une demande de brevet, effectué dans l'un des pays de l'Union, conserve, à la fois, le droit au brevet dans ceux de ces pays qui ont adopté ce dernier système et le droit de priorité dans ceux qui se contentent d'une nouveauté relative. Mais cette question n'a jamais été soulevée

(1) La Conférence de Madrid, en 1891 (4^e protocole non ratifié), a proposé d'appliquer la qualification d'outre-mer aux pays extra-européens et non riverains de la Méditerranée.

Il convient de rappeler ici la résolution suivante du Congrès de la *propriété industrielle*, en 1889 : « Pour faciliter à l'inventeur le moyen de faire garantir ses droits simultanément dans les divers pays, il est désirable qu'on lui accorde un délai de priorité d'un an, à partir du premier dépôt. »

et ne saurait l'être sérieusement ; car la Convention internationale de 1883, œuvre essentiellement pratique, n'avait pas à tenir compte de cette distinction théorique, et a été signée, en grande majorité, par des puissances exigeant la nouveauté absolue.

Il est à remarquer, d'ailleurs, comme le fait observer, avec raison, M. Martin Saint-Léon (1), que, pendant les délais impartis par l'article 4, le brevet, pris dans l'un des Etats contractants, ne confère pas à son titulaire, dans les autres Etats, un droit exclusif sur l'invention brevetée, mais seulement la faculté de demander un brevet, nonobstant toute divulgation.

Constatons, dès maintenant, que, parmi les faits de publicité, qui sont de nature à priver une invention du caractère de nouveauté, il faut particulièrement ranger l'exhibition dans une exposition.

De nombreuses divergences existent encore entre les différentes législations ; mais elles ne se réfèrent qu'accidentellement aux expositions internationales ; nous ne les rappellerons pas.

Nous avons brièvement résumé les principes de droit commun, interne ou international, qui régissent les inventions dans les pays étrangers, et, par là, indiqué, à grands traits, les diverses situations dans lesquelles pourraient se trouver ceux qui désirent prendre part à une exposition internationale. En règle générale, ils obtiendront un brevet dans le pays où elle se prépare ; mais des circonstances de fait pourront les empêcher d'être brevetés au moment où elle va s'ouvrir : nécessité, dès lors, pour l'Etat qui organise l'exposition, d'édicter, en leur faveur, une me-

(1) *Brevets d'invention*, p. 99.

sure spéciale de protection. — Mais les étrangers non brevetés ne sont pas les seuls qui méritent sa sollicitude : ceux-là même qui ont obtenu de cet Etat un brevet peuvent, en effet, par leur participation à l'Exposition, courir des dangers contre lesquels il est de son devoir de les prémunir : tel est le but d'une seconde catégorie de dispositions exceptionnelles.

C'est l'étude de ces mesures de faveur qui doit surtout nous occuper : dans les deux sections suivantes, nous examinerons successivement la condition de l'inventeur étranger, non breveté dans le pays de l'Exposition, puis la condition de celui qui s'y trouve breveté, — en nous plaçant, au moment où l'Exposition va s'ouvrir. En groupant nos observations par rapport à ces deux situations générales, nous rencontrerons — d'une part, l'application des règles de droit commun, consacrées tant par les principales lois intérieures que par la Convention internationale, — et, d'autre part, les différentes dispositions exceptionnelles, par lesquelles les lois et la Convention ont dérogré à ces règles, en faveur des expositions internationales.

SECTION II

INVENTION NON BREVETÉE DANS LE PAYS DE L'EXPOSITION.

Le défaut de brevet peut résulter, soit d'un obstacle de fait, soit d'un obstacle de droit ; en un mot, l'invention est ou n'est pas brevetable.

§ I. — Invention brevetable.

56. L'invention sera brevetable, notamment :

1^o Quel que soit l'État organisateur, si elle n'a été l'objet d'aucune divulgation ou exploitation ;

2^o Si, publiée à l'étranger, elle doit figurer à une exposition organisée dans un pays, où une nouveauté relative est suffisante pour que la demande de brevet soit recevable ;

3^o Si, ayant été l'objet, à l'étranger, d'une demande de brevet remontant à moins de six mois, elle est destinée à être exposée dans un pays qui exige une nouveauté absolue, mais qui fait partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle.

Quand s'ouvre l'Exposition, l'inventeur peut se trouver au milieu de ses essais, de ses études préparatoires. Il peut arriver aussi qu'au moment où expirent les délais fixés pour l'envoi des demandes d'admission, il n'ait pas pu ou n'ait pas voulu s'assurer le bénéfice des garanties légales, soit qu'il n'ait pas disposé du temps nécessaire pour obtenir un brevet dans le pays où s'organise l'Exposition, soit qu'il n'ait pas reçu de réponse à sa demande, soit enfin qu'il ne veuille pas acquitter les frais d'un brevet, parce que son œuvre ne le satisfait pas pleinement, ou que ses ressources ne lui permettent pas de les avancer.

57. Il est de l'intérêt général, comme de son intérêt personnel, que son œuvre ne soit pas écartée.

Il n'hésitera pas, cependant, à s'abstenir de toute participation, si aucune mesure de faveur n'est édictée en

prévision de ces diverses situations ; car la divulgation de son invention l'exposerait à deux graves dangers.

Il est clair, tout d'abord, que l'œuvre, livrée, dans ces conditions, à une aussi éclatante publicité, serait une proie désignée à la contrefaçon.

Une exposition constitue, au premier chef, un mode de divulgation et même d'exploitation. « L'exhibition, dans un concours public, fait justement remarquer M. Pouillet (1), a pour but de mettre le public à même de connaître et d'étudier les inventions récentes. Dès lors, comment admettre que le fait d'avoir figuré à une exposition ne soit pas constitutif de la publicité légale ? Il faudrait un concours de circonstances bien exceptionnel pour qu'il en fût autrement ». Par conséquent, une invention qui a été exposée a cessé, par cela même, d'être nouvelle et ne peut plus être brevetée. Toutefois, le droit au brevet n'est perdu que dans le pays de l'Exposition et dans les Etats qui exigent une nouveauté absolue.

En France, spécialement, l'article 31 de la loi du 5 juillet 1844 s'exprime ainsi : « Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée ». Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute sur l'exactitude de l'interprétation, en vertu de laquelle est considérée comme constituant un mode de publicité l'exhibition dans une exposition. Le rapporteur de la loi dit, en effet, à l'occasion de l'article 31 du projet : « La généralité de ces termes *embrasse tous les modes de pu-*

(1) *Brevets d'invention*, n^{os} 396 et 397.

blicité, soit que cette publicité résulte de l'usage qui aurait été fait de l'invention, soit qu'elle provienne de la publication des procédés ou de tout autre mode, tel que l'exhibition dans une exposition publique ». La jurisprudence s'est toujours prononcée en ce sens (1).

L'article 5 de la loi espagnole et l'article 3 de la loi italienne sont conçus et s'interprètent comme l'article 34 de la loi française.

L'exhibition dans une exposition internationale quelconque rend donc toute demande de brevet irrecevable dans ces trois pays.

En Allemagne, en Autriche, en Angleterre, au contraire, par application du principe formulé plus haut, le caractère de nouveauté n'est effacé que si l'invention a figuré dans une exposition organisée dans le pays même.

Aux États-Unis, le fait d'exposer un objet brevetable ne fait pas perdre à l'inventeur son droit de priorité.

La gravité de la déchéance varie donc suivant la législation de l'État, sur le territoire duquel s'ouvre l'exposition internationale. Mais, quel que soit cet État, la conséquence *minima* de l'exhibition est d'y rendre impossible l'obtention d'un brevet. Tel est le second danger que courrait l'exposant d'une œuvre brevetée.

Ainsi, impunité de la contrefaçon, d'une part, et, de l'autre, déchéance du droit au brevet dans le pays de l'Exposition, voilà le sort qui lui serait réservé. Ces deux inconvénients sont, d'ailleurs, solidaires l'un de l'autre; en un mot, l'inventeur serait désarmé, dans le présent et dans l'avenir, contre la fraude.

(1) V. notamment : Cass. 2 nov. 1852 et 8 avril 1854 ; — Bordeaux, 25 juin 1867, S. 68. 2. 221.

Une pareille situation, dangereuse, à la fois, pour les inventeurs et pour les expositions, ne pouvait manquer d'éveiller la sollicitude des gouvernements, aussi bien de ceux qui se contentent, pour la brevetabilité des inventions, d'une nouveauté relative, que de ceux qui exigent une nouveauté absolue.

Le remède est dans une protection temporaire. Cette mesure de faveur est, d'ailleurs, justifiée par un sentiment de convenance : un gouvernement qui invite les inventeurs de tous les pays à venir communiquer au monde entier le résultat de leurs labeurs, ne se doit-il pas à lui-même d'exonérer des frais, parfois très lourds, qu'entraîne l'obtention d'un brevet, ceux dont le concours rehaussera l'éclat et l'intérêt de l'entreprise qu'il prépare ? Il est donc juste qu'il promette, à un prix modique ou même gratuitement, une protection provisoire aux inventeurs dont la découverte n'est pas encore brevetée dans cet Etat.

Protection temporaire

L'institution de cette protection spéciale est nécessaire à toutes les expositions et à tous les exposants, nationaux ou étrangers ; mais elle n'est entrée dans la pratique législative que depuis l'inauguration des expositions internationales.

Examinons : 1^o les développements successifs de la nouvelle institution ; 2^o son caractère et les conditions dans lesquelles elle fonctionne ; 3^o les formalités prescrites pour en obtenir le bénéfice ; 4^o ses effets.

A. — *Développements successifs.*

58. Le principe d'une protection provisoire fut affirmé, dès la première exposition internationale, en 1851, par l'Angleterre.

La France la suivit dans cette voie.

Le règlement général de l'Exposition universelle de 1855 (1) décida que les exposants non brevetés pourraient se faire délivrer, par la Commission impériale, un certificat qui aurait pour effet de conjurer le double péril que nous avons signalé : d'une part, en les relevant de la déchéance encourue par l'envoi de leurs œuvres à l'exposition, et, de l'autre, en leur garantissant, pendant un an, la propriété de leurs inventions.

Ces dispositions, purement réglementaires, furent sanctionnées par la loi du 2 mai 1855, qui ouvrit à plus de 500 inventeurs les portes du Palais de l'Industrie. Le certificat provisoire, qui devait être demandé dans le premier mois de l'exposition, était accordé, après une sorte d'examen ; les effets en rétroagissaient au jour de l'admission.

Le succès de cette première expérience provoqua, en 1867, le vote d'une loi semblable, promulguée le 3 avril, dont les résultats furent encore plus probants.

Aussi, en prévision des expositions qui allaient se succéder dans les départements (notamment de celle du Havre, en 1868), et pour consacrer, une fois pour toutes, la nouvelle institution, parut-il nécessaire de substituer à ces mesures temporaires des dispositions définitives ; ce fut l'objet de la loi du 23 mai 1868, dont les articles repro-

(1) Art. 53 à 67.

duisent ceux des deux lois précédentes, avec quelques modifications secondaires.

Le projet souleva de très vives critiques, au Corps législatif. M. Marie le combattit vivement (1) ; il lui reprochait d'avoir un caractère tout à fait exceptionnel et d'être en contradiction avec les principes fondamentaux de la législation des brevets. Assurer la garantie de l'Etat à l'inventeur, reconnaître son monopole, avant qu'il ait demandé un brevet, qu'il ait légalement défini et revendiqué son invention, c'est, font observer les adversaires de la loi de 1868, déroger à l'article 31 de la loi de 1844, qui frappe de nullité tout brevet relatif à une invention divulguée avant le dépôt de la demande, c'est méconnaître, en un mot, l'économie de la loi.

Malgré ces objections, le projet fut voté. Les Chambres voulurent favoriser les expositions. Ces reproches reposent, ce semble, sur des considérations abstraites, qui ne sauraient prévaloir sur les intérêts que la loi de 1868 a eu pour but de sauvegarder. Ce n'est pas méconnaître une règle que d'y déroger, en vue de circonstances exceptionnelles. Le principe qui domine, d'ailleurs, la théorie des brevets d'invention, c'est la protection des inventeurs : n'est-ce pas s'inspirer de l'esprit du législateur de 1844, fait justement observer M. A. Rendu (2), que d'édicter des mesures spéciales de protection, à l'occasion d'un genre de manifestations, qui sont devenues si utiles au progrès industriel (3).

(1) M. POUILLET, *op. cit.*, n° 544, s'est fait l'écho autorisé de ces critiques. — V. aussi M. RUBEN DE COUDER, V°. *Brevets d'invention*, n° 702, — M. ALLART, *Brevets d'invention*, n° 136.

(2) *L'Exposition de 1878 et les inventions*, Paris, Sagnier.

(3) V. la discussion de la loi : *Moniteur officiel*, 18 mai 1868.

La loi définitive de 1868 a donc logiquement succédé aux prescriptions temporaires de 1855 et de 1867 ; car il eût été étrange de voter une loi exceptionnelle et provisoire pour chaque exposition universelle, alors que le retour périodique de ces grandes assises est devenu un fait normal et régulier.

L'Autriche, à son tour, en vue de l'Exposition universelle de Vienne, a consacré le principe de la protection provisoire, et, dans sa loi du 13 novembre 1872, a reproduit, à peu près, les dispositions de notre loi de 1868. — En 1883, lors de l'Exposition internationale d'électricité, préparée à Vienne, une loi analogue fut promulguée, le 28 février.

A la suite de l'enquête, qui a préparé la loi allemande du 25 mai 1877 (modifiée sur quelques points par la loi du 7 avril 1891), M. Siemens avait proposé de décider, conformément au projet de loi anglais de 1876, que des objets, non brevetés en Allemagne, pourraient être placés dans une exposition internationale, sans que cette exhibition pût empêcher la délivrance ultérieure de brevets valables, au moins pendant un délai de six mois à partir de l'ouverture de l'exposition. Cette idée n'a pas été adoptée.

Mais ce système a été consacré par la législation suédoise. L'article 3 de la loi du 16 mai 1884 (1), après avoir posé le principe de la nouveauté absolue, édicte la restriction suivante : « Toutefois, la publication d'une invention dans un imprimé, par une autorité étrangère chargée de délivrer les brevets, — *ou le fait que cette invention aura figuré dans une exposition internationale*, ne fera pas obstacle à la délivrance du brevet, si la demande en est

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, p. 641.

faite dans les six mois qui suivront la publication ou l'ouverture de l'Exposition. »

Cette clause, très heureuse, qui n'a été reproduite par aucune autre législation, présente un triple avantage : elle a, d'abord, le mérite de faire partie intégrante de la loi organique des brevets d'invention, ce qui lui enlève jusqu'à l'apparence d'une dérogation, en la rattachant étroitement à l'économie générale de cette loi, et lui assure un caractère permanent ; — un second avantage résulte de ce fait que la protection temporaire est accordée, de plein droit, et indépendamment de toute demande ; — enfin, et c'est ce qui fait la supériorité incontestable du système suédois, cet article est conçu dans les termes les plus généraux, de manière à faire bénéficier, tout à la fois, de l'immunité qu'il édicte, d'une part, les étrangers qui participent à une exposition suédoise et, d'autre part, les nationaux qui envoient leurs inventions, non brevetées, à une exposition étrangère ; c'est, d'ailleurs, ce dernier résultat qu'a voulu principalement atteindre le législateur suédois, les expositions internationales étant un fait relativement rare en Suède. Ce système tranche, ce semble, de la manière la plus satisfaisante, la question de la protection provisoire ; il est à désirer qu'il soit adopté par tous les États et forme, sur ce point, la base de l'entente internationale : la plupart des inconvénients et des difficultés que nous aurons à signaler seraient ainsi évités.

59. La Convention du 20 mars 1883 ne pouvait ne pas se prononcer sur l'importante question qui nous occupe. L'article 11 de cette Convention donne au principe de la protection provisoire des inventions une portée internationale. En voici les termes : « Les hautes parties contractantes s'engagent à accorder une protection temporaire

aux inventions brevetables..., pour les produits qui figurent aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues. »

Malheureusement la rédaction de cet article laisse planer un doute qui en restreint gravement l'efficacité.

La difficulté à résoudre est celle-ci : lorsqu'une exposition internationale est organisée dans l'un des États contractants, la protection provisoire doit-elle être accordée par les autres États de l'Union, ou bien uniquement par l'État organisateur ? En d'autres termes, le certificat provisoire, délivré par cet État, doit-il être sanctionné par les autres puissances signataires de la Convention et conserver son droit de priorité à l'inventeur sur tout le territoire de l'Union ?

L'intérêt de cette question est considérable. Si c'est l'interprétation restrictive qui doit être admise, cette disposition tend un véritable piège à l'inventeur : en exhibant son œuvre, il compromettrait son droit au brevet dans les pays où la nouveauté absolue de l'invention est exigée, et son droit de priorité, dans ceux où il n'est pas tenu compte des faits de divulgation survenus à l'étranger ; car rien n'empêcherait des concurrents peu scrupuleux de faire breveter, en leur nom, dans ces pays, l'invention qu'ils auraient pu copier à l'Exposition. Or, pour éviter ces déchéances, l'exposant devrait effectuer le dépôt prescrit par l'article 4 de la Convention. Dès lors, quelle serait l'utilité, à son égard, de l'art. 11 ? La seule efficacité de ce texte consisterait à conserver son droit au brevet dans le pays où a lieu l'Exposition.

La question n'intéresse pas seulement les inventions tardives ; la protection provisoire est nécessaire aussi pour encourager les inventeurs pauvres. Ce serait pour ces der-

niers un bienfait de pouvoir obtenir simultanément cette protection dans tous les Etats. « Ils ne peuvent, fait très justement remarquer M. Clunet (1), prendre immédiatement des brevets dans tous les pays, où leur invention est susceptible d'une application fructueuse;... car, sans compter les taxes légales, ils ne pourraient se passer de l'entremise d'une agence de brevets, et les frais qui en résultent sont trop lourds pour leur bourse, déjà mise à une rude épreuve pendant l'élaboration de l'invention. Si la protection temporaire était accordée dans tout le territoire de l'Union, les inventeurs pourraient, sans danger, faire connaître leur œuvre avant d'avoir fait des frais pour lui assurer la protection de la loi. Il leur serait facile de se rendre compte de la valeur de leur invention, et ils seraient bien placés pour la vendre ou, du moins, choisir, en connaissance de cause, les pays où ils veulent la faire breveter. Les expositions internationales, auxquelles on reproche parfois de n'être que de splendides étalages, plus appropriés à la réclame qu'à l'instruction des visiteurs et aux progrès de l'industrie, prendraient ainsi le caractère de marchés aux inventions et gagneraient une importance toute nouvelle pour le monde industriel. »

Il faudrait donc que la protection provisoire, accordée par l'un des Etats contractants aux inventeurs participant à une exposition internationale organisée sur son territoire, fût efficace dans tous les Etats de l'Union, « comme si cette Union ne formait qu'un seul et grand pays ». Recherchons quelle est, en réalité, la portée de l'art. 11.

Ce qui frappe, tout d'abord, c'est l'ambiguïté de la ré-

(1) *Journal du dr. intern. privé*, 1886, p. 688.

daction ; pris en lui-même, ce texte laisse le champ libre à la controverse, puisqu'il se borne à disposer qu'une protection provisoire devra être accordée par les Etats contractants aux inventions brevetables, qui figureront dans les expositions internationales organisées par eux. Il est donc nécessaire d'interroger les travaux préparatoires.

Les comptes-rendus du premier Congrès international de la propriété industrielle, tenu à Paris, en septembre 1878, sont à consulter. C'est, en effet, dans les travaux de ce Congrès qu'il faut rechercher les origines de la Convention de 1883. Cette assemblée, après avoir adopté le principe de la protection temporaire pendant les expositions internationales, a voté une résolution complémentaire, signée des noms les plus autorisés et dont voici les termes : « La protection provisoire, accordée aux inventeurs et auteurs industriels qui prennent part aux dites expositions internationales, devrait être étendue à tous les pays qui sont représentés à ces expositions ».

Ce vœu a-t-il obtenu l'adhésion des délégués qui ont pris part à l'élaboration de la Convention de 1893 ? Il y a de fortes raisons d'en douter. Le silence de l'art. 41, à cet égard, n'est-il pas significatif ?

Cependant, un journal de Gand (1), reproduisant l'étude très substantielle de M. Clunet, aux conclusions de laquelle nous nous rallions pleinement, l'a fait suivre de quelques réflexions critiques, destinées à justifier une large interprétation de l'art. 41. Pour en expliquer le lacunisme, l'auteur de ces observations prétend que, si la disposition du Congrès de 1878 n'a pas été reproduite par la Convention de 1883, « c'est très probablement parce que

(1) *Le Commerce et l'Industrie*.

la commission permanente, chargée par le Congrès de provoquer la réunion d'une Conférence diplomatique, a pensé qu'elle découlerait tout naturellement du principe général, dès que ce principe serait inscrit dans un pacte international ». On aurait donc jugé inutile de déclarer que l'obligation, édictée par notre article, s'étendrait simultanément à tous les pays de l'Union ; l'explication n'est guère satisfaisante, et, d'ailleurs, comme le laisse entendre l'appréciation même que nous venons de citer, purement hypothétique.

Le Congrès de 1878 exerça, nous l'avons dit, une réelle influence sur la préparation de la Convention de 1883. Mais de là, fait remarquer M. Clunet, à prétendre que les dispositions de la Convention puissent être interprétées par les décisions du Congrès, il y a loin.

Le Congrès de 1878, voulant faire une œuvre parfaite et définitive, préparer, à ses yeux, la meilleure loi internationale sur la propriété industrielle, avait fait abstraction des législations des différents pays. L'intention était excellente, mais d'une réalisation difficile ; l'unification des lois sur ce sujet est une œuvre de longue haleine, qui exige le concours du temps. Aussi, quand le Gouvernement français, pour remplir le mandat, qu'il avait accepté, de travailler à l'élaboration d'une entente, voulut soumettre un avant-projet de convention aux Gouvernements étrangers, dut-il renoncer à s'approprier le projet de la Commission permanente du Congrès ; car l'adoption de ce projet eût nécessité un remaniement profond des législations existantes. Après deux modifications successives, ce document ne fut présenté aux puissances que sous la forme d'un programme, limité à des questions générales. On peut juger par là du danger qu'il y aurait à interpréter le

texte de la Convention de 1883, à l'aide des résolutions adoptées par le Congrès de 1878.

La discussion qui se produisit, à la Conférence préparatoire de 1880, au sujet de la rédaction de l'article 11, confirme l'exactitude d'une interprétation restrictive, celle qui n'impose qu'à l'État qui organise ou patronne l'Exposition, l'obligation d'accorder une protection temporaire. Le texte de l'art. 11 n'est, en effet, que la reproduction, quant à ce, de l'avant-projet.

Le délégué de l'Italie (1) avait proposé une autre rédaction, ainsi conçue : « Les auteurs des inventions brevetables, qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, auront, après une notification faite au Bureau international, un délai de deux mois après la clôture de l'Exposition, pour faire le dépôt des demandes de brevets..., conformément à l'article 4. » A l'appui de cet amendement, son auteur faisait remarquer que les expositions universelles, étant des faits internationaux, nécessitaient une protection égale dans tous les pays. En déterminant, pour le dépôt prescrit par l'article 4, un délai uniforme dans tous les États de l'Union, cette proposition laissait implicitement entendre que tous ces États étaient tenus d'accorder une protection provisoire aux exposants non brevetés. « L'adoption de cet amendement, fait observer M. Clunet, aurait dispensé les divers pays de faire des lois sur la matière ; pour chaque cas particulier, le gouvernement, patronnant l'Exposition internationale, aurait pris un arrêté indiquant le commencement de la protection temporaire et les conditions à remplir

(2) M. INDELLI.

pour en profiter : tout le reste aurait été réglé par la Convention ».

Mais on objecta que l'art. 11 posait un principe général, dont il fallait laisser à chaque Etat le soin de déterminer le mode d'application.

Dans tout le cours de la discussion, si personne n'a dit que la protection provisoire n'était due que par le pays où l'exposition avait lieu, il n'a pas été dit davantage qu'elle fût due par tous les États de l'Union. Le contraire semble résulter d'un passage du rapport de la Commission spéciale à la Conférence de 1883. Le délégué des Pays-Bas (1) insista sur ce que « les inventions n'étant plus protégées en Hollande, son gouvernement ne saurait être en mesure de se conformer à la prescription de l'art. 11, avant que la matière fût réglée, à titre général, par une loi ». Les délégués de la Suisse adhérèrent à cette réserve (2), dont il fut donné acte. « On comprend, en effet, disait le rapporteur du projet de convention (3), qu'un pays qui ne possède pas de loi générale sur les brevets d'invention, ne puisse en faire une pour protéger temporairement les inventions brevetables figurant aux expositions... D'autre part, ajoutait-il, il est peu probable qu'une autre exposition internationale succède, dans un bref délai, à celle qui va s'ouvrir à Amsterdam ; dès lors, le Gouvernement néerlandais aurait pu peut-être accepter l'article 11, certain qu'il n'aurait pas occasion de l'appliquer. » Cette dernière phrase, notamment, ne montre-t-elle pas clairement que,

(1) M. VAN DER LOEFF.

(2) La loi helvétique sur les brevets d'invention ne date que du 29 juin 1888. Cette réserve fit l'objet d'un protocole spécial.

(3) M. JAGERSHMIDT.

dans l'esprit des délégués, la protection temporaire n'est due que dans le pays où a lieu l'Exposition ?

M. Weiss (1) estime pourtant que les principes généraux de la Convention internationale suffisent à justifier une large interprétation de l'art. 11. L'art. 2 « stipule, dit-il, que les sujets de chacun des États de l'Union jouiraient, dans tous les autres, « des avantages que les lois « respectives accordent actuellement ou accorderont, par « la suite, aux nationaux », ce qui reviendrait à dire qu'étant protégé dans un État de l'Union, un inventeur est protégé dans tous, « à la condition de remplir, dans chaque « État, les formalités légales. » Mais, répondrons-nous, ce principe général est le plus souvent inapplicable, en matière de protection temporaire, parce que les États possédant une législation définitive, à ce sujet, sont rares, et que tous ceux qui en sont dotés, la France notamment, n'accordent cette protection qu'à l'occasion des expositions organisées sur leur propre territoire : c'est ce qui ressort de l'art. 1^{er} de la loi française du 23 mai 1868, qui vise le cas d'une exposition « *autorisée par l'Administration* », et attribue la délivrance des certificats au préfet ou au sous-préfet, « *dans le département ou l'arrondissement duquel cette exposition est ouverte* ». L'art. 2 de la Convention ne saurait donc être invoqué à l'effet d'obtenir un certificat provisoire, en France, par les inventeurs étrangers, qui désirent participer à une exposition organisée dans un État autre que le leur, ferait-il même partie de l'Union, puisque les Français placés dans une semblable situation ne peuvent le demander. L'An-

(1) V. Pandectes française, V^o. *Propriété littéraire*, n^o 4167.

gleterre, comme nous le verrons, admet une règle différente (1).

60. Lors de la Conférence tenue à Rome, du 29 avril au 11 mai 1886 (2), les délégués français se préoccupèrent de provoquer un commentaire officiel de l'art. 11. Après des débats animés, ils parvinrent, sans modifier la Convention de 1883, à faire adopter des articles additionnels ; l'art. 6, § 1, est ainsi conçu :

« La protection temporaire, prévue par l'art 11 de la Convention, consiste dans un délai de priorité s'étendant, au minimum, à six mois, à partir de l'ouverture de l'Exposition, et pendant lequel l'exhibition, la publication ou l'emploi, non autorisé par l'ayant droit, de l'invention ainsi protégée, ne pourront empêcher celui qui a obtenu ladite protection temporaire de faire valablement, dans ledit délai, la demande de brevet nécessaire pour s'assurer la protection définitive dans tout le territoire de l'Union. »

Cette modification était d'autant plus désirable que l'amendement qu'avait présenté, à la Conférence de 1883, le délégué italien, avait été retiré par lui, à raison d'une

(1) V. sur cette controverse, l'intéressant article de M. CLUNET, *Journal du dr. intern. priv.*, 1886, *loc. cit.* — V. aussi M. J. Lucien BRUN, *Des marques de fabrique et de commerce en droit français, droit comparé et droit international*, Lyon, Waltener, 1894, nos 284 et s.

(2) Tous les États de l'Union, sauf la République dominicaine, le Guatemala, le Salvador, ce sont fait représenter à la conférence de Rome. D'autre part, sept nouveaux États y envoyèrent des délégués ; ce sont : l'Allemagne, les États-Unis, le Luxembourg, le Mexique, le Paraguay, la Roumanie et l'Uruguay ; ces délégués prirent part aux discussions, mais ne votèrent pas. — V. le compte rendu des séances, *Archives diplomatiques*, 1886, pp. 27 et s.

difficulté de détail concernant les délais. Mais cette disposition réglementaire ne fut pas acceptée par les puissances.

La question fut reprise à la Conférence de Madrid (1-14 avril 1890) (1). L'entente ne put encore s'établir. On dut diviser l'ensemble des dispositions présentées en quatre projets distincts, chaque Etat restant libre d'adhérer à l'un ou l'autre seulement, sans être tenu de les accepter tous. Il se forma ainsi des *Unions*, dites *restreintes*, entre certaines des puissances contractantes, conformément à l'art. 15 de la Convention de 1883, cette dernière restant en vigueur et continuant à régir, sur les points spéciaux discutés à Madrid, les rapports entre les pays qui n'adhéraient pas à ces nouvelles dispositions.

Chacun de ces projets fut l'objet d'un protocole spécial, soumis à la ratification des gouvernements représentés à la Conférence. Le quatrième de ces protocoles, relatif à l'interprétation et à l'application de la Convention de 1883, fut repoussé par les principaux pays industriels : l'Angleterre, la Belgique, les Etats-Unis, la France, l'Italie, la Suède et la Norwège. Cet échec est dû à l'interprétation, donnée par ce texte, du mot *exploiter*, employé dans l'art. 4 de la Convention. L'art. 6 de ce protocole, non ratifié, reproduit textuellement les deux paragraphes de l'art. 6 du règlement, également non ratifié, de la Conférence de Rome.

61. Le grave *desideratum*, que suggère l'art. 11 de la Convention, subsiste donc, et motive les hésitations des inventeurs. Il faut souhaiter que les principaux Gouvernements parviennent prochainement à s'entendre sur

(1) Les États représentés étaient : la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les États-Unis, la France, le Guatemala, l'Italie, la Norwège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

cette question, éminemment internationale, de la protection des inventions aux expositions.

La plupart des États contractants, qui ont organisé ou patronné des expositions internationales, depuis 1883, ont tenu l'engagement énoncé dans l'art. 11.

L'ambiguïté de l'art. 11 n'a pas moins, comme on devait s'y attendre, amené des divergences d'application.

Les uns ne se considèrent liés qu'envers les inventeurs exposant sur leur propre territoire; les autres accordent la protection provisoire pour les inventions non brevetées, figurant à toute exposition internationale organisée sur le territoire de l'Union.

En France, l'art. 11 de la Convention n'a nécessité aucune mesure spéciale, puisque la loi du 23 mai 1868 règle, d'une manière permanente et générale, la protection provisoire des inventions aux expositions. A l'occasion de chaque exposition universelle, le Règlement général et un arrêté ministériel en rappellent et confirment l'application. La protection n'est accordée qu'en faveur des expositions françaises.

Le Gouvernement belge a édicté la protection provisoire pour les Expositions universelles d'Anvers, en 1885 et 1894, et de Bruxelles, en 1888. Les arrêtés des 31 juillet 1884, 24 avril 1888 et 25 septembre 1893, sont la reproduction, à peu près littérale, de la loi française. En procédant ainsi, par arrêté spécial, à l'occasion de chaque exposition internationale ouverte sur son territoire, la Belgique montre clairement qu'elle ne se considère liée qu'à l'occasion des expositions qu'elle organise (1).

(1) V. l'arrêté du 24 avril 1884, dans le *Journal du dr. intern. privé*, 1884, pp. 566 et s.

Le décret royal espagnol du 16 août 1888, n'a pas le caractère temporaire des arrêtés belges, mais, comme eux, ne vise que des expositions ouvertes sur le territoire national. Toutefois, l'ordonnance du 29 août 1888, rendue pour l'exécution de ce décret, paraît admettre la thèse contraire, dans son art. 5, qui dispose qu'il devra être donné avis immédiat au Bureau international, des certificats accordés.

L'Angleterre adopte ouvertement cette interprétation. Le *Journal Officiel du Bureau des brevets de la Grande-Bretagne* publia une ordonnance, du 17 novembre 1888, qui rendit applicable à l'Exposition universelle de Paris, en 1889, les dispositions des art. 33 et 57 de la loi du 23 août 1883 sur les brevets, dessins et marques de fabrique. Ces articles disposent, en substance, que la publicité résultant de la présence d'une invention brevetable à une exposition du Royaume-Uni, n'empêche pas l'auteur de cette invention d'obtenir ultérieurement la protection légale. Mais ce n'est qu'une loi de 1886 qui a élargi la portée des articles précités, en accordant à la Reine la faculté d'en étendre l'application, par une ordonnance rendue en conseil privé, aux expositions internationales de l'étranger. L'ordonnance du 17 novembre 1888 est intéressante, en ce qu'elle montre comment l'administration britannique comprend l'article 11 de la Convention (1).

Jusqu'à ce jour, la loi suisse, sur les brevets d'invention, est la seule qui accorde la protection temporaire aux produits figurant à une exposition organisée dans un pays admettant la réciprocité.

(1) *Journal de la propriété industrielle*, de Berne, 1885, pp. 92 et 94 ; — 1889, p. 13 ; M. POUILLET, *Op. cit.*, n° 532 bis.

Signalons enfin, aux États-Unis, la loi du 6 avril 1892, promulguée, en exécution de l'art. 11, pour protéger les inventeurs étrangers, à l'Exposition de Chicago.

B. — *Caractère et conditions d'obtention de la protection temporaire.*

62. Une clause internationale, relative à la protection, aux expositions, des inventions non brevetées, ne pouvait que poser le principe de la garantie nécessaire pour conserver le droit au brevet, et devait laisser aux États contractants le soin de régler librement, et suivant les principes admis par eux, les modes d'application.

Tel est le caractère de l'art. 11 de la Convention de 1883.

Le sixième article additionnel, adopté par la Conférence de Rome et reproduit par le 4^{me} protocole de la Conférence de Madrid, dispose que la protection temporaire, prescrite par la Convention, « consiste en un délai de priorité s'étendant, au minimum, jusqu'à six mois à partir de l'ouverture de l'Exposition », et que « ces délais sont indépendants de ceux mentionnés à l'article 4 de la Convention (1) ». Ce texte stipule enfin que « la susdite protection temporaire n'aura d'effet que si, pendant sa durée, il est présenté une demande de brevet..., en vue d'assurer à l'objet, auquel elle s'applique, la protection définitive, dans un des États contractants ». Ce texte n'ayant pas reçu la ratification des puissances ne les oblige, bien entendu, en aucune manière. Mais, en fait, sauf en ce qui touche l'extension à tout le

(1) Le 4^e protocole de la Conférence de Madrid emploie les mots « s'ajoutent à », dont le sens est équivalent.

territoire de l'Union, ces règles sont celles qu'édicte la plupart des législations intérieures ; car elles ont presque toutes pris pour modèle la loi française ; or, ce sont les principes de cette loi qui ont inspiré les dispositions non encore ratifiées.

La combinaison de l'art. 4 et de l'art. 11, ainsi interprétés, de la Convention de 1883 aurait une très heureuse conséquence : l'auteur d'une invention, citoyen d'un Etat contractant, qui la fait figurer à une exposition internationale organisée dans un pays faisant partie de l'Union, et qui demande une protection provisoire, pourrait conserver, dans ce pays et dans tout autre Etat de l'Union ayant une législation relative aux inventions, son droit au brevet, durant un délai d'un an à compter du jour de l'ouverture de l'Exposition, les six premiers mois lui étant impartis par l'article 11, interprété par l'article 6 du 4^{me} protocole de Madrid, et les six derniers, par l'article 4 (1). — Chaque Etat serait, d'ailleurs, libre d'accorder une plus longue durée à la protection provisoire ; c'est ce qu'énonce le § 1^{er}, *in fine*, de l'article 6 précité, commentant l'expression *au minimum*, qui se trouve au début de l'article.

63. La loi française du 23 mai 1868 est beaucoup plus large. Au lieu d'avoir comme point de départ le jour de l'ouverture de l'Exposition, pour expirer avec le sixième mois, la protection provisoire, aux termes de l'article 2 de cette loi, remonte au jour de l'admission de l'invention à l'Exposition, et s'étend jusqu'à la fin du troisième mois, qui en suit la clôture.

(1) Pour que ce délai fût d'une année entière, il faudrait que la demande de brevet eût été déposée, le dernier jour des premiers 6 mois.

En Angleterre, la durée de la protection est plus restreinte. Aux termes de l'article 39 de la loi de 1883, sur les patentes, dessins et marques de fabrique, « l'exhibition d'une invention à une exposition industrielle nationale ou internationale, certifiée telle par le Département du commerce, ou la publication d'une description pendant la durée de l'Exposition, ou l'exploitation de l'invention, pour les besoins de l'Exposition, par une personne quelconque, dans un autre lieu, à l'insu ou sans le consentement de l'inventeur, ne portent pas préjudice au droit de l'inventeur ou de son représentant légal, de demander et d'obtenir la protection provisoire et une patente pour son invention », si l'inventeur déclare au contrôleur général son intention d'exposer et s'il présente une demande de patente, au plus tard, dans les six mois qui suivent l'ouverture de l'Exposition.

En Suède, avons-nous vu, la durée de la protection est également de six mois à partir de l'ouverture.

Les autres États qui ont réglé, par des lois ou des arrêtés temporaires ou définitifs, la même question, en exécution de l'article 44 de la Convention, notamment la Belgique et l'Espagne, se sont inspirés de la loi française.

La protection provisoire a donc le caractère d'une prolongation de la durée normale du brevet. Il serait, nous semble-t-il, plus logique et plus juste de faire entrer rétroactivement la durée de cette protection dans la durée même du brevet. En France, cette prolongation est d'une année entière, si la période d'admission commence trois mois avant l'ouverture de l'Exposition, si celle-ci reste ouverte six mois et si enfin l'exposant ne demande pas un brevet avant l'expiration de la protection temporaire, c'est-à-dire avant la fin du troisième mois qui suit la clôture, de telle

sorte que l'inventeur jouit, dans ces conditions, de la protection légale pendant seize ans, au lieu de quinze, qui est la durée normale des brevets en France (1).

64. La protection provisoire n'est prévue par l'art. 41 qu'à l'occasion des expositions internationales *officielles* ou *officiellement reconnues*. Les gouvernements ne pouvaient s'engager qu'à l'égard des expositions présentant ce caractère.

Pour l'application de ce texte, il faut donc, en premier lieu, qu'une exposition soit internationale ; en d'autres termes, il faut qu'elle soit, d'une manière générale, ouverte aux étrangers. Par conséquent, la protection provisoire n'est pas due, en vertu de l'article 41, par les États contractants, aux étrangers qui, par mesure individuelle et exceptionnelle, sont admis à participer aux expositions nationales ; sont également en dehors de l'application de ce texte les expositions exclusivement étrangères, comme l'Exposition française de Moscou, en 1891, quoique organisées sur le territoire d'un État de l'Union.

Il faut, en second lieu, que l'Exposition soit officielle ou officiellement reconnue, c'est-à-dire organisée, patronnée ou, tout au moins, autorisée par l'État. La protection provisoire n'est donc pas due aux inventeurs qui prennent part à des expositions internationales purement privées. Le caractère officiel est toujours facile à établir : il résulte de l'insertion, au *Journal Officiel*, des lois, décrets ou arrêtés qui attestent l'intervention directe ou indirecte de l'État.

Le caractère officiel de l'Exposition est expressément

(1) V. M. POUILLET, *Op. cit.*, n° 550 ; — *Pand. fr.*, v° *Propriété littéraire*, n°s 4159 et 4168 ; — M. ALLART, t. II, n° 142.

exigé par la loi française du 23 mai 1868, comme condition de la protection provisoire ; l'article 1^{er} dispose que l'Exposition doit être « publique » et « autorisée par l'Administration ». Le texte n'autorise aucune distinction.

Deux auteurs, MM. Pelletier et Nicolas (1), soutiennent cependant qu'un certificat provisoire ne peut être demandé et valablement délivré pour une exposition d'une durée moindre de deux mois. Cette opinion, dont les motifs ne sont pas indiqués, ne semble pas être justifiée. L'article 3 porte, avons-nous déjà dit, que le certificat peut être demandé pendant tout le premier mois de l'Exposition ; c'est évidemment sur cet article que les auteurs précités s'appuient, quand ils soutiennent que, pour nécessiter une protection provisoire, une exposition doit rester ouverte, au moins, deux mois. Mais ce serait interpréter inexactement ce texte : si le législateur fixe à la fin du premier mois de l'Exposition, le terme du délai accordé pour déposer la demande de certificat, c'est qu'il a considéré que, de nos jours, les expositions officielles ont presque toujours une durée d'au moins deux mois, et que, suivant sa coutume, il a statué *de eo quod plerumque fit*. — Si le raisonnement que nous combattons était exact, il faudrait logiquement l'appliquer à l'article 11 de la Convention internationale, et aller jusqu'à dire que les Etats contractants ne sont liés par cet article qu'à l'égard des expositions internationales officielles d'une durée d'au moins six mois, sous prétexte que la protection provisoire doit être accordée, au minimum, pour ce laps de temps. Cette idée n'a point été formulée, parce que la durée de six mois,

(1) NICOLAS et PELLETIER, *Manuel de la propriété industrielle*, n° 124.

prévue par la Convention, est la durée normale des expositions internationales (1).

65. Limitée, quant aux expositions, l'obligation des États contractants l'est aussi, quant aux exposants : ces États ne sont liés, en vertu de l'article 11, qu'à l'égard des inventeurs étrangers, citoyens ou ressortissants d'une puissance ayant adhéré à l'Union ; ils ne sont pas tenus de protéger provisoirement ceux qui relèvent d'un Gouvernement non adhérent. En France, par exemple, tout citoyen ou ressortissant (aux termes de l'article 3 de la Convention) d'un Etat adhérent peut réclamer le bénéfice de la loi du 23 mai 1868 ; réciproquement, tout inventeur, citoyen français ou assimilé, a le droit, lorsqu'il produit sa découverte dans une exposition internationale officielle, organisée dans un Etat membre de l'Union, où il n'est pas breveté, de réclamer, dans cet Etat, une protection temporaire (2).

Une convention internationale ne saurait avoir aucun effet sur les rapports des différents États avec leurs ressortissants respectifs, car ces rapports relèvent de l'exercice de leur souveraineté, et la souveraineté est inaliénable. Théoriquement, par conséquent, les inventeurs exposants pourraient, en l'absence d'une loi permanente, se trouver privés de la protection provisoire dans leur propre pays, à côté d'étrangers bénéficiant de cet avantage. Dans aucun, au contraire, des Etats de l'Union, où cette immunité est accordée aux nationaux, les étrangers relevant d'un État contractant ne pourraient en être frustrés

(1) V. Pandectes françaises, *Propriété littéraire*, n° 4147 ; — M. POUILLET, *Des Brevets d'invention*, n° 531.

(2) Pandectes françaises, *Propriété littéraire*, n° 4166.

qu'au mépris de l'article 2 de la Convention, qui dispose que, dans tous les pays de l'Union, les étrangers appartenant à l'un de ces pays jouiront des avantages accordés aux nationaux. Dans les Etats, comme la France, qui sont dotés d'une législation générale et permanente sur la protection provisoire des inventions aux expositions, l'article 2 suffirait donc à assurer cet avantage aux étrangers.

Les Etats de l'Union qui n'ont pas de loi générale et permanente à ce sujet, sont, au contraire, tenus, en vertu de l'article 11, d'instituer, par mesure spéciale, une protection temporaire, à l'occasion de chaque exposition internationale officielle, organisée, sur leur territoire.

66. Le dépôt de la demande est une condition nécessaire de l'obtention de la protection temporaire : elle n'est point accordée, de plein droit, aux exposants non brevetés. C'est une règle commune aux législations française, belge, anglaise, espagnole.

En Suède, au contraire, le bénéfice de cette immunité découle du seul fait de la participation à une exposition internationale.

Ce dépôt, avons-nous dit, doit être effectué, au plus tard, le dernier jour du premier mois de l'exposition. C'est, d'ailleurs, le plus souvent avant l'ouverture que la demande est faite. Mais elle ne peut pas précéder l'admission du produit qui en fait l'objet.

Cette dernière règle est fâcheuse, car elle expose les demandeurs, écartés par les comités, à voir leurs inventions tomber, par le seul fait de la présentation, dans le domaine public. Les candidats admis eux-mêmes ne sont pas à l'abri de ce danger. « La commission, disait le rappor-

teur de la loi du 2 mai 1855, a pensé que ce n'était pas seulement du jour de la réception par le comité que le certificat devait être daté, mais bien du jour de la communication faite par l'inventeur à ce comité. En effet, entre le jour de la communication au comité chargé de juger si l'objet est digne d'être admis à l'Exposition, et celui où est prononcée cette admission, il s'écoule un laps de temps, pendant lequel l'inventeur n'est pas protégé. Cet intervalle peut être mis à profit par des tiers pour l'obtention d'un brevet, qui primerait alors, par sa date, le certificat accordé par la commission (1). Malgré ces sages observations, l'amendement proposé par la commission parlementaire ne fut pas adopté. Le législateur de 1868 n'a pas davantage remédié à cette situation : il faudrait autoriser les exposants à demander le certificat provisoire avant la communication de leurs inventions aux comités, en subordonnant l'efficacité de ce certificat à l'admission et en le faisant dater du jour de cette admission même ; il suffirait, en un mot, de faire de l'admission une condition suspensive de la validité du certificat pris antérieurement. C'est, d'ailleurs, le système adopté par les lois autrichiennes des 13 novembre 1872 et 28 février 1883 ; ces lois n'exigent pas que la demande de certificat soit accompagnée de la lettre d'admission (2).

En dehors de ces règles spéciales, l'obtention du certificat est subordonnée aux mêmes conditions que la délivrance du brevet.

(1) Procès-verbaux des séances du Corps législatif, session de 1855, t. IV, p. 381.

(2) V. M. Ambroise RENDU, *L'Exposition de 1878 et les inventeurs*, p. 62.

C. — *Formalités.*

67. Aucune formalité particulière ne saurait être imposée actuellement aux États contractants, relativement à la protection provisoire des inventions aux expositions internationales, puisque cette protection a un caractère purement territorial. Mais le jour où tout certificat provisoire, délivré par l'un de ces États, vaudra dans tous les autres pays de l'Union, il y aura lieu de centraliser les certificats obtenus. Ce sera là une nouvelle attribution du *Bureau international de l'Union de la propriété industrielle* établi à Berne, sous l'autorité du *Gouvernement fédéral* (1). Nous savons que l'ordonnance espagnole du 29 août 1888 prescrit qu'il doit être donné avis, au Bureau international, des certificats accordés.

68. Nous venons de voir que les diverses législations qui ont réglementé la protection provisoire, — la loi suédoise exceptée, — subordonnent l'obtention de cette protection au dépôt d'une demande. Elle est assurée à l'inventeur par un *certificat descriptif* (art 1^{er} de la loi française du 5 mai 1868).

La loi française ne contient, au sujet des formes de la demande, aucune indication. Mais la loi du 2 mai 1855 renferme des dispositions qui expliquent cette lacune. Les

(1) Ce bureau, comme tous les autres bureaux similaires (*Bureaux internationaux de l'Union postale universelle*, à Berne, — *des Administrations télégraphiques*, à Berne — *des Poids et Mesures*, à Paris, etc.), forme un centre collectif de renseignements et d'action ; mais il ne constitue pas une personne internationale. La langue officielle est la langue française. Un des trois protocoles, ratifiés, de la Conférence de Madrid règle la dotation de ce bureau.

règles qu'elle énonce sont, du reste, empruntées à la loi de 1844, la demande d'un certificat et la demande d'un brevet ayant le même objet.

L'autorité chargée de délivrer les certificats provisoires est, soit le préfet, soit le sous-préfet, suivant que l'exposition doit avoir lieu dans l'arrondissement du chef-lieu d'une préfecture ou d'une sous-préfecture. Il y a, dans la loi, attribution précise de compétence à ces fonctionnaires ; par conséquent, un certificat délivré par toute autre personne, par exemple, par le maire, n'aurait aucune valeur.

Aussitôt qu'elle parvient à la préfecture ou à la sous-préfecture, la demande est transcrite sur un registre spécial, qui, à l'expiration des délais fixés, est envoyé au ministre de l'agriculture et du commerce, avec les procès-verbaux des dépôts et l'indication de l'heure de chaque dépôt. Le registre est communiqué, sans frais, à quiconque se présente (1).

Aucune forme sacramentelle n'est imposée à l'inventeur pour rédiger sa demande.

Mais, comme pour un brevet, la demande de certificat provisoire doit être accompagnée d'une *description exacte* de l'invention. C'est surtout en ce qui concerne la description qu'il importe de se conformer scrupuleusement aux prescriptions légales. C'est, en effet, la description qui sert de base au droit privatif de l'inventeur ; elle constitue véritablement son titre de propriété, de telle sorte que, si elle est vague ou incomplète, il pourra se heurter, quand il désirera un brevet, à la description plus précise d'un

(1) Ce registre contient deux colonnes : l'une pour les demandes, l'autre pour les décisions du préfet ou du sous-préfet. — V. *Pandectes françaises, eod. verb.*, n° 4158.

contrefacteur qui l'aura devancé. M. Pouillet fait justement remarquer que le but du législateur, en exigeant une description exacte, a été, en effet, de prévenir les compétitions et les fraudes émanant de commerçants qui tenteraient de s'attribuer, sous le couvert d'un certificat ayant un objet peu précis, l'honneur et le profit de la découverte et du travail d'autrui.

La spécification est nécessaire dans la demande, comme dans la description. S'il n'y avait pas conformité entre ces documents, l'inventeur ne serait protégé que pour le perfectionnement indiqué dans la demande. Un arrêt de la Cour de cassation a posé cette règle, en ce qui touche les demandes de brevet : « Sans doute, lit-on dans cet arrêt, le droit privatif de l'inventeur s'étend à tous les moyens et procédés mentionnés dans le mémoire descriptif, qui concourent au même but que l'invention principale et se confondent avec elle, encore bien qu'ils ne soient pas énoncés dans la demande elle-même ; mais il en est autrement des moyens et procédés étrangers à cette invention principale, que l'inventeur a cependant indiqués dans sa spécification, sans, toutefois, les mentionner dans sa demande (1) ».

Nous pensons, avec M. Ambroise Rendu (2), qu'il doit en être de même pour les certificats provisoires. Si la description ne se référerait pas exactement à la demande, comme cette dernière est seule reproduite dans le certificat délivré, l'inventeur pourrait se trouver sans titre, quant aux procédés non spécifiés. Mais il est certain que la protection du certi-

(1) Cass., 21 août 1846, *Journal du Palais*, 1847, 4^{re} p., p. 25 ; — V. aussi Cass., 18 janvier 1845, D. 1845, 1, 117 ; — Cass., 9 août 1867, *Ann. de la propr. ind.*, 1867, p. 340 ; — Paris, 12 juin 1839, *ibid.*, 1870, p. 121.

(2) *Op. cit.*

ficat s'étend aux résultats, même non prévus dans la demande, et qui sont l'effet nécessaire de l'invention (1).

Qu'arriverait-il, si l'administration délivrait, par mégarde, un certificat, en l'absence de toute description ou bien nonobstant une description inexacte ou insuffisante? Nous nous rallions à l'opinion de MM. Pouillet (2), Weiss (3) et Allart (4), qui estiment que le certificat devrait être considéré comme nul et non avenue, et que le brevet, qui serait ultérieurement pris, devrait être apprécié comme si aucun certificat provisoire n'avait été délivré. « L'inventeur, en ce cas, dit M. Pouillet, ne pourra invoquer le certificat pour défendre son brevet contre la publicité résultant de l'exposition ; il sera dans la situation d'un inventeur sans certificat, dans celle où se trouvaient, avant la loi, les inventeurs qui exposaient l'objet de leur découverte à leurs risques et périls. Si donc son invention se trouve avoir été divulguée par le fait de l'exposition, son brevet sera sans valeur ; c'était à lui de joindre à sa demande de certificat une description exacte de son invention. Encore une fois, s'il en était autrement, les fraudes seraient trop faciles. »

A la demande et au mémoire descriptif peut être joint, s'il est nécessaire, un plan ou dessin complémentaire. Mais le dessin seul pourrait-il tenir lieu d'une description omise ou incomplète? En règle générale, nous ne le pensons pas, en présence de l'article 5 de la loi de 1844, applicable aux demandes de certificats et qui exige une des-

(1) V. Paris, 14 juin 1858, *Ann. de la propr. ind.* 1859, p. 257 ; — 28 mars 1865, *ibid.*, 1867, p. 323.

(2) *Brevets d'invention*, n° 549.

(3) *Pand. fr., eod. verb.*, n° 4156.

(4) *Brevets d'invention*, t. II, n° 443.

cription, si sommaire qu'elle puisse être. Toutefois, un arrêt de la Cour de cassation admet, avec raison, que le dessin suffit, s'il est assez complet, assez détaillé pour que les personnes compétentes puissent se faire une idée exacte de l'invention (1). Les auteurs inclinent vers l'opinion contraire.

Quant aux échantillons, s'ils sont nécessaires ou seulement utiles pour compléter la description, l'inventeur fera bien de les y joindre.

Il doit toujours annexer à sa demande la lettre ou certificat d'admission, puisque la protection provisoire n'est accordée qu'aux inventions admises.

Enfin un bordereau des pièces annexées à la demande doit les accompagner. Ce document doit être revêtu de la signature de l'inventeur ou de son mandataire. Les articles 5 et suivants de la loi de 1844 s'appliquent en tous points (2).

La délivrance du certificat est entièrement gratuite : ce serait aller à l'encontre du but de l'institution que d'exiger la moindre taxe.

Les délais impartis pour déposer la demande commencent avec la période d'admission des objets et expirent avec le premier mois qui suit l'ouverture de l'Exposition (Loi de 1868, art. 3, § 1).

(1) Cass., 6 janvier 1867, *Journal du Palais*, 1867, p. 893.

(2) La demande peut être faite sur papier libre ; il résulte même des explications fournies par le rapporteur de la loi de 1855 qu'elle peut être adressée par simple lettre cachetée, si l'inventeur veut éviter de se déplacer ; il lui est donné récépissé de sa demande. — V. pour toutes ces prescriptions : M. A. RENDU, *Op. cit.*, *passim* ; — M. RUBEN DE COUDER, *Brevets d'invention*, n° 703 ; — M. POUILLET, nos 546 et s. ; — M. ALLART, t. II, nos 438 et s. ; — *Pand. fr.*, *Propriété littéraire*, nos 4150 et s. ; — MM. MALAPERT ET FORNI, *Nouveau commentaire des lois sur les brevets d'invention*, pp. 250 et s.

69. L'Administration peut-elle refuser le certificat? Plus exactement, a-t-elle le droit de soumettre la demande à un examen préalable? La loi de 1868 est muette sur ce point; voici les règles unanimement admises et qui sont fondées, notamment, sur les déclarations formulées au Corps législatif (1).

Le certificat provisoire, comme le brevet, est délivré, en France, sans examen préalable de la part de l'Administration; car elle n'a point à se faire juge de la demande; le préfet ou le sous-préfet délivre le certificat, aux risques et périls de l'exposant. Mais, comme en ce qui concerne les brevets, la demande de certificat peut être rejetée dans deux cas: — en premier lieu, si elle est irrégulière en la forme, par exemple, si elle n'est pas accompagnée d'une description de l'invention; toutefois, la description elle-même ne peut être contrôlée: complète ou incomplète, fidèle ou inexacte, du moment qu'une description est jointe à la demande, le certificat doit être délivré; comme l'a dit le rapporteur, le certificat *ne saurait être refusé*. Nous verrons, plus loin, qu'en second lieu, la demande peut être rejetée, au cas où l'invention n'est pas brevetable.

L'inventeur n'est cependant pas désarmé contre ce droit de refus, ainsi limité. Il peut se pourvoir, en cas de rejet de sa demande, par la voie ordinaire des recours administratifs: soumise d'abord au préfet, si elle émane d'un sous-pré-

(1) Le projet de loi énonçait que tout inventeur pourrait « obtenir » un certificat; la loi dispose qu'il pourra « se faire délivrer » le certificat. « Il nous a paru, a dit le rapporteur, que nous donnerions ainsi l'assurance que le certificat ne serait jamais refusé. »

fet, la décision attaquée doit être portée devant le Ministre du Commerce, avec recours, s'il y a lieu, contre l'arrêté ministériel, devant le Conseil d'État (1).

Mais la voie administrative n'est ouverte que si le refus est motivé par l'une des deux raisons qui viennent d'être énoncées. En dehors de ces deux cas, c'est aux tribunaux civils qu'il appartient de déclarer si le refus est justifié.

En cas de refus, l'inventeur exposant peut-il renouveler sa demande? Cette question présente un intérêt pratique très réel, soit que la première demande ait été irrégulière en la forme et justement rejetée, soit que, malgré sa régularité, elle ait été repoussée. Dans ce dernier cas, en effet, il est prudent de formuler, à tout événement, une nouvelle demande, en attaquant la décision administrative qui a rejeté la première; car les tempéraments accordés par la loi, en matière de brevets, ne peuvent trouver ici leur application, en l'absence d'une disposition spéciale.

Il n'y a aucun motif de penser que la demande de certificat ne peut être renouvelée. Mais il faut évidemment distinguer: si l'inventeur se trouve dans le délai légal, c'est-à-dire si le premier mois de l'exposition n'est pas encore écoulé, il est recevable à reproduire sa demande; il ne l'est plus, si ce délai est expiré (2).

Telle est l'économie de la législation française, en ce qui concerne la délivrance du certificat provisoire.

Les dispositions arrêtées par les Gouvernements britannique, belge, autrichien, espagnol sont à peu près iden-

(1) V. M. POUILLET, *Op. cit.*, n° 547; — RUBEN DE COUDER, *vo. Brevets d'invention*, n° 704; — ALLART, *Op. cit.*, t. II, n° 141.

(2) V. M. POUILLET, *Op. cit.* n° 548; — ALLART, t. II, n° 141; — M. RUBEN DE COUDER, *loc. cit.*, n° 705.

tiques. Rappelons, toutefois, que la législation autrichienne ne faisant pas de l'admission une condition de la protection provisoire, n'exige pas la jonction de la lettre d'admission ; il y a lieu aussi de remarquer que l'examen, auquel est soumise la demande, porte exclusivement sur la régularité des pièces, et qu'aucun recours n'est ouvert contre le rejet.

D. — *Effets de la protection temporaire.*

70. Les effets du certificat provisoire, comme ceux du brevet, sont limités au territoire ; la protection provisoire obtenue dans un des pays de l'Union, à *fortiori*, dans un pays qui n'en fait point partie, est non avenue dans les autres Etats.

Mais, dans cette mesure, l'efficacité du certificat, au point de vue de la conservation du droit privatif, est la même que celle du brevet. Aucun fait de divulgation survenu pendant la durée de la protection temporaire, un brevet même pris à l'étranger, ne sauraient être opposables à l'exposant, lorsqu'il demandera la protection définitive dans le pays de l'exposition. Ce point ne nous semble pas douteux (1).

71. Suivant la législation française, les effets du certificat provisoire, demandé dans les délais légaux (au plus tard, dans le premier mois de l'exposition), remontent au jour de l'admission, et non au jour du dépôt de la de-

(1) M. DONZEL, qui est un adversaire déclaré de la Convention de 1883, considère qu'au point de vue pratique, l'article 44 laisse tout en question : V. *La Convention de 1883*, p. 340.

mande ; il ne saurait y avoir de doute, à ce sujet, en présence des termes de la loi (art. 2).

Cette disposition a l'inconvénient de rendre possible une situation regrettable. Puisque l'exposant peut déposer sa demande de certificat, dans le premier mois de l'exposition, et que le certificat rétroagit au jour de l'admission, c'est-à-dire à plusieurs mois en arrière, il peut arriver qu'un commerçant malhonnête demande un certificat pour une invention exposée par un de ses concurrents, et dont il a eu connaissance, dans l'intervalle du temps écoulé entre le jour de l'admission et celui de l'ouverture de l'exposition, ou même après. Cette fraude est d'autant plus facile, qu'au moment de l'admission, l'inventeur n'a point à spécifier ou à décrire les objets qu'il veut exposer, ni même à les indiquer d'une façon spéciale ; il n'est pas, du reste, sans exemple dans les expositions les mieux organisées, que, même après l'ouverture, des objets nouveaux y soient introduits. Par cette usurpation, le concurrent déloyal peut acquérir la propriété effective de l'invention, puisqu'il a le titre qui la garantit, le certificat provisoire. Quelle sera la situation de l'inventeur véritable, ainsi dépouillé ? Sa situation sera celle de tout industriel dont le secret a été surpris et breveté au profit d'un tiers, c'est-à-dire d'un propriétaire évincé par un possesseur de mauvaise foi. Il a donc une action en revendication contre l'usurpateur, qui est passible, tant de peines correctionnelles que de dommages-intérêts envers lui. Il en sera ainsi, alors même que l'inventeur, victime de la fraude, aurait pris un brevet : son brevet ne sera pas primé par le certificat demandé postérieurement ; car il pourra démontrer que son invention était conçue, réalisée, qu'il la possédait avant la demande du certificat, et pourra se faire, par

suite, réintégrer dans ses droits. Mais un procès sera inévitable, et c'est une fâcheuse nécessité. Le succès de l'inventeur évincé demeure, d'ailleurs, très aléatoire, à cause de la difficulté de réunir les preuves de l'usurpation commise. En tout cas, c'est, à son détriment, une perte de temps et d'argent.

La faveur de la loi pour les inventeurs peut donc se retourner contre eux. Il y a là une imperfection qu'il importerait de faire disparaître, ce qui serait facile : il suffirait de faire rétroagir le certificat provisoire, non au jour de l'admission, mais au moment de la demande, c'est-à-dire au jour où la description qui doit l'accompagner détermine exactement l'étendue du droit réclamé (1).

La législation autrichienne évite cet inconvénient, en n'exigeant pas que l'admission soit antérieure à la demande du certificat.

72. Quels sont les effets du certificat provisoire ?

Son effet essentiel, caractéristique est de conserver intact à l'inventeur son droit au brevet, droit que lui aurait fait perdre sa participation à l'exposition. C'est là, peut-on dire, le seul but que se soit proposé la Convention internationale : le § 1^{er} du 4^e protocole de la Conférence de Madrid, qui précise cette conséquence, peut être considéré, quoique non ratifié, comme révélant, à cet égard, l'esprit de l'art. 11. C'est là, d'ailleurs, le *minimum* de garantie qui pouvait et devait être stipulé par les Etats contractants ; car cette déchéance est le principal danger que courrait l'inventeur exposant.

(1) Des observations avaient été exprimées, à ce sujet, lors de la discussion de la loi de 1855 ; il n'en fut pas tenu compte, et cette regrettable lacune s'est reproduite dans la loi de 1868. — V. M. POUILLET, *Op. cit.*, n° 550 ; *Pand. fr., eod. verb.*, n° 4159.

La loi française et les lois similaires consacrent ce résultat. L'art. 2 de la loi de 1868 dispose que le certificat « assure à celui qui l'obtient *les mêmes droits* que lui conférerait un brevet d'invention... »

Un auteur a pourtant soulevé une difficulté à ce sujet : « Par le certificat provisoire, dit-il, l'inventeur est protégé contre la déchéance qui résulterait de l'exposition publique de sa découverte ; mais il n'est nullement garanti contre les autres faits de divulgation. Si donc, à la même époque, il exploitait publiquement son invention, en dehors d'une exposition autorisée par le Gouvernement, le brevet, pris plus tard, ne serait plus valable (1) ». Il semble difficile d'admettre cette manière de voir, en présence de la généralité des termes de l'article précité. Sans doute, c'est de la déchéance particulière, qui résulterait de la participation à telle exposition déterminée, que le législateur a entendu relever l'inventeur exposant non breveté ; sans doute aussi, c'est cette seule cause de déchéance que prévoit l'art. 11 de la Convention internationale, et les États contractants pourraient restreindre la protection provisoire à cette unique cause de déchéance. Mais peut-on interpréter dans ce sens restrictif un texte aussi général que l'art. 2 de la loi de 1868 ? Puisque le certificat confère les mêmes droits que le brevet, il investit l'exposant, qui l'obtient, du monopole de son invention, et, par conséquent, le met en garde contre toute divulgation, avec cette seule différence que la protection n'est que transitoire. Les travaux préparatoires de la loi de 1868 confirment cette interprétation (2).

(1) V. M. ALLART, *Op. cit.*, t. II, n° 144.

(2) *Pand. fr.*, *loc. cit.*, n° 4160.

73. Comme le brevet, le certificat provisoire, obtenu en France, investit l'inventeur d'un droit exclusif d'exploitation, et institue, à son profit, un véritable monopole.

Pour être complètement efficace, le certificat provisoire doit assurer, envers les contrefacteurs, les droits mêmes que confère le brevet. Les Etats qui appliquent le principe de l'art. 44 de la Convention, l'ont compris ; la loi française met sur un pied parfait d'égalité l'inventeur muni d'un brevet et celui qui obtient un certificat. Or, aux termes de la loi de 1844, l'inventeur breveté peut poursuivre les contrefacteurs et faire saisir les objets contrefaits ; le droit de poursuite et le droit de saisie doivent donc être reconnus au titulaire d'un certificat.

74. Mais, en dépit d'une disposition aussi absolue, subsiste un doute qui met en question toute l'efficacité du certificat provisoire. Il s'agit, en effet, de savoir si les effets de ce certificat sont temporaires ou conditionnels, en d'autres termes, si le certificat demeure efficace, en tout état de cause, pendant toute la durée légale de la protection provisoire, pour s'éteindre à l'expiration de ces délais, ou si, au contraire, son efficacité est subordonnée au dépôt d'une demande de brevet avant l'expiration de ces délais, de telle sorte que, si cette condition n'est pas remplie, le certificat doive être considéré comme non avenu : dans ce dernier cas, l'accomplissement de ce dépôt, avant l'expiration des délais, constituerait une condition suspensive de l'efficacité du certificat ; — sinon, il s'agirait d'une condition résolutoire, la protection provisoire s'éteignant pour faire place à celle qu'assure définitivement le brevet.

Cette grave controverse rappelle le § 2 du quatrième protocole de Madrid, qui fait du dépôt d'une demande de

brevet (dans l'un des Etats contractants) la condition de la validité du certificat. Cette restriction répond à l'idée qu'un pacte diplomatique, relatif à la protection des inventions aux expositions internationales, ne peut exiger que le *minimum* de garantie nécessaire pour atteindre ce but. Cette disposition ne saurait, d'ailleurs, en l'absence de toute ratification, avoir une autorité décisive dans le débat que soulève l'interprétation de la loi française.

Le plus complet désaccord existe, à cet égard, entre les commentateurs. La controverse porte principalement sur le droit fondamental de poursuite. Deux systèmes se sont fait jour.

75. Premier système. — Suivant cette thèse, soutenue notamment par M. Pouillet (1), l'efficacité du certificat est conditionnelle : les droits qu'il confère sont bien ceux qu'assure le brevet ; mais ils sont subordonnés à l'accomplissement, pendant la durée de validité du certificat, des formalités prescrites pour l'obtention d'un brevet ; si, à l'expiration des délais légaux, l'inventeur n'a pas demandé de brevet, le certificat qu'il a obtenu est non avenu et l'invention est réputée dans le domaine public. La conséquence inévitable de ce système est de lui dénier le droit de poursuite. Pour qu'il y ait usurpation de propriété, il faut, en effet, que le droit de propriété soit établi, incontestable ; comment, d'ailleurs, un droit conditionnel pourrait-il servir de base suffisante à une condamnation judiciaire ? Que résulterait-il de cette condamnation, si le droit s'évanouissait, faute d'avoir été rendu certain par un brevet pris en temps utile ? Une con-

(1) *Op. cit.*, n° 532, l. — V. aussi M. ALLART, *Op. cit.*, t. II, n° 144.
— *Pand. fr., loc. cit.*, n° 4162 (où le système est résumé).

damnation correctionnelle peut-elle être subordonnée à une condition ?

Voici comment les partisans de ce système entendent le justifier.

Pour se rendre compte, disent-ils, de la véritable portée du certificat provisoire, il suffit de se bien pénétrer du caractère que le législateur lui a imprimé, en le qualifiant de *provisoire* : c'est un titre accordé, par mesure de faveur, à un inventeur qui n'est pas en situation d'obtenir actuellement un brevet, et qui, cependant, a besoin d'une protection immédiate ; le certificat lui tient donc lieu de brevet, pendant un délai suffisant pour permettre d'obtenir la protection définitive. C'est un titre purement conditionnel. Comment, d'ailleurs, dit M. Pouillet, un titre délivré par un préfet ou un sous-préfet, et non par le ministre, ainsi que l'est le brevet, pourrait-il servir de fondement à une condamnation judiciaire ?

On fait valoir enfin une considération de fait : ce n'est pas, dit-on, pendant la courte durée de validité du certificat provisoire que la contrefaçon peut s'organiser, se manifester, qu'elle peut être découverte, poursuivie, qu'une instance peut être engagée, qu'enfin une condamnation peut intervenir ; au point de vue pratique, il n'y a donc pas un intérêt véritable à reconnaître à l'inventeur exposant, muni d'un certificat provisoire, le droit de poursuivre la contrefaçon. La législation des brevets d'invention, telle que l'édicta la loi de 1844, n'a pas été modifiée, continue-t-on, par la loi du 23 mai 1868 ; cette dernière loi n'a eu pour but que de donner à l'inventeur le moyen de réserver ses droits à la propriété de la découverte qu'il produit dans une exposition ; ce but est atteint, grâce au certificat provisoire. Mais, s'il veut réellement conserver

et respecter le monopole que la loi lui offre, il doit demander un brevet; tant qu'il ne l'a pas obtenu, il ne peut faire réprimer les entreprises de la contrefaçon. — Les partisans de ce système s'appuient sur l'avis exprimé par le rapporteur de la loi de 1868, M. Ancel, en réponse à une question de M. Marie : « Le brevet d'invention est le seul titre en vertu duquel l'inventeur a le droit de poursuivre les contrefacteurs ».

Mais M. Pouillet, pour atténuer la rigueur de sa doctrine, admet un tempérament, qui se concilie, d'ailleurs, très juridiquement avec le principe sur lequel il l'a fondé. Faisant une juste application de la règle, aux termes de laquelle un droit conditionnel, incompatible avec des actes d'exécution, justifie, au contraire, de simples mesures conservatoires, il conclut que, si l'inventeur, muni d'un certificat provisoire, ne peut intenter une action en contrefaçon, c'est-à-dire faire procéder à la saisie réelle des objets prétendus contrefaits et obtenir la condamnation des contrefacteurs, il peut, sans excéder ses droits, prendre des mesures propres à les sauvegarder, spécialement, faire procéder à la saisie-description des objets contrefaits, opération qui n'entraîne aucune conséquence irrévocable : si, plus tard, avant l'expiration de son certificat, il se fait délivrer un brevet, la procédure engagée pourra être poussée plus loin et aboutir à une condamnation (1).

76. Deuxième système. — Les droits conférés par le certificat provisoire sont *temporaires* et non conditionnels.

Nous nous rallions à cette doctrine, que soutiennent

(1) M. POUILLET, *op. cit.*, n° 552 *in fine*; — *Pand. fr., loc. cit.*, n° 4163.

MM. Weiss (1), Amb. Rendu (2), Ruben de Couder (3), Malapert et Forni (4), parce que, d'une part, seule elle nous paraît conserver à la loi de 1868 toute son utilité, et que, d'autre part, nous ne pouvons adhérer aux considérations invoquées à l'appui du système précédent. Il n'est guère admissible, à notre avis, qu'une loi qui déclare, de la façon la plus formelle, que le certificat provisoire confère « les mêmes droits » que le brevet, devienne lettre morte et n'accorde qu'une protection illusoire. Tel est pourtant le résultat auquel aboutit le premier système ; car refuser au porteur du certificat le droit de poursuite, c'est lui enlever le moyen de faire respecter son privilège, et, par suite, lui dénier tout monopole. Il convient, d'ailleurs, de rappeler que la protection temporaire a été instituée, surtout à titre d'encouragement, et non pas seulement pour donner à l'inventeur un délai destiné à lui permettre de faire breveter son œuvre, au moment opportun. On méconnaît donc la portée de la loi de 1868, en croyant la mettre en harmonie avec celle de 1844 : nous avons déjà essayé de démontrer qu'il n'existait aucune contradiction entre ces deux lois.

Pour rendre pleinement efficace la disposition de l'art. 2 de la loi de 1868, il faut reconnaître que les droits conférés par le certificat provisoire sont *temporaires*, c'est-à-dire d'ores et déjà certains et définis et ne diffèrent de ceux qui découlent d'un brevet qu'en ce qu'ils sont transitoires, au lieu d'être définitifs. Puisque le porteur d'un cer-

(1) *Pand. fr., loc. cit.*, n° 4164.

(2) *Op. cit.*, pp. 64 et s.

(3) V° *Brevets d'invention*, n° 707.

(4) *Op. cit.*, pp. 250 et s.

tificat *a les mêmes droits* que le porteur d'un brevet, il est autorisé à faire pratiquer une saisie et à poursuivre les contrefacteurs en justice. En présence d'un texte aussi catégorique, on ne peut guère se prévaloir des travaux préparatoires, — qui, de l'aveu des partisans de l'opinion contraire, fournissent des explications confuses, même contradictoires, — pour en détacher des affirmations, qui, en tout cas, ne révèlent que le sentiment personnel du rapporteur. Nous pourrions, à notre tour, rappeler d'autres déclarations apportées à la tribune : M. de Boureuille, commissaire du Gouvernement, répondit à M. Marie, qui s'étonnait de voir accorder le droit de poursuite au porteur d'un certificat, que la loi de 1868, pas plus que celles de 1855 et de 1867, ne dérogeait à la loi de 1844, le certificat ne créant pas des droits définitifs, mais des droits *temporaires*. M. Ancel lui-même ajoutait que l'inventeur devait prendre un brevet après les trois mois qui suivaient l'Exposition, s'il voulait *conserver tous ses droits* : c'est donc qu'ils étaient déjà sanctionnés ; quelle sanction peuvent-ils recevoir, en dehors du droit de saisie et de poursuite ? — Il faut, d'ailleurs, remarquer que la qualification *temporaire*, employée par l'art. 11 de la Convention internationale, est préférable à celle de *provisoire*, qu'on ne trouve nulle part dans la loi française.

Il ressort de l'ensemble de la loi de 1868 que le certificat provisoire est un brevet gratuit et d'une durée d'une année au plus ; il n'est dit nulle part, M. Pouillet le reconnaît (1), que l'efficacité de ce certificat soit subordonnée à la demande d'un brevet, avant l'expiration du troisième mois qui suit la clôture de l'Exposition ; en dis-

(1) *Dessins et modèles de fabrique*, n° 102.

posant que le certificat assure les mêmes droits que le brevet, à dater, etc... « sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre avant l'expiration de ce terme », l'art. 2 ne laisse-t-il pas clairement entendre que le certificat a une existence propre, indépendante de celle du brevet qui peut intervenir et qu'il confère des droits certains? L'exactitude de cette conclusion, que la lettre et l'esprit de la loi concourent à établir, n'est-elle pas confirmée par cette circonstance significative que les effets du brevet, obtenu pendant la durée de la protection provisoire, remontent, non au jour de la demande du certificat, mais au jour de la demande du brevet? Pour que l'efficacité du certificat fût conditionnelle, il faudrait que l'obtention du brevet constituât une condition suspensive, ce qui exigerait qu'on le fit rétroagir au jour de la demande du certificat ; du moment que les effets du brevet ne remontent, au contraire, qu'au jour de la demande, c'est que la condition est résolutoire et que, par suite, la protection provisoire, à laquelle succède la protection définitive, avait une efficacité certaine et indépendante.

Tant que dure la protection *temporaire*, l'inventeur exposant jouit donc des mêmes droits que s'il était breveté (1). M. Ruben de Couder admet, toutefois, une réserve qu'il serait sage d'adopter. Il estime qu'avant la fin des poursuites dirigées contre des contrefacteurs par le porteur d'un certificat, un brevet devrait être pris ; il reconnaît que le certificat suffit pour engager et suivre l'instance en contrefaçon, mais pense qu'une condamnation ne peut être prononcée qu'en vertu d'un brevet : une déci-

(1) Les art. 47 et 49 de la loi de 1844, lui sont, notamment, applicables.

sion judiciaire ne peut, en effet, être fondée que sur un droit définitif (1).

Si, à l'expiration des délais légaux, le porteur de certificat n'a pas pris de brevet, son privilège cesse ; mais son invention ne tombe pas nécessairement dans le domaine public, puisque le certificat a eu pour principal effet de le relever de la déchéance qu'il eût encourue par sa participation à l'Exposition. Il devra, toutefois, se hâter, car il pourrait arriver qu'un concurrent malhonnête profitât de son inaction pour faire breveter, en son nom, l'invention qu'il aurait copiée à l'Exposition, et, une fois la protection temporaire expirée, l'inventeur n'aurait plus le droit de poursuite ; il ne pourrait qu'agir en revendication, c'est-à-dire s'engager dans un procès long et coûteux. — Quand l'exposant prend un brevet, il n'a qu'à reproduire la demande déposée pour l'obtention du certificat, en y joignant la quittance de la taxe et en indiquant la durée qu'il entend assurer à sa propriété ; il n'a pas à fournir une nouvelle description.

La loi anglaise ne prête pas à la controverse que provoque la loi française ; car elle déclare que le certificat n'aura d'effet que s'il est déposé une demande de patente avant l'expiration des délais légaux.

Comme la loi française, au contraire, l'arrêté ministériel autrichien, pris en exécution de la loi temporaire du 28 février 1883, fait du dépôt d'une demande de brevet, pendant la durée de la protection provisoire, une simple faculté pour l'exposant ; il affirme ainsi le caractère absolu du certificat.

77. L'institution de la protection temporaire met donc

(1) V. Paris, 8 mars 1882, *Ann. propr. industrielle*, 1882, p. 67.

les auteurs d'inventions non brevetées, mais brevetables, à l'abri des risques inhérents à l'exhibition de leurs produits, et sauvegarde, à la fois, l'intérêt des industriels et le succès des expositions, particulièrement des expositions internationales, qui en ont suggéré l'idée et hâté le développement.

Mais cette institution n'atteindra complètement son but que le jour où ses effets seront internationaux, au lieu d'être purement territoriaux, et où, d'autre part, tous les pays industriels seront entrés dans l'Union dont la Convention de Paris, du 20 mars 1883, a jeté les premières bases.

§ II. — **Invention non brevetable.**

78. Ce cas se produisant fréquemment, il y a lieu de considérer les situations les plus intéressantes et d'examiner, pour chacune, le sort de l'invention que son auteur veut exposer.

1^o Il peut arriver, rarement il est vrai, que l'exposition, à laquelle va participer l'invention, soit organisée dans un pays qui ne possède pas de loi sur les brevets d'invention.

La protection provisoire lui sera-t-elle accordée ?

Si l'État organisateur (par exemple la Turquie, la Serbie) ne fait point partie de l'Union, la question ne se pose même pas. Il ne saurait être question d'une protection provisoire, même si l'État organisateur a signé la Convention internationale. L'engagement que contient l'art. 11 est, en effet, conditionnel : l'État n'est lié, à l'égard de chacune des branches de la propriété industrielle énumérées

par ce texte, que si sa législation intérieure l'a réglementée, d'une manière générale. Cette réserve a été formulée, au § 4 du protocole de clôture de la Conférence de 1880 (1). Nous savons que les délégués de la Suisse et de la Hollande ont fait, dans ce sens, des déclarations formelles à l'égard des inventions. Ce principe a été, de nouveau, affirmé par les États-Unis, lors de leur adhésion à l'Union, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, que la législation fédérale ne protège pas, laissant ce soin à chacun des États de l'Union américaine.

La Hollande est aujourd'hui le seul Etat de l'Union qui ne possède pas de loi sur les brevets d'invention. Cette situation donna lieu à de vives préoccupations, lors de l'Exposition universelle d'Amsterdam, en 1883 (2).

La situation sera la même, si l'exposition a lieu dans un Etat non contractant, qui possède une loi générale sur les brevets d'invention, mais n'a pas organisé la protection provisoire. Si cet Etat appartenait à l'Union, il serait tenu de promulguer une loi ou un décret spécial pour accorder cette protection aux exposants, ressortissant des gouvernements contractants ;

2° L'invention peut être non brevetable dans le pays de

(1) *V. Rev. de dr. intern.* 1883, p. 277, article de M. LYON-CAEN.

(2) *V. Rev. de dr. intern. privé*, 1882, p. 521 : *De la protection à accorder aux inventions, modèles et dessins industriels, à l'Exposition universelle d'Amsterdam, en 1883.*

Il faut espérer que la Hollande comblera prochainement cette lacune de sa législation, conformément au vœu suivant de la Conférence de Rome : « Les États faisant partie de l'Union, qui ne possèdent pas de lois sur toutes les branches de la propriété industrielle, devront compléter, dans le plus court délai possible, leur législation sur ce point. — Il en sera de même pour les États qui entreraient ultérieurement dans l'Union. » *Arch. dipl.*, ann. 1887, pp. 20 et s.

l'Exposition, si, d'une part, ce pays ne fait point partie de l'Union et exige une nouveauté absolue, et si, d'autre part, l'invention a été divulguée, par exemple, brevetée avec publication de la demande descriptive, dans un autre pays ;

3° Il en sera encore de même, au cas où l'Exposition a lieu dans un État adhérent exigeant une nouveauté absolue, si l'invention a fait l'objet, depuis plus de six mois, d'une demande de brevet, dans un État où la demande est rendue publique ;

4° Enfin l'invention ne sera brevetable dans aucun pays, si elle ne présente pas un caractère industriel, si elle est de nature pharmaceutique, ou si elle s'applique à des choses immorales ou illicites. En Allemagne, en outre, elle ne pourra pas être brevetée, si elle est relative à des aliments, à des objets de consommation ou à des matières obtenues par des procédés chimiques, en tant que ces inventions ne sont pas relatives à un procédé déterminé pour la production de ces objets (1).

Les inventions qui rentrent dans l'un de ces trois derniers cas, défaut de nouveauté (2° et 3°), exclusion expresse de la loi (4°), sont celles que l'on dit communément n'être pas brevetables.

79. Quelle sera leur situation, au point de vue qui nous occupe ?

Pour pouvoir être protégée temporairement à l'Exposi-

(1) Il est à souhaiter que les inventions immorales ou illicites soient seules exclues de la protection légale par toutes les législations, conformément à la résolution suivante, votée par le Congrès international de Paris : « En dehors des combinaisons et plans de finance et de crédit et des inventions contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, toutes les inventions industrielles sont brevetables. » — V. *Compte-rendu du Congrès*, pp. 180 et s.

tion, une invention doit réunir les conditions nécessaires pour l'être définitivement. Tel est le principe admis par tous les États qui ont légiféré à ce sujet. La loi française du 23 mai 1868 dispose (art. 1^{er}) qu'un certificat sera délivré à tout Français ou étranger, « auteur d'une invention *susceptible d'être brevetée*, aux termes de la loi du 5 juillet 1844 (1) ». Toutes les dispositions étrangères, relatives à la protection provisoire, se réfèrent, de même, aux lois générales sur les brevets d'invention.

La règle est donc des plus simples : a droit à un certificat provisoire celui qui a droit à un brevet ; réciproquement n'a pas droit à un certificat celui qui n'a pas droit à un brevet, c'est-à-dire dont l'invention n'est pas nouvelle ou appartient à une catégorie exclue de la protection légale.

Cette règle est rationnelle, puisque le certificat a pour but de tenir lieu provisoirement de brevet. Ceux-là seuls, par conséquent, en ont besoin qui peuvent demander un brevet dans le pays où a lieu l'exposition. En le refusant à tout autre, la loi ne lèse aucun intérêt particulier et ne compromet pas l'intérêt général.

80. Mais si, en droit, le défaut de nouveauté ou de brevetabilité légale constitue une fin de non-recevoir péremptoire envers une demande de certificat, il pourra cependant arriver qu'en fait, le certificat soit délivré. Nous avons vu, en effet, que *le certificat ne saurait être refusé*. Comment concilier ces deux règles, qui paraissent contradictoires ?

Il faut distinguer.

(1) En présence de cette disposition, nous ne comprenons pas qu'on puisse croire que la loi française n'a pas prévu le cas d'une invention brevetée à l'étranger, comme le pense M. A. RENDU (*op. cit.*).

Si l'invention, pour laquelle il a été déposé une demande de certificat, n'est pas nouvelle (2^{me} et 3^{me} cas énumérés ci-dessus), l'administration délivrera le certificat, puisque tout examen préalable lui est interdit et que, d'ailleurs, elle ne saurait se faire juge du défaut de nouveauté. Mais ce certificat n'aura aucune valeur : il ne pourra, bien entendu, être transformé en brevet et ne confèrera au titulaire aucun droit de poursuite ou de saisie ; ce certificat aura, du moins, l'avantage de lui assurer le rôle de défendeur, en cas de contestation. Si l'administration opposait un refus, en arguant du défaut de nouveauté, l'inventeur ne pourrait attaquer cette décision que devant les tribunaux civils, seuls compétents pour déclarer si le refus est ou n'est pas justifié.

S'il s'agit d'une invention, à laquelle manque le caractère industriel ou le caractère licite, il arrivera rarement que le certificat soit accordé, et ce refus ne sera point en contradiction avec la règle, suivant laquelle l'administration ne peut rejeter une demande régulière. Dans ce cas, en effet, l'administration sera éclairée par la seule lecture du titre de la description ; par conséquent, elle aura le droit, même le devoir de refuser le certificat, à cause de la prohibition absolue, édictée par les lois de 1844 et de 1868. Les dénominations énoncées par la loi étant très générales, il pourra se produire des cas douteux : il faut donc reconnaître au préfet ou au sous-préfet un certain pouvoir d'appréciation. Nous avons rappelé (1) que la voie administrative est ouverte à l'inventeur pour recourir, s'il y a lieu, contre le rejet de sa demande ; c'est seulement lorsque ce rejet est fondé sur le défaut de brevetabilité ou

(1) V. *suprà*, p. 125.

bien sur une irrégularité de forme, que cette voie lui est ouverte ; en dehors de ces deux cas, les tribunaux civils sont seuls compétents.

SECTION III

INVENTION BREVETÉE DANS LE PAYS DE L'EXPOSITION.

81. L'invention, brevetée dans le pays où l'auteur participe à une exposition, est protégée, de plein droit, contre toute usurpation et toute contrefaçon. Elle se trouve à l'abri de tout danger, dans les pays où le brevet ne prend fin que de deux manières : par suite du défaut de paiement de la taxe légale, ou par l'expiration du délai pour lequel il a été pris. Ces deux causes d'extinction sont communes à toutes les législations.

A propos de la seconde, une question se présente : l'inventeur exposant, et dont le brevet doit expirer pendant la durée de l'Exposition, peut-il obtenir un certificat provisoire pour prolonger jusqu'au terme de l'Exposition son droit de propriété? — Non, dirons-nous, en droit, puisque la protection provisoire n'est due qu'à ceux qui pourraient demander un brevet ; oui, cependant, en fait, puisque l'Administration n'est pas juge de la question. Mais le certificat qui lui sera délivré n'aura aucune valeur et sera, par conséquent, impuissant à lui conserver son monopole et le droit de poursuivre les contrefacteurs, à l'expiration du brevet. La question est, d'ailleurs, théorique plutôt que pratique.

82. Il est, dans certains pays, d'autres causes de déchéance, qui menacent tous les exposants brevetés et principalement les inventeurs étrangers. L'une est le défaut d'exploitation pendant un temps plus ou moins prolongé, — l'autre, l'introduction, par le breveté, d'objets fabriqués à l'étranger. L'intérêt des exposants et celui des expositions internationales ont, ici encore, nécessité des mesures spéciales.

83. 1^o *Déchéance pour défaut d'exploitation.*

Cette cause de déchéance est admise aujourd'hui par toutes les législations, sauf celles de l'Angleterre (1) et des Etats-Unis.

L'art. 32, § 2, de la loi française de 1844 déclare déchu de tous ses droits « le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte en France, dans le délai de deux ans, à dater du jour de la signature du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter, pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction ».

« Si la société, disait le rapporteur de la loi, M. P. Dupin, consent à se dessaisir, pour un temps, du droit d'exploiter librement une découverte utile, c'est pour reporter les avantages de cette exploitation à l'inventeur ; mais, s'il les dédaigne ou les délaisse, il est censé les abdiquer, et il en est déchu ».

La participation à une exposition publique a toujours été considérée comme un fait d'exploitation suffisant pour mettre le breveté à l'abri de cette déchéance, plus exacte-

(1) L'Angleterre permet au *Board of trade* d'ordonner au breveté d'accorder des licences, s'il est prouvé, sur la plainte d'une personne intéressée, que le brevet n'est pas exploité dans le Royaume-Uni, ou que l'inventeur ne peut satisfaire aux exigences légitimes du public.

ment pour interrompre le délai imparti. C'est bien, en effet, entre tous, un fait d'exploitation, puisque le but même des expositions est de mettre le public à même de connaître et d'étudier les inventions nouvelles et de provoquer la vente des produits. La doctrine (1) et la jurisprudence (2) affirment cette règle.

La jurisprudence est même peut-être allée trop loin, en l'admettant d'une manière absolue. Quel est, en effet, l'élément essentiel du fait d'exploitation? C'est la mise en vente. Or, si, dans la plupart des cas, cette intention est le plus souvent manifestée par l'envoi à une exposition, cet acte ne l'implique pas nécessairement. L'objet exposé peut, d'ailleurs, être d'une nature telle que la vue ne puisse en révéler la constitution; il est, d'autre part, certaines expositions où la mise en vente est expressément interdite.

On conçoit, dès lors, l'utilité des art. 1^{er} de la loi du 8 avril 1878, 4 de la loi du 5 juillet 1881 et 3 de la loi du 30 octobre 1888. En 1878, un certain nombre d'inventeurs se montraient disposés à participer à l'Exposition universelle de Paris et à prendre un brevet. Mais l'obtention même du brevet les aurait obligés à exploiter, dans les deux ans, leurs inventions, sous peine d'encourir la déchéance édictée par l'art. 32, 2^o, de la loi de 1844. Aussi ces inventeurs, surtout ceux de nationalité étrangère, n'étant pas en mesure de fonder immédiatement un établissement industriel en France, réclamèrent-ils une

(1) V. M. POUILLET, *op. cit.*, n^o 396; — *Pand. fr.*, *loc. cit.*, n^o 4736.

(2) V. Paris, 11 mai 1836, sous *Cass.* 13 Juin 1867, S. 38, 1, 53. — Paris, 9 février 1865, *Ann. propr. ind.*, 1865, p. 190; — *Cass.*, 19 juin 1866, *Ann. propr. ind.*, 1866, p. 288; — Bordeaux, 25 juin 1837 (même affaire), *ibid.*, 1868, p. 281.

prolongation de délai. C'est pour satisfaire à ce vœu légitime et pour prévenir toute contestation que la loi du 8 avril 1878 renferme la disposition suivante, qui a été reproduite, à peu près textuellement, dans les lois des 5 juillet 1881 et 30 octobre 1888, en prévision de l'Exposition internationale d'électricité et de l'Exposition universelle de 1889 :

« Tout breveté français ou étranger, qui aura exposé, à l'Exposition universelle de 1878, un objet semblable à celui qui est garanti par son brevet, sera considéré comme ayant exploité sa découverte ou son invention en France, depuis l'ouverture de l'Exposition.

« La déchéance prévue par l'article 32, § 2, de la loi de 1844, et non encore encourue, sera interrompue ; le délai de déchéance courra de nouveau, à partir seulement de la clôture officielle de l'Exposition universelle. »

Le rapporteur de la loi de 1888 devant la Chambre des Députés (1) a bien indiqué le but que s'est proposé le législateur en édictant l'art. 3 : « Les dispositions de l'art. 3, les avantages qu'il assure aux brevetés exposants, sont de nature à faire impression sur l'esprit des inventeurs. Ceux-ci sont souvent peu fortunés ; ils ont besoin de capitaux pour pouvoir donner un corps à leurs idées : ces capitaux, la publicité si large, si efficace d'une exposition universelle leur donne grande chance de les trouver. Mais, pour qu'ils soient assurés de retirer de leur invention les avantages qu'ils sont en droit d'espérer, il faut de toute nécessité que le délai de déchéance soit interrompu, à leur profit, pendant toute la durée de l'Exposition : s'il en était autrement, les brevetés courraient le

(1) M. PHILIPON.

risque de voir tomber leur invention dans le domaine public, précisément au moment où un capitaliste se présenterait pour s'en rendre acquéreur. »

Le sens du mot « interrompue », dans la disposition précédente, est le sens même qu'on lui donne dans la langue du droit, en matière de prescription, par exemple (1). Dans le calcul des deux années d'inaction exigées par la loi, on ne devra donc pas tenir compte du temps antérieur à l'ouverture de l'Exposition. Cette interprétation est commandée, à la fois, par la rédaction de l'art. 32, 2°, de la loi de 1844, qui parle de « deux années consécutives », et par celle des articles précités des lois de 1878, 1881 et 1888, qui exigent un « nouveau » délai (2) ».

L'inventeur étranger, que l'obligation d'exploiter, dans le délai de deux ans, eût détourné du dessein de demander un brevet et de prendre part à l'Exposition, disposera donc, s'il forme sa demande deux ans avant l'ouverture de l'Exposition, de quatre ans et demi, pour organiser son exploitation en France. L'inconvénient résultant de cette déchéance est ainsi amplement atténué.

84. 2° Déchéance à raison de l'introduction, par le breveté, d'objets fabriqués à l'étranger.

La loi française est la seule qui édicte cette cause de déchéance, dont l'utilité est discutable. Du moment qu'il existe, en France, une exploitation sérieuse, pourquoi interdire l'introduction, de la part du breveté, d'objets fabriqués à l'étranger ?

Voici la disposition de l'art. 32, 3°, de la loi de 1844 :
« Est déchu de tous ses droits... le breveté qui aura intro-

(1) Art. 2242 et s. C. civ.

(2) V. rapport de M. PHILIPON.

duit en France des objets, fabriqués en pays étranger, et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet. Sont exceptés des dispositions du précédent paragraphe, les modèles de machines, dont le Ministre de l'Agriculture et du Commerce pourra autoriser l'introduction, dans le cas prévu par l'article 29 », c'est-à-dire, aux termes de ce dernier article, les modèles de machines pour lesquels l'inventeur est breveté, à la fois, en France et dans le pays de fabrication.

Sous l'empire de la loi de 1844, l'exception portait donc exclusivement sur les modèles de machines, brevetés à l'étranger, introduits en France avec l'autorisation ministérielle. Pour tout autre produit, le fait seul de l'introduction faisait encourir la déchéance, quel que fût le but du breveté : la prohibition était absolue(1).

Des plaintes s'étant produites, à la suite de l'Exposition de 1855, la loi du 31 mai 1856 a donné à cette exception une extension considérable, en modifiant, de la manière suivante, le dernier paragraphe de l'art. 32 de la loi de 1844 :

« Néanmoins, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce pourra autoriser l'introduction : 1^o des modèles de machines ; 2^o des objets fabriqués à l'étranger, destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du Gouvernement. »

Depuis la loi de 1856, l'introduction peut donc être autorisée pour tous les objets, même non brevetés dans le pays de la fabrication, et destinés à une exposition ; seule, l'introduction des modèles de machines cesse d'être su-

(1) Aussi n'adhérerons-nous pas à la solution résultant de certains arrêts (Douai, 17 juillet 1846, — Paris, 8 juin 1853 et 17 juin 1869), qui décident que la déchéance n'est encourue qu'en cas de fraude. — V. dans ce sens, MM. MALAPERT et FORNI, *op. cit.*, n^o 719.

bordonnée à l'envoi à une exposition et peut être autorisée dans tous les cas (1).

L'obligation, imposée au breveté de se munir, au préalable, de l'autorisation ministérielle, est encore une cause d'embarras et de lenteurs, qui nuit au but que l'on veut atteindre. L'inconvénient se fait sentir, en ce qui concerne les expositions internationales ; car c'est surtout aux brevetés étrangers que s'appliquent les dispositions précédentes. Aussi la loi, sus-visée, du 8 avril 1878, a-t-elle, par son art. 2, affranchi de cette formalité l'inventeur qui se contentait d'envoyer à l'Exposition universelle un spécimen unique de ses produits. L'autorisation restait nécessaire, au cas où il désirait en importer plusieurs.

Ajoutant à cette innovation, la loi du 5 juillet 1881 (art. 4^{er}) a permis l'introduction libre, non seulement d'un spécimen, mais encore d'un nombre illimité d'objets, que les brevetés ou leurs ayants droit (2) auraient été ad-

(1) V. MM. MALAPERT et FORNI, *op. cit.*, n° 713.

On a discuté et on discute encore sur la portée de cette disposition. Les uns soutiennent, avec raison, suivant nous, que, pour ne pas encourir la déchéance, il faut avoir obtenu une autorisation ministérielle, même si l'on introduit, à titre de modèles, les objets fabriqués à l'étranger ; les autres prétendent, au contraire, que l'autorisation n'est pas indispensable, et que le breveté ne contrevient pas à la loi, s'il peut prouver qu'il a voulu seulement faire vendre des échantillons d'objets semblables à ceux qu'il a fait breveter. Nous ne saurions admettre une interprétation qui enlèverait toute utilité à la loi de 1856. En tout cas, on est d'accord pour reconnaître que la prohibition contenue dans l'art. 32, 3°, de la loi de 1844, est formelle et que la déchéance est encourue, quand l'introduction a un but mercantile.

(2) *L'ayant droit* est celui à qui le titulaire du brevet en a fait cession, dans les formes déterminées par l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844, c'est-à-dire par acte notarié, après le paiement de la totalité des taxes et avec enregistrement de l'acte au secrétariat de la préfecture, du département dans lequel cet acte a été passé.

mis à faire figurer à l'Exposition internationale d'électricité.

L'art. 1^{er} de la loi du 30 octobre 1888 a concédé les mêmes facilités, en prévision de l'Exposition universelle de 1889.

L'art. 2 dispose que l'introduction, comme en 1878 et en 1881, sera, non pas définitive, mais seulement temporaire, et que la déchéance sera encourue, si les objets ne sont pas réexportés, dans le délai de trois mois à partir du jour de la clôture officielle (1).

Ce texte n'était nécessaire qu'à l'égard des exposants brevetés, appartenant, par leur nationalité, à des Etats ne faisant pas partie de l'*Union internationale pour la protection de la propriété industrielle*. Ceux qui dépendaient des Etats adhérents se trouvaient, en effet, relevés, d'une manière générale, de la déchéance, par l'art. 5 de la Convention du 20 mars 1883, dont le § 1^{er} est ainsi conçu : « L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des Etats de l'Union, n'entraînera pas déchéance ». La loi du 30 octobre 1888 a donc eu pour résultat utile d'accorder aux exposants des autres pays une faveur semblable (2).

(1) Le délai de réexportation était d'un mois, d'après la loi du 8 avril 1878. Le projet du Gouvernement, qui a précédé la loi du 30 octobre 1888, proposait de le porter à six mois. Mais, sur la demande de la commission de la Chambre des députés, ces six mois ont été réduits de moitié et ramenés à trois, c'est-à-dire à la durée qu'avait déjà adoptée la loi du 5 juillet 1881.

(2) V. l'Exposé des motifs de la loi. — V. aussi *Annuaire de législation française*, 1888, pp. 64 et s., Notice et notes relatives à la loi du 30 octobre 1888, par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE.

De ces lois françaises doit être rapprochée une loi des Etats-Unis, du 6 avril 1892, relative à l'Exposition universelle de Chicago.

La législation de cet Etat autorise des poursuites contre les inventeurs brevetés qui exhibent des produits garantis par des brevets américains. Une mesure de faveur était donc nécessaire pour sauvegarder la situation des exposants étrangers. La loi susvisée déclare : « qu'aucun citoyen d'un autre pays ne sera appelé à répondre de la violation d'un brevet délivré par les Etats-Unis..., quand l'acte incriminé aura été accompli, en ce qui concerne un produit... figurant à l'*Exposition colombienne universelle* de Chicago » (1).

85. Après avoir examiné les questions relatives, exclusivement, à la protection d'une invention brevetée figurant à une exposition, il y a lieu de se préoccuper des dangers qui peuvent naître, d'une manière générale, d'une exposition internationale, pour toute invention brevetée, exposée ou non.

L'application de la loi française soulève, à cet égard, une difficulté particulière, qui se rattache étroitement à celle que nous venons d'étudier, en dernier lieu : comment faut-il apprécier l'introduction, sur le territoire français, d'objets semblables à un produit pour lequel il a été pris un brevet en France, lorsque cette introduction est le fait, non du breveté lui-même, mais d'un *tiers*, c'est-à-dire d'un contrefacteur, et qu'elle a pour but l'exhibition de ces objets dans une exposition internationale ? La question précédente intéresse surtout les étrangers brevetés en

(1) V. *Journal de la Propriété industrielle*, de Berne, 1892, p. 76.

France ; celle-ci ne concerne guère que les brevetés français.

L'introduction, en France, d'objets semblables à un produit pour lequel il a été délivré un brevet français, est prévue et réprimée par l'art. 41 de la loi de 1844. Ce texte frappe l'introducteur des peines de la contrefaçon. Cette disposition s'applique-t-elle à l'introduction qui a pour but l'exhibition dans une exposition internationale ?

Comme le fait observer très justement M. Lyon-Caen (1), la question est surtout intéressante dans deux cas : en premier lieu, lorsque le breveté français n'a pas pris de brevet dans le pays où a eu lieu la fabrication des objets introduits, — et en second lieu, quand ces objets ont été fabriqués dans un pays, comme la Hollande, qui n'admet pas les brevets d'invention. En dehors de ces deux cas, en effet, le breveté peut exercer des poursuites dans le pays de fabrication.

Les interprètes sont loin d'être d'accord, et ici encore, la controverse a pour origine la prétendue fiction d'extritorialité.

Dans l'hypothèse, a-t-on dit, il n'y a pas réellement introduction sur le territoire français, puisque les locaux, affectés aux expositions internationales, sont constitués en entrepôts réels de douane : les locaux qui sont l'objet d'une semblable immunité sont, en effet, réputés distraits du sol national et situés sur un territoire neutre ; les objets déposés doivent donc être considérés comme n'étant pas en France ; l'art. 41 de la loi de 1844 n'étant applicable qu'aux faits accomplis en France, ne peut être

(1) *Journal du dr. intern. priv.*, 1878, pp. 17 et s.

invoqué. On ajoute que les objets adressés à une exposition internationale sont censés circuler en transit, et que, par conséquent, à aucun moment de leur séjour en France, ils ne peuvent être considérés légalement comme y ayant pénétré.

Cette prétention n'est pas fondée : on ne saurait soustraire les locaux constitués en entrepôts réels à l'application d'aucune loi, sauf des lois fiscales. Il serait d'autant plus dangereux d'admettre une pareille doctrine que les objets introduits dans un entrepôt réel, spécialement dans l'enceinte d'une exposition internationale, peuvent ne pas être réexportés, mais livrés à la consommation intérieure, et les lois ou décrets, qui ont pour objet la constitution des expositions internationales en entrepôts réels, prévoient cette éventualité, en déclarant que les produits vendus ne seront soumis qu'aux droits applicables aux importations similaires de la nation la plus favorisée.

Quant à l'objection que l'on tire de la disposition réglementaire, en vertu de laquelle les objets exposés ne peuvent être retirés pendant la durée de l'Exposition, elle ne saurait prévaloir : cette règle, en effet, n'empêche pas la vente, mais seulement la livraison avant la clôture de l'Exposition ; une vente pure et simple seule serait impossible. Encore faut-il remarquer que le Commissaire général peut autoriser le retrait anticipé, lorsqu'il y a remplacement immédiat.

Aussi estimons-nous, suivant l'avis de M. Lyon-Caen, que l'art. 44 doit s'appliquer ici, alors même qu'on voudrait l'écarter quant à l'introduction d'objets circulant en transit. — Cette dernière prétention n'est, d'ailleurs, pas mieux fondée que la précédente, et, par la rai-

son consacrée par un arrêt de la Cour de Rouen, du 12 février 1874 (1), qu'une fiction ne saurait produire d'autre effet que celui pour lequel elle a été admise, effet qui n'est autre ici que l'exonération des droits de douane.

La loi, du reste, punit l'introduction comme un fait matériel, sans se préoccuper du but poursuivi par l'introduit, « quand même il destinerait à son usage personnel les objets introduits ».

Dans notre hypothèse, d'ailleurs, les peines de la contrefaçon ne sont pas seulement encourues, selon nous, à raison de l'introduction délictueuse, mais encore à cause de l'exposition tendant à la vente. L'exposant peut bien avoir pour but immédiat et unique de mériter l'admiration des visiteurs et d'obtenir une récompense; mais son but est, en définitive, de provoquer ainsi les achats et d'augmenter sa clientèle, sinon dans le présent, du moins pour l'avenir. Nous ne saurions donc admettre qu'il y ait lieu d'apprécier l'acte de l'exposant, suivant le but immédiat qu'il se propose : ce système présente le grave inconvénient de tenir en suspens le droit du breveté jusqu'à la fin de l'Exposition; qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas vente, le droit de jouissance exclusive du breveté est lésé (2).

De notre solution, déniée par le Tribunal de commerce de la Seine, qui admet le système opposé (3), il résulte

(1) SIREY, 74, 2. 281 et la note de M. Ch. LYON-CAEN; — V. aussi MM. MALAPERT et FORNI, *op. cit.*, n° 718, p. 246 et s.

(2) En sens contraire, V. M. Amb. RENDU, *op. cit.*, p. 65; — M. ALLART, *op. cit.*, t. III, n° 487; — M. BLANC SAINT-BONNET, *op. cit.*, p. 354; — M. POUILLET, *op. cit.*, n° 742; — Trib. comm., Seine, 9 janvier 1868, — *Ann. propr. industrielle*, 1868, p. 55.

(3) V. Jugement précité, n. 2.

que c'est devant les juges du lieu où a été constaté le fait, et non devant ceux du lieu de fabrication (1) que le breveté doit poursuivre le contrefacteur.

Autre conséquence : l'inventeur breveté, qui rencontre dans une exposition internationale un produit semblable à celui pour lequel il a pris un brevet, ne saurait l'acheter et le mettre en vente en France, dans ses magasins, sans encourir de déchéance : admettre une solution contraire serait lui fournir un moyen aisé de tourner impunément la prohibition de la loi (2).

Avec M. Ch. Lyon-Caen, nous estimons que, sous l'empire de la loi de 1844, nous nous trouvons, dans notre hypothèse, en présence d'un fait assimilé à la contrefaçon, et nous croyons qu'au point de vue législatif, il serait regrettable qu'on autorisât l'introduction dans un pays, pour y être exposés dans un concours international, d'objets contrefaits à l'étranger. « Sans doute, dit le savant professeur, la contrefaçon n'a pas, dans ce cas, constitué un délit, puisque les brevets n'ont que des effets purement territoriaux ; mais il est naturel que le législateur d'un pays cherche à assurer le respect de ses lois, au moins sur son territoire. Que des tiers fabriquent tant qu'ils voudront en pays étranger : s'ils se bornent à cela, la loi française n'a rien à y voir. Si des tiers vont plus loin et essaient de venir faire indirectement, en France même, au breveté, une concurrence qui peut être désastreuse pour lui, il y a une véritable atteinte aux droits

(1) En supposant, bien entendu, que l'inventeur lésé soit breveté dans le pays de la fabrication.

(2) V. *Contrà* Colmar, 7 déc. 1864, *Ann. propr. industrielle*, 1865, p. 215.

du breveté, atteinte qui ne saurait rester impunie (1) ».

Telles sont, dans leur ensemble, les mesures exceptionnelles, édictées dans l'intérêt des inventeurs qui prennent part aux expositions internationales. C'est à la France que revient l'honneur d'en avoir pris l'initiative. Souhaitons qu'elle complète son œuvre, en rendant permanentes et définitives, par une loi d'ensemble, ces diverses dispositions, et surtout en provoquant, sur ce point, une réglementation vraiment internationale.

(1) En Allemagne, à la suite de l'enquête qui a préparé la loi du 25 mai 1877, M. Siemens a proposé de faire consacrer le système que nous combattons ; mais le Gouvernement s'y est refusé, et le Reichstag a partagé cet avis.

CHAPITRE V

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET ARTISTIQUE (SUITE).

II^e, III^e, IV^e ET V^e PARTIES : NOM COMMERCIAL. — MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE. — DESSINS ET MODÈLES DE FABRIQUE. — ŒUVRES ARTISTIQUES.

Aux expositions internationales, de nombreuses usurpations et contrefaçons de noms, de marques, de dessins et modèles de fabrique, et d'œuvres artistiques, peuvent être commises par des étrangers, ou au détriment d'étrangers. Comme pour les inventions, il y a lieu de rechercher, au sujet de ces diverses branches de la propriété industrielle et artistique, d'une part, quelles règles de droit commun, et d'autre part, quelles mesures spéciales, permettent de provoquer la répression.

SECTION I^{re}

NOM COMMERCIAL APPOSÉ SUR LES PRODUITS, MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

§ I. — Droit commun.

A. — *Législations intérieures.*

86. La propriété des noms et des marques se rattache réellement au droit des gens, et à ce titre, devrait recevoir,

dans tous les pays, une protection indépendante de la nationalité des titulaires. Mais les lois qui réglementent cette protection n'ont pas seulement pour but la garantie d'une propriété privée : elles se proposent aussi de sauvegarder l'intérêt national. Cette pensée explique le traitement un peu désavantageux dont les étrangers sont l'objet dans certains Etats.

Ces deux branches de la propriété industrielle sont protégées, dans les différents pays, soit par des lois distinctes, soit par une même loi, relative aux marques de fabrique, dont un article spécial prévoit l'usurpation du nom commercial.

87. Au point de vue du nom, les diverses législations intérieures peuvent se répartir en deux groupes, le premier, comprenant celles qui accordent aux étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux, — le second se référant aux lois qui ne protègent les noms appartenant à des étrangers qu'au cas de réciprocité diplomatique ou légale. Rentrant dans le premier groupe, les lois de l'Angleterre, des États-Unis, de l'Italie, de la Belgique, de la République Argentine. Les législations allemande, autrichienne, helvétique, suédoise, portugaise stipulent, au contraire, la réciprocité, à l'exemple de la loi française ; chez nous, la réciprocité diplomatique, au sens de l'art. 11 du C. civ., est la seule qu'admette la loi du 28 juillet 1824 ; c'est la loi du 26 novembre 1873 (art. 9) qui est venue accorder la protection du nom aux étrangers, au cas de réciprocité légale.

88. En ce qui concerne les marques de fabrique, les législations s'inspirent d'idées qui sont loin d'être uniformes, au triple point de vue du principe de la protection à l'égard des étrangers, du caractère des marques et des effets du dépôt.

1° Protection des étrangers.

En France, le bénéfice de la loi du 23 juin 1857 peut être invoqué par les étrangers, dans les trois cas suivants : 1° Lorsqu'ils possèdent, en France, des établissements d'industrie ou de commerce ; 2° lorsque, n'ayant aucun établissement en France, ils peuvent invoquer une convention diplomatique établissant, dans leurs pays, la réciprocité pour les marques françaises. (Cette disposition est applicable aux Français dont les établissements sont situés hors de France (art. 5 et 6, loi de 1857) ; 3° lorsqu'ils peuvent invoquer la réciprocité légale (art. 9, loi de 1873).

Pour pouvoir invoquer le bénéfice de la loi de 1857, il faut, bien entendu, qu'ils aient déposé leurs marques en France. Faute d'avoir rempli cette formalité, ils ne pourraient poursuivre les contrefacteurs ni par la voie civile ni par la voie répressive ; ils auraient simplement le droit de les actionner en concurrence déloyale, en vertu de l'art. 1382 C. civ., devant la juridiction consulaire.

Quant aux étrangers qui ne se trouvent dans aucun des trois cas qui viennent d'être énumérés, ils ne peuvent même pas, aux termes d'une jurisprudence trop rigoureuse, recourir à cette voie de droit commun.

Parmi les législations étrangères, les unes accordent aux étrangers le même traitement qu'aux nationaux, *sans aucune condition de réciprocité* : ce sont celles de l'Angleterre, de l'Italie, de la Hollande, du Canada, du Chili, du Japon, de la République Argentine, de l'Uruguay et du Mexique (1).

(1) Angleterre, L. 25 août 1883. — Italie, L. 30 avril 1868. — Hollande, L. 25 mai 1880. — Canada, L. 4^{er} mai 1879. — Chili.

Les autres exigent, comme la loi française, pour la garantie légale, la condition de réciprocité diplomatique ou législative. Ce sont celles de l'Allemagne, de la Suisse, du Danemarck, de la Suède et de la Norvège, du Portugal, des États-Unis, de la Tunisie (1).

Un grand nombre de législations, enfin, n'admettent que la réciprocité diplomatique comme fondement de la garantie. Ce sont celles de la Belgique, du Luxembourg, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de la Russie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Turquie et du Brésil (2). Mais, dans la plupart de ces derniers pays, l'action en concurrence déloyale est permise aux étrangers, même non couverts par le principe de la réciprocité.

89. 2^o *Caractères des marques.*

A cet égard aussi, il existe de notables divergences entre les différentes législations.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Norvège excluent de la protection légale les marques composées uniquement de mots.

Ces dernières sont, au contraire, admises en France, en

L. 11 novembre 1874. — Japon, L. 7 juin 1884. — République Argentine, L. 14 août 1876. — Uruguay, L. 1^{er} mai 1877. — Mexique, L. 28 novembre 1889.

(1) Allemagne, L. 30 novembre 1874. — Suisse, L. 10 décembre 1879. — Danemarck, L. 8 juillet 1880. — Suède et Norvège, L. 26 mai et 5 juillet 1884. — Portugal, L. 4 juin 1883. — États-Unis, L. 3 mai 1881. — Tunisie, L. 5 juin 1889.

(2) Belgique, L. 1^{er} avril 1879. — Luxembourg, L. 28 mai 1883. — Autriche-Hongrie, LL. 6 janvier, 19 février 1890. — Espagne, L. 20 novembre 1850. — Russie, pas de loi spéciale. — Roumanie, L. 14 avril 1879. — Serbie, L. 30 mai 1884. — Turquie, L. 3 juin 1872. — Brésil, L. 23 octobre 1875.

Angleterre, en Belgique, en Espagne, en Suisse (depuis 1890), en Italie, en Serbie et aux Etats-Unis (1). Mais l'accord est loin d'exister entre ces Etats, relativement au caractère que doivent présenter les marques composées uniquement de mots.

90. 3^o *Effets du dépôt.*

L'enregistrement des marques est *attributif* du droit de propriété, en Allemagne, en Autriche, aux Etats-Unis, dans la République Argentine et l'Uruguay.

Il n'est que *déclaratif*, et dès lors, la priorité d'usage constitue seule la base du droit de propriété, en France, au Brésil, en Italie, en Russie, au Danemark, en Hollande, en Suède et en Norwège, au Mexique et au Japon.

L'Angleterre et l'Espagne ont adopté un système mixte : en principe, la *priorité d'usage* sert de fondement au droit ; mais le dépôt est admis, après un certain temps, comme preuve définitive du droit du déposant à l'usage exclusif de cette marque.

La durée de la protection varie, suivant les pays. Dans le but d'établir une règle uniforme, sous ce rapport, plusieurs lois et traités admettent que la durée de la protection pour une marque étrangère ne peut dépasser celle qui lui est reconnue dans son pays d'origine.

91. La situation d'un fabricant ou d'un commerçant à une exposition internationale peut donc varier beaucoup, suivant le pays où a lieu l'exposition.

Il est cependant une règle commune à presque toutes les législations et qui a pour juste conséquence d'interdire à un fabricant l'accès de toute exposition étrangère, si ses

(1) D'après le *bill Mac-Kinley*, les articles étrangers, munis d'un nom et d'une marque imitant le nom et la marque d'un fabricant indigène, sont refusés à l'importation, depuis le 1^{er} mars 1891.

produits sont revêtus d'un nom usurpé ou d'une marque frauduleuse : c'est le principe de la prohibition de l'importation de pareilles marchandises, *même sous le régime du transit ou de l'entrepôt*.

L'art. 19 de la loi française de 1857 est formel à cet égard. « Tous produits étrangers, dispose-t-il, portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française, sont prohibés à l'entrée, et *exclus du transit ou de l'entrepôt, et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit*, à la diligence de l'administration des douanes, ou à la requête soit du ministère public, soit de la partie lésée (art. 19, § 1). »

La Cour de cassation applique cette disposition avec rigueur (1). La prohibition est sanctionnée par *la saisie, la confiscation des produits et la destruction des marques*. La saisie, aux termes de la loi, peut être pratiquée, dès l'apparition en France, des marchandises contrefaites, en quelque lieu que ce soit, même à l'état de transit, même, par conséquent, dans l'enceinte d'une exposition internationale, ou en cours de voyage, à destination ou au retour de l'Exposition. Cette saisie peut être opérée, à la requête, soit de la partie lésée, soit du ministère public, soit de l'Administration des douanes.

Il importe de remarquer que le but de l'article précité n'est pas de punir la contrefaçon elle-même ou l'usage du nom de la marque usurpée ou imitée ; car ces délits sont commis, dans ce cas, en pays étranger et ne peuvent, à ce titre, être poursuivis en France, à moins que le cou-

(1) V. Cass. crim., 23 février 1884.

pable ne soit Français ; l'introduction de ces produits ne constitue pas davantage un délit proprement dit, la loi de 1857 s'étant abstenue de l'atteindre, au titre des pénalités.

Il n'y a que la vente ou la mise en vente, en France, des objets revêtus de marques contrefaites, qui puisse entraîner, contre le délinquant, l'amende ou l'emprisonnement. On a prétendu, toutefois, que le seul fait de l'introduction constitue l'*usage en France*, et peut, dès lors, faire encourir les peines édictées par la loi, lorsque l'usage concerne une marque contrefaite ou frauduleusement imitée.

L'art. 45 de la loi du 11 janvier 1892, *relative à l'établissement du tarif général des douanes*, s'est inspiré de la loi de 1857, en donnant aux préposés des douanes le droit de saisir, à l'importation et dans la région frontière, les produits étrangers marqués de fausses indications relatives à leur provenance.

92. Mais l'exhibition dans une exposition publique constitue-t-elle le délit de mise en vente, et rend-elle l'exposant passible des pénalités de la loi de 1857 ? Relativement aux brevets, l'exhibition, en principe du moins, nous a paru présenter le caractère d'une mise en vente : nous croyons, avec M. Pouillet (1), qu'il y a plus de raison encore de considérer comme telle l'exhibition d'un objet revêtu d'un nom ou d'une marque usurpée ; car si, en fait, on peut comprendre qu'un industriel expose, par exemple, une machine d'un modèle breveté, pour faire valoir la supériorité de sa fabrication ou un perfectionnement important, on ne peut admettre aucune justifica-

(1) *Marques de fabrique*, n° 201.

tion en faveur de celui qui exhibe ses produits sous le nom et la marque d'un autre. « D'autre part, dit M. Pouillet, il est certain que le législateur a voulu atteindre tous les faits ayant pour but d'offrir au public le produit revêtu d'une marque contrefaite, et il est évident que l'exhibition dans une vitrine d'exposition fixe l'attention des consommateurs et attire la clientèle. A défaut du délit de mise en vente, on pourrait, du moins, voir dans cette exhibition le délit d'usage. »

93. Parmi les Etats étrangers prohibant l'introduction des produits accompagnés d'indications de nature à tromper sur leur provenance, citons : l'Angleterre, qui défend, d'une manière absolue, l'importation des produits de manufactures étrangères portant un nom, une marque, un emblème, tout *faux libellé* pouvant laisser supposer ou croire qu'ils sortent d'une manufacture britannique, — le Portugal, qui lève la défense, si l'introduction a lieu, du consentement de l'intéressé, — l'Italie, où l'introduction des produits constitue un délit, — la Serbie et la Turquie, qui, de même que la France, interdisent l'importation et le transit des marchandises étrangères portant un signe de provenance nationale.

B. — *Conventions internationales.*

94. La Convention du 20 mars 1883, en unifiant, dans une certaine mesure, les législations relatives à la propriété industrielle, a un peu atténué, notamment, les différences qu'elles présentent, au point de vue du nom commercial et des marques de fabrique.

Rappelons, d'abord, l'art. 2, qui pose le principe géné-

ral de la Convention, en disposant que les industriels de chacun des Etats contractants « jouiront, dans tous les autres Etats de l'Union, des avantages que les lois respectives accordent actuellement et accorderont, par la suite, aux nationaux ».

L'art. 8 est spécial au *nom commercial*. « Le *nom commercial*, dispose ce texte, sera protégé, dans tous les Etats de l'Union, sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce ».

En vertu de la Convention de 1883, les industriels appartenant à l'un des Etats contractants, jouissent, dans les autres, de la protection légale, même dans les pays où, par application de la règle de réciprocité diplomatique ou légale, ils se trouveraient privés de cette protection ; en France, notamment, la Convention renferme, sur ce point, en faveur de ces industriels, une heureuse extension. L'art 2 est même défavorable aux intérêts nationaux, puisqu'il promet aux étrangers le bénéfice des lois *qui existeront dans la suite*.

L'art. 6, spécial aux marques, énonce que toute marque, déposée régulièrement dans le pays d'origine, c'est-à-dire dans le pays du principal établissement de l'industriel, sinon dans celui auquel il appartient comme citoyen, sera admise au dépôt et protégée, à ce titre, dans tous les autres pays de l'Union, alors même que ces Etats ne l'admettraient pas, en règle générale. Mais ce n'est que le dépôt (*dans le pays d'origine*) qui le rend susceptible de protection dans tous les autres pays de l'Union : à défaut de cette condition, un étranger ne pourrait pas réclamer l'enregistrement dans un autre pays, contrairement à sa loi nationale.

C'est ce qu'on appelle le principe du *statut personnel* de la marque.

Les États, dépourvus d'une loi générale sur les marques, ne sont, bien entendu, nullement engagés par l'art. 6.

Aux termes de l'art. 4, dont nous avons déjà appliqué le principe aux brevets d'invention, le dépôt effectué dans l'un des Etats contractants assure un délai de priorité pour faire le dépôt dans tous les autres États, durant le délai de trois mois, à partir du premier dépôt (augmenté d'un mois pour les pays d'outre-mer).

La Convention s'est aussi occupée de l'introduction, dans un pays, de produits portant une marque de fabrique usurpée ou une fausse indication de provenance. Mais la Convention se distingue, en trois points, de la loi française : 1^o la saisie n'a lieu qu'à la requête de la partie intéressée ou du ministère public ; 2^o elle permet la saisie, à l'importation, mais laisse libre le transit et ne s'occupe pas de l'entrepôt ; 3^o la fausse indication d'un lieu de provenance, lorsqu'elle est isolée d'un nom commercial fictif ou frauduleusement emprunté, n'autorise pas la saisie. Toutefois, les législations intérieures étant nécessairement maintenues à l'égard des nationaux, l'art. 19 de la loi française de 1857, ainsi que les dispositions analogues des lois qui admettent le même principe, continuent à être applicables pour la sauvegarde des marques et des noms appartenant à des Français. La France est seulement tenue d'accorder aux industriels des autres Etats signataires le bénéfice des art. 9 et 10 de la Convention.

95. La Conférence de Madrid, reproduisant une décision, non ratifiée, de la Conférence de Rome, a établi, entre la France et plusieurs autres Etats, une Union restreinte,

fondée sur un arrangement, d'après lequel « les fausses indications de provenance sont interdites, sans qu'elles soient nécessairement accompagnées d'un nom fictif ou frauduleusement emprunté (art. 1^{er}) ».

La Convention internationale n'admet aucune dérogation aux règles de la procédure de chaque Etat ; relativement aux questions de propriété industrielle, aucun texte ne dispense un étranger de la caution *judicatum solvi*.

Il importe enfin de signaler un dernier progrès, réalisé par la Conférence de Madrid dans une mesure encore restreinte, mais où il faut voir la première ébauche d'une législation internationale, quant à notre sujet : nous voulons parler de *l'enregistrement international des marques de fabrique*.

Une proposition dans ce sens avait été soumise, sans succès, en 1886, à la Conférence de Rome. Le Congrès réuni en 1889 en fit l'objet d'une de ses résolutions. Enfin la convention d'*Union restreinte*, conclue le 14 avril 1891, à la suite de la Conférence de Madrid, entre la France, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie, auxquels s'est jointe, le 15 octobre 1894, l'Italie, a ratifié cette résolution. Aux termes de cette convention, les nationaux des Etats signataires et les étrangers qui ont, dans l'un de ces Etats, leur domicile ou un établissement commercial, peuvent s'assurer, dans tous les pays de l'Union restreinte, la protection de leurs marques déposées dans le pays d'origine, en les faisant enregistrer au *Bureau international de Berne*. L'administration du pays d'origine se charge de faire le dépôt, et le Bureau, en le notifiant aux Etats contractants, garantit à la marque la protection qui serait due au dépôt effectué dans l'un d'entre eux. Ainsi, par le fait d'un seul dé-

pôt, la protection légale est acquise dans les différents pays de l'Union (1). Lorsque tous les principaux Etats auront adhéré à la Convention de Madrid, l'unification, si désirable, des lois sur les marques de fabrique, sera bien près d'être réalisée.

On mesure l'importance de cette innovation, au point de vue des expositions internationales, et les précieuses facilités qui en résultent pour les industriels appartenant aux Etats faisant partie de l'Union restreinte, lorsqu'ils veulent prendre part à une exposition organisée dans l'un de ces Etats.

§ II. — Mesures spéciales aux noms et marques figurant aux expositions internationales.

Comme pour les inventions, nous envisagerons successivement le cas d'une marque non déposée dans le pays de l'Exposition, et celui d'une marque déposée.

1^o *Cas d'une marque non déposée.*

96. La situation, à une exposition internationale, d'une marque non déposée, mérite moins la sollicitude du législateur que celle d'une invention non brevetée.

D'une part, en effet, la formalité du dépôt est, avons-

(1) L'enregistrement au Bureau international garantit la protection de la marque pendant dix ans ; après ce délai, il faut renouveler la formalité du dépôt. Mais, en aucun cas, une marque ne peut être protégée dans un Etat, si elle ne l'est plus dans son pays d'origine (2^e protocole de Madrid). — Un décret, du 27 avril 1893, détermine, pour la France, les formalités à remplir pour obtenir l'enregistrement au Bureau international : versement d'une somme de 25 francs ; envoi au Ministre du commerce d'une requête, accompagnée de trois exemplaires de la marque, du cliché typographique et d'un mandat postal de 100 francs, au nom du Bureau international,

nous vu, dans la plupart des législations, purement déclarative de propriété ; le droit repose essentiellement sur la priorité d'usage ; l'enregistrement, qui ne peut être refusé, ne confère que le droit éventuel de poursuite. Il en résulte qu'en France, le fabricant ou le commerçant, domicilié, établi, ou couvert par le principe de réciprocité, qui expose des produits portant un nom ou une marque non déposée, n'est pas déchu de son droit de propriété, mais est seulement privé du droit de poursuite devant les tribunaux civils et les tribunaux correctionnels, droit qu'il ne peut exercer qu'en vertu de la loi spéciale de 1857, c'est-à-dire, s'il a déposé sa marque ; mais il peut, bien entendu, suivant le droit commun, poursuivre le contrefacteur, pour concurrence déloyale, devant la juridiction consulaire. Par conséquent, l'usurpateur de ce nom ou de cette marque ne s'en assurera pas la propriété définitive par un dépôt frauduleux. Celui, au contraire, qui prend un brevet pour l'invention d'autrui, acquiert un titre de propriété, et le véritable inventeur ne pourra faire reconnaître son droit qu'en intentant une action en revendication.

D'autre part, le dépôt n'est accompagné, dans la plupart des Etats, en France notamment, d'aucune formalité spéciale et n'est soumise qu'à une taxe très minime. L'obtention de la protection légale, pour une marque ou un nom, n'est donc ni longue ni coûteuse, tandis que la délivrance d'un brevet nécessite un temps assez considérable et des frais importants.

La situation d'un industriel, qui désire prendre part à une exposition internationale, mais qui n'a pas encore déposé son nom ou sa marque, est donc moins intéressante que celle d'un inventeur qui n'a pas demandé de brevet. Une protection provisoire lui est moins nécessaire. Toutefois,

elle n'est pas dénuée d'utilité pour les industriels qui n'ont pas encore définitivement arrêté le libellé de leur nom ou le modèle de leur marque ; car, en cas d'usurpation, elle leur évitera l'obligation, fort lourde souvent, de prouver l'antériorité d'usage. La protection provisoire présente, d'ailleurs, la même importance, relativement aux noms et marques, qu'en matière de brevets, dans les pays où le dépôt est attributif de propriété.

97. C'est donc avec raison que l'art. 11 de la Convention internationale a mis sur la même ligne, marques et inventions. Aux termes de cette disposition, les gouvernements signataires sont tenus d'accorder une protection temporaire « aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits figurant aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues ».

Ici, comme au sujet des inventions, nous exprimons le vœu que cet article, qui ne fait que poser le principe de la protection temporaire, reçoive prochainement, dans une nouvelle conférence, une interprétation officielle, suivie d'une unanime ratification, qui rende la disposition pleinement claire et efficace, en décidant notamment : 1^o que la protection sera due par tous les Etats de l'Union, à l'occasion de toute exposition internationale officielle, ouverte sur le territoire de l'un deux ; — 2^o que cette protection consiste dans un délai de priorité s'étendant, au minimum, jusqu'à six mois à partir de l'ouverture de l'exposition ; — 3^o qu'elle n'aura d'effet que si, pendant sa durée, il est fait un dépôt en vue d'assurer aux objets la protection définitive dans un des Etats de l'Union ; — 4^o que les délais de propriété sus-mentionnés seront indépendants de ceux dont il est question dans l'art. 4 de la Convention.

Quoi qu'il en soit, la protection temporaire, accordée aux noms et marques non déposés, doit consister en ce que, pendant sa durée, aucun dépôt ne peut être fait valablement que par l'exposant.

Un autre effet du certificat de dépôt provisoire doit être de conférer à son titulaire le droit de poursuivre les contrefacteurs, de saisir les objets revêtus de noms et marques usurpés ou imités et de s'opposer à l'introduction en France d'objets contrefaits. Comme pour les inventions, la question se pose de savoir si la demande d'une protection définitive, avant l'expiration des délais, constitue une condition suspensive ou une condition résolutoire de la protection provisoire : une condition résolutoire, pensons-nous, pour les raisons que nous avons précédemment développées.

98. La loi française du 23 mai 1868 ne fait pas mention des marques de fabrique. Ce silence s'explique par le caractère purement déclaratif de la marque dans notre législation : la date du premier usage ayant bien plus d'importance, au point de vue du fondement du droit de propriété, on ne jugea pas nécessaire, en 1868, de se préoccuper des marques non déposées, appartenant à des exposants.

Une loi du 5 juillet 1881, promulguée en vue de l'Exposition internationale d'électricité, tenue à Paris, a étendu les dispositions de la loi de 1868 aux marques de fabrique et de commerce, conformément à un vœu du Congrès de la propriété industrielle de Paris, en 1878. La loi du 30 octobre 1888 n'a pas reproduit cette disposition.

La loi anglaise de 1886, pour la même raison, ne mentionne pas les marques de fabrique.

En Espagne, le décret du 16 août et l'ordonnance royale du 29 août 1888 visent expressément les marques.

La loi fédérale helvétique du 26 septembre 1890 a ex-

pressément prévu la protection provisoire des marques, aux expositions internationales ; l'art. 35 l'accorde, pour deux ans au plus, « aux marques appliquées sur des produits ou marchandises participant à des expositions industrielles ou agricoles, et provenant d'États avec lesquels il n'existe pas de convention sur la matière (1). »

2^o *Cas d'une marque déposée.*

99. Le fabricant, dont les produits sont revêtus d'une marque déposée, a incontestablement le droit de faire saisir, à l'Exposition, les produits similaires portant une marque imitant frauduleusement la sienne et de poursuivre les contrefacteurs.

Nous avons dit précédemment, d'une part, que le seul fait d'exposer des produits contrefaits constitue le délit de mise en vente ou, tout au moins, le délit d'usage, réprimés tous deux par la loi de 1857 (art. 7 et 8), et, d'autre part, s'il s'agit d'objets fabriqués à l'étranger et frauduleusement introduits en France, l'art. 14 de cette même loi en ordonne la confiscation et la destruction. « Ils peuvent, dit l'art. 19, être saisis, en quelque lieu que *ce soit* », par conséquent, à l'Exposition.

L'usage s'est introduit, en France, de promulguer, à l'oc-

(1) Un règlement d'exécution, relatif à l'application de cette loi, développe de la manière suivante, dans son art. 23, la disposition qui précède : « Les propriétaires de marques appliquées à des produits ou marchandises participant, en Suisse, à une exposition, etc..., qui veulent jouir de la protection provisoire de deux ans prévue par l'art. 35 de la loi, devront en faire la demande au Bureau fédéral, avant la clôture de cette exposition. — Cette demande doit être accompagnée du cliché de la marque, ainsi que de la taxe d'enregistrement, de 40 francs par marque. — Il est délivré au déposant un certificat, sur lequel un exemplaire de la publication de la marque doit être collé. — Les demandes de protection temporaire sont inscrites sur un registre spécial. »

casion des expositions internationales importantes, une loi spéciale, dont un article prescrit de ne saisir que par description, dans l'intérieur de l'Exposition, les produits argués de contrefaçon ; les objets exposés par des étrangers ne peuvent être saisis, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'Exposition, si le saisissant n'est pas protégé dans le pays auquel appartient le saisi, à la condition, toutefois, d'être réexportés, dans le délai de trois mois, à partir de la clôture.

Toutes ces dispositions ne font que confirmer, à *contrario*, le principe du droit de saisie des objets exposés. La jurisprudence l'a toujours reconnu (1). Un jugement du Tribunal civil de la Seine a notamment décidé, à l'encontre d'industriels étrangers ayant participé à l'Exposition universelle de 1878, que l'étranger qui expose, en France, dans une section étrangère d'une exposition universelle, des produits portant frauduleusement des étiquettes françaises (il s'agissait, dans l'espèce, de liqueurs dites de la *Grande Chartreuse*), commet, à la fois, un acte de concurrence déloyale et une infraction aux lois de 1824 et de 1857 (2).

Les tribunaux étrangers font également respecter, dans les expositions, les droits des propriétaires de marques (3).

100. Que faut-il décider, à l'égard des objets revêtus de marques contrefaites ou imitées, qui, en dépit de la pro-

(1) V. notamment : Trib. comm. Seine, 14 et 21 décembre 1889, — *Journal des Trib. comm.*, 1890, p. 91, et le *Droit industriel*, 1891, p. 407.

(2) V. *Ann. de la propr. ind.*, 1879, p. 310.

(3) A la suite, notamment, de l'Exposition de Chicago, la maison Hermiesieck a fait condamner des contrefacteurs de ses *cognacs*, à Saint-Louis et à Chicago.

hibition de la loi, ont été introduits dans une exposition internationale ?

Les relations commerciales, qui se sont établies entre toutes les nations civilisées, les lois et les nombreux traités qui ont sanctionné ces relations, spécialement ceux qui ont stipulé la réciprocité de garantie des marques de fabrique, en ont fait une véritable propriété du droit des gens.

Il serait juste, par conséquent, que chaque gouvernement prit, à l'occasion des expositions internationales organisées sur son territoire, des mesures pour en exclure les produits revêtus de marques contrefaites, sans distinction de nationalité, et même en dehors de toute plainte de la part des industriels lésés. Ceux-ci, sans doute, sont les meilleurs appréciateurs de l'opportunité de la répression et il semble que leur intérêt personnel doive être une garantie suffisante contre les contrefacteurs. « Mais, outre qu'il n'est pas donné à toutes les parties intéressées de visiter ces grands tournois de l'industrie universelle, des difficultés assez nombreuses s'opposent à la constatation régulière de ces usurpations. Aussi estimons-nous que les commissions d'admission de chaque État exposant doivent se faire un devoir d'exclure, sur la plainte des parties intéressées ou même d'office, les produits revêtus de noms usurpés ou de marques contrefaites. Une pareille mesure ne serait qu'une juste application des principes législatifs, dans les pays, comme la France, qui interdisent formellement l'importation de marchandises contrefaites (1). »

Un louable exemple a été donné, à l'Exposition universelle de Philadelphie, par la Commission allemande, qui prit l'initiative d'une semblable exclusion à l'égard de

(1) *Ann. propr. ind.* 1877, p. 6.

liqueurs exposées par un fabricant prussien, sous les noms les plus réputés de l'industrie française (1).

A l'Exposition d'Anvers, en 1885, une société, des provinces rhénanes, ayant exposé des spiritueux, sous le nom de « *Cognac allemand* », fut l'objet d'une sentence d'exclusion de la part du jury. Un fait analogue s'est produit, à l'Exposition du travail du Palais de l'Industrie, où une maison de Hongrie avait exposé, sous le nom de « *Cognac hongrois* », des eaux-de-vie de sa fabrication (2).

L'exemple salubre donné par le jury allemand, à l'exposition de Philadelphie, a donc trouvé des imitateurs, et il y a tout lieu d'espérer que cette équitable pratique sera prochainement consacrée par les législations intérieures de chaque pays. Il serait même désirable qu'elle fit l'objet d'une stipulation additionnelle à la Convention internationale de 1883.

On éviterait ainsi, par une réglementation uniforme, des solutions contradictoires. On a vu, en effet, des produits, revêtus de marques contrefaites, admis et maintenus au rang des objets exposés. A cette même Exposition d'Anvers, le jury suisse manqua de résolution à l'égard d'un fabricant d'horlogerie, qui avait exposé des montres, frauduleusement marquées du nom d'une maison de Genève,

(1) Il s'agissait de liqueurs portant les étiquettes de la *Grande Chartreuse* et de la *Bénédictine* : — le jury de la section allemande, outre l'exclusion des liqueurs contrefaites, rejeta du concours tous les produits exposés par le contrefacteur : cette décision fait honneur à ceux qui la prirent. — Pour les détails de l'incident, V. l'*Économiste français*, du 23 décembre 1876, et *Ann. de la propr. ind.*, 1877. pp. 5 et s.

(2) Quant aux circonstances relatives à ces incidents, V. *Grand dictionnaire international de la propriété industrielle*, par le Comte de MAILLARD DE MARAFY, V° *Cognac*.

universellement connue ; la Commission craignit de nuire, par un fâcheux éclat, à l'exposition helvétique et laissa le contrefacteur en possession de l'emplacement qu'il occupait (1).

C'est malheureusement à ce regrettable résultat qu'aboutit la pratique, inaugurée en France par la loi du 5 juillet 1884, qui consiste à n'autoriser, dans l'intérieur des expositions internationales, la saisie des objets contrefaits que par description : ces objets continuent de figurer dans les vitrines, sans qu'il puisse même être prélevé d'échantillon.

L'exhibition de produits contrefaits a donné lieu à des décisions très diverses de la part des tribunaux, lorsque la partie, se disant lésée, n'a exercé aucune poursuite ni pendant, ni après l'Exposition. Un arrêt de la Cour suprême de l'Empire d'Allemagne a induit de l'impunité laissée à l'exposant par la partie intéressée et par le jury, qu'il en résultait, pour l'exposant un état de possession légitime pouvant être invoqué utilement en justice. La Cour s'exprime en ces termes : « Quant à la déclaration fournie par le Bureau central, elle met hors de doute que les marchandises, exposées par le défendeur à l'Exposition de Vienne, ont été revêtues de la marque en question. Ce fait donne lieu de penser que la marque en litige était, dès cette époque, généralement considérée comme le signe distinctif des marchandises du défendeur ».

Cette appréciation n'est pas celle des tribunaux français : « Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de la Seine, que le Tribunal ne peut s'arrêter à l'objection tirée de ce que D... et C... se seraient rencontrés, à plusieurs ex-

(1) M. MAILLARD DE MARAFY, *op. et loc. cit.*

positions, ayant la même marque, sans que le demandeur se soit plaint ; que l'intérêt est la mesure des actions et que la tolérance de D... ne saurait créer un droit au profit de C... et constituer une fin de non-recevoir contre l'action du demandeur... (1) ».

Une exception de même nature ayant été opposée au Syndicat du commerce des *Vins de Champagne*, dans un procès intenté par ce syndicat à une maison de Saumur, en revendication du mot « *Champagne* », le rapport de M. le Conseiller Sallantin, à l'audience de la Chambre criminelle, s'exprime ainsi : « Quant aux mentions qui peuvent se trouver dans le catalogue des expositions universelles ou internationales, elles nous paraissent sans intérêt : si les négociants de Maine-et-Loire ont exposé des vins fabriqués dans ce département, en les désignant sous le nom de *Vins de Champagne*, il ne s'ensuit pas que cette manifestation soit légitime et qu'elle ait pu créer un droit en leur faveur ». Cette appréciation très juridique a été consacrée par la Cour de cassation (2).

SECTION II

DESSINS ET MODÈLES DE FABRIQUE.

101. Les dessins et modèles de fabrique forment le lien entre la propriété industrielle et la propriété artistique : s'ils se rattachent à cette dernière par leur ori-

(1) Trib. civ. Seine, 7 avril 1879, MAILLARD DE MARAFY, *op. et loc. cit.*

(2) Cass. crim., 26 juillet 1889, *eod. loc.* (note 1).

gine, c'est de la première qu'ils se rapprochent par les règles qui leur sont applicables.

Comme les marques de fabrique et de commerce, ils se distinguent des inventions en ce que la protection légale leur est acquise, non par la délivrance d'un brevet, mais par l'accomplissement d'un dépôt. Ce dépôt, en France du moins, peut assurer le droit du propriétaire à perpétuité, s'il demande la remise du procès-verbal qui le constate. Comme pour les marques, le dépôt ne fait que constater la propriété du déposant et fixer le point de départ et la durée du droit exclusif : il établit seulement, au profit du fabricant, une présomption de nouveauté, qui peut être détruite par une preuve contraire.

En l'état actuel de notre législation, il faut bien distinguer le dessin purement industriel et le dessin artistique : le premier est protégé par la loi du 18 mars 1806, le second par la loi du 19 juillet 1793. Mais cette distinction manque de fondement précis ; un régime égal pour tous deux ferait disparaître bien des difficultés (1).

Comme pour les brevets et pour les marques, considérons d'abord les droits accordés aux étrangers par les législations intérieures et la Convention internationale ; puis la situation spéciale des dessins et modèles de fabrique aux expositions internationales.

(1) V. M. POUILLET, *Dessins et modèles de fabrique*, Introduction, p. XIII.

§ I. — Droit commun.

A. — *Législations intérieures.*

102. Pour avoir droit à la protection légale en France, un dessin ou modèle doit être, comme une invention, absolument nouveau.

Avant la loi de 1873, on s'était demandé si les étrangers pouvaient effectuer le dépôt de leurs dessins et modèles industriels pour s'en réserver la propriété exclusive. La loi du 26 novembre 1873 a résolu la difficulté en décidant que, d'une manière générale, la *réciprocité législative* et la *réciprocité diplomatique* constituaient la base de la protection des étrangers, en France, en ce qui concerne la propriété industrielle.

Si l'étranger n'a opéré le dépôt qu'en France, son droit est entièrement semblable à celui des Français. S'il l'a d'abord effectué à l'étranger, on admet généralement que sa situation est la même; mais certains auteurs soutiennent que, comme pour les brevets d'invention, la protection légale en France ne peut survivre à celle dont l'étranger doit jouir dans son pays; cette opinion semble arbitraire, car les déchéances ne peuvent être admises par analogie (1).

(1) Le décret du 5 juin 1861 dispose que les étrangers doivent opérer leur dépôt *au secrétariat du conseil des prud'hommes* de Paris, suivant la nature des industries. — Certaines conventions diplomatiques ont apporté à cette règle des exceptions : ce sont les conventions conclues avec l'Italie (29 juin 1862), avec l'Autriche (11 déc. 1866, 7 nov. 1881), avec la Suisse, (23 février 1882).

Aucune déchéance n'est, en effet, prévue par la loi. Par conséquent, ni le défaut d'exploitation en France, ni la fabrication à l'étranger, ne peuvent entraîner la déchéance du droit des exposants. Sur le premier point, on est d'accord, non sur le second : de même que quelques auteurs, la jurisprudence admet la déchéance, au cas de fabrication à l'étranger. Cette opinion ne paraît pas fondée, en présence de la loi de 1806, qui tolère le défaut absolu de fabrication, et surtout des conventions internationales, qui admettent les étrangers à opérer en France les dépôts de dessins et modèles fabriqués dans leur pays, sans les obliger à les exploiter en France. Nous verrons que l'esprit des lois spéciales, édictées en faveur des expositions internationales, confirme notre sentiment, quant aux dessins et aux modèles de fabrique.

103. En Allemagne, aux termes de la loi du 11 janvier 1876, la protection légale est accordée aux dessins des étrangers qui ont un établissement industriel en Allemagne ou qui peuvent bénéficier d'une convention diplomatique conclue entre l'Allemagne et leur pays. Le bénéfice de la loi du 1^{er} juin 1891, sur les *modèles d'utilité*, ne peut être réclamé par les étrangers, n'ayant ni domicile ni établissement en Allemagne, que si les *modèles d'utilité* jouissent de la protection légale dans l'État où ces étrangers ont leur domicile ou leur établissement. L'exploitation doit avoir lieu, en Allemagne, sous peine de déchéance.

La loi anglaise du 24 décembre 1888, qui protège les dessins et modèles industriels, autres que ceux relatifs à la sculpture (qui font l'objet de l'*act* de 1814), déposés secrètement au *Patent-Office*, exige qu'ils soient nouveaux en Angleterre.

En Autriche (1), le secret cesse au bout d'un an ; en Italie (2), après deux ans (avec obligation d'exploiter) ; en Russie (3), à l'expiration d'une année, mais le droit exclusif dure dix ans.

En Suisse, sont frappés de déchéance les dessins non exploités d'une façon convenable dans le pays, lorsque des produits, revêtus de ces dessins, sont importés, après avoir été fabriqués à l'étranger. A la différence de la législation française et des lois étrangères que nous venons de signaler, la loi fédérale suisse du 21 décembre 1888 punit la contrefaçon, non seulement d'une amende, mais encore de l'emprisonnement, et même de ces deux peines réunies, sans préjudice de la confiscation et des réparations civiles.

Les Etats-Unis (4) et le Canada (5) ont, sur les dessins, une législation analogue à celle de l'Angleterre.

Cette propriété est garantie, en Belgique, par la loi française de 1806 et le Code pénal ; au Portugal, par le Code pénal.

Les Pays-Bas, la Suède et la Norvège n'ont pas de législation nationale, relative aux dessins et modèles industriels.

B. — *Conventions internationales.*

104. A l'égard des dessins et modèles industriels, la Convention de 1883 a des conséquences beaucoup plus

(1) LL. des 7 décembre 1838 et 24 mai 1865.

(2) L. du 30 août 1868, — Décr. du 7 février 1869.

(3) L. du 11 juillet 1854.

(4) L. du 18 juin 1874.

(5) *Act* de 1879.

importantes qu'en ce qui touche les inventions, puisque, à la différence de ces dernières, ils n'ont droit, dans la plupart des pays, à la protection légale, lorsqu'ils appartiennent à des étrangers, qu'au cas de réciprocité diplomatique ou législative. En vertu de l'art 2, cette condition n'est plus exigée que des étrangers dont les pays se trouvent en dehors de l'Union.

Comme pour les inventions et pour les marques, l'art. 4 donne à tout ressortissant de l'Union, ayant opéré le premier, un dépôt régulier dans l'un des Etats signataires, un droit de priorité pour tout dépôt effectué dans les autres pays de l'Union, durant un délai qui est de trois mois, plus un mois pour les pays d'outre-mer.

Des conventions particulières unissaient la France à la plupart des pays étrangers. Quelques-unes ont conservé leur utilité, à raison de la non-adhésion de certains États à la Convention internationale de 1883.

§ II. — Mesures spéciales aux dessins et modèles de fabrique figurant aux expositions internationales.

105. Ces mesures sont à peu près celles que nous avons indiquées, au sujet des inventions.

L'art. 11 de la Convention de 1883 prévoit la protection temporaire des dessins et modèles de fabrique, aux expositions internationales. A ce propos, les doutes et les difficultés déjà signalés se présentent de nouveau.

La loi française de 1868 est commune aux inventions, dessins et modèles de fabrique. La question de savoir si la protection provisoire n'a d'effet que si elle est suivie d'une

protection définitive doit être encore ici résolue dans le sens de la négative ; mais on ne saurait se prévaloir, dans un sens ou dans l'autre, de ce que les explications du rapporteur de la loi n'ont été relatives qu'aux brevets d'invention : ce silence ne suffit pas à justifier une distinction.

La loi du 5 juillet 1881 a, inutilement peut-être, promis le bénéfice de la protection provisoire aux dessins et modèles destinés à figurer à l'Exposition internationale d'électricité. L'art. 3 de cette loi n'était nécessaire qu'en ce qui concerne les marques de fabrique, puisque, seules, elles ne sont pas visées par la loi de 1868.

Il convient de remarquer, comme pour les marques, que la protection temporaire n'est pas motivée, en ce qui regarde les dessins et modèles, par les graves considérations qui la rendent nécessaire aux inventeurs. Les propriétaires de dessins et modèles de fabrique non déposés, ne se trouvent pas, comme ces derniers, dans l'alternative ou de ne point prendre part à l'Exposition qui va s'ouvrir, ou de perdre tout droit à la protection légale ; car la formalité du dépôt est une opération qui demande peu de temps et peu de frais.

106. D'autre part, les étrangers qui font figurer, à une Exposition internationale, des dessins ou modèles déposés en France, ne courent pas les risques auxquels sont exposés les inventeurs brevetés, puisqu'ils ne sont pas déchus de leurs droits, en cas de non exploitation en France ou d'introduction de produits fabriqués à l'étranger, d'après ces dessins ou modèles. Aussi les lois spéciales des 11 avril 1878 et 30 octobre 1888 n'ont-elles pas eu à les relever de ces causes de déchéance ; ce silence est la preuve péremp-

toire que les dessins et modèles de fabrique, déposés en France, peuvent être librement fabriqués et exploités à l'étranger.

Ces deux lois ne se sont référées à cette branche de la propriété industrielle que dans la disposition interdisant la saisie réelle et n'autorisant que la saisie par description, dans l'intérieur de l'Exposition, de tout objet argué de contrefaçon.

107. La Suisse, dont la législation industrielle est des plus complètes, a prévu, dans un article spécial de sa loi du 21 décembre 1888, auquel correspond un article du règlement d'exécution du 24 mars 1889, la situation des dessins et modèles industriels figurant dans une exposition nationale ou internationale helvétique. Il sera accordé à leurs auteurs, y est-il énoncé, « moyennant l'accomplissement des formalités à déterminer par le Conseil fédéral, une protection temporaire de six mois, à partir du jour de l'admission du produit à l'Exposition, et pendant la durée de laquelle les dépôts ou les faits de publicité, qui pourraient se produire, n'empêcheront pas ledit auteur d'opérer valablement, dans le délai indiqué, le dépôt nécessaire pour obtenir la protection définitive ».

L'article 24 du règlement du 24 mars 1889 dispose que la demande de protection temporaire devra être faite, par écrit, au Bureau fédéral, dans le délai d'un mois, à partir du jour de l'admission du produit à l'Exposition (1).

L'alinéa 2 de cet article contient une disposition, dont le principe mériterait d'être reproduit par la législation de tous les pays, et qui sera admise par tous les Etats de

(1) Cette demande doit être accompagnée des pièces prescrites (art. 2, § 2, du règlement), ainsi que de la taxe de 2 francs.

l'Union, le jour, prochain, sans doute, où l'art. 11 de la Convention de 1883 recevra la large interprétation qui seule peut en assurer l'efficacité. Cet alinéa est ainsi conçu : « Lorsqu'une exposition internationale aura lieu dans un pays qui aura conclu avec la Suisse une convention, à cet égard, la protection temporaire, accordée par le pays étranger aux dessins et modèles industriels figurant à ladite exposition, sera étendue à la Suisse, pendant une durée ne dépassant pas six mois, à dater du jour de l'admission du produit à l'Exposition, et aura les mêmes effets que ceux décrits au paragraphe précédent ».

SECTION III

ŒUVRES ARTISTIQUES.

108. Les œuvres d'art, figurant aux expositions, n'ont été l'objet d'aucune mesure spéciale. Le droit commun conserve donc, à leur égard, tout son empire.

Mais, par suite de l'extrême divergence des principes, adoptés à ce sujet par les différentes législations, même en ce qui concerne les éléments constitutifs d'une œuvre artistique, la situation d'un même ouvrage, produit dans une exposition internationale, variera suivant le pays où a lieu cette exposition. Le défaut d'harmonie porte principalement sur la durée des droits d'auteur. Au Congrès de Barcelone (1892), l'*Association littéraire et artistique internationale* a proposé l'adoption d'un système uniforme, suivant lequel les droits d'auteur seraient invariablement protégés, pendant cent ans, à dater du jour de la première

publication (1). Il n'y a guère lieu d'espérer une entente prochaine sur cette base.

109. En France, la protection de la propriété littéraire et artistique fait l'objet de la loi du 17 juillet 1793, concernant toutes les œuvres de littérature et d'art, écrits en tous genres, ouvrages dramatiques, compositions musicales, peintures, sculptures, gravures, dessins, etc.

Cette loi consacre deux principes fondamentaux. Le premier est formulé par l'art. 1^{er}, qui dispose que « les auteurs d'écrits en tous genres, etc... jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, de faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République, et d'en céder la propriété, en tout ou en partie ». Les auteurs ou les artistes ont donc, de plein droit et à perpétuité, la propriété de leurs œuvres.

L'art. 6 s'occupe du droit de poursuite et le subordonne au dépôt, à la Bibliothèque nationale ou au Cabinet des estampes, de deux exemplaires de l'ouvrage, dont l'auteur recevra un reçu signé par le bibliothécaire.

L'art. 7, règlementant le droit des héritiers de l'auteur ou de l'artiste, en fixait la durée à dix années ; la loi du 14 juillet 1866 a porté ce délai à cinquante ans.

Ainsi, dit M. Pouillet (2), « tandis qu'en matière d'inventions industrielles, la loi délivre un titre à l'inventeur et lui refuse toute espèce de droit, s'il n'a pas, d'abord, avant toute exploitation, demandé et obtenu la délivrance d'un brevet d'invention, la loi ne rattache le droit de pro-

(1) Résolution III ; V. *Le droit d'auteur*, 15 octobre 1893, p. 119 ; — M. CHAVEGRIN, *Notes sur la propriété littéraire et artistique dans certains pays*, *Journal du dr. intern. pr.* 1895.

(2) *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique*, p. 16.

priété de l'auteur à aucune formalité de ce genre. La propriété naît, en même temps que l'œuvre, et pas n'est besoin à l'auteur, pour assurer son droit, d'une déclaration ou d'un enregistrement quelconque. »

Une des conséquences de ce principe est que l'exposant d'une œuvre artistique(1) n'a aucune usurpation à redouter ; il est, du moins, armé contre elle (2).

Telle est la règle. Mais certaines difficultés, que peut soulever, notamment, la présence d'une œuvre d'art à une exposition, méritent d'être examinées.

110. Les œuvres de sculpture offrent un caractère complexe, qui en rend la reproduction plus facile. Un tableau se copie ; toutefois la qualité, qui en fait tout le prix, l'originalité, est à l'abri de toute atteinte. Une statue, au contraire, par le surmoulage ou la réduction, peut être reproduite à l'infini et d'une manière si parfaite qu'à vrai dire, ce sont comme des originaux qui se multiplient. Aussi a-t-il été soutenu que le modèle d'une statue, d'une sculpture quelconque devrait être déposé, pour que la propriété de l'auteur fût consacrée, opinion qui ne trouve aucun fondement dans les dispositions de la loi de 1793 (3), et qu'a repoussée, avec raison, une jurisprudence à peu près

(1) Une exposition est exclusive de toute publication d'une œuvre littéraire, dont on ne peut prendre connaissance que par la lecture : un livre ne peut être exposé que pour sa reliure, qui est du domaine industriel.

(2) M. Amb. RENDU, *op. cit.*, p. 2.

(3) V. Cass. crim., 12 juin 1868 : « Considérant, dit l'arrêt, que la loi de 1793 a compris les œuvres de sculpture dans ces termes généraux « toute production appartenant aux beaux-arts » ; mais qu'elle n'a point prescrit pour ces produits la nécessité de la formalité du dépôt et qu'en effet, la nature en rendait l'accomplissement impossible... »

unanime : l'œuvre des sculpteurs est, en effet, une œuvre unique, qui ne comporte pas de modèle. « L'obligation du dépôt, dit justement M. Rendu, serait une véritable expropriation. »

En fait, d'ailleurs, la question ne saurait guère exister pour une exposition internationale, en présence de la prescription traditionnelle des règlements généraux, qui interdit expressément de reproduire, sous une forme quelconque, aucun objet exposé, sans l'autorisation spéciale de l'exposant et de l'Administration.

111. Voici une difficulté plus délicate et non encore résolue définitivement.

Quelque immatérielle que soit l'essence de la propriété artistique, elle ne serait souvent qu'une abstraction, si elle n'empruntait à l'industrie ses moyens d'application. « Seule, dit M. A. Rendu, l'industrie lui permet de se répandre, d'augmenter le patrimoine artistique des peuples civilisés, de se populariser. »

Il est même des productions, d'une grande valeur artistique, qui ont pour unique but une application industrielle, telles que des modèles de vases, de meubles, des reliefs de ciselure.

Les reproductions industrielles d'une œuvre essentiellement artistique sont incontestablement protégées par la loi de 1793.

En ce qui touche les applications industrielles d'une œuvre d'art, il est impossible de se prononcer, d'une manière absolue. Les dessins et modèles industriels sont seuls régis par les lois de 1806 et de 1873 ; aux dessins artistiques est réservée la protection de la loi de 1793. Nous partageons l'opinion de M. Rendu, qui pense qu'une distinction doit être faite. « L'œuvre, dit-il, peut être con-

considérée à deux aspects. Vis-à-vis de l'artiste, elle est et reste une œuvre d'art ; à l'égard de l'industriel qui l'exploite, il en est autrement ; ce n'est plus qu'une production industrielle, suivant les cas, un dessin ou un modèle de fabrique, dont le dépôt est exigé ».

La propriété artistique s'étend à toutes les applications de l'œuvre créée : aucune usurpation, aucune reproduction n'en est permise, même en dehors de tout préjudice apparent.

Ce principe a été affirmé par les tribunaux, à l'occasion d'œuvres figurant dans des expositions internationales.

En 1867, un industriel avait exposé, comme spécimens de son talent de peintre sur émail, divers panneaux représentant des oiseaux copiés sur des dessins lithographiques. L'auteur et l'éditeur des lithographies firent saisir les émaux. Le peintre soutint qu'il ne leur avait causé aucun préjudice, n'ayant exposé ses panneaux que pour publier une application nouvelle et perfectionnée des dessins reproduits. Les propriétaires persistèrent à dire que la contrefaçon était un fait matériel, indépendant de l'intention de l'exposant, et le Tribunal correctionnel de la Seine adopta cette opinion (1).

Dans ce cas, il est vrai, il s'agissait de dessins déposés par l'éditeur et, par suite, protégés d'une manière plus spéciale. Mais la solution serait la même au cas de non-dépôt. C'est ce qu'a décidé le même tribunal, à l'occasion d'une œuvre d'art, qui ne pouvait être, en aucune façon, soumise à la formalité du dépôt. La Cour de Paris a

(1) Trib. corr. Seine, 15 janvier 1868, — *Ann. de la propr. ind.*, 1888, p. 61.

maintenu le principe de l'article 425 du Code pénal, à l'égard d'un industriel qui, s'étant approprié l'épreuve contrefaite d'une œuvre d'art, l'avait exhibée à l'Exposition universelle de 1867 (1).

M. Rendu examine une question plus complexe encore : l'inventeur d'un appareil à réduction pourrait-il reproduire des statuettes, protégées par la loi de 1793, sous les yeux du public, à une exposition, dans le seul but de montrer la perfection de son procédé, et sans les mettre en vente ? Nous croyons, comme M. A. Rendu, qu'il y aurait là une contrefaçon : cet acte serait une atteinte directe à la propriété de l'artiste ; car il vulgariserait son œuvre. Pour qu'une autre solution pût être admise, il faudrait qu'il ne reproduisît que des œuvres tombées dans le domaine public.

112. La controverse relative au caractère juridique des œuvres photographiques présente un particulier intérêt, au point de vue des expositions internationales. La photographie est-elle un art ou un procédé mécanique ? Aucune législation n'a pris encore nettement parti, à ce sujet : la loi belge de 1886, la dernière promulguée dans le domaine de la propriété littéraire et artistique, n'a pas tranché la question ; mais l'assimilation, qui a été établie entre la photographie et les arts proprement dits, dans les conventions conclues par la Belgique avec la France (31 octobre 1881) et l'Espagne (26 juin 1880) porte à penser que la législation belge reconnaît à la photographie un caractère artistique.

En Allemagne, la difficulté est résolue par la loi du 10 janvier 1876, qui, considérant les photographies comme

(1) Trib. comm. Seine, 16 janvier 1868 ; — Paris, 12 février 1868, — *Ann. prop. ind.*, 1868, p. 74.

des productions artistiques, mais d'ordre inférieur, les met simplement à l'abri des *reproductions mécaniques* (art. 12) (1).

En France, on décide généralement que les photographies rentrent virtuellement dans l'énumération de la loi de 1793.

Une question intéressante a été soulevée, lors de l'Exposition universelle de 1889, devant le Tribunal civil de la Seine. Il s'agissait de savoir si les portraits exposés par un photographe, sans que les personnes photographiées et les propriétaires des objets reproduits aient protesté contre cette exhibition, rentrent dans le gage commun des créanciers du photographe. En dehors des arguments généraux que nous apprécierons, en parlant du droit de saisie des créanciers des exposants, le photographe soutenait que « les épreuves photographiques litigieuses ne constituaient pas sa libre propriété ; que, ne pouvant, sans l'assentiment de ses clients, en consentir l'aliénation, il ne pouvait être astreint à en subir la vente forcée, à la requête de ses créanciers. » Le Tribunal, par jugement du 2 juin 1890 (2), a décidé, avec raison, que le droit de propriété du photographe ne pouvait être contesté, si les parties intéressées s'étaient abstenues de toute opposition. « Attendu, dit le jugement, qu'aucune protestation n'a été formulée, ni par les personnages du monde officiel et politique, dont les traits appartiennent en quelque sorte à

(1) V. CHAVEGRIN, *op. cit.* — Un subterfuge permettrait-il de tourner cette disposition ? Il consisterait à copier, par la peinture ou le dessin, la photographie, et à photographier la copie ainsi obtenue. Le Tribunal supérieur de Berlin avait interdit cette reproduction ; mais le Tribunal de l'Empire l'a déclarée légale.

(2) *Ann. de la propr. ind.*, 1892, pp. 240 et s.

l'histoire, ni par les artistes des théâtres, dont les portraits se trouvent couramment dans le commerce, ni par les autorités ou les personnes privées qui ont permis au photographe de prendre, soit dans les musées confiés à leur garde, soit dans les propriétés particulières, des vues artistiques d'objets ou de décorations, ni enfin pour les personnes qui ont consenti à poser en costume et à servir de modèle... ; qu'en gardant ainsi le silence, les intéressés ont, dans la plus large mesure, concédé à O..., sur les photographies saisies, les droits que ce dernier ne dénie aujourd'hui avoir obtenus que dans le but de faire échec à la légitime poursuite de son créancier. Dit que c'est à bon droit, etc... » La doctrine du Tribunal de la Seine nous semble inattaquable.

113. Que faut-il penser de l'exhibition d'instruments servant à la reproduction mécanique des airs de musique ? La loi française du 16 mai 1866 ne qualifie pas de contrefaçon la fabrication et la vente de ces appareils : l'exhibition en est donc licite. Cette solution a été consacrée par la Convention de Berne (1) et tend ainsi à entrer dans le droit commun de l'Europe. Mais quelle en est la portée ? L'impunité s'étend-elle aux cartons perforés, fabriqués en vue de ces instruments ? Le Tribunal de la Seine répond affirmativement (2), le *Kammergericht* de Berlin, négativement (3). Il est vrai que ces deux jugements se placent en dehors de la Convention de 1886 (4).

D'une façon générale, l'artiste qui fait figurer son œuvre

(1) § III du protocole de clôture.

(2) *Le droit d'auteur*, 15 décembre 1893, p. 154.

(3) *Le droit d'auteur*, 13 juin 1892, p. 78.

(4) V. M. CHAVEGRIN, *op. cit.*

à une exposition internationale, ne semble avoir besoin d'aucune protection spéciale.

D'autre part, aucune restriction n'est apportée, du fait de l'exposition, au droit d'un artiste. Il peut poursuivre les contrefacteurs et saisir les œuvres contrefaites que lui révèle l'Exposition, sans se heurter à aucun texte exceptionnel. Jusqu'à présent du moins, les lois temporaires qui ont limité le droit de saisir les objets argués de contrefaçon, n'ont visé que les produits industriels.

SECTION IV

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES OBJETS EXPOSÉS.

114. Le Règlement général de toute exposition internationale stipule expressément, dans un article spécial, qu'aucune reproduction, aucun croquis, dessin, photographie des objets exposés, ne seront permis que du consentement de l'exposant et du Commissaire ou Directeur général.

Le Règlement ajoute, d'ordinaire, que des vues d'ensemble ou partielles des bâtiments de l'Exposition pourront être prises, avec l'autorisation du Commissaire général (1).

Toute contravention à ces prescriptions ferait encourir les peines de l'article 471, 15° ; car ces prescriptions rentrent dans les pouvoirs réglementaires de l'Administration de l'Exposition.

(1) V. v. g. Règlement général de 1889, art. 17.

CHAPITRE VI

SAISIES.

Nous examinerons, d'abord, les cas d'application des diverses saisies dont une exposition internationale peut être l'occasion, puis les moyens d'exécution qui s'y réfèrent. Le droit commun conservant tout son empire, sauf quelques dispositions exceptionnelles relatives à la procédure, il s'agit de préciser l'application des principes que nous avons exposés dans le chapitre II. Nous nous demanderons enfin si un régime d'exception serait justifié, en ce qui concerne les saisies, aux expositions internationales.

SECTION I

FONDEMENT DES DIFFÉRENTS MODES DE SAISIES.

115. Les objets appartenant aux exposants peuvent-ils être saisis dans le pays où a lieu l'Exposition, soit en cours de voyage, à l'aller ou au retour, soit dans l'enceinte même de l'Exposition ? Cette question présente un grand intérêt, au point de vue théorique, à raison des principes

juridiques à considérer ; son importance pratique n'est pas moindre, comme le démontre la multiplicité des contestations. Une exposition universelle, telle que celles dont la France a donné quatre fois le spectacle depuis quarante ans, fait affluer, de tous les points du globe, une population de plus de 50,000 personnes : un semblable concours et une aussi gigantesque concentration de produits industriels, en provoquant le contact des intérêts les plus divers, ne peuvent que faire surgir un grand nombre de litiges et, notamment, mettre aux prises créanciers et débiteurs, industriels et contrefacteurs.

Les personnes qui peuvent prétendre des droits sur les objets exposés, sont tantôt des créanciers de l'Administration de l'Exposition, tantôt des créanciers de ceux qui sont propriétaires des objets, — parfois même des exposants, — et fréquemment des industriels ou des commerçants lésés par la présence, à l'Exposition, d'objets fabriqués au mépris de leurs brevets, ou en contrefaçon de leurs dessins, modèles ou marques. Nous aurons à examiner successivement si le droit de saisie de ces différentes catégories de personnes peut s'exercer sur les objets exposés. Nous nous préoccupons spécialement des exposants étrangers.

§ I. — Les objets exposés peuvent-ils être saisis par les créanciers de l'Administration ?

116. Ces créanciers sont, d'ordinaire, les ingénieurs, architectes, artistes, entrepreneurs, ouvriers qui ont contribué à l'édification, à la décoration des bâtiments et aux installations intérieures.

La solution découle de nos observations antérieures sur la nature des rapports de l'Administration avec les exposants.

Les exposants sont les hôtes de l'Administration, et le contrat qui intervient entre eux, est, suivant les clauses de la concession des locaux et emplacements, un louage de chose ou un dépôt volontaire. En toute occurrence, l'Administration n'est jamais ni propriétaire, ni même possesseur des objets appartenant aux exposants. Les créanciers de l'Administration ne sauraient donc avoir sur ces objets aucun droit de gage ; par suite, ils ne peuvent ni les saisir, ni s'opposer à leur enlèvement, après la clôture de l'Exposition.

Il en serait ainsi, alors même que l'Administration aurait loué, soit le terrain, soit les locaux où est installée l'Exposition. Le propriétaire ne pourrait saisir les objets exposés au cas de non-paiement du loyer, parce que le droit de gage du bailleur ne peut s'exercer sur des biens garnissant les lieux loués, que s'il est de bonne foi : c'est, en effet, à la règle : *En fait de meubles, possession vaut titre* (art. 2279 C. civ.), que se rattache son droit de gage sur des objets appartenant à des tiers. Or, la bonne foi du bailleur ne saurait exister à l'égard des produits exposés.

La France n'est pas, d'ailleurs, le seul pays où s'affirme la conclusion que nous venons de développer. Lors des Expositions internationales de Philadelphie et de Chicago, les exposants étrangers, préoccupés de la situation qui aurait pu leur être faite, au cas d'une faillite de la société organisatrice, reçurent l'assurance quasi-officielle que les lois des États de Pensylvanie et de l'Illinois les mettaient à

l'abri de tout risque de saisie, de la part des créanciers éventuels de l'Administration (1).

117. Lorsque c'est l'Etat lui-même qui dirige l'entreprise, soit seul, soit avec le concours d'une société de garantie, la question qui nous occupe ne se pose même pas. Les créanciers de l'Administration sont, en effet, dans ce cas, les créanciers de l'Etat; par conséquent, en supposant même qu'ils eussent un droit de gage sur les objets exposés, ils ne pourraient l'exercer, puisque les biens corporels ou incorporels de l'Etat sont insaisissables (2).

§ II. — Les objets exposés peuvent-ils être saisis par les créanciers des exposants ?

Les exposants peuvent se trouver en présence, soit de créanciers antérieurs, qui utilisent la présence à l'Exposition de marchandises appartenant à leurs débiteurs, pour provoquer un règlement, — soit de créanciers, de dates récentes, tels que voituriers, emballeurs, four

(1) Les Cours de l'Illinois ont maintes fois adopté cette opinion que les biens confiés à un simple détenteur (*bailee*) ne pouvaient être saisis par ses créanciers; il a même été décidé que le shériff qui, dans ces conditions, saisirait les biens d'un tiers, serait passible de l'action *of trespass*, au cas même où il croirait qu'ils appartiennent au débiteur ou que le propriétaire de ces objets avait autorisé celui-ci à les conserver et à les présenter comme lui appartenant, de manière à acquérir ainsi un crédit fictif. — (V. *Journal du Droit intern. priv.*, 1875, pp. 324 et suiv. : Opinion de l'Attorney général des États-Unis; même journal, 1876, pp. 94 et suiv.; consultation de MM. Coudert frères, avocats à New-York).

(2) M. ED. CLUNET, *Questions de droit*, p. 4.

nisseurs divers, — soit enfin de la Commission organisatrice elle-même, à raison de certaines dépenses d'établissement (1).

Deux situations sont à examiner :

1^o Les objets appartenant aux exposants sont en cours de voyage, soit à destination, soit au retour de l'Exposition;

2^o Les objets sont déposés dans l'enceinte même de l'Exposition.

1^o *De la saisie en cours de voyage.*

118. Lorsque les produits, destinés à être exposés, sont entre les mains de l'entrepreneur de transport ou du voiturier (compagnie de chemins de fer, messageries terrestres ou maritimes, etc...), soit à l'aller, soit au retour, la saisie est-elle possible?

L'exercice du droit de saisie emprunte aux circonstances une gravité exceptionnelle, surtout lorsque les objets voyagent à destination de l'Exposition : l'exposant saisi sera frustré des avantages légitimes qu'il aurait retirés de la publicité de l'Exposition et des récompenses qu'il aurait pu y obtenir, et supportera inutilement les frais souvent considérables de l'expédition et du transport. Aussi estimons-nous, avec M. Clunet (1), que, si le droit des créanciers n'est pas fondé, « ces derniers seront passibles envers l'exposant de dommages-intérêts, que les tribunaux devraient arbitrer largement, à raison d'une situation où la saisie semblerait revêtir un caractère particulièrement vexatoire et dommageable (2) ».

119. Mais un créancier légitime, muni d'un titre régu-

(1) V. v. g.. Règlement général de 1878, art. 14.

(2) M. CLUNET, *op. cit.*, p. 6.

lier, peut-il, dans ces circonstances, saisir les objets qui appartiennent à l'exposant, son débiteur ?

En l'absence de toute loi, dérogeant au principe de l'article 2092 C. civ., il est impossible de lui dénier ce droit. Quiconque s'est obligé personnellement, dit la loi, est tenu de remplir ses engagements sur l'ensemble de son patrimoine. Cette règle est absolue ; elle doit, par conséquent, s'appliquer, quels que soient la nationalité du débiteur, la nature de ses biens, le lieu où ils se trouvent, les circonstances qui les mettent à la portée du créancier.

120. Un doute pourrait cependant résulter de ce fait, que les objets qui circulent en France, à destination d'une exposition internationale, ou qui en reviennent, voyagent sous un régime exceptionnel, puisqu'ils circulent *en transit* et à destination ou à la sortie d'un entrepôt réel. Cette situation particulière a-t-elle pour effet de les soustraire à l'application de l'article 2092 ?

Nous avons déjà insisté sur la portée *exclusivement fiscale* de la circulation en transit et de la constitution d'entrepôt réel. Les marchandises qui en bénéficient n'échappent au droit commun qu'au regard de l'Administration des douanes. L'une des conséquences les plus importantes de cette distinction (1) est que « la fiction du transit ne saurait être opposée aux particuliers qui ont des droits à exercer sur les marchandises entrées en France ». Les objets, circulant à l'occasion d'une exposition internationale, demeurent donc le gage des créanciers de leur propriétaire.

Rappelons, toutefois, que cette situation crée pour le

(1) V. Cass. crim., 7 décembre 1854, *Ann. prop. ind.*, 1856, p. 114 ; — Rouen, précité (V. p. 135, note 1) ; — *Journal du droit criminel*, de Morin, 1885, p. 37.

saisissant une obligation particulière : avant de procéder à la réalisation des marchandises saisies, il doit acquitter les droits de douane, tenus en suspens par la fiction du transit. En vertu d'une clause traditionnelle, on ne lui réclame, avons-nous vu, que les taxes concernant la nation la plus favorisée, toutes les fois qu'il s'agit de marchandises *admisses* à l'Exposition.

2° *De la saisie dans l'enceinte de l'Exposition.*

121. Les objets qui appartiennent aux exposants sont-ils à l'abri des poursuites de leurs créanciers, quand ils se trouvent dans l'enceinte de l'Exposition ?

Non, dirons-nous, en l'absence de tout texte dérogatoire. Cependant la doctrine contraire compte des partisans, qui s'appuient sur des arguments que nous avons déjà essayé de réfuter.

La première objection est tirée de la constitution des bâtiments de l'exposition en *entrepôt réel*. Nous avons, à plusieurs reprises, écarté cette objection.

Le deuxième argument découle, soutient-on, de ce que les sections étrangères bénéficient de la fiction d'extraterritorialité et sont, par suite, soustraites à l'application des lois intérieures, allégation sans fondement, avons-nous dit ; car le caractère diplomatique, nécessaire pour la justifier, fait défaut aux commissions étrangères.

On fait valoir enfin qu'en vertu de l'article traditionnel du règlement général, qui interdit l'enlèvement de tout objet *avant la clôture* de l'Exposition, sans une autorisation spéciale du Commissaire général, — clause qui, comme toute autre énonciation réglementaire, lie implicitement tous les exposants, — aucune saisie ne saurait être pratiquée pendant la durée de l'Exposition. Par suite de leur adhésion tacite au règlement général, les

exposants de toutes nationalités se sont, sans aucun doute, engagés à ne pas enlever leurs produits avant la clôture ; mais à ce contrat n'ont pas figuré les tiers qui prétendent droit sur ces produits et, par conséquent, à leur égard, la clause en question est *res inter alios acta*. La force coactive du règlement général est limitée, *ergà omnes*, aux mesures d'ordre et de police, sans pouvoir suspendre l'effet d'aucune loi, pas plus au-dedans qu'au-dehors de l'Exposition, et, en particulier, interdire à un créancier les voies légales d'exécution (1).

Il n'existe donc aucun obstacle légal à la main-mise des créanciers, dans l'enceinte de l'Exposition, sur les biens des exposants, tant étrangers que nationaux. Mais nous verrons que la situation de ces derniers est plus favorable, au double point de vue de la compétence et des moyens d'exécution.

§ III. — Les objets exposés peuvent-ils être saisis par des exposants, ayant donné à bail les constructions qu'il leur a été permis d'édifier ?

122. Il s'agit ici de la *saisie-gagerie*, saisie particulière empruntée à notre ancien droit, et consacrée par l'article 819 C. pr. civ., exclusivement en faveur « des propriétaires et principaux locataires de maisons ou biens ruraux, soit qu'il y ait bail, soit qu'il n'y en ait pas ». Il n'est besoin ni de titre authentique ou privé, ni de permission du juge : la qualité de propriétaire *d'immeuble* suffit à autoriser le créancier à saisir les effets apparte-

(1) V. M. CLUNET, *op. cit.*, p. 30.

nant à son locataire, qui se trouvent dans l'immeuble loué ; il a sur eux un droit de gage pour la garantie du prix du bail, créance mise au rang des privilèges par l'article 2102 C. civ.

La question se rattache à la solution donnée à une difficulté que nous avons déjà examinée (1), celle de savoir si l'exposant permissionnaire est un propriétaire d'immeuble. Nous le pensons, contrairement à la jurisprudence du Tribunal de la Seine, qui, pour dénier à un exposant constructeur le droit de saisir-gager les objets placés dans un pavillon édifié par lui et appartenant à l'un de ses locataires, s'est fondé sur ce que les constructions élevées par des exposants ne sont pas des immeubles.

123. La solution adoptée par le Tribunal de la Seine pouvait, toutefois, à notre avis, se justifier, dans la cause, par d'autres raisons. Deux considérations, non invoquées par le jugement précité, nous paraissent de nature à entraîner l'annulation de la saisie-gagerie. La première, spéciale aux exposants qui ont obtenu la permission de construire, résulte de ce que le cahier des clauses et conditions générales imposées aux permissionnaires, leur interdit de mettre une autre personne, à leurs lieu et place, pour exploiter l'établissement (2). La seconde considération, non moins probante, à notre avis, et concernant tous les exposants, du moins en France, est fondée sur ce que le règlement général, en décidant qu'aucun loyer ne sera payé par eux à l'Administration, leur interdit implicitement de louer eux-mêmes les emplacements qui leur ont été concédés gratuitement. L'adhésion des expo-

(1) V. *suprà*, n° 33.

(2) V. v. g. *Cahier des clauses..., etc.*, de 1878, art. 14, de 1889, art. 3.

sants à ces prescriptions réglementaires nous semble enlever toute base légale à une saisie-gagerie (1). Le jugement du 6 août 1878 s'explique d'autant moins que, quelques jours auparavant, le 1^{er} août, le Tribunal civil de la Seine avait, pour les motifs mêmes que nous venons de développer, déclaré nuls et de nul effet les actes par lesquels un exposant concessionnaire avait rétrocédé son droit d'exploitation à d'autres industriels (2). Cette décision n'est-elle pas en contradiction avec la précédente ? Du moment que l'acte de bail passé par un exposant avec un sous-traitant est nul, comment pourrait-il servir de fondement à une saisie-gagerie ?

Tout en reconnaissant à un exposant permissionnaire la qualité de propriétaire d'immeuble, nous estimons donc qu'il n'a pas le droit de saisir-gager les objets exposés dans la construction édifiée par lui et appartenant à un locataire, parce qu'il n'a pas le droit de la donner à bail ; c'est une restriction apportée à ses droits de propriétaire d'immeuble (3).

§ IV. — Les objets exposés, contrefaits, peuvent-ils être saisis par les industriels lésés ?

124. La contrefaçon peut être le fait, soit d'un national, soit d'un étranger ; les objets contrefaits peuvent, di-

(1) V. M. CLUNET, *op. cit.*, p. 82.

(2) Trib. civ. Seine, 1^{er} avril 1878.—M. CLUNET, *op. cit.*, p. 82, note 2.

(3) Il s'ensuit qu'au cas où le constructeur deviendrait débiteur, à son tour, ses créanciers pourraient pratiquer une saisie immobilière sur la construction qu'il a édifiée. M. CLUNET, qui lui dénie la qualité de propriétaire d'immeuble, décide logiquement que la saisie mobilière serait seule possible.

rons-nous plutôt, avoir été fabriqués soit dans le pays de l'Exposition, soit à l'étranger.

Dans le premier cas, le droit de saisie d'un industriel, breveté dans le pays de l'Exposition, n'est pas contesté.

Les objections générales tirées des fictions d'entrepôt réel et d'exterritorialité étant écartées, la même solution doit être admise, en ce qui concerne les produits contrefaits fabriqués à l'étranger, dès qu'on reconnaît que le seul fait d'introduire en France, même sous le régime du transit, de pareils objets, ou de les faire figurer dans une exposition internationale, constitue le délit prévu, d'une manière générale, par l'article 426 du Code pénal, et spécialement, pour les inventions brevetées, par l'article 41 de la loi du 5 juillet 1844. Cette doctrine a été, maintes fois, consacrée par les tribunaux : nous avons déjà signalé un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 19 août 1868, qui a déclaré valable une saisie opérée dans la section autrichienne de l'Exposition universelle de 1878, sur des vases décorés de dessins, revendiqués par un industriel français (1).

Le Congrès international de 1878 avait adopté la résolution suivante : « Le fait qu'un objet figure dans une exposition internationale ne saurait faire obstacle au droit de saisir réellement cet objet, s'il est argué de contrefaçon. »

125. Toutefois, la loi du 5 juillet 1881, relative à l'Exposition internationale d'électricité, a édicté une dérogation au principe absolu du droit réservé à tout intéressé de saisir, même dans une exposition internationale, des objets contrefaits à l'étranger, en restreignant (art. 5), tant à

(1) V. p. 51.

l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Exposition, l'exercice de ce droit aux industriels qui ne sont pas protégés dans le pays auquel appartient le contrefacteur. Mais, d'un autre côté, les objets contrefaits, non saisis en raison de cette disposition, ne pourront pas, ajoute la loi, être vendus en France et devront être réexportés, dans le délai de trois mois à partir de la clôture de l'Exposition.

Cette règle, adoptée dans le but de prévenir le retour des conflits, survenus à l'occasion de la saisie d'objets figurant à l'Exposition universelle de 1878, a été reproduite par la loi du 30 octobre 1888 (art. 2). Ce n'est qu'au cas de réciprocité que l'on pouvait équitablement refuser à la victime de la contrefaçon l'exercice de son droit; c'est ce qu'explique M. Bozérian, dans son rapport sur le projet de loi de 1884 : « Certaines puissances, disait-il, redoutant la possibilité de saisies, auraient désiré qu'une immunité complète fût assurée aux produits envoyés par leurs nationaux, et que, dans aucun cas, ces produits ne pussent être saisis. Ce désir était excessif; mais une conciliation semble possible. Si les produits étrangers viennent d'un pays dans lequel le saisissant est protégé et dans lequel, par conséquent, le contrefacteur pourrait être poursuivi, pourquoi celui-ci jouirait-il, en France, d'une faveur dont il ne jouirait pas dans son pays? S'il est coupable au-delà de la frontière, il ne peut pas être innocent en-deçà; la saisie doit être permise. Si, au contraire, les produits viennent d'un pays dans lequel le saisissant n'est pas protégé, et dans lequel, par conséquent, l'imitation est licite, la situation est toute différente ». M. Bozérian estime que, dans ce cas, « le sol de l'Exposition peut être considéré comme un terrain neutre, comme le prolongement du sol étranger ». Cette fiction, inexacte ici, est, d'ailleurs, selon nous, complètement

inutile, en outre dangereuse : l'immunité édictée par les lois de 1881 et de 1888 peut se justifier par la prohibition de la mise en vente et la réexportation dans un délai déterminé. On peut toutefois ne pas être convaincu de l'opportunité et de l'équité de cette mesure exceptionnelle ; en tout cas, le délai de trois mois pour la réexportation semble beaucoup trop long. N'est-ce pas faire la part trop belle aux contrefacteurs et sacrifier les droits du propriétaire lésé ?

SECTION II

PROCÉDURE.

126. L'examen de la situation juridique des objets destinés à l'exposition ou exhibés dans son enceinte, nous a conduit à estimer que la main de justice pouvait atteindre ces objets, à la requête de tous créanciers, excepté des créanciers de l'Administration, et de tout artiste ou industriel, dont ces objets contrefont l'œuvre, l'invention, le dessin ou la marque, à la condition qu'il soit protégé dans le pays du contrefacteur.

Mais comment cette main-mise s'opèrera-t-elle ? Quelles voies d'exécution sont ouvertes à ces divers intéressés ? « Si l'on ajoute, dit M. Clunet (1), aux motifs ordinaires d'hésitation que les mesures d'exécution vont se déployer contre des débiteurs, dans une situation toute spéciale... ; que les procédures varieront suivant la nationalité de celui

(1) *Op. cit.*, p. 32.

qui exerce la contrainte ou de celui qui la subit, on reconnaîtra que nous sommes ici en présence des plus délicates questions de compétence et de procédure dans lesquelles le droit international privé se débat ! »

Nous examinerons, dans un premier paragraphe, le cas le plus simple, le plus fréquent, celui où le créancier est armé d'un titre exécutoire, — dans un deuxième paragraphe, les divers cas où il ne peut saisir qu'avec la permission du juge, et, — dans un troisième et dernier, la régularisation des procédures de saisie, ainsi que l'exécution définitive.

§ I. — Le créancier a un titre exécutoire.

127. C'est le cas le plus redoutable pour l'exposant, puisqu'en vertu de ce titre, le créancier peut, de plein droit, procéder à la saisie et à la vente des objets appartenant à son débiteur (1).

Le créancier, porteur d'un titre exécutoire, peut faire

(1) En France, l'exécution parée peut résulter, soit d'une décision rendue par un tribunal français (loi du 25 ventôse, an XI, art. 19 et 23), soit d'un jugement étranger rendu exécutoire par un tribunal français, soit d'une contrainte administrative (avis du Cons. d'État des 16 thermidor an XII, et 29 octobre 1811), soit enfin d'un acte passé devant un notaire français (C. pr. civ., art. 547). Peu de législations accordent la même efficacité aux actes notariés, d'où, pour les étrangers qui contractent des obligations devant des notaires français, de graves éventualités. Quant aux actes notariés étrangers, bien qu'ils jouissent en France, relativement à la preuve des faits qu'ils constatent « de la même force probante que les actes reçus par un notaire français », ils ne peuvent recevoir effet en France, alors même qu'ils auraient force exécutoire dans le pays d'où ils émanent.

procéder, suivant les circonstances, soit à une saisie-exécution, soit à une saisie-arrêt. De ces deux voies, quelle est celle qui lui est ouverte à l'égard des objets appartenant à un exposant, son débiteur?

La voie de l'exécution est rapide et sans rémission : le créancier remet son titre à un huissier, qui peut procéder en dix jours à la saisie et à la vente (un jour entre le commandement et la saisie, huit jours entre la saisie et la vente). La voie de l'opposition nécessite une demande en validité devant le tribunal. — En cas de saisie-exécution, c'est le tribunal du lieu de l'exécution qui est compétent pour connaître des contestations (1); en cas de saisie-arrêt, le créancier doit s'adresser, pour la validation, au tribunal du domicile du débiteur, souvent fort éloigné; mais la nationalité du saisi peut modifier cette règle.

En cas de doute sur la voie à suivre, le créancier agira prudemment en recourant à la saisie-arrêt; car il s'exposerait à des dommages-intérêts envers son débiteur, s'il agissait illicitement.

Il y a, d'ailleurs, un criterium qui lui révèle presque toujours avec certitude la voie dans laquelle il doit s'engager : la saisie-exécution n'est licite qu'à l'égard des biens qui se trouvent entre les mains du débiteur ou entre celles d'une personne considérée comme son préposé ou son représentant; lorsque le gage du créancier se trouve, au contraire, entre les mains d'un *tiers*, la voie de la saisie-arrêt ou opposition est seule ouverte (art. 557 C. pr. civ.)

Mais, la saisie-arrêt ayant pour raison d'être l'intérêt du tiers-saisi, nous estimons, avec M. Clunet, que la

(1) C. pr. civ., art. 608. Telle est la règle, alors même qu'il s'agit de l'exécution d'un jugement commercial (C. pr. civ., art. 533).

saisie-exécution serait permise même entre les mains d'un tiers, si ce dernier opérait, de son plein gré, la remise des effets saisis au créancier. Néanmoins, à raison de la jurisprudence contraire de la Cour de cassation (1), il est prudent de s'en tenir, même dans cette hypothèse, à la saisie-arrêt.

Dans les différentes situations que traversent les objets exposés, constate-t-on chez ceux qui les détiennent successivement le caractère juridique de tierce personne, nécessaire pour soustraire l'exposant à une saisie-exécution ?

A. — *Les objets sont en cours de voyage.*

128. Écartons, tout d'abord, le cas fort rare, du moins par voie de terre, où les marchandises sont acheminées vers le lieu de l'Exposition, dans les voitures mêmes de l'exposant, par ses soins et sous sa garde. Il est clair que, dans ce cas, aucun tiers n'intervenant, rien ne fait obstacle à la saisie-exécution.

Presque toujours, au contraire, une intervention se produit : les objets sont confiés à un voiturier (compagnie de chemins de fer, de navigation, etc...). Le voiturier est évidemment un tiers à l'égard de tous (2). La saisie-arrêt est donc la seule voie permise au créancier. « Si l'exposant est destinataire des marchandises expédiées, le créancier devra spécifier, autant que possible,

(1) V. Cass. civ., 4 décembre 1867. — S. 68. 4. 97.

(2) Il est lui-même privilégié sur la chose voiturée, pour le prix du transport (art. 2102, 6^o C. civ.) : une simple ordonnance du président du tribunal de commerce, rendue sur requête, peut autoriser la vente, à son profit, de l'objet transporté.

les marchandises qu'il entend frapper d'arrêt ; une opposition générale et sans spécification pourrait ne pas déterminer le voiturier à laisser inexécuté le contrat de transport qu'il a conclu avec l'expéditeur (1). Si l'exposant est l'expéditeur des objets et les fait adresser à un tiers destinataire, une saisie-arrêt sera valablement pratiquée, aux mains du voiturier, par le créancier. Le voiturier n'encourra aucun dommage-intérêt pour ne pas livrer les marchandises au destinataire indiqué ; il n'est pas davantage tenu de prévenir ce dernier de la saisie-arrêt (2) ».

B. — *Les objets se trouvent dans l'enceinte de l'Exposition.*

129. L'Administration de l'Exposition est-elle un tiers à l'égard des créanciers de l'exposant ?

Elle est un tiers, au sens juridique du mot, tant à l'égard des exposants que de toute personne qui prétend droit sur les objets. L'exposant, en effet, n'est point chez lui à l'Exposition ; il est l'hôte de l'Administration. Que celle-ci représente l'État ou une société privée, sa personnalité est évidemment distincte de celle de l'exposant ; il est impossible de les confondre. Leurs intérêts sont même opposés. Ils ont, il est vrai, un but commun : concourir à une exposition ; mais, en réalité, leurs efforts ont des objectifs différents : l'Administration accomplit une œuvre

(1) M. CLUNET, *op. cit.*, p. 39 (V. dans ce sens, Paris, 30 décembre 1874, — S. 73. 2. 4). — *Contrà* : Paris, 12 juillet 1876, — *Le Droit*, 6 septembre 1878 ; — Cass. Req., 20 juin 1876. — *Le Droit*, 21 juin 1876, — Rouen, 28 janvier 1878 ; — *Le Droit*, 6 mars 1878. — En fait, les compagnies préfèrent toujours, en cas de saisie-arrêt vis-à-vis du destinataire, rester en possession des marchandises.

(2) Cass. Req., 20 juin 1876, — D. 77. 1. 134.

de progrès général et d'intérêt national, si elle représente l'État ou une ville, et une entreprise de spéculation, si elle agit au nom d'une société privée. Dans une exposition internationale, cette divergence de vues entre l'Administration et les exposants est encore plus accentuée par la rivalité des nations.

130. L'Administration est donc bien un tiers vis-à-vis des exposants et de leurs ayants cause. Mais est-elle un tiers, au sens particulier de l'article 557 C. de proc. civ. ? Peut-elle jouer le rôle de *tiers-saisi* ? Si oui, la saisie-arrêt sera seule possible ; au cas de la négative, rien ne s'oppose à la saisie-exécution.

La solution dépend de la nature du contrat intervenu entre l'Administration et les exposants. Il y a là une difficulté qui ne peut être résolue qu'à l'aide des règlements. Or, ces règlements varient suivant les pays, et, dans un même pays, suivant la nature de l'exposition. L'examen du règlement général révèle, suivant qu'il y a, ou non, stipulation d'un véritable loyer, en échange des emplacements concédés, si l'on se trouve en présence d'un contrat de louage ou d'un contrat de dépôt (1).

S'il y a contrat de louage, — cas peu fréquent, qui s'est rencontré à l'Exposition de Vienne (dans les sections industrielles seulement), — les créanciers des exposants peuvent et doivent recourir à la saisie-exécution. Jamais, en effet, il n'a été admis que les créanciers d'un locataire puissent pratiquer une saisie-arrêt entre les mains du bailleur. Ce dernier n'est ni *détenteur* ni *débiteur* des objets garnissant les lieux loués et appartenant à son locataire.

(1) V. *Journ. du dr. intern. priv.*, 1878, pp. 446 et s. : De la saisie-arrêt des objets figurant à une exposition internationale, d'après la jurisprudence autrichienne, par M. CH. LYON-CAEN. — V. *suprà*, n° 43.

On dit bien quelquefois, suivant l'expression de M. Valette (1), que le bailleur a de ces objets une possession imparfaite ; mais cette sorte de possession n'est admise qu'au point de vue du privilège de l'article 2102 C. civ.

S'il est intervenu, au contraire, un contrat de dépôt, — ce qui est la situation traditionnelle dans nos grandes expositions françaises, — la saisie-arrêt est seule licite. Un dépositaire est, en effet, un véritable détenteur et constitue bien, à l'égard des créanciers du déposant, un tiers, au sens de l'article 557 C. pr. civ.

Alors même, d'ailleurs, que l'on soutiendrait qu'en dehors du cas où il y a paiement d'un loyer, il n'intervient pas un véritable contrat de dépôt, on ne pourrait nier que cette qualité de détenteur appartienne à l'Administration. Un détenteur, en effet, dans l'acception générale du mot, est celui qui conserve, garde ou retient la chose d'autrui, même en dehors de tout *animus domini* ; or, tel est bien le plus souvent, le rôle qui est dévolu à l'Administration d'une exposition. Toutes les fois qu'il en est ainsi, la saisie-arrêt est la seule voie ouverte au créancier d'un exposant.

131. Qu'on n'objecte pas que l'Administration, lorsqu'elle représente l'Etat, ne peut être *tiers-saisi*. Le « tiers », dont entend parler l'article 557, est toute personne, aux mains de laquelle se trouve l'objet appartenant au débiteur ; soit un individu, soit une personne morale, telle qu'une société commerciale, une commune, l'Etat lui-même ; aucune disposition légale n'exclut l'Etat de cette condition juridique, où toute personne civile peut se

(1) Cité par M. LYON-CAEN, *loc. cit.* (note précédente).

trouver placée. De nombreuses lois ont, au contraire, affirmé que l'Etat pouvait être *tiers-saisi* et ont même réglementé avec soin la procédure à suivre dans ce cas spécial : il suffit de rappeler le décret du 14 février 1792, les lois des 30 mai 1793, 26 pluviôse an II, 13 pluviôse an XIII, 28 floréal an XIII, 18 août 1807, 9 juillet 1836. Ces lois ne parlent pas seulement de « sommes ou deniers », mais encore d'objets à saisir. Enfin le titre VII du livre V du Code de procédure civile précise, dans les art. 561 et 569, les formes à observer à l'égard des administrations publiques, quand une saisie-arrêt est pratiquée entre leurs mains. Il est donc certain qu'une opposition peut frapper même des biens détenus par l'Etat ou par des administrations qui le représentent.

Ce principe recevrait-il exception lorsqu'il s'agit de l'Administration (nommée par l'État) d'une exposition universelle ?

Aucun motif, aucune disposition dérogatoire ne justifierait une restriction.

A moins d'un contrat de louage bien caractérisé, cas auquel la saisie-exécution est permise, la saisie-arrêt est donc la seule voie ouverte aux créanciers des exposants.

132. La ligne de conduite des diverses commissions, qui ont présidé à l'organisation et au fonctionnement des Expositions universelles de Paris, n'a guère été conforme à ces principes, notamment en 1867 et en 1878.

En 1867, la Commission impériale prétendit se renfermer dans une neutralité complète et « décliner toute responsabilité » à l'égard des objets appartenant aux exposants, toutes les fois que des saisies-arrêts furent prati-

quées entre ses mains (1). En 1878, l'Administration persista dans cette opinion.

Cette appréciation nous semble peu correcte; elle pourrait avoir pour résultat de laisser toute liberté aux créanciers des exposants et de leur permettre de pratiquer des saisies-exécutions, si la jurisprudence revenait sur le système, inexact suivant nous, que nous avons précédemment signalé (2).

Les tribunaux français ont maintes fois donné raison à ces prétentions, en annulant les oppositions formées entre les mains du Commissaire général. C'est en 1867 que cette jurisprudence a pris naissance. Voici comment est formulé le premier jugement, rendu en ce sens, le 30 août 1867, par le Tribunal civil de la Seine: « Attendu que l'opposition formée par S... entre les mains de la Commission impériale ne peut avoir aucune valeur; que l'opposition ne peut être faite qu'en vertu de l'art. 557 C. pr. civ.; que cet article ne peut rencontrer d'application dans la cause, la Commission impériale n'étant pas un tiers, dans le sens de la loi; — que la *Commission n'est, en effet, ni détentrice, ni débitrice*; — qu'il y a lieu de prononcer la main-levée; par ces motifs, etc... ».

Cette argumentation est peu décisive; ainsi que le font remarquer MM. Lyon-Caen (3) et Clunet (4), elle se réduit à des affirmations gratuites; pour démontrer que la Commission impériale n'est pas un tiers, au sens de la loi, il ne suffisait pas de dire qu'elle n'était ni *déten-*

(1) V. *Rapp. de la comm. imp. de l'Exp. univ. de 1867*, p. 231.

(2) V. *suprà*, n° 127, *in fine*.

(3) *Journal du dr. int. privé*, 1878, *loc. cit.*

(4) *Op. cit.*, p. 48.

trice ni *débitrice* ; car c'était là précisément la question à résoudre.

En 1889, le Tribunal de la Seine, sans examiner à nouveau la question, s'est borné à reproduire les considérants du jugement du 30 août 1867 ; il a toujours prononcé la main-levée des saisies-arrests pratiquées entre les mains du Commissaire général, en affirmant que « ce dernier ne saurait être considéré *ni comme un tiers détenteur ni comme un tiers débiteur* » (1).

Cette jurisprudence est d'autant plus contestable, en 1889, que l'Administration de l'Exposition n'avait pas cru devoir s'en prévaloir pour demander la main-levée des saisies-arrests qui s'étaient produites. Elle avait adopté une autre méthode, conforme à son véritable rôle. « Tout d'abord, elle avait envoyé aux saisissants des lettres-circulaires, à la suite desquelles la majeure partie des oppositions avaient été levées ; pour les autres (54), elle avait appelé en référé saisissants et saisis, et soutenu que, quelle que fût la décision du Tribunal sur la question de fond, et même dans l'hypothèse d'un retour sur la jurisprudence de 1878, elle ne pouvait être obligée à la détention des objets au-delà du terme réglementaire de l'Exposition (6 novembre) (2) ».

Ce chef de conclusion nous paraît légitime : s'il est inadmissible que l'Administration se décharge de toute responsabilité à l'égard des objets pendant la durée de l'Expo-

(1) V. Trib. civ. Seine, 2 juin 1890. — *Ann. propr. ind.*, 1892, pp. 241 et suiv. et la note. — Même tribunal, référé, 7 novembre 1889. — *Gaz. des Trib.*, 8 novembre 1889 ; — 9 novembre 1889. — *Le Droit*, 10 novembre 1889.

(2) V. *Rapp. gén. de l'Exp. de 1889, Contentieux*,

sition, on ne saurait l'obliger à en répondre après la clôture et l'expiration des délais fixés pour l'enlèvement. Rigoureusement, l'État ne serait-il point tenu de conserver les objets frappés d'opposition jusqu'à la décision de justice?

Quoi qu'il en soit, le Président du Tribunal de la Seine a admis la thèse de la Commission et commis un séquestre à la garde des objets saisis.

133. Les tribunaux autrichiens ont eu à se prononcer plusieurs fois sur la question qui nous occupe, lors de l'Exposition universelle de Vienne, en 1873. Les prétentions de l'Administration étaient identiques ; mais les circonstances ne l'étaient point, puisque les emplacements étaient concédés moyennant une redevance proportionnelle à leur superficie, élément caractéristique, selon nous, d'un contrat de louage. Aussi, en consacrant le même système que la jurisprudence française, la Cour suprême d'Autriche a-t-elle pu sanctionner la vérité juridique.

Cette haute juridiction a statué, dans deux arrêts, des 3 et 16 décembre 1873, l'un réformant un arrêt de la Cour d'appel de Vienne, l'autre confirmant un arrêt de la même Cour, rendus tous deux sur l'appel de la Direction de l'Exposition contre des jugements de validation de saisies-arrêts, pratiquées par des créanciers sur certains objets appartenant à des exposants. Le raisonnement de la Cour suprême se résume en ces termes : la saisie-arrêt n'est possible que sur des sommes ou des objets, dont un tiers est détenteur ou débiteur envers le débiteur saisi ; l'Administration de l'Exposition n'est ni détentrice des objets exposés, ni débitrice de ces objets envers les exposants ;

car un contrat de louage est intervenu entre l'Administration et chaque exposant ; or, un bailleur n'est ni détenteur, ni débiteur des objets apportés dans les lieux loués par le locataire, ni débiteur de ces objets envers lui ; par conséquent, un créancier de ce dernier ne peut faire pratiquer une saisie-arrêt entre les mains du bailleur. — A Vienne, cette affirmation que l'Administration n'était ni détentrice ni débitrice était parfaitement motivée, en fait et en droit, puisque les exposants étaient des locataires (1). M. Ch. Lyon-Caen qui, nous l'avons dit, n'admet pas qu'on doive s'attacher au paiement d'un prix pour déterminer la nature du contrat d'exposition, objecte, à l'encontre des décisions de la Cour suprême, qu'elle aurait dû distinguer entre les produits industriels et les œuvres d'art, ces dernières étant installées dans des locaux concédés gratuitement. Cette omission ne saurait, ce semble, infirmer l'exactitude des arrêts précités : du moment que la Cour déclarait qu'il y avait contrat de louage entre l'Administration et l'exposant saisi, elle devait ordonner la main-levée de la saisie-arrêt.

134. Par rapport aux expositions internationales universelles, organisées par le Gouvernement français, où l'opposition est la seule voie ouverte à un créancier muni d'un titre exécutoire, il convient de préciser l'application des règles de procédure prescrites par la loi.

L'Administration, entre les mains de qui une saisie-arrêt est pratiquée, a certains devoirs à remplir. Elle doit recevoir la copie d'opposition qui lui est signifiée et en

(1) V. le texte de ces arrêts et les espèces, relativement auxquelles ils sont intervenus, dans l'article précité (V. p. 242, note) de M. LYON-CAEN.

viser l'original (art. 561 C. pr. civ.). En cas de refus de sa part, l'huissier remettrait la copie au Ministère du commerce, dont les services d'une exposition universelle ne sont qu'une émanation ; au cas, peu probable, d'un refus de l'Administration centrale, l'officier ministériel déposerait sa copie et demanderait le visa au parquet du Procureur de la République (1).

Même pourvu d'un titre authentique, le saisissant ne doit pas assigner l'Administration en déclaration affirmative ; car l'art. 560 C. pr. civ. affranchit les administrations publiques de cette procédure. L'Administration doit, conformément à ce même article, délivrer un certificat énonçant les objets appartenant au saisi (2) ; elle est parfaitement en mesure d'accomplir cette formalité, puisqu'elle possède une nomenclature complète de tous les objets exposés. Au cas de refus du certificat, l'Administration pourrait être condamnée, aux termes de l'article 1382, à des dommages-intérêts, et encourir, d'un autre côté, l'amende édictée par l'art. 1039 C. pr. civ.

Comme tout tiers détenteur, l'Administration doit conserver les objets exposés, frappés d'opposition, jusqu'à la désignation, par le Tribunal, de la personne aux mains de laquelle elle devra se dessaisir. Si la désignation n'est pas encore advenue, à l'expiration des délais fixés pour l'enlèvement, la ligne de conduite que doit suivre l'Administration est celle qu'on adopta en 1889 : elle fera sommation à l'exposant saisi d'avoir à procéder à l'enlèvement, à telle date déterminée, à la charge de rapporter mainlevée des oppositions signifiées. S'il n'obtempère pas à

(1) L'opposition doit être signifiée au Commissaire-général ou au Ministre du Commerce.

(2) Le décret du 18 août 1807 règle la forme du certificat.

cette sommation, l'Administration a le droit d'assigner saisissant et saisi devant la juridiction des référés, pour se faire autoriser à déposer les objets saisis-arrêtés en tel lieu ou aux mains de tel séquestre que le Président du tribunal indiquerait, aux risques et périls de qui de droit (1).

Entre les mains du séquestre, la saisie-exécution est-elle possible ? Ou bien l'effet des oppositions pratiquées est-il maintenu ? Rien ne s'oppose à ce maintien ; cette réserve est toujours expressément formulée. Mais, bien entendu, pour qu'il puisse en être ainsi, il faut que la main-levée n'ait pas été précédemment prononcée ; au cas où la saisie-arrêt aurait été annulée, sur la demande de l'Administration, la saisie-exécution deviendrait, de plein droit, possible, dès que les objets du saisi auraient été remis au séquestre : celui-ci, en effet, ne les détient que pour le compte du propriétaire.

§ II. — Saisies ne pouvant être pratiquées qu'en vertu d'une permission du juge.

La saisie-exécution et la saisie-arrêt sont les formes habituelles, sous lesquelles le créancier défend ses droits.

Il est quelques saisies de forme exceptionnelle qui, alors même que le créancier est muni d'un titre authentique, ne sont praticables qu'avec une permission particulière du juge. Ce sont la saisie-revendication, la saisie conservatoire, la saisie-foraine et la saisie-contrefaçon. Le carac-

(1) Cette procédure très correcte fait, d'ordinaire, l'objet d'un règlement spécial. (V. v. g., *Règlement spécial* du 15 septembre 1876, art. 14.)

tère commun à ces saisies est la célérité : aucune sommation, aucun commandement ne les précède.

135.-a) Saisie-revendication (art. 826-831 C. pr. civ.).

Cette saisie peut être pratiquée, en tout temps, par toute personne se prétendant propriétaire d'un objet mobilier détenu par un tiers. Le saisissant qui l'exerce contre un exposant, spécifie, dans sa demande d'autorisation, qu'elle doit être faite dans les locaux de l'Exposition.

On peut procéder à la saisie-revendication d'un objet figurant à une exposition. En cas de résistance de la part de l'Administration, la difficulté devrait être, aux termes de l'art. 829, portée devant le juge des référés ; l'Administration de l'Exposition est tout naturellement le gardien prévu par l'art. 830.

136.-b) Saisie conservatoire.

Cette saisie a pour but d'assurer spécialement le recouvrement des dettes commerciales : l'article 172 C. com. met ce mode de saisie à la disposition du porteur d'une lettre de change protestée ; l'art. 417 C. pr. civ. va jusqu'à l'autoriser, d'une manière générale, en matière commerciale, « dans les cas qui requerront célérité ».

On décide généralement que la seule autorité compétente pour rendre une ordonnance de saisie conservatoire est le Président du Tribunal de commerce. Mais, en fait, il n'en est pas ainsi ; dans les cas où il y aurait lieu de la permettre le Tribunal prononce, d'ordinaire, d'office, la *faillite* du saisi. Or, grâce à l'extension abusive donnée à l'art. 14 C. civ. par la jurisprudence, les exposants, même étrangers, ne sont pas à l'abri d'une déclaration de faillite, en France, si court, si transitoire que puisse être leur séjour.

137.-c) Saisie foraine.

C'est la saisie que le créancier pratique « sur les effets

trouvés en la commune qu'il habite et appartenant à son débiteur *forain* » (art. 828 C. pr. civ.). Sous cette dénomination, il faut entendre, non seulement les colporteurs ou marchands proprement dits *forains*, mais tout individu français ou étranger, qui n'a ni domicile ni résidence dans la commune habitée par le créancier, alors même qu'il aurait, dans une autre commune, une résidence fixe et un domicile connu.

La saisie foraine menace surtout les étrangers, s'ils n'offrent pas de garanties certaines. La résidence, même prolongée, en France, l'établissement par mariage ne les en affranchissent pas (1). Mais la propriété d'immeubles sis en France (2), un établissement sérieux mettraient l'étranger à l'abri de cette mesure de rigueur.

Cette forme de saisie ne saurait être d'une application fréquente, à une exposition internationale ; car elle présente surtout de l'intérêt, quand les objets mobiliers du débiteur sont encore entre ses mains ; or, les objets exposés sont placés entre les mains de l'Administration, et, dans ce cas, la voie de la saisie-arrêt est préférable. On ne recourra donc à la saisie foraine que si la jurisprudence continue à déclarer non recevable une saisie-arrêt pratiquée aux mains de l'Administration d'une exposition internationale.

138.-d). *Saisie-contrefaçon.*

Cette saisie peut être opérée dans l'enceinte d'une exposition internationale, par le propriétaire d'un brevet d'invention, d'une marque de fabrique, d'un modèle d'un dessin industriel, d'une œuvre artistique ou littéraire.

(1) V. Paris, 25 août 1842, — S. 42, 2. 372.

(2) Ordonn. référé, — *Le Droit*, 12 janvier 1873.

Si c'est un étranger qui recourt à cette saisie, il doit déposer une caution préalable, à moins qu'il ne soit admis à établir son domicile en France, ou que des traités internationaux ne le dispensent de cette obligation. Toutefois, en matière de marque de fabrique et de nom commercial, le cautionnement antérieur à la saisie n'est pas exigé par la loi ; mais le Président peut toujours l'imposer dans son ordonnance.

Comment la saisie-contrefaçon doit-elle être pratiquée ? Cette question a donné lieu à une intéressante discussion, au congrès international de la propriété industrielle, tenu à Paris, en 1878 (1) ; rappelons la résolution votée à ce sujet et aux termes de laquelle « le fait qu'un objet figure dans une exposition internationale ne saurait faire obstacle au droit de saisir *réellement* cet objet, s'il est argué de contrefaçon. »

Mais, bien antérieurement, la jurisprudence française déclarait « régulière et suffisante », dans ce cas, la saisie par description (2).

L'art. 5 de la loi du 5 juillet 1884 consacra cette pratique « dans l'intérieur de l'Exposition ». L'art 4 de la loi du 30 octobre 1888 a reproduit cette disposition, en spécifiant—ce que ne faisait pas la loi précédente,—qu'elle s'appliquerait aux objets brevetés, aux dessins, aux modèles de fabrique et aux objets sur lesquels serait apposée une marque de fabrique ou de commerce déposée en France.

Il n'y a, en effet, aucun inconvénient grave à permettre la saisie par description, qui n'est qu'une mesure conser-

(1) V. le compte-rendu sténographique du congrès, séance du 7 septembre 1878, — pp. 160 et s.

(2) V. Trib. corr. Seine, 19 août 1868, précité.

vatoire. La consignation préalable du cautionnement sera, le plus souvent, une garantie suffisante contre les abus qui pourraient en résulter (1).

Si, lors de la poursuite, le saisi veut contester la réalité de la contrefaçon, c'est à lui de produire l'objet décrit : en l'absence de cette production, le procès-verbal de saisie fait foi (2).

139. Toutes les saisies dont il vient d'être parlé sont autorisées par ordonnance spéciale, rendue sur requête présentée au Président du tribunal civil. Ces autorisations rentrent dans la juridiction gracieuse de ce magistrat. Il décide, en dernier ressort, de l'opportunité de la saisie : en cas de refus, aucun recours n'est accordé au créancier ; en cas d'autorisation, l'ordonnance n'est pas susceptible d'être déférée directement à la Cour d'appel (3). Mais le saisi peut se pourvoir devant le Tribunal contre l'ordonnance ; il peut même demander au Président, *en référé*, de mettre à néant la mesure autorisée, tant qu'il n'a pas été statué sur la demande en validité de la saisie (2). L'ordonnance, qui intervient alors, peut être déférée à la Cour d'appel (3).

§ III. — Régularisation des procédures de saisies et exécution définitive.

140. Toute saisie d'un caractère conservatoire doit être validée par le tribunal civil, pour devenir exécutoire. Cette

(1) V. *Pand. fr.*, v° *Propriété littéraire*, n° 5459. — V. pourtant p. 177.

(2) Trib. corr. Seine, 19 août 1868, précité.

(3) Cette question divise cependant la doctrine et la jurisprudence.

obligation incombe à tout saisissant d'objets exposés, puisque, pensons-nous, la saisie-exécution ne peut être pratiquée dans l'enceinte d'une exposition publique et officielle, c'est-à-dire là où l'Administration constitue une personnalité distincte, une tierce personne, au sens de l'art. 557 C. pr. civ.

141. Si sa créance résulte d'un titre, authentique ou privé, le créancier peut saisir-arrêter les objets par une signification, notifiée au Commissaire général. Un titre authentique le dispense d'obtenir condamnation pour le montant de sa créance : un titre de ce genre emporte, en effet, par lui-même contrainte définitive. Mais il est toujours obligé de faire prononcer par le tribunal la validité de la saisie et le dessaisissement, à son profit, contre le tiers détenteur, et, à ce sujet, se présentent des questions de compétence, qui varient suivant la nationalité des parties en cause.

Si le débiteur est Français, le saisissant devra faire valider sa saisie par le tribunal du *domicile* du défendeur, et c'est au même tribunal que l'exposant aurait à s'adresser pour demander main-levée de l'opposition. Quelle que soit la nationalité du saisissant, la procédure reste la même (art. 15 C. civ.), si ce n'est que le débiteur français peut exiger du saisissant étranger la caution *judicatum solvi* (art. 166 C. pr. civ.) (1).

Si le créancier est Français et le saisi étranger, l'art. 14 du C. civ. déroge à la règle *actor sequitur formam rei* :

(V. M. BERTIN, *Ordonnances sur requête et référé*, Paris, 2 vol. in-8°, 1878, — et M. BAZOT, même sujet, Paris, 1876, 1 vol. in-8°). — Nous partageons l'opinion de M. CLUNET.

(1) La compétence du tribunal, indiqué par le domicile du saisi, n'est pas d'ordre public ; le saisi français peut y renoncer ; il sera même

c'est un tribunal français qui devra connaître de la demande en validité ou en main-levée (1), alors même que la créance aurait pris naissance à l'étranger. En principe, le tribunal compétent est celui de la résidence, en France (2), de l'exposant, et, si ce dernier n'a pas de résidence en France, celui du demandeur ; mais, dans notre hypothèse, la juridiction compétente est le tribunal du tiers saisi, c'est-à-dire le Tribunal de la Seine (3).

Si le débat s'élève entre deux étrangers, une distinction doit être faite. La créance est-elle civile, le saisi pourra soulever, *in limine litis*, l'exception d'incompétence, et, dans ce cas, le tribunal français maintiendra provisoirement la saisie et surseoir à la validation ou à la main-levée de la saisie-arrêt jusqu'à la décision, *au fond*, du tribunal étranger compétent (4), sauf dans les cas suivants : 1° si le saisissant est autorisé à établir son domicile en France (art. 13, C. civ.) ; 2° si le saisi a fait élection de domicile en France ; 3° s'il ne justifie pas avoir conservé son domicile en pays étranger ; — enfin 4° s'il n'a pas soulevé l'exception d'incompétence *in limine litis*. Le tribunal français compétent pour la validation sera toujours celui du tiers saisi. La caution *judicatum solvi* ne

présumé l'avoir fait, si, assigné devant un autre tribunal, il a conclu au fond, sans soulever l'exception d'incompétence.

(1) Le saisi étranger, qui demande la main-levée de l'opposition, ne doit pas la caution *judicatum solvi* ; car ce n'est qu'une défense à l'action principale (Trib. civ. Seine, 22 janvier 1876, *Journ. de dr. int. priv.*, 1877, p. 142).

(2) V. Cass. Req., 2 août 1876, S. 77, 1. 97.

(3) La nationalité du tiers-saisi importe peu ; il a certainement son domicile ou sa résidence en France.

(4) V. Cass. civ., 23 mars 1868, S. 68, 1. 328. — Paris. 8 avril 1874, *Journ. du dr. intern. priv.*, 1875, p. 192 et la note.

pourra être exigée par le saisi (1). — La créance est-elle commerciale, les parties plaideront, au fond, devant le tribunal de commerce ; car les tribunaux français sont compétents pour connaître, entre étrangers, des contestations qui ont pour point de départ un acte commercial, par cela seul que la transaction ait été conclue ou que le contrat doive être exécuté en France (2). Après ce débat, le tribunal civil prononcera la validité ou la nullité de la saisie-arrest.

Lorsqu'il y a nécessité de faire statuer sur la créance, dans le premier cas, par le tribunal civil, dans le second, par le tribunal consulaire, c'est que le titre du saisissant n'est pas authentique ; car, s'il l'était, la validité ou la main-levée pourrait être immédiatement prononcée.

Si le saisissant n'a aucun titre établissant sa créance, il devra solliciter du Président du tribunal civil la permission de pratiquer une saisie-arrest. Telle est la règle, croyons-nous, quelles que soient la nationalité des parties et la nature de la créance.

142. Les solutions relatives à la saisie-arrest s'appliquent également aux questions qui concernent la validité des autres saisies. Il convient, toutefois, de signaler une différence, au point de vue de la compétence du tribunal.

Lorsqu'il s'agit d'une saisie-arrest, le tribunal appelé à statuer est celui du domicile de l'exposant, s'il est Français.

En matière de saisie-revendication, au contraire, on s'accorde généralement à reconnaître compétence au tri-

(1) V. Nancy, 14 juin 1876, *Journ. du dr. intern. priv.*, 1877, p. 143.

(2) V. Nancy, 22 novembre 1873, — S. 74, 2. 13 ; — Cass. Req., 22 novembre 1873, *Journ. du dr. intern. priv.*, 1877, p. 143.

bunal du tiers saisi ou de la situation de l'objet (1) c'est-à-dire au Tribunal civil de la Seine, dans l'hypothèse d'une exposition universelle internationale, ouverte à Paris. La controverse est plus vive, relativement à la saisie foraine et à la saisie conservatoire (2). M. Clunet estime, avec raison, croyons-nous, que « la compétence du tribunal du lieu de la saisie est plus conforme, tout à la fois, à l'origine historique de ces procédures et aux nécessités de la pratique ».

Relativement à la saisie-contrefaçon, la détermination du tribunal compétent diffère, suivant que le saisissant se pourvoit devant le tribunal civil ou le tribunal correctionnel ; s'il suit la voie civile, c'est le tribunal du domicile du contrefacteur qui doit statuer sur la demande en validité ; s'il saisit de sa plainte le tribunal correctionnel, le tribunal du lieu de la saisie sera compétent comme étant celui du lieu où le délit a été commis, puisque, suivant la doctrine communément adoptée, la présence de l'objet contrefait à l'exposition constitue le délit de mise en vente. Ces solutions ne s'appliquent, d'ailleurs, qu'à l'égard des exposants français ; quant aux exposants étrangers, saisis par des Français, ils doivent plaider en France, — à Paris, si l'exposition y est ouverte (3).

143. Supposons enfin qu'un jugement a validé la saisie

(1) V. RODIÈRE, 4^e édit., t. I, p. 106. — CARRÉ et CHAUVEAU, t. VI, n° 2822, et t. VII, suppl., p. 769. — *Contrà* : D. R. V° *Saisie-revendication*, n° 36. — Paris, 22 novembre 1853, *Journ. des avoués*, t. LXXXIII, p. 395.

(2) V. BOTTARD et COLMET-DAAGE, n° 1089. — CARRÉ et CHAUVEAU, t. VI, n° 2844. — *Contrà* : RODIÈRE. t. I, p. 106. — Trib. civ. Seine, 19 octobre 1875. — *Le Droit*, 4 novembre 1875.

(3) V. n° 141.

et ordonné à l'Administration de se démantier aux mains du créancier : ce jugement pourra-t-il être exécuté sur les objets exposés ? Nous le pensons. L'huissier, porteur de l'expédition du jugement, pénétrera donc librement dans l'enceinte de l'Exposition ; toute résistance serait illégale et constituerait le délit de rébellion, prévu par l'article 555 C. pr. civ. et puni par les articles 209 et suivants du Code pénal ; au besoin même, les agents de la force publique, de service à l'Exposition, pourront être requis par lui ; car la formule exécutoire, apposée au bas du jugement, les oblige à lui prêter leur concours. Au cas où l'entrée de l'Exposition ou de l'installation de l'exposant saisi lui serait fermée, il se ferait assister du commissaire de police du quartier. La saisie peut porter sur tous les objets, appartenant au débiteur, placés à l'Exposition, sur les agencements qui les renferment, et même, suivant les cas, sur les véhicules qui les y ont amenés.

Tel est le droit. Mais, en fait, les choses pourront se passer autrement : l'exposant recourra à la juridiction des référés. « Dans un élan de compassion, dit M. Clunet, le Président du tribunal ordonnera la discontinuation des poursuites ; il excèdera ses pouvoirs ; mais, avant que la Cour d'appel lui ait rappelé, en infirmant son ordonnance, que nulle juridiction n'a le droit de paralyser l'exécution d'un titre authentique, l'exposant aura gagné du temps, la clôture de l'Exposition sera venue, et l'exhibition du débiteur se sera continuée en paix. »

144. Ce résultat n'est pas pour nous déplaire, et nous estimons que le juge des référés, par cette jurisprudence prétorienne, invite, avec raison, le législateur à faire fléchir ici la rigueur des principes.

Le droit commun conserve, à l'égard de l'exposant dé-

biteur, tout son empire, et l'enceinte de l'Exposition ne le met nullement à l'abri des poursuites de ses créanciers. Mais, avec M. Clunet, nous pensons que les circonstances justifieraient amplement, au point de vue du droit de saisie, comme dans le domaine fiscal et dans le domaine industriel, de larges immunités. Elles sont dues principalement aux exposants étrangers, en raison de leur concours intéressé, sans doute, mais singulièrement efficace, à une œuvre, dont le succès rehausse surtout le prestige de la nation qui leur offre son hospitalité. Pour que rien ne puisse compromettre ce succès, troubler les expositions universelles, il conviendrait que l'entrée en fût interdite aux créanciers de ceux qui y participent et que leur enceinte fût un véritable lieu d'asile, où artistes et industriels pussent, en toute sécurité, faire connaître au public le produit de leur talent et de leurs labeurs. Ce ne serait, d'ailleurs, qu'une trêve de quelques mois, et peut-être, l'éclatante publicité, dont leurs œuvres bénéficient, amènerait-elle vers eux la fortune rebelle, en leur procurant les moyens de désintéresser leurs créanciers : n'y aurait-il pas lieu de leur laisser ce moyen de relèvement ?

Nous souhaiterions donc qu'une loi déclarât :

1^o Que les exposants français et étrangers ne peuvent être traduits en justice, pour dettes civiles et commerciales, nées à l'occasion de l'Exposition et pendant sa durée ;

2^o Que les objets, admis à l'exposition, sont *insaisissables* en cours de route, dans l'enceinte de l'Exposition, et lors de leur réexpédition après la clôture, quelles que soient l'origine et la nature de la créance.

M. Clunet va même jusqu'à exprimer le désir que les effets appartenant aux exposants, en résidence dans la

ville où se tient l'Exposition, soient également insaisissables pendant sa durée et pendant un délai à déterminer après sa clôture, pour leur permettre de regagner leur domicile, sans être molestés.

Qu'on ne se récrie pas, à la pensée d'ajouter à la liste déjà longue, dans notre droit, des objets déclarés insaisissables ! Il ne s'agirait que d'une immunité temporaire et commandée par l'intérêt général.

Ce ne serait, d'ailleurs, que remettre en vigueur une antique coutume française. « De tout temps, dit M. Cluñet, les rois de France ont cherché à favoriser, par tous les moyens possibles, ce qui représentait les expositions universelles de leur époque, les foires et les marchés. — Ils multiplièrent les concessions, les privilèges, et nous devons reconnaître, avec un peu de confusion, que les marchands qui s'y rendaient avec leurs produits, y étaient protégés par des dispositions légales, que leurs arrière-neveux sont réduits à envier », eux qui étalent, aux yeux du monde, les merveilles de l'industrie moderne (1).

Domat résume ces dispositions, en disant qu'on ne peut exercer, sur les personnes, les équipages et les effets des marchands, « aucune contrainte pour dettes civiles, pendant qu'ils sont aux foires, qu'ils y séjournent ou qu'ils en reviennent (2) ».

(1) L'ordonnance du 6 août 1349, rendue par Philippe VI, veut que tous « les bons et anciens usages, franchises, coutumes et libertés d'icelles (foires) soient gardés entièrement, sans enfreindre ». Son article 3 assure les mêmes bénéfices à tous les marchands étrangers. Toute sécurité leur est donnée, « et seurement viendront, demeureront et retourneront, eux, leurs marchandises et les conducteurs d'icelles, au sauf-conduit d'icelles foires. »

(2) DOMAT, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, etc., — Paris, 1877, in-fo, t. II, liv. I, tit. VII, sect. VII.

N'est-il pas désirable que le législateur moderne fasse revivre, en faveur des expositions universelles, ces vieilles traditions de nos pères ?

Aucune saisie, pour dettes, ne devrait être autorisée sur des effets appartenant aux exposants. Mais, bien entendu, nous ne confondons pas la cause des contrefacteurs avec celle des mauvais débiteurs. Loin de souhaiter que la contrefaçon puisse trouver un asile dans une exposition internationale, nous voudrions, nous l'avons déjà dit, qu'on pût lui en fermer impitoyablement l'accès. Par cette juste distinction, nous croyons répondre aux critiques de M. Lyon-Caen, relativement au souhait que nous exprimons (1).

(1) Ce souhait a trouvé un partisan convaincu en M. Goldschmidt (V. *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht*, 1879, pp. 325 à 327).

CHAPITRE VII

RÉCOMPENSES.

Dans une première section, nous nous préoccupons du principe même des récompenses et des règles d'organisation communément adoptées; — dans une seconde section, nous envisagerons les récompenses, au point de vue juridique.

SECTION I^{re}

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET ORGANISATION.

145. Une distribution de récompenses est le couronnement logique et nécessaire de toute exposition, — logique, parce qu'une exposition a le caractère d'un véritable concours et appelle, par conséquent, un classement, une sélection entre les participants, — nécessaire, parce que l'attrait de distinctions enviées contribue, dans une large mesure, au succès de ces solennités, dont un grand nombre d'industriels se désintéresseraient, si elles leur offraient, comme compensation de frais presque toujours considérables, le seul avantage d'une importante publicité.

Aux expositions internationales, où la concurrence ne s'établit pas seulement entre les exposants pris isolément, mais aussi entre les nations, la valeur et le prestige des récompenses grandissent, et grandit aussi, par conséquent, la part de succès qui leur revient.

Mais ces solennelles manifestations ont fait ressortir, à cet égard, de graves inconvénients. Dès 1855, le principe des récompenses avait fait l'objet de sérieuses critiques (1). On fait valoir, notamment, que les décisions d'un jury, quelques garanties de compétence et d'impartialité qu'il présente, ne peuvent remplacer que d'une manière fort imparfaite les appréciations du public, seul véritable juge entre les exposants, — que ces distributions, de plus en plus fréquentes et abondantes, de diplômes et de médailles favorisent la réclame et la concurrence déloyale, contribuent à faire dégénérer les expositions universelles en de frivoles exhibitions, — qu'enfin le développement prodigieux de ces concours rend la constitution du jury extrêmement difficile et sa mission de plus en plus lourde et délicate (2).

Sans méconnaître la part de vérité que renferment ces objections, on est obligé de s'incliner devant l'intérêt même des expositions, dont l'avenir serait gravement compromis, — l'expérience le fait craindre (3), — si les

(1) Consulter le rapport général sur l'Exposition de 1867, p. 176.

(2) Ces critiques se sont, notamment, reproduites en 1867. La Commission impériale ne voulut prendre aucune décision, à ce sujet, sans consulter les principaux exposants ; leur avis unanime fut favorable au maintien des récompenses.

(3) Elle a été faite, à Londres, lors des Expositions internationales spéciales de 1871-1874, et l'absence des récompenses fut l'une des principales causes de leur quasi-insuccès.

industriels se trouvaient privés, par la suppression des récompenses, d'un encouragement nécessaire pour stimuler toute bonne volonté.

146. L'attribution des récompenses est confiée à une commission spécialement constituée à cet effet, et que l'on appelle *jury des récompenses*. La formation du jury est particulièrement délicate dans une exposition universelle.

L'équité et la courtoisie internationale exigent que ce jury soit lui-même international. Sans doute, c'est à l'État qui organise ou patronne l'exposition qu'est réservé le droit de déterminer la nature et le nombre des récompenses, puisque c'est lui qui en supporte les frais et en effectue la remise aux mains des lauréats; mais, pour éviter tout reproche de partialité, il doit convier tous les gouvernements, qui ont répondu à son appel, à prendre part aux opérations du jury, par l'intermédiaire de délégués spéciaux.

Dès la première Exposition universelle, celle de Londres, en 1851, on a vu fonctionner un jury international. C'est là une pratique traditionnelle, à laquelle les gouvernements ne sauraient déroger, sans soulever de fâcheux incidents, comme ceux dont l'Exposition de Chicago a été le théâtre.

Nous les rappelons brièvement. La Commission de l'Exposition décida que la mission d'attribuer les récompenses serait confiée à un juge unique, désigné par l'autorité américaine, en dehors de toute intervention des commissaires étrangers. Ceux-ci, et, au premier rang, le Commissaire général de la section française, protestèrent énergiquement contre une réglementation qui était la violation des usages universellement suivis. La Com-

mission ayant refusé toute concession sur ce point, comme sur d'autres, les commissaires étrangers estimèrent, avec raison, que leurs sections respectives devaient s'abstenir de toute participation à la distribution des récompenses. « Il est impossible, écrivait M. Krantz, commissaire général de France, de prendre part à un concours auquel fait défaut la garantie essentielle, résultant de l'organisation d'un jury vraiment international (1) ».

De pareils conflits jettent le discrédit sur l'œuvre la mieux organisée et démontrent que le sort des expositions universelles est étroitement lié à la constitution d'un jury, dont les membres appartiennent aux différentes nations.

Il ne suffit pas, pour qu'un jury ait vraiment ce caractère, que chacun des États exposants y soit représenté ; il faut encore que le nombre des jurés étrangers soit à peu près proportionnel au nombre des exposants étrangers. L'Angleterre s'attira de vives critiques, lors de l'Exposition de 1862, pour s'être réservé la part du lion dans les récompenses, en assurant une forte majorité aux jurés anglais.

147. Les jurés nationaux sont ordinairement nommés par la commission organisatrice, et les membres étrangers, désignés respectivement par la commission de leur pays ; dans chaque section, le nombre des jurés est fixé proportionnellement à celui des exposants, ou bien à l'espace occupé.

Le jury d'une exposition universelle comprend presque toujours plusieurs degrés de juridictions, ordinairement trois : les *jurys de classe*, les *jurys de groupe* et le *jury*

(1) V. Journal de M. CLUNET, 1893, p. 978. — Le Gouvernement français institua, dans sa section, un jury qui décerna des récompenses aux exposants français.

supérieur, chargé de statuer en dernier ressort et de décerner les plus hautes récompenses. Les détails de cette organisation varient nécessairement, suivant chaque exposition.

Les jurés sont choisis parmi les exposants qui ont obtenu le plus de récompenses dans les expositions antérieures, parmi les membres des grands corps de l'État, les hauts fonctionnaires du personnel administratif de l'Exposition ; on s'adresse enfin aux notabilités scientifiques et industrielles.

Les exposants, membres du jury, sont mis *hors concours*, ainsi que ceux qui remplissent les fonctions d'experts.

Les administrations publiques sont également, d'ordinaire, exclues de la distribution des récompenses, à cause des conditions exceptionnelles dans lesquelles elles fonctionnent.

La faculté de se mettre eux-mêmes *hors concours* est quelquefois accordée aux exposants ; il en a été ainsi, notamment, à Vienne, en 1873, et à Philadelphie, en 1876 ; mais cette faculté facilite les abus et la concurrence déloyale.

148. Il est presque toujours institué plusieurs ordres de récompenses. Cette pluralité est une condition nécessaire d'un classement sérieux et d'une classification équitable des divers degrés de mérite. Le refus d'accorder différents ordres de récompenses, opposé, à Chicago, aux réclamations des commissaires étrangers, fut une des causes du grave conflit que nous avons rappelé.

Sans entrer dans le détail des opérations que comporte l'attribution des récompenses, signalons une question dont les expositions internationales ont accru l'importance :

faut-il exiger l'indication du prix sur les objets exposés, afin d'en permettre une plus exacte appréciation, et, dans ce cas, quel prix doit être indiqué ? Sur le premier point, les avis se partagent entre trois solutions : rendre l'indication obligatoire, la déclarer facultative, la prohiber. A l'Exposition de Londres, en 1851, ce dernier système prévalut ; en 1855, à Paris, ce fut le second qui l'emporta ; le Règlement général de l'Exposition universelle de 1889 (1) invita expressément les exposants à mentionner le prix de leurs produits. — Ce prix doit-il être le prix de revient ou le prix marchand ? C'est à ce dernier prix qu'il semble préférable de se rattacher (2).

SECTION II

LÉGISLATION.

Dans tous les pays, le fait de s'attribuer une récompense, qu'on n'a pas obtenue, constitue un acte de concurrence déloyale qui rend passible de dommages-intérêts envers les personnes que cette fraude a lésées.

Quelques législations font de cet abus un délit faisant encourir des peines correctionnelles.

Il convient d'examiner la question, à ces deux aspects.

(1) Art. 77.

(2) V., sur cette question, une intéressante discussion dans les *Annales de la Société d'économie politique* (séance du 5 juin 1855).

§ I. — **L'usurpation de récompense, acte de concurrence déloyale.**

149. L'obtention d'une récompense confère un droit, le droit d'en faire usage, principalement en produisant la mention ou le fac-simile de cette distinction sur les enveloppes, étiquettes des marchandises, sur les enseignes, annonces, prospectus, factures, etc... La jurisprudence française a toujours reconnu ce droit à l'exposant récompensé (1).

Ce droit est exclusif. Le titulaire d'une récompense a un intérêt évident à ce que nul fabricant ou vendeur de produits similaires ne s'attribue mensongèrement cette récompense. Une distinction industrielle, en effet, n'est pas seulement honorifique; elle a une valeur commerciale; car elle constitue, pour le lauréat, une recommandation personnelle. Elle ne saurait être usurpée, sans qu'il y ait violation du droit qu'elle consacre en sa faveur, et, par suite, sans préjudice pour lui.

Quiconque porte atteinte à ce droit commet un acte de concurrence déloyale. L'industriel lésé peut demander aux tribunaux d'ordonner la suppression des mentions mensongères et de condamner l'usurpateur à réparer le dommage causé : c'est là une application du principe édicté par l'article 1382 du Code civil.

Le même droit appartient à l'industriel, récompensé dans une exposition, contre un concurrent, récompensé dans la

(1) V. notamment : Trib. comm. Seine, 10 mai 1879; — *Journ. des trib. de comm.*, 1879, n° 9502, p. 412, pr. — etc.

même exposition, qui s'annonce comme ayant obtenu la seule distinction de sa classe (1).

Il a été jugé, avec raison, qu'une société commerciale peut s'opposer à ce qu'un négociant, qui vend ses produits, puisse faire figurer sur ses annonces, étiquettes, etc..., la mention d'une récompense qu'elle a obtenue (2). Nous verrons dans quelles conditions on peut se prévaloir d'une distinction décernée à une maison de commerce.

D'une manière générale, il faut reconnaître, contre quiconque s'attribue faussement une récompense, le droit d'agir en justice à tout fabricant de produits similaires qui se trouve lésé par cette allégation mensongère, alors même que le plaignant n'aurait obtenu aucune distinction (3).

Si, comme le plus souvent, l'action en dommages-intérêts, pour usurpation de récompense, est intentée par un commerçant contre un commerçant, c'est la juridiction consulaire qui doit en connaître, en vertu de l'art. 634 C. de comm., qui ne fait pas de distinction, dans cette hypothèse, entre l'obligation conventionnelle et l'obligation quasi-délictueuse. Exceptionnellement, les juges civils seraient compétents, s'il s'agissait d'une récompense n'ayant pas un caractère industriel ou commercial, obtenue, par

(1) Trib. comm. Seine, 1^{er} mars 1867, — *Ann. de la prop. ind.*, 1867, p. 383.

(2) Trib. comm. Seine, 10 mai 1879, précité.

(3) Trib. comm. du Havre, 18 juillet 1887, — *Le droit industriel*, 1888, p. 246. — Trib. comm. Seine, 23 septembre 1875, jugt confirmé par arrêt Paris, 1^{er} août 1877, *Journ. des trib. de comm.* 1878, n° 9264. — V. M. GASTON MAYER, *De la concurrence déloyale et de la contrefaçon, en matière de noms et de marques*, Paris, 1879, Baudry, éd., pp. 23, 93 et s., 100 et s.

commercial, obtenue, par exemple, dans une exposition des beaux-arts ou d'économie sociale.

Enfin, en cas de poursuite correctionnelle, le tribunal répressif peut, bien entendu, accorder des dommages-intérêts, sur les conclusions de la partie civile.

150. Ces principes résumés, recherchons dans quelle mesure ils sont applicables, lorsqu'un étranger est en cause, soit comme demandeur, soit comme défendeur, hypothèses qui se réfèrent à une récompense obtenue ou soi-disant obtenue dans une exposition internationale. Examinons séparément chacune de ces deux situations :

1° L'étranger est demandeur.

Le droit d'action lui appartient incontestablement, et, en tout état de cause, dans les trois cas suivants :

- 1) S'il a été autorisé à établir son domicile en France ;
- 2) Par analogie avec l'action en contrefaçon d'une marque, s'il possède, en France, un établissement industriel ou commercial ;
- 3) S'il peut invoquer une réciprocité diplomatique ou légale.

Dans chacun de ces trois cas, l'étranger peut assigner l'usurpateur devant nos tribunaux, quelle que soit l'exposition à laquelle on se réfère, c'est-à-dire que cette exposition soit française ou étrangère, officielle ou privée.

151. En est-il de même, si l'étranger se trouve en dehors de ces trois cas ? L'équité exigerait qu'on lui accordât l'action en concurrence déloyale, fondée sur l'art. 1382. Mais, nous l'avons constaté, la jurisprudence lui en refuse le bénéfice, en ce qui concerne une usurpation de marque ou de nom commercial, acte de concurren-

rence déloyale plus grave encore (1) ; cette jurisprudence rigoureuse trouve donc, *à fortiori*, son application quant à l'usurpation de récompense.

Il nous semble, toutefois, difficile de ne pas faire la distinction que nous venons de laisser entrevoir. Que toute action soit refusée à l'étranger lésé par l'usage frauduleux, imputable à un concurrent français, d'une récompense décernée ou prétendue décernée dans une exposition étrangère (2) ou par un jury français n'ayant aucun caractère officiel, on ne saurait critiquer cette solution. Mais pourrait-on repousser l'action de cet étranger, s'il venait demander protection aux tribunaux français contre un national qui aurait usurpé une distinction décernée par le jury d'une exposition universelle, organisée ou patronnée par le Gouvernement français ?

Le refus d'action, dans ce cas, serait, à notre avis, injustifiable. Peut-on nier qu'en accordant, par les soins de délégués spéciaux, des récompenses aux industriels de toutes nationalités qui ont participé à une exposition universelle qu'il a organisée ou patronnée, un État ne s'engage tacitement envers tous indistinctement, étrangers ou nationaux, à les protéger contre toute usurpation commise sur son territoire ? Les tribunaux, institués par cet État, ne sauraient donc refuser à l'un de ces étrangers la réparation d'un dommage ayant pour point de départ la violation d'un droit que l'État même lui a conféré. Qui confère un droit, *s'engage à le sanctionner* (3).

(1) V. p. 160.

(2) Sauf l'importante réserve que nous croyons devoir faire plus loin (n° 159).

(3) Nous ne disons pas à le *garantir*, ce qui serait tout différent ; *garantir*, c'est prendre sur soi la responsabilité d'une éviction ;

Nous avons déjà dit que la plupart des législations étrangères, plus libérales que la loi et la jurisprudence françaises, accordent, en toute occurrence, un droit égal aux nationaux et aux étrangers, victimes d'un acte de concurrence déloyale.

152. 2° *L'étranger est défendeur.*

Si l'étranger est domicilié en France, rien ne s'oppose à ce que l'industriel lésé (Français ou étranger se trouvant dans l'une des situations que nous venons d'examiner) le fasse assigner devant les tribunaux français en paiement de dommages-intérêts. Ce droit est incontestable, alors même que les produits, portant la mention inexacte d'une récompense, seraient de fabrication étrangère (1).

153. Mais plus délicate est l'hypothèse d'une usurpation commise par un négociant établi à l'étranger.

Il importe de préciser les termes de cette question, qui, sous sa forme la plus simple, consiste à se demander si une action en dommages-intérêts, intentée contre l'usurpation d'une récompense décernée par un jury international, est recevable dans les pays qui ont été représentés, au sein de ce jury, par des délégués.

« La question est importante », a-t-il été dit très justement (2), « puisqu'il s'agit de savoir si le commerçant qui « a vu ses travaux, son intelligence, ses sacrifices cou-

sanctionner, c'est donner action contre l'auteur de l'éviction. V. *Dictionnaire de droit international privé*, par MM. René VINCENT et Ed. PÉNAUD, V° *Propriété industrielle*, n° 287.

(1) Trib. comm. Seine, 4^{er} mars 1867. — *Ann. propr. ind.* 1867, p. 383. -- Dict. VINCENT et PÉNAUD, *cod. v°*, n° 283.

(2) V. un article de M. BERTIN, rédacteur en chef du journal *Le Droit*, où la thèse, que nous soutenons, est défendue avec beaucoup de force (*Ann. propr. ind.*, 1855, p. 4).

« ronnés de succès par les juges de ce tournoi pacifique,
« qu'on appelle *exposition universelle*, pourra réclamer
« l'exercice de ses droits dans tous les pays qui lui ont
« donné des concurrents et des juges, ou s'il devra subir,
« sans se plaindre, les pirateries de ces forbans commer-
« ciaux, qui, impuissants à créer, s'enrichissent des créa-
« tions » et se parent, ajouterons-nous, des lauriers « d'au-
trui ».

En l'absence de toute convention internationale, nous croyons que les principes du droit commun suffisent à justifier la première des solutions indiquées.

Conférer un droit, avons-nous dit plus haut, c'est s'engager à le sanctionner, et nous avons tiré de ce principe la conséquence qu'à défaut de toute loi spéciale, le seul fait de décerner une récompense à un étranger impose à un Etat l'obligation d'admettre devant ses tribunaux l'action dirigée par celui-ci contre un national qui a usurpé cette récompense.

Quelle est la véritable origine de cet engagement tacite ?

S'il est vrai de dire que, dans une exposition officielle, c'est le Gouvernement qui décerne les récompenses, ce n'est point parce que le Chef de l'Etat ou un ministre remet les diplômes et médailles aux mains des titulaires, mais bien parce qu'il s'est fait le juge du concours, en confiant cette mission à des délégués spécialement désignés. En d'autres termes, c'est à titre bien plutôt de juge que de distributeur, qu'il s'est engagé à protéger les récompensés contre les usurpations.

Après avoir affirmé ce point important, si nous rappelons le principe en vertu duquel l'exercice de la souveraineté de chaque Etat est circonscrit aux limites de son

territoire, nous arrivons, tout d'abord, à cette première conclusion : si le jury de telle exposition internationale était exclusivement composé de nationaux, le droit aux récompenses, obtenues à cette exposition, ne pourrait donner action que devant les tribunaux de cet Etat.

Mais des deux observations qui précèdent découle une autre conclusion, qui corrobore notre thèse. — Si nous considérons une exposition universelle, telle que celles de Paris, de Londres, de Vienne, nous nous trouvons en présence d'un jury composé de représentants de tous les Etats auxquels appartiennent les exposants. Ces délégués sont désignés par leurs commissions respectives, qui elles-mêmes sont constituées par leurs gouvernements; bien qu'ils ne représentent que des intérêts privés, ils ont bien un caractère officiel. Dès lors, n'est-il pas exact de dire que les récompenses sont décernées, non pas seulement par l'Etat organisateur, mais, à la fois, par tous les Etats exposants, et que les décisions du jury de l'Exposition universelle de 1889, par exemple, sont aussi bien anglaises, belges que françaises? — Or, si les tribunaux français doivent déclarer recevable l'action de tout étranger, lésé en France par l'usurpation d'une récompense obtenue à cette exposition, ne faut-il pas reconnaître que, réciproquement, le même devoir incombe aux tribunaux d'Angleterre, de Belgique, à l'égard de ceux de nos nationaux qui sont victimes, dans ces divers pays, d'une semblable fraude?

Cette intéressante question n'a été soulevée, à notre connaissance, qu'une seule fois, dans les circonstances suivantes, devant des tribunaux allemands.

Un négociant parisien avait obtenu, à l'Exposition uni-

verselle de Londres, en 1851, la seule mention honorable qui eût été décernée pour la fabrication des cravates. Un fabricant de produits similaires, établi à Eberfeld (Prusse rhénane), ayant fait figurer cette mention sur ses propres marchandises, l'industriel français dénonça cette fraude au Tribunal civil d'Eberfeld, en demandant contre l'usurpateur une condamnation à des dommages-intérêts. Le jugement qui intervint, tout en estimant l'acte du fabricant allemand « méprisable, au point de vue moral », déclara l'action irrecevable, sous prétexte qu'il n'existait pas, entre la France et la Prusse, de traité assurant, en France, à un négociant prussien, le traitement réclamé, en Prusse, par l'industriel français (1). Sur l'appel interjeté par ce dernier, la Cour de Cologne confirma le jugement du Tribunal d'Eberfeld, par un arrêt du 4 novembre 1854.

La question ne semble pas avoir été exactement posée. Les juges allemands n'ont pas compris que le fait nouveau d'une exposition internationale devait avoir pour conséquence un droit nouveau, et que, la Prusse rhénane ayant participé à l'Exposition universelle de Londres par l'envoi de ses produits et la délégation de commissaires spéciaux, désignés pour prendre part aux travaux du jury et à l'attribution des récompenses, les décisions de ce jury avaient conféré des droits identiques à ceux pouvant résulter des verdicts du jury à une exposition exclusivement prussienne.

Le motif invoqué par le Tribunal d'Eberfeld, — l'absence de réciprocité diplomatique, — ne peut l'être,

(1) Le jugement est reproduit dans l'article de M. BERTIN,

lorsqu'il s'agit d'une récompense obtenue dans une exposition universelle. S'il n'y a pas de traité écrit, avous-nous dit, il y a un contrat qui, pour être tacite, n'est pas moins incontestable : en prenant part, quoique indirectement, aux travaux du jury, chaque État a assumé l'obligation de faire respecter chez lui les droits qu'il a contribué à conférer. « Comment comprendre, dit l'auteur déjà cité, que les décisions d'un jury universel ne soient pas universellement exécutées ? Comment admettre que, dans le pays même des juges, leurs sentences soient audacieusement et impunément violées ? »

L'arrêt de la Cour de Cologne est fondé sur ce que les membres du jury d'une exposition universelle n'ont pas le pouvoir d'apporter de changements au droit en vigueur dans leur pays respectif. Il est certain que les membres étrangers d'un jury international ne sont point des agents diplomatiques chargés de conclure des conventions, et que leur mission est strictement limitée à la collaboration qu'ils doivent prêter à l'attribution des récompenses ; mais de cette mission même, des circonstances dans lesquelles elle a été accomplie, résulte, pour eux, le droit d'imprimer à ces distinctions le caractère d'universalité, qui permet d'atteindre et de punir, même dans leurs pays respectifs, les fraudes auxquelles elles donnent lieu.

Si le système consacré par la Cour de Cologne était exact, ne faudrait-il pas dire que, d'une manière absolue, le droit de tout industriel, récompensé dans une exposition universelle, ne peut s'exercer que dans son propre pays, c'est-à-dire, par exemple, que le commerçant étranger, qui a reçu une médaille des mains du Gouvernement français, ne peut revendiquer, en France, les droits que cette mé-

daille lui confère, à moins qu'il ne se trouve dans l'une des trois situations énumérées plus haut ? Le système que nous venons de défendre, n'est-il pas, en effet, la généralisation de la protection due par tout Etat, qui a distribué des récompenses, à ceux qui les ont méritées ?

§ II. — L'usurpation de récompense, acte délictueux.

154. Nous n'envisageons qu'en second lieu ce deuxième aspect de l'usurpation de récompense, parce que le caractère délictueux de cette fraude n'est affirmé que depuis peu d'années, et dans un très petit nombre d'Etats, la France et la Suisse notamment.

Nulle part, sans doute, on ne méconnaît que cet acte, comme tout fait de concurrence déloyale, ne soit malhonorable, méprisable ; mais on est, en général, trop disposé à penser que cette fraude ne compromet pas assez gravement les intérêts des industriels et du public pour nécessiter une répression.

On allègue que l'usurpation d'une récompense est un pur mensonge qui ne trompe et ne lèse personne, et que le motif déterminant des préférences du public est la qualité des produits, non la possession d'une médaille ou d'un diplôme.

A ce raisonnement assez spécieux, s'attache notamment l'autorité de la jurisprudence anglaise, qui le fait valoir dans toutes les contestations relatives à des usurpations de récompenses (sauf s'il s'agit de médailles décernées aux Expositions universelles de 1851 et de 1862, qui sont protégées par une loi dont nous parlerons). Les

juristes anglais ne voient, en effet, dans ce genre de fraudes qu'un mode, un procédé d'annonces. Or, en Angleterre, tout ce qui relève de la réclame est licite ; la fraude n'est punissable que si elle se produit dans l'intérieur de la boutique ; sur l'enseigne, tous les mensonges sont permis.

Il est inutile de faire ressortir ce qu'une pareille doctrine a de contradictoire. Aussi bien l'importance toujours croissante des Expositions internationales, en multipliant les abus, a-t-elle éveillé la sollicitude des gouvernements, qui sont les organisateurs ordinaires de ces grandes assises industrielles, et quelques législations, avons-nous dit, ont édicté des mesures répressives contre les usurpateurs de récompenses.

De sérieuses considérations, en effet, militent en faveur de l'intervention législative ; plusieurs ordres d'intérêts justifient cette protection.

1^o C'est, d'abord, l'intérêt *du fabricant récompensé*, pour qui la distinction obtenue est, à la fois, un titre d'honneur et une recommandation ; s'il est vrai qu'une médaille isolée ne suffit pas à édifier le public sur la qualité des produits, il faut reconnaître qu'une collection de récompenses est l'indice d'une réelle supériorité et attire la clientèle. Les récompenses n'ont-elles pas, d'ailleurs, pour but, comme les marques, de distinguer les produits du commerçant qui les a obtenus, des produits similaires de concurrents ? Ne méritent-elles donc pas la même protection ?

2^o L'intérêt *du public* : il est intéressé également à ce que les usurpations de récompenses, comme celles des marques, soient réprimées, pour n'être pas trompé par de fausses déclarations.

3° L'intérêt des *exposants* : une fraude impunie les lèse tous ; car elle a pour conséquence de déprécier tous les produits exposés, aux yeux du public, qui a trouvé défectueux des objets présentés comme ayant obtenu une récompense.

4° L'intérêt des *expositions* suffirait à justifier la répression ; s'il était loisible à quiconque de se parer de récompenses imaginaires, ces entreprises perdraient tout leur prestige et leur utilité industrielle.

5° Enfin l'intérêt de l'*État*, qui institue une exposition, est en cause, puisque, si on laissait impunie cette concurrence déloyale, il serait discrédité lui-même.

L'intervention du législateur est donc surabondamment justifiée. Elle était principalement nécessaire en France, où les expositions universelles sont devenues, pour ainsi dire, une institution régulière.

155. L'Angleterre, qui en a pris l'initiative, sentit, la première, le besoin de sévir contre les usurpateurs de récompenses ; mais elle a eu le tort de ne pas édicter des dispositions générales, communes à toutes les expositions anglaises et étrangères. La loi spéciale du 20 juillet 1863 ne vise que les fraudes commises à l'occasion des récompenses décernées aux Expositions universelles de 1851 et de 1862. La conséquence de cette demi-mesure est de rendre la législation incomplète, inconvénient aggravé par les errements, signalés plus haut, de la jurisprudence. L'impunité est donc, en quelque sorte, la règle ; — la répression, l'exception (1).

(1) V. le mémoire de M. WILLIS BUND, *Le droit industriel*, 1886, pp. 222 et s.

156. En France, la question a été posée, pour la première fois, en 1876, par des pétitions adressées aux Chambres par l'*Union des fabricants pour la protection de la propriété industrielle*, pétitions qui provoquèrent des enquêtes pour connaître l'avis des sociétés industrielles, des chambres de commerce et des corps judiciaires.

Elle fut reprise, lors de l'Exposition universelle de 1878, au Congrès international *de la propriété industrielle*, où, sur la proposition de plusieurs délégués français (1), fut adoptée la résolution suivante : « L'usurpation ou la fausse application, sous quelque forme que ce soit, d'une récompense industrielle, accordée à l'occasion d'une exposition à laquelle l'autorité supérieure a pris une part manifeste, doit être considérée comme un acte illicite, relevant de la juridiction pénale (2) ».

La loi française du 30 avril 1886 a réalisé ce vœu.

Cette loi réprime toute fraude, relative aux récompenses de toute nature, obtenues dans les expositions officielles ou officiellement patronnées, françaises ou étrangères, notamment, dès lors, dans les expositions internationales de tous les pays (3). Elle est donc générale, sans

(1) MM. DE MAILLARD DE MARAFY, CLUNET, GUAYOIX. — Le Congrès était présidé par M. BOZÉRIAN, sénateur, sur l'initiative duquel le Parlement a transformé en loi la résolution du Congrès.

(2) On remarqua particulièrement un mémoire, envoyé par M. G. WILLIS BUND, avocat et professeur à l'Université de Londres, où tous les éléments de la question se trouvent parfaitement résumés. V. p. 250, note. — V. aussi le rapport de M. BOZÉRIAN au Sénat, séance du 3 mars 1885.

(3) Trib. comm. du Havre, 28 juillet 1887, *Gazette du Palais*, 46 mars 1888. — Trib. corr. Seine, 8^e ch., 7 février 1889, *Gazette des tribunaux*, 41 et 42 février 1889. — V. *Le droit industriel*, 1886, p. 497. — Dictionn. de MM. VINCENT et PÉNAUD, nos 274 et s.

s'étendre, toutefois, aux expositions ou concours n'ayant aucun caractère officiel.

Voici, brièvement exposée, l'économie de cette loi :

157. 1^o *Étendue et caractère de la protection.*

L'usage des récompenses industrielles est exclusivement permis : 1) à ceux qui les ont obtenues personnellement, — 2) à la maison de commerce, en considération de laquelle elles ont été décernées (art. 1^{er}).

Le principe fondamental de la personnalité de la récompense est formellement consacré : nul autre que le titulaire n'a le droit d'en faire usage. Cette règle s'impose, puisque la récompense atteste l'habileté, la capacité personnelle du titulaire et qu'elle est la consécration officielle de sa supériorité.

Mais ce titulaire peut être un particulier ou une société ; le droit de faire usage de la distinction peut donc, sans perdre son caractère personnel, appartenir à un industriel isolé ou à une société commerciale, envisagée comme personne morale (1).

Tout associé a le droit de se prévaloir de la récompense décernée à la société, dans les opérations qu'il accomplit pour le compte de cette dernière. Mais il ne peut en faire usage, en son nom personnel ; car la récompense est la propriété de la société, et non celle des associés : il ne peut, par exemple, s'annoncer comme « *Hors concours à telle exposition* », sous prétexte que la maison dont il fait partie a mérité cette haute distinction.

Le caractère essentiellement personnel de la récom-

(1) La jurisprudence, antérieure à la loi de 1886, avait déjà posé ce principe : Orléans, 3 février 1869, *Journal du Palais*, 1869, p. 754.

pense a une double conséquence, correspondant au double intérêt de l'industriel et du public : non seulement ce caractère impose à tous le devoir de respecter le droit du commerçant récompensé, mais encore il oblige ce dernier à garder, pour lui-même, ce titre de confiance, sans qu'il puisse en disposer, d'une manière quelconque, fût-ce même à titre précaire : les avantages d'une récompense sont incessibles (1).

Il importe de faire observer que c'est, non à la personne elle-même, mais à la qualité de fabricant qu'est attaché le droit à la récompense (2). Celle-ci est un accessoire du fonds de commerce. C'est ce qui résulte de l'art. 1^{er} précité, qui accorde l'usage de la récompense « à la maison « de commerce, en considération de laquelle elle a été « décernée ». Par conséquent, est incompatible avec le caractère personnel de ce droit une cession portant exclusivement sur la récompense : la cession est, au contraire, licite, si elle a pour objets, tout à la fois, le fonds de commerce et la récompense, le principal et l'accessoire (3).

Dès lors, peu importe que le fonds de commerce soit la

(1) La jurisprudence n'avait pas attendu la loi de 1886 pour affirmer le caractère illicite de la cession d'une récompense industrielle ; elle avait décidé qu'un commerçant ne pouvait se prévaloir de médailles qu'il n'avait pas obtenues personnellement, alors même qu'il aurait acquis du titulaire le droit de s'en servir. — Paris, 12 mai 1865, — *Ann. propr. ind.*, 65, p. 342. — Lyon, 8 novembre 1865, *Ann. propr. ind.*, 65, p. 439.

(2) Il n'y a que les *titres attachés à la personne même*, tels que ceux de lauréat de telle Académie ou Faculté, qui soient intransmissibles.

(3) Bien avant la loi, la jurisprudence avait considéré comme illicites, par application du droit commun, les cessions isolées de récom-

propriété d'une seule personne ou d'une société: dans l'un et l'autre cas, le cessionnaire du fonds devient le légitime possesseur des distinctions obtenues par la maison de commerce, parce que c'est lui qui possède désormais les procédés de fabrication, les traditions commerciales qui ont concouru à justifier la confiance du jury et du public (1).

Mais il peut arriver qu'à la dissolution de la société, chacun des associés se soit réservé le droit de se dire l'un des successeurs de la maison dissoute. Dans ce cas, il y a, suivant la jurisprudence, contravention à cette clause dans tout acte par lequel l'une des parties tend à faire

penses industrielles. — Paris, 12 mai 1865, précité. — Lyon, 8 novembre 1865, précité.

Il appartient aux tribunaux d'apprécier souverainement, par interprétation des termes du contrat et d'après la commune intention des parties, si la cession consentie contient transmission du droit de faire usage des récompenses. — Trib. civ. de Nantes, 23 juillet 1886. — Paris, 28 février 1888. — Cass. crim., 16 juillet 1889 : V. *Le Droit ind.*, 1890, p. 353.

(1) Le droit de faire usage de ces récompenses lui est doublement acquis, si elles font partie intégrante de la marque dont il est devenu propriétaire, puisque la propriété des marques peut être cédée. — Trib. comm. Cognac, 13 mars 1885. — Bordeaux, 1^{er} juin 1887, *Le droit ind.*, 87, p. 361. — Trib. corr. Seine, 23 juin 1888, *Le dr. ind.*, 88, p. 492 ; — même trib., 3 août 1888, *Le dr. ind.*, 88, p. 581. — Paris, 30 octobre 1890, *Ann. propr. ind.*, 92, p. 63. — V. M. POUILLET, *Traité des marques de fabrique*, n° 530.

Il faut faire exception à cette règle de la transmission des récompenses inséparable de celle du fonds de commerce, dans le cas d'une vente faite par autorité de justice et sans la volonté libre du propriétaire du fonds vendu ; ce dernier peut, dans ce cas, reprendre son commerce, et l'on ne saurait lui enlever, à son corps défendant, le droit de se prévaloir des récompenses qu'il a obtenues.

croire qu'elle est l'unique successeur, notamment, si elle se présente dans ses annonces comme ayant obtenu, personnellement, des récompenses décernées à la société (1).

Ces mêmes principes doivent recevoir application dans une situation qui présente beaucoup d'analogie avec la précédente : nous voulons parler des *expositions collectives*.

La pratique des expositions internationales a introduit, ou tout au moins développé ce mode spécial de participation, fréquemment employé, surtout dans les expositions lointaines, parce qu'il a l'avantage de diminuer notablement les frais généraux de transport et d'installation. Ce mode consiste dans la réunion, sous une dénomination collective, des objets envoyés à une exposition par plusieurs producteurs appartenant à la même branche d'industrie ou de commerce.

Aux *expositions collectives* correspondent les *récompenses collectives*. L'équité exige que les différents titulaires d'une distinction de ce genre, de même que les successeurs d'une maison de commerce, primée à une exposition, ne puissent se prévaloir, en leur nom personnel, d'une récompense décernée à la collectivité. Les règlements administratifs de l'Exposition universelle de 1889 contiennent, dans ce sens, une disposition formelle. « Il est évident, en effet, dit M. de Maillard de Marafy (2), que, dans un lot dont l'ensemble peut représenter un progrès considérable, il se trouve des produits d'inégale importance. La collectivité peut avoir droit à une très-haute récompense, alors que certains

(1) Paris, 20 novembre 1846, *Journal du Palais*, 1846, 2, 731.

(2) Dict., V^o *Récompense*, n^o 47.

« des participants ne méritent isolément que des prix
« d'ordre inférieur (1) ».

158. 2^o *Sanctions et pénalités.*

La loi du 30 avril 1886 prévoit et réprime trois genres de fraudes :

1) L'usurpation d'une récompense obtenue par un concurrent (art. 2, 1^o) : tel est, par exemple, le cas d'un industriel qui se présente comme ayant obtenu la seule médaille d'or décernée dans sa classe, alors que c'est à un autre exposant qu'elle a été attribuée.

2) La fausse application d'une récompense réellement obtenue (art. 2, 2^o). — C'est la fraude comise par un commerçant récompensé, qui fait usage de sa récompense pour des produits autres que ceux qui la lui ont méritée (2).

3) Le fait de s'attribuer des récompenses imaginaires (art. 2, 2^o). — C'est l'abus le plus fréquent. Il convient de signaler particulièrement le cas d'un industriel qui s'annonce comme « *Hors concours à l'Exposition de...* », lorsque cette exclusion a été déshonorante (3), ou, en réalité, n'a été que le résultat d'une abstention volontaire (4).

(1) Les cas d'une semblable usurpation ont été tellement fréquents que le Gouvernement jugea nécessaire, en mai 1890, d'adresser aux journaux un communiqué visant, entre autres abus, celui qui nous occupe, et rappelant que ceux qui s'en rendent coupables sont justiciables des tribunaux correctionnels, en vertu de la loi du 30 avril 1886.

(2) Il a été jugé que l'acte de faire figurer, sur la marque d'un produit, des récompenses attribuées à un autre produit tombe, en outre, sous le coup de l'art. 8 de la loi du 23 juin 1857. — Trib. de Nantes, 12 juin 1888, — Rennes, 21 mars 1889, *Le dr. ind.*, 91, p. 28.

(3) V. l'incident rapporté p. 175.

(4) Cet abus a été signalé aux journaux, dans le communiqué rappelé note 1.

Cette énumération comprend à peu près tous les genres de fraudes.

Ces fraudes peuvent être commises, à l'égard soit du public, au moyen de fausses mentions apposées sur les produits eux-mêmes ou dans des annonces, prospectus, factures, etc., soit du jury d'une exposition, par de mensongères allégations (art. 2, 3 et 4).

Elles constituent, non des faits d'escroquerie, mais des délits d'une nature spéciale, punis d'une amende, de 50 à 6,000 francs, et d'un emprisonnement, de trois mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sans mauvaise foi, le caractère délictueux ferait évidemment défaut : l'art. 2 énonce expressément qu'elles doivent être commises *sans droit et frauduleusement* (1).

L'art. 1^{er}, *in fine*, édicte enfin des prescriptions spéciales, en ce qui concerne les titulaires mêmes des récompenses. Prévoyant les indications incomplètes, de nature à tromper le public, soit sur la valeur de la récompense, soit sur la catégorie des produits primés, la loi oblige les industriels, qui font usage d'une récompense, à mentionner l'indication : 1^o de la nature de cette récompense ; 2^o de l'exposition à laquelle ils l'ont obtenue ; 3^o de l'objet récompensé (2). La sanction de ces prescriptions consiste en une amende, de 25 à 3,000 francs. Il convient de remarquer que l'art 4 ne contient

(1) Trib. corr. Seine, 7 février 1889. *Le dr. ind.*, 90, p. 492.

(2) Ainsi, contrevient à ces prescriptions celui qui fait figurer, sur ses factures, deux médailles, avec cette seule indication « Paris, 1878 ».
— Paris, 25 janvier 1888, *Le dr. ind.* 1888, p. 362 ; — Trib. corr. Seine, 8^e ch., 9 février 1889, *Gaz. des trib.*, 41 et 42 février 1889.

pas, comme l'art. 2, le mot *frauduleusement* : la simple omission ferait donc encourir l'amende (1).

L'art 5 dispose que « les tribunaux pourront prononcer la destruction ou la confiscation, au profit des parties lésées, des objets sur lesquels les fausses indications auront été appliquées ». Ces objets ne peuvent être que les produits ainsi présentés ; il semble difficile de soutenir qu'il s'agirait des annonces, ou des prospectus mensongers. Le doute qui résulterait du défaut de détermination de ces objets n'est-il pas dissipé par ces mots : « *au profit des parties lésées ?* » (2)

Les tribunaux n'usent pas souvent de cette faculté ; ils infligent rarement le maximum des peines édictées. L'art. 463 du Code pénal, applicable (art. 6) aux délits prévus par la loi de 1886, permet de réduire les pénalités qu'elle prononce. L'*affichage* et l'*insertion* des jugements dans les journaux peuvent être ordonnés.

159. La Suisse, qui s'est donné, en quelques années, une législation complète sur la *propriété industrielle*, applique à peu près les mêmes règles que la France au sujet des usurpations de récompenses. Les art. 21 et 22 de la loi du 26 septembre 1890 énoncent que le droit d'apposer, sur leurs produits, la mention de récompenses quelconques, décernées dans les expositions helvétiques ou étrangères, appartient exclusivement aux industriels ou aux maisons de commerce qui les ont obtenues ; pour cette mention, la même précision est exigée. L'art. 22 prescrit, — ce que ne fait pas la loi française, — l'indication, s'il y a lieu, du caractère *collectif* de la récom-

(1) Trib. corr. Seine, 7 février 1889, *Le dr. ind.*, 1890, p. 192.

(2) V. *contrà* : M. GEORGES BRY, *Cours élémentaire de législation industrielle* (Paris, 1895), p. 509.

pense. — L'art. 23 prévoit le délit de fausse application.

Il y a lieu d'espérer que tous les États ne tarderont pas à suivre l'exemple de la France et de la Suisse : il est de leur devoir, autant que de leur intérêt, de réprimer tous les abus qui peuvent porter atteinte au prestige des expositions internationales.

CONCLUSION

Plusieurs des difficultés qui ont fixé notre attention ne pourront être efficacement résolues qu'à la suite d'un accord entre les États. Alors que des conventions sont intervenues sur de nombreuses questions, intéressant les rapports mutuels des nations, il n'en existe aucune, relativement aux Expositions ; on ne saurait, en effet, donner, sans réserve, ce nom à l'engagement, contenu dans l'art. 11 de la Convention de 1883. Inaugurées depuis près d'un demi-siècle, organisées, tour à tour, en Europe et en Amérique, les Expositions universelles ont cependant procuré aux peuples et aux gouvernants les enseignements de l'expérience. Ces enseignements tendent, d'une manière manifeste, à démontrer la nécessité d'une entente.

Dans chaque État, les travaux des publicistes, les décisions de la jurisprudence, les efforts de la diplomatie doivent, sans chercher à porter atteinte aux principes mêmes sur lesquels repose le droit international, contribuer de plus en plus à préparer d'équitables solutions. Il n'est pas moins indispensable, en vue du succès des Expositions, du respect de la notion de justice envers tous les intéressés, à quelque pays qu'ils appartiennent, que de sérieux efforts soient tentés pour conjurer des conflits réellement insolubles, si l'on ne pouvait obtenir le concert même des États.

Le Gouvernement helvétique, qui témoigne, en toutes circonstances, des dispositions les plus favorables au développement des relations entre les puissances (il suffit de mentionner les bureaux internationaux, dont Berne est le siège, et l'*Association de la Croix-Rouge*, fondée à Genève), a pris l'initiative de pourparlers ayant pour but l'accord désiré. Le département fédéral des Affaires étrangères a présenté, à ce sujet, en 1893, un très intéressant rapport, à la suite d'une conférence, aux travaux de laquelle ont pris part des hommes fort compétents. Ce rapport émet des idées sages. Le Gouvernement suisse l'a adressé aux puissances, en leur demandant si elles seraient disposées à se faire représenter dans une conférence, qui élaborerait sur la détermination de principes uniformes pour les Expositions universelles.

Il ne s'agit point de préparer une convention proprement dite, ni de créer un bureau international, mais seulement d'adopter quelques règles générales sur des questions d'intérêt majeur, règles que les États contracteraient l'obligation morale d'appliquer sur leurs territoires respectifs : l'organisation des *jurys*, — plusieurs questions d'ordre général concernant *les assurances*, — la hiérarchie des divers genres de *récompenses*, pour éviter, à la fois, des mesures disparates et de regrettables confusions, — relativement à la garantie de la *propriété industrielle*, les difficultés que font surgir des principes, non seulement divergents, mais souvent même contradictoires et dommageables, — les prescriptions souhaitées, en ce qui touche la *vente des objets exposés*, les *formalités douanières*, — quelques autres points encore.

Jusqu'à ce jour, peu d'États ont fait pressentir leur adhésion à la conférence projetée.

Il serait évidemment, sinon impossible, du moins très difficile de conclure un arrangement international formel sur toutes les questions. Mais on pourrait admettre, affirmer des principes généraux qui serviraient de ligne de conduite. Il ne faudrait pas songer à une réglementation complète, devant se suffire à elle-même, mais à une entente ne se référant, d'abord, qu'à un petit nombre de points et destinée à recevoir progressivement, *paulatim*, les compléments suggérés par l'expérience, *incrementum latens*. N'est-ce pas ainsi, et non par des œuvres construites de toutes pièces, que se fondent et se perfectionnent les institutions durables, surtout celles qui concernent les rapports internationaux ?

Telle est la portée de l'initiative du Gouvernement helvétique, qui a, d'un autre côté, compris qu'il serait utile de réunir, lors de chaque grande exposition internationale, un congrès appelé à discuter les questions relatives à l'organisation de ces importants concours. Les congrès abondent aujourd'hui : n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que beaucoup des difficultés juridiques, dont nous avons tenté l'examen, n'aient pas été débattues dans des assemblées de ce genre ? L'échange des observations, des idées entre appréciateurs compétents, pourrait produire d'heureux résultats.

L'ouverture émanée du cabinet de Berne nous paraît mériter, au plus haut degré, d'être accueillie par les différents États, conviés, non à se prononcer sur une réglementation générale, mais à préparer avec mesure l'élaboration de principes communs, qui seraient proposés à l'assentiment général.

Les Expositions internationales, notamment les Expositions universelles, donnent lieu à des observations si di-

verses de la part des économistes, des moralistes, des États et des cités, dont les intérêts sont souvent opposés, qu'on ne peut discerner, avec sûreté, l'avenir réservé à une si grandiose institution. Il n'est pas moins certain qu'elles ont puissamment contribué à l'essor des relations internationales, au rapprochement des peuples, aux progrès des arts, du commerce et de l'industrie. Le droit n'est étranger à aucune des œuvres humaines ; s'il paraît quelquefois les rétrécir par des dispositions secondaires, il leur communique, au contraire, quand on remonte à sa vraie source, quelque chose de la grandeur inséparable de la notion même de justice. En dépit de tant de crises et d'épreuves, l'un des plus nobles triomphes de cette notion sacrée ne résultera-t-il pas de la progression lente, mais sûre, de l'autorité du droit, régissant, en même temps que les rapports individuels et les relations des États, les imposantes assemblées, où les peuples de presque toutes les contrées de la terre viennent, dans de pacifiques et solennelles assises, montrer ce que peut produire une laborieuse et universelle émulation ?

Vu :

Le Président de la Thèse,

L. RENAULT.

Vu :

Par le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE ANALYTIQUE

	Pages
AVANT-PROPOS.....	1
INTRODUCTION HISTORIQUE	
1. L' <i>Internationalisme</i> , fait caractéristique de notre époque.	3
2. Mouvement commercial dans l'antiquité.....	6
3. Au moyen-âge et dans les temps modernes, les grandes foires constituent le fait dominant. — Conception de Louis XI.....	7
4. La multiplication des marchés, les progrès de l'industrie et des communications développent l'esprit de concurrence.....	8
5. La France organise, en 1798, la première exposition, qui consacre le principe de la liberté du travail. — Série des expositions nationales de la France.....	10
6. En 1848, nouvelle évolution économique, sous l'influence des idées de libre-échange et des progrès scientifiques, qui décuplent la circulation. — Première <i>Exposition internationale</i> , à Londres, en 1851.	14
7. <i>Expositions universelles</i> de Paris (1855), — Londres (1862), — Paris (1867), — Vienne (1873), — Philadelphie (1876), — Paris (1878), — Paris (1889), — Chicago (1893), — etc.....	16
8. Expositions internationales spéciales.....	22
9. Nouvelle <i>Exposition universelle</i> , préparée, à Paris, pour l'année 1900.....	24

CHAPITRE PREMIER

RÈGLES PRINCIPALES D'ORGANISATION ET D'ADMINISTRATION

§ 1^{er}. — Différents modes d'exploitation.

10. Diverses combinaisons administratives et financières :
- 1) Entreprise exclusivement gouvernementale..... 28
 - 11. 2) Entreprise privée, patronnée par l'État..... 29
 - 12. 3) Organisation dirigée par l'État, avec le concours d'une association de garantie..... 29

§ II. — Organisation générale.

- 13. Lois, décrets organiques..... 31
- 14. Le ministre du commerce, chef des services administratifs, délègue, d'ordinaire, ses pouvoirs à un Commissaire général ou à des Directeurs généraux..... 32
- 15. Règlement général, règlements spéciaux..... 32

§ III. — Participation des étrangers.

- 16. Invitations adressées aux puissances, qui, au cas d'acceptation, nomment une commission officielle..... 33
- 17. Au cas de refus, participation collective des ressortissants, qui forment un comité national, — ou bien, participation individuelle..... 33
- 18. Nomination, par chaque commission ou comité, d'un délégué, seul intermédiaire entre les exposants et l'Administration..... 33

§ IV. — Admission, réception, retrait des produits.

- 19. Produits français. — Comités départementaux et d'arrondissements..... 34
- 20. Comités d'admission... 35
- 21. Admission des produits étrangers..... 35
- 22. Cas d'exclusion..... 35
- 23. Réception et retrait..... 36

§ V. — Répartition des emplacements, installations.

24. Opérations traitées avec les délégués.....	36
25. Concessions généralement gratuites, parfois moyennant un prix déterminé.....	36
26. Fournitures d'eau et de force motrice.....	37
27. Soins et frais d'installation, à la charge des exposants. — Constitution des syndicats d'installation.....	38

§ VI. — Concessionnaires, entrepreneurs, permissionnaires.

28. Cahiers des charges et conditions générales imposées aux entrepreneurs.....	38
29. Concessionnaires divers, permissionnaires, — différents modes de concessions, charges et conditions.....	39

§ VII. — Administration.

30. Services de sureté générale ; — gardiennage particulier à la diligence des exposants ; — clause d'irresponsabilité stipulée par l'Administration.....	40
31. Régime des entrées.	41

CHAPITRE II

CONDITION DES PERSONNES, DES LOCAUX ET DES OBJETS

SECTION I

CONDITION DES LOCAUX

32. Les terrains appartiennent ordinairement à la ville et sont concédés gratuitement par elle à l'Administration, qui dispose seule des bâtiments ; — conservation des édifices, s'il y a lieu, après la clôture de l'Exposition.....	43
33. Immeubles édifiés par les exposants, avec l'autorisation de l'Administration.....	45

34. Constitution de l'Exposition en <i>entrepôt réel des douanes</i> . Mesure exclusivement fiscale.....	47
35. Les emplacements occupés par les sections étrangères ne bénéficient pas de la fiction d'exterritorialité.....	49
36. A défaut de dérogation expresse et constitutionnelle, toutes les dispositions législatives ou réglementaires s'appliquent dans l'enceinte de l'Exposition.....	52

SECTION II

CONDITION DES PERSONNES ET DES OBJETS

§ I^{er}. — Caractère soit des différentes commissions, soit de
leurs membres.

37. Les agents, rétribués ou non rétribués, attachés aux ser- vices d'une Exposition universelle, sont, en France, revê- tus d'un caractère public.	53
38. Ont le droit d'ester en justice la Commission organisatrice ou le Commissaire-général, — et les commissions étran- gères, revêtues d'un caractère officiel.....	54
39. <i>Quid</i> des comités dépourvus de ce caractère?.....	55
40. Règles générales de compétence.....	56
41. Les membres des commissions étrangères officielles ne peuvent invoquer, en cette qualité, le bénéfice des immu- nités diplomatiques?.....	57

§ II. — Rapports de l'Administration avec les exposants.

42. L'Administration est un tiers, par rapport à l'exposant; leurs relations sont contractuelles.....	60
43. Le contrat, qui règle ces relations, est un <i>louage</i> , si l'expo- sant paie une redevance pour l'occupation de l'emplace- ment; il y a une sorte de <i>dépôt volontaire</i> , dans le cas contraire, qui est le plus fréquent.....	60
44. Les principaux caractères du dépôt volontaire se rencon- trent alors dans le contrat d'exposition.....	64

SECTION III

QUESTIONS SPÉCIALES

§ 1^{er}. — Aérostats s'élevant de l'enceinte d'une Exposition internationale.

45. Les progrès de l'art aérostatique nécessiteront de nouvelles règles juridiques. — En l'état actuel, quelle est la juridiction qui doit connaître des litiges et des méfaits qui se produisent dans les ballons libres ? 67

§ II. — Situation des ouvriers étrangers aux expositions internationales des États-Unis.

46. Les ouvriers et agents étrangers, qui accompagnent les exposants, ne sont pas soumis à la législation spéciale des États-Unis sur le contrat de travail. — Lois des 1^{er} septembre et 3 novembre 1893. 69

CHAPITRE III

IMMUNITÉS FISCALES ET FACILITÉS DE TRANSPORT

47. Exemption, en France, des droits de douane, d'octroi, etc., par suite de la constitution en *entrepôt réel* et de la circulation en *transit*. 72
48. Les droits sont dus, en cas de vente ou de saisie 74
49. Exemption des contributions indirectes (régime des boissons) et d'autres impôts 75
50. Mesures analogues à l'étranger. 77
51. Facilités de transport 78
52. Immunités et facilités accordées aux nationaux qui participent à des expositions étrangères 78

CHAPITRE IV

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET ARTISTIQUE

I^{re} PARTIE. — INVENTIONS

SECTION I

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

53. Nécessité d'une protection dans le pays de l'Exposition...	82
54. Graves divergences entre les diverses législations	83
55. Convention internationale du 20 mars 1883.....	86

SECTION II

INVENTION NON BREVETÉE DANS LES PAYS DE L'EXPOSITION

§ 1^{er}. — *Invention brevetable.*

56. Principaux cas où une invention est brevetable. — Circonstances qui peuvent avoir empêché l'obtention d'un brevet.....	93
57. Double danger couru par l'exposant non breveté.....	93

*Protection temporaire*A. — *Développements successifs*

58. Lois françaises de 1855, 1867 et 1868. — Législations étrangères.....	97
59. Article 11 de la Convention internationale de 1883. — Grave difficulté d'interprétation.....	100
60. Résolutions, non ratifiées, des Conférences de Rome et de Madrid	108
61. Divergences d'application entre les États de l'Union.....	109

B. — *Caractère et conditions d'obtention de la protection temporaire.*

62. Elle consiste en un délai de priorité ; mais, par suite du désaccord des États, ce délai n'est accordé que dans le pays de l'Exposition	112
---	-----

63. Durée de la protection temporaire en France et en Angleterre.....	413
64. L'art. 11 de la Convention ne prévoit que les expositions <i>internationales officielles</i>	415
65. Ce texte n'oblige les États contractants qu'à l'égard des inventeurs étrangers ressortissant de l'Union.....	417
66. Nécessité du dépôt d'une demande, dans le premier mois de l'Exposition, au plus tard, sauf en Suède.....	418

C. — *Formalités.*

67. En l'état actuel de la Convention, aucune formalité internationale n'est nécessaire.....	420
68. Prescriptions de la loi française : — autorité compétente (préfet ou sous-préfet), — pièces qui doivent être annexées à la demande (mémoire descriptif, lettre d'admission, etc.).....	420
69. Le certificat provisoire ne peut être refusé. — Exceptions.	425

D. — *Effets de la protection temporaire*

70. Les effets du certificat provisoire sont aussi étendus que ceux du brevet, mais, comme ceux-ci, limités au territoire.	427
71. Suivant la loi française, ces effets rétroagissent au jour de l'admission (inconvenient de cette disposition) et subsistent jusqu'à la fin du troisième mois qui suit la clôture.....	427
72. L'effet caractéristique du certificat est de conserver le droit au brevet.....	429
73. Autres effets : droit exclusif d'exploitation.....	431
74. Ces effets sont-ils temporaires ou conditionnels ? Controverse.....	431
75. PREMIER SYSTÈME : Ils sont conditionnels.....	432
76. DEUXIÈME SYSTÈME : Ils sont temporaires.....	434
77. La protection temporaire ne sera pleinement efficace que lorsque ses effets seront internationaux.....	438

§ II. — *Invention non brevetable.*

78. Hypothèses les plus fréquentes.....	439
---	-----

79. En droit, une invention non brevetable ne peut être protégée temporairement à l'Exposition	141
80. En fait, elle peut l'être, si le défaut de brevetabilité tient au défaut de nouveauté.....	142

SECTION III

INVENTION BREVETÉE DANS LE PAYS DE L'EXPOSITION.

81. Elle est protégée, de plein droit, à l'Exposition. — <i>Quid</i> au sujet d'un inventeur dont le brevet va expirer ?.....	144
82. Mais, dans certains pays, risques de déchéance	145
83. 1 ^o Déchéance pour défaut d'exploitation. — Lois françaises de 1848, 1881 et 1888, qui l'ont interrompue.....	145
84. 2 ^o Déchéance, à raison de l'introduction, par le breveté, d'objets fabriqués à l'étranger : — art. 32 de la loi de 1844, — lois de 1856, 1878, 1881 et 1888.....	148
85. Introduction d'objets fabriqués à l'étranger par un tiers : est-ce une contrefaçon ? Controverse.....	152

CHAPITRE V

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET ARTISTIQUE (SUITE).

II^e, III^e, IV^e ET V^e PARTIES : NOM COMMERCIAL, MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE, DESSINS ET MODÈLES DE FABRIQUE, OEUVRES ARTISTIQUES.

SECTION PREMIÈRE

NOM COMMERCIAL APPOSÉ SUR LES PRODUITS. — MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

§ 1^{er}. — Droit commun.A. — *Législations intérieures.*

86. Situation défavorable des étrangers.....	158
87. Principes relatifs au nom commercial. — Divergences....	159

88. Principes relatifs aux marques. 1 ^o Protection des étrangers	159
89. 2 ^o Caractère des marques.....	161
90. 3 ^o Effets du dépôt.....	162
91. Principe de la prohibition de l'importation de produits revêtus d'indications usurpées. — Art. 49 de la loi française de 1857.....	162
92. Application au cas d'exposition internationale.....	164
93. Dispositions similaires des lois étrangères.....	165
B. — <i>Conventions internationales.</i>	
94. Articles 6 et 8 de la Convention de 1883.....	165
95. Conférence de Madrid : <i>Union restreinte</i> : — Enregistrement international des marques....	167
§ II. — Mesures spéciales aux noms et marques figurant dans les expositions internationales.	
1 ^o <i>Cas d'une marque non déposée.</i>	
96. Situation moins périlleuse que celle d'une invention non brevetée.....	169
97. Principe de l'art. 44 de la Convention de 1883.....	171
98. Loi française de 1868 et lois étrangères.....	172
2 ^o <i>Cas d'une marque déposée.</i>	
99. Référence aux principes.....	173
100. Exclusion des produits revêtus de marques contrefaites..	174

SECTION II

DESSINS ET MODÈLES DE FABRIQUE.

101. Notions générales.....	178
§ 1 ^{er} . — Droit commun.	
A. — <i>Législations intérieures.</i>	
102. Législation française : loi de 1873.....	180
103. Législations étrangères.....	181
B. — <i>Conventions internationales.</i>	
104. Résumé des principes.....	182

§ II. — Mesures spéciales aux dessins et marques de fabrique, figurant aux expositions internationales.

105. Art. 11 de la Convention. — Lois françaises de 1868, 1881	183
106. Aucun risque de déchéance.....	184
107. Loi suisse de 1888.....	185

SECTION III

ŒUVRES ARTISTIQUES.

108. Aucune disposition exceptionnelle. — Divergences entre les législations.....	186
109. Loi française de 1793.....	187
110. Difficultés relatives aux œuvres de sculpture.....	188
111. Difficultés concernant les reproductions mécaniques d'œuvres d'art.....	189
112. Difficultés afférentes aux œuvres photographiques.....	191
113. Difficultés relatives aux instruments reproduisant mécaniquement des airs de musique.....	193

SECTION IV

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES OBJETS EXPOSÉS.

114. Prescriptions du règlement général interdisant la reproduction des objets exposés.....	194
---	-----

CHAPITRE VI

SAISIES

SECTION I

FONDEMENT DES DIFFÉRENTS MODES DE SAISIE

115. Importance de la question. Différentes catégories de saisissants.....	195
--	-----

§ Ier. — **Les objets exposés peuvent-ils être saisis par les créanciers de l'Administration ?**

116. Les créanciers de l'Administration n'ont aucun droit sur ces objets, qui ne sont ni sa propriété ni en sa possession..... 496
117. Même solution, quand l'Administration représente l'État (serait-elle propriétaire ou possesseur de ces objets), — et cela, en vertu du principe de l'insaisissabilité des biens publics... 498

§ II. — **Les objets exposés peuvent-ils être saisis par les créanciers des exposants ?**

1^o *De la saisie en cours de voyage*

118. Caractère particulièrement dommageable de cette saisie. 499
119. En l'absence de toute disposition dérogatoire, le droit commun doit être appliqué 499
120. La fiction de circulation en *transit* ayant un caractère exclusivement fiscal, ne saurait y faire obstacle : obligations particulières du saisissant 200

2^o *De la saisie dans l'enceinte de l'Exposition*

121. Aucun principe n'y fait obstacle. Objections, réfutation. 201

§ III. — **Les objets exposés peuvent-ils être saisis par des exposants, ayant donné à bail les constructions qu'il leur a été permis d'édifier ?**

122. Saisie-gagerie : elle est praticable, en principe, à la requête de tout propriétaire d'immeuble..... 202
123. Mais un permissionnaire ne saurait l'exercer, parce qu'il n'a pas le droit de louer son immeuble..... 203

§ IV. — **Les objets exposés, contrefaits, peuvent-ils être saisis par des industriels lésés ?**

124. Oui, selon la doctrine qui assimile à la contrefaçon l'introduction en France, même à l'état de *transit*, et l'exhibition dans une exposition..... 204

- 125.** Lois des 5 juillet 1881 et 30 octobre 1888 ; — restriction fondée sur la réciprocité légale..... 205

SECTION II

PROCÉDURE

- 126.** Difficultés pratiques 207

§ 1^{er}. — **Le créancier a un titre exécutoire.**

- 127.** Suivant que son gage est entre les mains du débiteur ou d'un tiers, il peut recourir à la saisie-exécution ou à la saisie-arrêt..... 208

A. — *Les objets sont en cours de voyage*

- 128.** Le voiturier étant un tiers, la saisie-arrêt est seule praticable..... 210

B. — *Les objets se trouvent dans l'enceinte de l'Exposition.*

- 129.** L'Administration est un tiers, au sens général du mot... 211
130. Peut-elle jouer le rôle de *tiers saisi* ? Oui, à moins qu'il n'y ait entre elle et les exposants un contrat de louage. 212
131. Spécialement, rien ne s'oppose à ce que l'État ou bien une administration publique puisse avoir cette qualité.... 213
132. Thèse contraire des Commissions, aux Expositions de 1867 et de 1878, — approuvée par la jurisprudence... 214
133. Jurisprudence autrichienne..... 217
134. Procédure de la saisie-arrêt, mesure conservatoire. *Quid*, si les objets ne sont pas enlevés après la clôture de l'Exposition ?..... 218

§ II. — **Saisies ne pouvant être pratiquées qu'en vertu d'une permission du juge.**

- 135.** *a)* Saisie-revendication..... 221
136. *b)* Saisie conservatoire..... 221
137. *c)* Saisie foraine..... 221
138. *d)* Saisie-contrefaçon... .. 222

- 139.** Obligation commune : nécessité d'une ordonnance spéciale..... 224

§ III. — Régularisation des procédures de saisies et exécution définitive.

- 140.** Toute autre saisie que la saisie-exécution doit être validée, pour devenir exécutoire..... 224
- 141.** Saisie-arrêt : tribunal compétent..... 225
- 142.** Saisies spéciales : tribunal compétent..... 227
- 143.** Après le jugement de validation, l'exécution doit suivre son cours. — Jurisprudence prétorienne du juge des référés..... 228
- 144.** Conclusion. — Souhait qu'une loi déclare interdite toute saisie, autre que la saisie-contrefaçon, des objets appartenant aux exposants..... 229

CHAPITRE VII

RÉCOMPENSES.

SECTION PREMIÈRE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET ORGANISATION.

- 145.** Avantages et inconvénients ; les avantages l'emportent.. 233
- 146.** Nécessité d'un jury international ; — incident de Chicago. 235
- 147.** Constitution du jury international..... 236
- 148.** Plusieurs ordres de récompenses. — Questions relatives à l'indication du prix sur les produits..... 237

SECTION II

LÉGISLATION

§ 1^{er}. — L'usurpation de récompense, acte de concurrence déloyale.

- 149.** L'attribution d'une récompense confère un droit au titulaire : il est donc lésé par toute usurpation. — Cas particuliers. — Compétence..... 239

150. Situation de l'étranger, victime de l'usurpation; — cas où son action est recevable en France, en vertu du droit commun.....	241
151. <i>Quid</i> en dehors de ces cas ?.....	241
152. Situation de l'étranger, auteur de l'usurpation, s'il est domicilié en France	243
153. <i>Quid</i> , s'il est actionné, à l'étranger, par un Français? — Jurisprudence allemande.....	243

§ II. — L'usurpation de récompense, acte délictueux.

154. Justification des mesures répressives	248
155. Loi anglaise du 20 juillet 1863 : caractère spécial.	250
156. Loi française du 30 avril 1886, — faits qui l'ont précédée.	251
157. Etendue et caractère de la protection résultant de cette loi; — hypothèses diverses	252
158. Sanctions et pénalités.....	256
159. Législation suisse : art. 21, 22 et 23 de la loi du 26 septembre 1890.	258
CONCLUSION.....	261

TABLE ANALYTIQUE.

GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS.

Directeur-Gérant : EMMANUEL RIVIERE, Ingénieur des Arts et Manufactures.
